This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

L'

L'Énergie américaine

DU MÊME AUTEUR

Sous la Couronne d'Angleterre. (*Impressions d'Ecosse. — L'Irlande et son destin. — Au pays de Galles*). Ouvrage couronné par l'Académie française. 3e édition. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs.

Bibliothèque de Philosophie scientifique

FIRMIN ROZ

L'Énergie américaine

(Évolution des États-Unis)

PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, 26

1914

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous les pays.

E114
R8

Droits de traduction et de reproduction réservés
pour tous les pays.

Copyright 1910,

by Ernest Flammarion.

UNIV. OF CALIFORNIA

L'Énergie américaine

AVANT-PROPOS

Les États-Unis nous attirent par le magnifique déploiement de leur vigueur, par l'intensité de leur vie. Nos civilisations fatiguées regardent avec envie cette Jouvence où des immigrants de toutes nations dépouillent leur vieillesse. Études et observations se sont multipliées depuis quelques années. Elles s'ordonnent suffisamment pour nous laisser apercevoir l'ensemble des conditions exceptionnelles d'où sont sortis les traits caractéristiques de l'individu et de la société, pour nous révéler surtout, derrière l'activité économique déployée au premier plan, la puissance de l'idéal qui, mettant au service de cette société toutes les forces vives de la religion, de l'éducation et de l'action sociale, l'oriente vers un avenir dont les difficultés ne doivent pas cacher à nos yeux les promesses.

C'est l'enchaînement de ces causes et de ces

358635

effets que j'ai voulu mettre en lumière. J'ai appliqué à cet essai de synthèse la méthode impersonnelle et objective avec laquelle nous étudions les sociétés antiques. Toute la différence est qu'au lieu de documents tronqués, insuffisants, dont la critique est déjà un travail difficile, nous disposons d'informations copieuses, précises, toujours contrôlables.

Le cas est unique et il faut en profiter.

En plein âge moderne, une nation est née, a grandi sous nos yeux. Rien d'obscur dans son histoire; point d'inconnu, d'inexpliqué, ni de mystère. Nous assistons à ses origines et à ses progrès. Son évolution se manifeste à nous tout entière : nous en voyons aussi nettement que possible le point de départ et toutes les phases. Nous sommes dispensés, pour en retrouver les moments et en isoler les facteurs, de cette analyse préalable où échouent souvent les plus subtils historiens : les matériaux sont à notre portée pour la synthèse qui reconstruit le tout avec ses éléments et en saisit ainsi du même coup la genèse et la nature.

On peut donc tenter, dans les conditions exceptionnellement avantageuses où se présentent à nous les États-Unis, une philosophie de leur histoire. Nous voyons s'assembler et se combiner sous nos yeux les divers éléments ethnographiques qui en arrivent, grâce à de puissantes causes naturelles d'unification, à former un peuple de caractère

déterminé. (Livre I : *L'Individu et la Société.*) Ce peuple est avant tout, par la force même des choses, producteur de richesse. Le sol ne se lasse pas de fournir et les travailleurs affluent : la vie économique déborde toutes les autres formes d'activité, comme a fait naturellement en Prusse la vie militaire. (Livre II : *L'Évolution économique.*) Mais elle ne les absorbe pas. Cette société laborieuse et prospère a un idéal, d'autant plus efficace que dans l'heureuse phase de croissance et de progrès où elle est encore, toutes les volontés sont appelées à construire, toute action, si l'on peut dire, est positive; il n'y a point de négateurs, point de destructeurs : on n'a ni le loisir, ni le goût de les entendre et ils ne trouveraient ni leur place, ni leur rôle. (Livre III : *L'Idéal national.*) Ainsi se crée peu à peu un génie national, que la littérature, d'abord dépendante de l'Europe, exprime de plus en plus complètement et qui donne leur physionomie propre à toutes les manifestations de l'esprit américain. (Livre IV : *L'Évolution intellectuelle.*) Il reste à voir comment s'est formé et transformé le corps politique d'une nation qui présente une telle histoire, comment s'est constitué, au-dessus des treize colonies primitives et des États successivement créés, l'État fédéral, le seul que l'Europe aperçoive de loin et auquel elle ait affaire. (Livre V : *L'Évolution politique.*) Cette étude nous a conduits au seuil de l'avenir. Nous y laissons les États-Unis en pleine

prospérité, en pleine grandeur, dans les meilleures conditions, semble-t-il, pour résoudre les difficultés que pourraient leur créer le problème politique et le problème social, que leur a déjà créées la question nègre, prête à s'élargir maintenant chez eux en une question des races. (Livre VI : *Les Problèmes*). On est amené naturellement à se demander, pour conclure, comment les démocraties du Nouveau Monde ont pu présenter des destinées aussi diverses que celles des États-Unis et des Républiques sud-américaines. Les conditions exceptionnelles dans lesquelles s'est développée la première en rendent toute imitation impossible. Mais le spectacle du passé et du présent nous révèle certains rapports nécessaires, certaines lois inéluctables, qui commandent le progrès d'une nation, et une certaine limite idéale au delà comme en deçà de laquelle les sociétés ne peuvent pas trouver d'équilibre.

F. R.

LIVRE I

L'INDIVIDU ET LA SOCIÉTÉ

Rien n'est plus utile à la fois et plus difficile à connaître, quand on considère la destinée d'une nation, que l'histoire de ses origines. Par une heureuse et rare fortune la difficulté n'existe pas ici. Les premiers établissements européens d'où sont nés les États-Unis remontent à une époque assez récente, et l'immigration qui les a peuplés au cours des trois derniers siècles est assez facile à suivre, pour que nous retrouvions sans peine les éléments nécessaires à une psychologie de l'Américain actuel. Il nous suffira d'indiquer ensuite l'action du milieu, c'est-à-dire des conditions géographiques et historiques, pour comprendre comment s'est formé, sous l'influence du caractère dominateur qu'elles déterminent, un type d'individu et de société.

CHAPITRE I

Les Éléments de la population.

I. Les premiers immigrants. — La Compagnie de Londres et la colonisation de la zone du Sud (Virginie). — L'émigration des Cavaliers.
II. La Compagnie de Plymouth et la colonisation de la zone du Nord (Nouvelle-Angleterre). — Les Puritains séparatistes et la May-Flower (1620). — La Compagnie de la baie de Massachusetts.
III. La zone intermédiaire : Hollandais, Suédois, Quakers.
IV. L'extrême Sud : les deux Carolines, la Géorgie.
V. L'immigration au XIXe siècle. — Décroissance de l'élément anglo-saxon à partir de 1820 : prédominance des éléments celtiques et germaniques, puis latins et slaves.

I. — Il y a trois cents ans, le territoire occupé aujourd'hui par les 90 millions de citoyens de la grande République américaine était un immense désert où campaient par places quelques tribus de Peaux-Rouges. Des diverses tentatives de colonisation essayées depuis la découverte du Nouveau Monde, une seule avait réussi, celle des Français au Canada. Les Espagnols, il est vrai, maintenaient, après cinquante années de vicissitudes diverses, quelques établissements sur les côtes de Floride;

mais le désastre de l'Armada (1588), en détruisant la marine espagnole, allait les laisser désarmés et impuissants devant les colons d'une nation à qui passait la supériorité navale.

C'est avec Walter Raleigh que l'Angleterre entra sérieusement en scène. Les explorations de Drake, de Cavendish, de Frobisher, avaient frayé la voie à ses grands desseins. En 1569, à dix-sept ans, il avait servi en France sous Coligny, qui fut probablement la première personne à concevoir l'idée de fonder un état protestant en Amérique. L'idée survécut dans l'esprit de Walter Raleigh et il rêva d'y « établir une nation anglaise ». En 1584, il obtient de la reine la libre disposition de tout territoire non occupé déjà par une puissance chrétienne. Après des essais ruineux, il abandonne son entreprise de colonisation et transmet tous ses intérêts en Virginie à une compagnie par actions de marchands et d'aventuriers.

En 1606, quelques personnes, intéressées à ses plans, organisèrent les deux compagnies de Londres et de Plymouth. Le nombre des sans-travail (par suite de la transformation des terres en pâturages pour fournir la laine à la Hollande) et la perspective des mines d'or déterminèrent le roi Jacques Ier, malgré son désir de ménager les Espagnols, à accorder des chartes aux compagnies. Deux équipes de colons partent en 1607, l'une pour la Rivière James, l'autre pour la Kennebec.

Les colons envoyés par la compagnie de Londres fondent Jamestown, le premier établissement permanent en Amérique. Trois vaisseaux, montés par trente-neuf marins, avaient amené cent cinq personnes, dont cinquante-deux classées comme « gentlemen », les autres comme commerçants et ouvriers. Il n'y avait pas d'agriculteurs ni de femmes. On était venu surtout chercher de l'or. La nourriture manqua, les Indiens étaient hostiles, et bientôt les colons furent attaqués par la fièvre. En quatre mois il en périt la moitié. L'énergie de John Smith sauva le reste. Il explore la côte, se fait donner par les Indiens des vivres pour la colonie. On bâtit quelques maisons, on cultive un peu de terre. Deux années passent ainsi. Un nouveau lot de cinq cents colons ne fait qu'aggraver l'état précaire de la colonie; éprouvée par la faim et la maladie, elle se mutine. Le 8 juin 1610, les survivants s'embarquent pour retourner en Angleterre. Ils rencontrent l'escadre de lord Delaware : trois vaisseaux chargés de vivres. Décidément, dans cette lutte d'une vie encore incertaine contre la mort, le destin semblait avoir pris le parti de la vie. Bientôt la culture du tabac apporte un commencement de prospérité. En août 1619, date mémorable dans les fastes de l'histoire américaine, un vaisseau de guerre hollandais débarque vingt nègres pour les vendre à des planteurs de tabac : c'est le commencement de l'esclavage.

Ce n'est pas ici le lieu de retracer l'histoire de la Virginie durant la période coloniale, d'y montrer l'apparition du *self government* avec la « Chambre des Bourgeois », *House of Burgesses*, qui tint sa première réunion le vendredi 30 juillet 1619[1], de suivre, à travers leurs vicissitudes, les rapports de la colonie avec la métropole : mécontentement du roi Jacques, annulation de la Charte, indifférence de Charles Ier absorbé par les difficultés intérieures, gouvernement oppressif de sir John Harvey (1629-1631) et de Sir William Berkeley (1642-1652 ; 1660-1677). Le seul fait qui pour l'instant nous importe, c'est l'arrivée d'une nouvelle catégorie de colons. Après l'exécution de Charles Ier et le triomphe des « Têtes-Rondes », nombre de ses partisans, les « Cavaliers », passèrent en Virginie. L'exode dura tout le temps de la République et continua quelques années encore, même après la Restauration. Ces hobereaux ne se trouvaient pas dépaysés sur les plantations virginiennes ; ils y menaient une sorte d'existence féodale, isolés dans leurs vastes domaines, sans autre voie de communication que les rivières, chacun d'eux ayant le plus souvent son quai où les navires venaient échanger des marchandises européennes contre une cargaison de tabac. Aussi n'y avait-il guère de manufactures dans la

1. Un des bourgeois de cette première assemblée s'appelait Jefferson, et, cent cinquante-sept ans plus tard, un de ses descendants rédigeait la Déclaration d'Indépendance.

colonie, presque point de marchands, et pas de grandes villes. La vie était entièrement rurale. L'influence des Cavaliers fut considérable. Non seulement ils donnèrent le ton à la colonie, mais plus tard ils donnèrent des hommes d'État à la cause de l'Indépendance et à l'Union. George Washington est un de leurs descendants ; et il y en a bien d'autres : Hamilton, Jay, Madison, Patrick Henry, Edmond Randolph, James Wilson...

II. — Voyons maintenant l'apport fourni à la colonisation par la Compagnie de Plymouth. Son domaine était la « Virginie du Nord », c'est-à-dire la côte entre Long-Island et la Nouvelle-Écosse [1]. Un premier essai avait déjà été fait en 1602 par Bartholomew Gosnold qui avait nommé le Cap Cod et Martha Vinegard et construit une maison dans l'île de Cuttyhunk, mais avait dû rentrer en Angleterre, chassé par la faim. Il ne se passait guère d'année, depuis 1602, qu'un capitaine anglais ou un autre ne visitât quelque partie de cette côte. La petite troupe envoyée en 1607 par la compagnie de Plymouth [2] bâtit quelques huttes près de l'embouchure de la Kennebec où elle passa un hiver misérable. Ce n'est pas encore là le véritable commen-

1. Située entre 41° et 45° de latitude nord.
2. Elle est connue sous le nom de *Popham Colony*, du nom de sir John Popham, président de la Cour suprême d'Angleterre, un des principaux intéressés dans cette expédition.

cement de la « Nouvelle-Angleterre ». Le nom même n'existe pas. Il apparaît pour la première fois sur une carte dressée par le fameux capitaine John Smith. Celui-ci avait quitté la colonie de Jamestown en 1609. Il vient en 1614 avec deux navires de la compagnie de Plymouth dans la « Virginie du Nord », explore toute la côte entre le Cap Cod et l'embouchure de la Penobscot. D'autres capitaines visitèrent la côte après Smith ; mais c'est en 1620 seulement que des colons viennent s'installer.

On sait ce qui les amenait.

La Réforme d'où était sorti l'anglicanisme n'avait donné à l'Angleterre aucune liberté religieuse. Le souverain était devenu le chef de l'Église dans ce pays au lieu du pape, il y avait eu quelques changements dans les doctrines et les cérémonies ; mais l'obéissance à l'Église ainsi modifiée était obligatoire pour tous ainsi que la contribution à son entretien. Les « non conformistes » étaient persécutés. Parmi les réformateurs protestants, il y en avait un bon nombre qui n'étaient pas du tout satisfaits des doctrines et du rituel de l'Église anglicane, telle qu'elle avait été constituée au temps d'Élisabeth. Ils désiraient des modifications plus radicales, destinées à « purifier » l'institution ecclésiastique. On les appela les « Puritains ».

La plupart des Puritains n'avaient aucune intention de quitter l'Église d'Angleterre ; leur dessein était d'y rester pour l'adapter à leurs vues. Mais,

dès 1567, quelques ministres, désespérant de réaliser cette tâche, se décidèrent à la rupture et organisèrent des services religieux dans leurs maisons. En 1580, un clergyman nommé Robert Brown se fit l'avocat de cette politique de séparation, dont les adeptes furent connus sous le nom de séparatistes ou Brownistes. Ils rejetaient l'autorité des évêques. Quelques-uns niaient même que la reine fût le chef de l'Église, et c'était là un propos très dangereux, tombant sous l'accusation de haute trahison. Les Séparatistes furent traités de rebelles, plusieurs jetés en prison, quelques-uns pendus, et Brown s'enfuit du royaume.

Une congrégation de Séparatistes, conduite par l'éloquent prédicateur John Robinson, partit du hameau de Scrooby (Nottinghamshire) en 1608 pour échapper aux persécutions et se réfugia en Hollande, où il y avait beaucoup plus de liberté religieuse qu'en Angleterre et que dans n'importe quel autre pays. Ils s'établirent à Leyde, où ils furent rejoints par d'autres réfugiés qui portèrent leur nombre à un millier. La prospérité de leur petite colonie ne leur ferma pas les yeux sur les conséquences d'une installation définitive en terre étrangère : ils se rendirent compte que leurs enfants et leurs petits-enfants perdraient peu à peu l'usage de leur langue et leur nationalité, qu'ils deviendraient Hollandais. Aussi quelques-uns d'entre eux décidèrent-ils qu'il vaudrait mieux

partir en « pèlerins » pour l'Amérique et y fonder un petit État où ils seraient les maîtres.

Ils fixèrent leur choix sur la côte de New-Jersey et obtinrent de la Compagnie de Londres le droit de s'y établir. Des marchands anglais leur avancèrent des fonds, à gros intérêts, car l'entreprise était hasardeuse. Le roi Jacques refusa de leur octroyer une charte, mais ne fit aucune opposition à leur départ. Et c'est ainsi qu'en juillet 1620 une petite troupe de Pèlerins montée sur le *Speedwell* fit voile de Delftshaven en Hollande à Southampton en Angleterre, où la *Mayflower* les attendait avec des amis. Les deux navires partirent ensemble pour la traversée de l'Océan, mais le *Speedwell* faisait eau si misérablement qu'ils furent deux fois obligés de rebrousser chemin. Enfin, le 16 septembre, la *Mayflower* partit seule de Plymouth avec cent passagers, hommes, femmes et enfants. Le temps ne fut pas favorable, et il se passa plus de deux mois avant qu'ils ne pussent jeter l'ancre sur la côte d'Amérique, le 21 novembre. Ils avaient été entraînés si loin de leur route qu'ils se trouvaient, au lieu du New-Jersey, sur la rive septentrionale du Cap Cod, dans les territoires de la Compagnie de Plymouth. Ils lui demandèrent la permission de rester et fondèrent la Colonie de Plymouth (1620).

Voilà le premier noyau de la Nouvelle-Angleterre. Il est formé, comme on le voit, des plus

résolues et des plus hardies parmi les familles dont l'audace et la ténacité ont déjà été mises aux plus rudes épreuves. C'est le résultat, si l'on peut dire, d'une sélection à plusieurs degrés. Il nous suffit ici de mettre ce fait en lumière. Nous ne suivrons pas l'histoire de la colonie. En 1630, elle ne comptait encore que trois cents membres. A partir de cette date, elle profite de la grande émigration organisée par la Compagnie de la Baie de Massachusetts, fondée deux ans plus tôt par de notables Puritains[1] décidés à chercher sur les rivages de l'Amérique la liberté religieuse et le *self government* que leur refusait le roi Charles Ier. Avant même la création de cette Compagnie, des Puritains non séparatistes avaient suivi l'exemple des « Pèlerins »; John Endicott, de Dorchester, s'était emparé d'un point que les Indiens appelaient Naumkeag et y avait fondé la petite colonie de Salem[2]. La colonie de Massachusetts eut des débuts moins durs que celle de Plymouth. La première année vit se former quatre agglomérations : Dorchester, Roxbury, Charlestown, Watertown et Tremont appelée presque aussitôt Boston. Le Collège Harvard est fondé en 1636.

Les groupes de Rhode-Island, Connecticut,

1. Ils avaient acheté de la Compagnie de Plymouth un vaste territoire comprenant tout le pays entre les rivières Charles et Merrimac.

2. Nom biblique qui signifie « Paix ».

New-Haven se formèrent des mêmes éléments, détachés quelquefois des groupes primitifs. Quelques villages ébauchaient la future colonie de New-Hampshire, et des établissements épars le long de la côte préparaient celle du Maine. La grande émigration puritaine cessa en 1643, au moment où éclata la révolte contre Charles Ier. Quelques colons revinrent même en Angleterre pour aider leurs frères dans la lutte contre le despotisme royal. A cette date, la population de la Nouvelle-Angleterre s'élevait à environ 26.000 habitants, dont 5.000 y étaient nés. C'était une population de fermiers et de pêcheurs. Chaque homme possédait la maison dans laquelle il vivait et la terre qu'il labourait. Les ministres étaient pour la plupart hommes de grand savoir et de haut caractère. Il n'y avait pas d'illettrés. La première imprimerie fut installée à Cambridge en 1639, et le premier volume sorti de ses presses fut le célèbre *Bay Psalm Book* (1640).

III. — Entre la Virginie au sud et la Nouvelle-Angleterre au nord, c'est-à-dire entre les domaines de la Compagnie de Londres et de la Compagnie de Plymouth, s'étendait une zone intermédiaire où se constituèrent, de 1609 à 1702, la Nouvelle-Hollande (bientôt New-York), le New-Jersey, la Pensylvanie.

Avant que la *Mayflower* eût débarqué ses pèlerins à Plymouth, de hardis navigateurs et d'aventureux

marchands de Hollande avaient pris possession de l'île de Manhattan, où se dresse aujourd'hui la ville de New-York. Dans l'été de 1609, le navigateur anglais Henry Hudson, alors au service de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, avait longé les côtes américaines dans son petit navire la *Demi-Lune* et remonté la belle rivière qui porte son nom jusqu'au point où se fait sentir la marée, là où s'élève aujourd'hui Albany. C'était une voie directe et toute prête pour le commerce des fourrures. Des trafiquants hollandais eurent vite fait d'accourir. Vers 1614, ils avaient fondé un établissement dans l'île de Manhattan, et la Compagnie de la Nouvelle-Hollande était organisée. En 1664, la ville de New-Amsterdam avait une population de 1.500 âmes. La liberté religieuse y était absolue, et des gens y venaient de toutes les contrées de l'Europe ; on dit qu'il ne s'y parlait pas moins de dix-huit langues.

En 1638, une petite troupe de Suédois avait pris possession de l'embouchure de la Delaware et fondé un établissement qu'ils appelèrent la Nouvelle-Suède ; ce fut le commencement du petit État de Delaware. Les Hollandais regardèrent les Suédois comme des intrus et, en 1655, le gouverneur Stuyvesant les vainquit et occupa leur territoire. Mais bientôt une petite flotte, envoyée d'Angleterre par Charles II, s'empara de New-Amsterdam. La ville et la colonie tout entière passèrent sous l'autorité

du frère du roi, le duc d'York, dont elles prirent le nom (New-York, 1664).

La partie du territoire située entre l'Hudson et la Delaware fut bientôt vendue à deux gentilshommes, lord Berkeley et sir George Carteret : c'est l'origine du New-Jersey. Le premier céda sa part à des Quakers. Ceux-ci vinrent plus nombreux, quand William Penn créa pour eux la Pensylvanie (1681).

En 1685, Philadelphie comptait 2.000 habitants et la colonie près de 8.000. La moitié seulement étaient Anglais, le reste composé surtout d'Allemands et d'Écossais d'Irlande avec une bonne part de Suédois, de Gallois et de Français.

IV. — Il nous reste à examiner un quatrième groupe : l'extrême sud, c'est-à-dire les deux Carolines et la Géorgie. (On sait que la Floride appartenait à l'Espagne.)

Quand Charles II, remis en possession de son trône, eut donné, pour récompenser leurs services, à George Monk, duc d'Albemarle, à Edouard Hyde, comte de Clarendon, et à six autres gentilshommes, le territoire situé entre la Virginie et la Floride (1663), il s'y constitua bien vite un premier groupe. Tous les colons de la Virginie, qui n'y trouvaient pas la vie assez sauvage, tous les blancs de condition inférieure, qui ne pouvaient espérer de s'élever jamais à l'égalité sociale avec les plan-

teurs, se firent donner de petites fermes dans la Caroline du Nord et des esclaves noirs pour les cultiver. Il y eut aussi des Quakers et autres dissidents qui s'en allaient de la Virginie pour échapper aux persécutions. En 1707, il vint un important parti de huguenots chassés de France et, en 1709, un plus grand nombre encore d'Allemands du Palatinat, conduits par le baron de Graffenried. Il fallut deux années de guerres terribles contre la puissante tribu des Tuscaroras[1] qui occupaient le pays. Après 1730, des Écossais d'Irlande vinrent s'établir dans les districts de l'ouest et, après 1745, des Highlanders d'Écosse. La population s'accrut très vite ; elle était presque entièrement composée de petits fermiers adonnés à la culture du tabac, à l'exploitation de splendides forêts de pins jaunes d'où l'on tirait le bois de charpente, le goudron et la térébenthine.

Les lords propriétaires envoyèrent, en 1670, des colons anglais dans la Caroline du Sud. Après 1685, il y vint un grand nombre de huguenots de France; un peu plus tard, des Allemands, beaucoup d'Écossais d'Irlande et quelques Highlanders. Les races habitant les deux Carolines sont donc sensiblement les mêmes, quoique mêlées dans des proportions différentes. Mais les deux sociétés ne se ressemblaient pas. Les planteurs de la Caroline du Sud

1. Indiens Iroquois.

s'enrichirent en cultivant le riz et l'indigo sur de vastes domaines. Tout le travail était fait par des esclaves nègres, dirigés par des contremaîtres. Les riches planteurs avaient de confortables et jolies maisons dans Charleston, où la vie, avec le théâtre, les bals et les dîners, était très gaie.

Enfin, la Géorgie fut fondée par un brave soldat anglais, James Oglethorpe, qui avait conçu le dessein d'en faire une sorte de « marche » contre les Espagnols de Floride et les Indiens. Il en obtint du roi George la concession (1732) et fut autorisé à y faire passer les prisonniers pour dettes. Sa troupe de colons anglais fut renforcée par des Allemands et des Highlanders d'Écosse. On fit sur la côte des plantations de riz et d'indigo ; on exploita les bois de construction.

La population ainsi composée resta sensiblement la même jusqu'en 1789. Elle s'élevait alors, au moment de la présidence de Washington, à quatre millions dont 100.000 à peine au delà des Alleghanys. Cette population était dispersée. Il y avait peu d'industrie. Dans les États du Nord, les villes de la côte comptaient beaucoup de marchands, de marins et de pêcheurs ; mais partout ailleurs dominaient les fermiers, qui vivaient de ce qu'ils récoltaient sur leurs terres. On voyageait peu et les services de coches n'étaient pas réguliers. Il fallait une semaine pour aller de Boston à New-York en diligence. Faute de ponts, on passait les rivières en

bateau. La vie avait peu changé depuis les débuts de la période coloniale. Les plus grandes villes, — Philadelphie (42.000), New-York (33.000), Boston (18.000), Baltimore (13.000), — n'avaient pas encore perdu leur aspect rural.

V. — De 1790 à 1860, l'accroissement moyen, à peu près régulier, est de 35 p. 100 par décade. A partir de 1820, la proportion de l'élément anglo-saxon décroît d'une manière continue ; les éléments celtiques, germaniques, latins et slaves prédominent. Après la terrible famine de 1846, les Irlandais arrivent par centaines de mille. Entre 1840 et 1850, ils forment 41 p. 100 de l'immigration. Ils sont dépassés ensuite par les Allemands qui, entre 1850 et 1860, y représentent 36 p. 100 ; et, à son tour, l'Europe du Sud et de l'Est fournit le plus gros contingent (Italiens, Tchèques, Polonais, Russes). On conçoit que ces immigrants ne ressemblent guère aux premiers colons de la Virginie et de la Nouvelle-Angleterre. Ils ne viennent point chercher la liberté de prier selon leur foi et de vivre selon leur conscience, en respectant Dieu et en exigeant le respect de leurs droits ; mais ils sont, comme leurs devanciers, indépendants et hardis, confiants dans leurs forces, résolus à s'en remettre à leurs moyens.

La construction des chemins de fer, qui commence en 1831, les lignes de paquebots à vapeur,

établies à partir de 1837, donnent à l'immigration des facilités nouvelles. L'acquisition de la Louisiane[1] en 1803, de la Floride en 1819, la conquête de la Californie en 1848 lui ouvrent d'immenses régions. Elle s'y précipite, entraînant pêle-mêle des sans-travail, des techniciens, des spéculateurs, des aventuriers. Le mouvement, interrompu par la guerre de Sécession, reprend avec plus d'énergie quand la victoire du Nord met à la disposition de la main-d'œuvre libre les riches États du Sud. De 1870 à 1880, l'accroissement de population remonte à 30 p. 100, et s'il n'est plus que de 25 p. 100 entre 1880 et 1890, de 21 p. 100 entre 1890 et 1900, il faut voir quels chiffres énormes représente ce taux : quatre ou cinq millions par décades, avec un maximum de 800.000 immigrants pour certaines années[2].

On ne s'étonnera pas que la qualité de l'immigration soit de plus en plus basse. Depuis un demi-siècle, ce sont surtout des manœuvres, illettrés et souvent de condition misérable dans leur pays. Ils représentent, à vrai dire, le déchet du vieux monde, le fret des compagnies de navigation.

Il a même fallu que le gouvernement fédéral se

1. Ce nom désignait alors toute la vallée du Mississipi, des Lacs à la mer; il ne s'applique plus aujourd'hui qu'à l'un des quinze États que ce territoire a formés.

2. Le plus haut chiffre a été atteint en 1907, avec 1.285.349 immigrants. Il faut dire que tous ne restent pas.

décidât à exercer un contrôle plus rigoureux. En 1898, une loi a interdit l'accès de l'Union aux illettrés au-dessus de seize ans, à ceux qui ont subi une condamnation judiciaire, aux malades et aux anarchistes. Depuis 1903, on a imposé, avec quelques autres mesures restrictives, un droit d'entrée de 10 francs et l'obligation de posséder 50 francs au moins. C'est le commencement d'un choix.

Tels sont les éléments divers que trois siècles ont mêlés pour former la population des États-Unis. Avant d'étudier la société sortie d'un tel mélange, il faut examiner dans quelles conditions il s'est effectué, quelle a été l'action du milieu sur ces unités disparates.

CHAPITRE II

Le Milieu.

I. Conditions physiques et géographiques. — Immensité des territoires inoccupés et fertiles. — Richesses du sous-sol. — Le climat.
II. Conditions historiques. — Absence d'un passé historique. Absence d'ennemis et de rivaux. — Prédominance exclusive de l'activité économique.
III. Réduction des éléments divers à l'unité : le caractère dominateur. — Formation d'un type américain.

I. — Dès le début, les immigrants ne furent pas toujours des réfugiés politiques ou religieux ; quelques-uns obéissaient déjà et tous obéirent depuis à d'autres motifs. Les colons qui venaient en 1607, sous les auspices de la Compagnie de Londres, s'installer en Amérique et y fondaient Jamestown, espéraient surtout trouver de l'or. Ceux que la Compagnie, après deux ans d'efforts, décida à les rejoindre, n'étaient pour la plupart que le rebut des prisons ou le déchet des rues. Quelques années plus tard, la culture du tabac attirait en Virginie de respectables fermiers désireux de faire fortune. Les aventureux marchands hollandais qui remon-

tèrent la rivière de l'Hudson, s'installèrent dans l'île de Manhattan et organisèrent la Compagnie de la Nouvelle-Hollande, n'avaient d'autre souci que le commerce des fourrures et des peaux. Mais surtout, à mesure qu'on le connut mieux et qu'on s'y engagea davantage, le pays appelait les travailleurs ; il leur offrait des ressources infinies. D'abord il était libre, à la disposition du premier occupant ; il avait des terres pour tous, et quelles terres ! prêtes à donner sans engrais de magnifiques récoltes. Quand elles commençaient à se fatiguer, on pouvait les abandonner et porter plus loin le travail et les semences. C'est ainsi que procédaient les planteurs du Sud, et les conditions actuelles permettent encore aujourd'hui aux agriculteurs de l'Ouest cette culture extensive. Car à mesure que le vieil Est se peuplait davantage, la « prairie » d'abord, puis les territoires à l'ouest du Mississipi et enfin la région du Pacifique s'ouvraient à l'activité de l'homme.

Dans ce champ encore indéfini, le pionnier s'avance, improvisant des ranches d'engraissement ou d'élevage, créant des fermes qu'il revend à de moins aventureux pour recommencer plus loin.

Bientôt les richesses du sous-sol se révèlent à leur tour : l'anthracite et le pétrole, le fer, le cuivre donnent l'essor à l'industrie américaine. Nous verrons ailleurs son histoire. Qu'il nous suffise ici de noter l'unité, la simplicité et la force des sollicita-

tions qui agissent sur cette masse amorphe comme la frappe d'un puissant balancier.

Chaque société reçoit sa détermination fondamentale de la tâche qu'elle a à remplir; et cette tâche était, là-bas, l'exploitation d'un territoire vierge, la mise en valeur de richesses prodigieuses. Elle s'imposa dès le début, et aux colons même venus dans une intention bien différente. Tous se trouvèrent contraints de se mettre à l'œuvre et d'obéir, si l'on peut dire, à cette sommation. Il se constitua bientôt, sur les divers points du territoire où s'étaient établies les colonies, des sociétés dominées par les conditions économiques, comme, dans d'autres circonstances et sous l'empire d'autres nécessités, il s'était formé des sociétés de type militaire. Un monde inexploité et colossal attendait la main et l'esprit de l'homme. L'homme répondit à cet appel. Il se passionna pour ces entreprises et se fit bien vite à débrider là-bas les forces que le vieux monde enfermait dans les cases strictement distribuées où elles étaient condamnées à s'accommoder de la part que leur y mesurait la parcimonie des siècles.

L'action du climat s'exerce dans le même sens et prépare les hommes qu'il fallait à cette tâche, en façonnant un type américain, remarquable par son activité et sa résistance, sec et nerveux, de taille réduite, les os saillants, la peau grisâtre. On reconnaît à ce signalement certains traits caracté-

ristiques de l'Indien Peau-Rouge et il ne paraît guère contestable que les immigrants de types divers tendent à s'en rapprocher. Avant même que cette transformation ne soit perceptible, l'allure du nouveau venu se modifie : il montre plus de vivacité et d'énergie. L'ouvrier anglais, massif et lourd, l'Irlandais indolent, dès les premiers jours ne sont plus les mêmes. Sans doute la contagion de l'exemple, l'influence du milieu humain y est pour une grande part ; mais ce n'est pas une raison pour nier l'influence du milieu physique.

II. — Et voici maintenant le milieu historique, qu'il faut considérer à son tour. En même temps que s'imposait au peuple américain la nécessité d'entreprendre et d'agir, aucune autre n'intervenait pour l'en détourner. Le passé n'était point derrière le présent, avec ses exigences et ses complications de toute sorte : intérêts contraires à concilier, passions à ménager, rancunes à assouvir, injustices à redresser, inégalités à supprimer. Nul héritage ne pesait sur les mains libres des travailleurs. Le sens de leur activité ne se trouvait point déterminé par des directions antérieures et leur effort se tournait spontanément vers l'avenir, s'orientait naturellement vers l'œuvre nécessaire. La volonté et l'action se concentraient sur une seule fin : la production de la richesse. C'était une condition primordiale de la vie avant d'être une ambition. C'était l'ultima-

tum de l'instinct de conservation, l'équivalent du souci de la défense extérieure chez les peuples environnés d'ennemis ou de rivaux.

Les colons de la Nouvelle-Angleterre ne connaissaient pas ce souci, que devait ignorer jusqu'à nos jours la grande nation à laquelle ils ont donné naissance. Elle est la seule que la destinée ait appelée à se développer dans de telles conditions. Avec ses 90 millions d'habitants, elle n'occupe pas encore aujourd'hui tout son territoire, à peu près grand comme l'Europe et qu'elle n'eut même pas à conquérir sur quelques tribus d'Indiens, progressivement refoulées. Ses voisins européens ne constituaient pas un danger. Les Espagnols, établis en Floride depuis la fondation de Saint-Augustin (1564), ne faisaient point de progrès; leur marine ne s'était pas relevée du désastre de l'*Armada*, qui avait assuré au contraire la suprématie navale de l'Angleterre. Quant aux Français, leur occupation de la vallée du Saint-Laurent et de la région des Grands Lacs, ainsi que des immenses territoires arrosés par l'Ohio et le Mississipi, dont ils tenaient les embouchures, était plus nominale que réelle. Dans les deux guerres intercoloniales de 1689-1697 et de 1701-1713, correspondant, la première à la guerre de la Ligue d'Augsbourg, la seconde à la guerre de la Succession d'Espagne, la supériorité numérique du côté anglais était écrasante.

En 1689, le Canada pouvait avoir 12.000 colons,

en face des 200.000 que comptaient les établissements anglais. Lorsque s'engagea, en 1754, la lutte décisive correspondant à la guerre de Sept Ans, la colonie française était vingt fois moins peuplée que l'Amérique anglaise[1] et nous n'avons pas besoin de rappeler que le gouvernement de Louis XV abandonna les colons à eux-mêmes ou ne leur envoya que d'insignifiants renforts, tandis que l'Angleterre, sous l'impulsion vigoureuse de Pitt, redoublait ses coups et expédiait 25.000 hommes avec Abercrombie et Amherst. En 1763, le traité de Paris faisait disparaître la France de l'Amérique du Nord et lorsque, vingt ans plus tard, l'indépendance des treize colonies est reconnue (Traité de Versailles, 1783), que pouvaient craindre les États-Unis, avec leurs 3 millions d'habitants, des 60.000 colons français du Canada, devenus sujets anglais ? Ils se trouvèrent donc dispensés de créer pour leur défense des forces militaires permanentes. Ce privilège ne fit que s'accentuer encore après la révolte des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud. De 1811 à 1822 elles proclament leur indépendance, et ce ne sont pas ces dix ou douze Républiques désorganisées, tiraillées entre l'anarchie et la dictature, qui menaceront la suprématie des États-Unis.

1. Celle-ci comptait 1.500.000 habitants. Le Canada proprement dit, à peine 60.000, auxquels il faut joindre les 10.000 de l'île du Cap Breton et 10.000 autres environ pour les établissements au sud-est du Saint-Laurent.

La jeune République n'eut donc point à défendre ni même à garder des frontières qui reculaient devant ses progrès. Les circonstances donnaient à ses ambitions et à ses énergies un tout autre objet que la gloire militaire. Enfin, celles-ci n'étaient pas accaparées non plus par cette lutte intérieure contre le pouvoir qui a fait prédominer chez tant de peuples l'action politique sur toutes les autres formes d'activité. L'État n'a jamais pu, là-bas, être oppresseur. Il n'a été constitué, nous le verrons, que par la volonté même de l'individu qui lui a fait et mesuré sa part[1]. Des hommes égaux et libres l'ont créé de toutes pièces, à leur image, selon leurs besoins et leur idéal, tout près d'eux, et son origine très positive, à laquelle ne s'attache aucun prestige mystique, ne s'enveloppe point des brumes du passé et ne se perd ni dans les nuages de la mythologie ni dans les légendes de l'héroïsme. Les chefs ne descendent ni des dieux ni des demi-dieux : ce sont des hommes, désignés par des hommes, pour une œuvre définie et toute humaine.

III. — Ainsi, de quelque côté qu'on la considère et sous quelque aspect qu'on l'envisage, cette société se présente comme dominée par la fonction économique, vouée à peu près exclusivement au plus intense labeur. C'est ce caractère qui a marqué

1. Ce point a été nettement mis en lumière par M. E. Boutmy. V. plus loin, Liv. V : *L'évolution politique.*

sur chaque individu la première empreinte et commencé de réduire à l'uniformité une diversité croissante où se confondent toutes les races et tous les peuples. Matière toute plastique d'ailleurs, docile à l'action des forces transformatrices. Les Européens aventureux et résolus, qui viennent aux États-Unis chercher fortune, se sentent, en effet, pour une raison ou pour une autre, plus fortement attirés vers leur nouvelle patrie qu'attachés à l'ancienne. Mal adaptés à leur milieu, incapables d'en accepter les nécessités et d'en subir le déterminisme, vaincus ou mécontents, ils y vivaient mal et ne demandaient qu'à s'en détacher. Disons mieux : ils en étaient déjà détachés, tandis qu'ils se trouvaient au contraire en affinité et comme en harmonie préétablie avec le pays où les appelaient leurs tendances et auquel ils appartenaient déjà en quelque mesure par leurs goûts et leurs aspirations. Si parmi eux quelques-uns se sont mépris sur leur propre compte et ont cédé, en venant, à l'entraînement et à l'exemple, c'est en les rejetant que la société où ils ne peuvent vivre leur révèlera leur erreur. Une sélection naturelle, on serait tenté de dire, devant une si puissante machine, une élimination automatique, ne laissera persister que les plus capables d'adaptation. Sans doute, il faut qu'ils restent pour finir par s'adapter, mais c'est d'abord parce qu'ils peuvent s'adapter qu'ils restent. On conçoit que, dans ces conditions, il

n'y ait pas de réfractaires : le jeu de la vie les a supprimés. Ils reviennent dans leur pays d'origine, ou flottent là-bas comme des épaves qui, sans se mêler à l'immense Océan, surnagent dans son écume.

Ceux qui s'attachent au sol et s'y enracinent s'accommodent d'autant plus aisément du nouveau milieu qu'il ne leur offre pas de résistance. Il n'a pas ces contours arrêtés, immuables, où s'affirme la physionomie d'une nation séculaire, intraitable sur ses traditions, ses souvenirs et ses habitudes. Une telle nation a beau être accueillante et hospitalière : elle reste impénétrable. L'immigrant aura toujours l'impression d'être un étranger chez des étrangers. Il pourra s'y plaire, aimer ses hôtes, devenir par la naturalisation leur compatriote : il restera dictinct du type national auquel une assez longue évolution serait seule capable de le réduire. Rien de pareil aux États-Unis. De plus, ils sont trop jeunes pour avoir été mêlés au passé de l'Europe, trop loin pour avoir pesé sur ses destinées ; nous ne sommes séparés ni par des souvenirs gênants, ni par des exaspérations de voisinage. Enfin, l'assimilation est d'autant plus facile qu'elle est provoquée du dehors, par une force toute extérieure : des nécessités pratiques, agissant sur toutes les volontés, y suscitent le déploiement d'énergie qui devient le facteur essentiel du caractère américain.

CHAPITRE III

Psychologie de l'Américain.

L'énergie physique. — L'initiative. — L'amour du risque. — Direction unique de l'intelligence. — Elle est subordonnée à l'action. — Les théories de M. William James et la psychologie du *bluff*. — Conception positive de la culture. — Amoindrissement de la sensibilité. — Le triomphe de la jeunesse.

Le caractère le plus apparent et en même temps le plus essentiel, celui que tous les observateurs ont vu le premier, parce qu'il est le plus saisissant, et retrouvé dans tous les autres, parce qu'il s'y accuse, c'est l'activité hardie, l'appétit d'action, l'élan de l'Américain des États-Unis. L'énergie physique de l'effort domine toute sa psychologie. Pionniers et défricheurs des origines, trappeurs du Nord ou cow-boys des solitudes de l'Ouest, chercheurs d'or, prospecteurs, lanceurs d'affaires, ouvriers affamés, aventuriers en quête de leur « chance », tous ne subsistent qu'à force d'énergie. Cette nécessité initiale n'a point changé : on la retrouve, à peine transposée, chez les rois de

l'industrie, des chemins de fer ou de la finance. L'intensité de l'effort n'est pas moins grande pour se maintenir au faîte que pour y monter. Les romanciers d'aujourd'hui, Upton Sinclair, Frank Norris, A. H. Lewis, nous peignent en traits sévères cette fureur d'agir et de dominer, comme Bret Harte évoquait « sous une forme joyeuse les luttes des robustes individus » qui venaient tenter fortune aux eldorados californiens, « comme Fenimore Cooper avait décrit leurs efforts tragiques, le combat contre la nature vierge, la conquête de la forêt et de la prairie, la substitution de l'être fondateur et industrieux à l'Indien chasseur et instinctif[1] ». Sous l'influence de l'exemple, la contrainte des faits se transforme en résolution volontaire : les succès rapides engagent chacun à s'évertuer; toutes les forces se tendent dans le même sens, et il se produit une émulation analogue à celle qui multiplia les vocations militaires autour des héros de la République et de l'Empire.

Placez une énergie exaltée devant un champ d'activité immense : elle brûlera d'entreprendre. L'initiative est un des traits constitutifs du caractère américain. Une de ses manifestations les plus curieuses est le peu de goût des Américains pour les carrières toutes faites, la tendance universelle à ne pas adopter de carrière du tout. Au lieu d'as-

1. Paul Adam. *Vues d'Amérique*, p. 339.

pirer à « se caser », chacun cherche la fortune et essaie tour à tour les situations les plus diverses. M. Jules Huret, dans ses précieuses notes de voyage *En Amérique*, nous rapporte le cas d'un conducteur de train, Alsacien d'origine, mais déjà complètement américanisé, à la première génération. D'abord gérant d'hôtel, il allait s'établir, quand il perdit ses économies dans une mauvaise affaire. Il s'était alors engagé au service d'une compagnie de chemins de fer, parce qu'il avait ainsi l'occasion de rencontrer beaucoup de gens, et il attendait « sa chance », dont il ne doutait pas. « Comparez l'allure et le langage de cet homme avec celui de son collègue français. L'un, qui ne se sent là que provisoirement, en attendant l'*opportunity* de se lancer dans les affaires et de faire fortune ; l'autre, content de son sort, ou du moins résigné, et dont le seul rêve est d'atteindre le moment de la retraite, une retraite misérable ! »

On comprend que de tels hommes ne reculent pas devant le risque. C'est une condition indispensable du succès. Elle n'effraie pas des gens dont toute la destinée est d'entreprendre, tout l'idéal de réussir et que fascinent des exemples d'audace heureuse. Ce n'est pas assez de dire qu'ils n'en ont point peur : ils l'aiment. Le risque les passionne comme un jeu, les séduit comme une aventure. C'est leur façon à eux de livrer bataille et ils y apportent la même intrépidité que nous admirons

dans d'autres combats. « L'Américain dédaigne la ruine comme le héros dédaigne la mort[1]. » Cette bravoure lui est naturelle; il s'y complaît et la pousse jusqu'à la bravade. Un projet le tente s'il est un défi au sens commun, à la prudence et aux habitudes. C'est ce qu'il appelle fièrement une idée bien américaine. Le paradoxe est devenu le tour naturel de son action, comme chez d'autres un tour d'esprit. Il entraîne ceux-ci à l'erreur et le mène, lui, à la faillite, — quatre-vingt-dix fois sur cent, au témoignage de M. Carnegie.

Derrière cette activité résolue et directe, une intelligence précise et linéaire, qui n'est jamais tentée de s'étendre, n'est point en danger de se disperser et favorise naturellement le maximum d'application exclusive. Il n'y a pas plus de dilettantisme dans les esprits que de flânerie dans les rues. Chacun marche à son but, droit et vite, sans s'arrêter, sans s'attarder, sans se distraire. C'est une double économie de force et de temps. Tout l'homme est occupé à faire ce qu'il fait, et il n'est jamais tenté de faire autre chose; car le reste n'existe point pour lui. De là le contraste entre la rectitude de l'Américain dans ses affaires, la précision qu'il y apporte, et d'autre part le vague où il laisse tout ce qui n'est pas cet objet déterminé. « Complètement indifférent aux affaires des autres,

1. Paul Adam.

il les ignore même complètement. » A plus forte raison, il est indifférent aux idées et n'en a jamais qu'une : celle qu'il réalise.

Encore ne se dégage-t-elle qu'à mesure qu'il la réalise ; car la pensée ne précède pas l'action, ne se déploie pas en dehors d'elle : elle en procède plus qu'elle ne l'inspire. Les races spéculatives se plaisent à imaginer des actions qu'elles n'accomplissent jamais. Les Américains agissent leur pensée ; leur esprit, d'allure toute pratique, n'a pas seulement sa fin, mais son principe même, dans l'action. M. Paul Adam a rappelé les récentes et déjà célèbres théories de William James sur les émotions et il lui a suffi d'en étendre un peu le sens pour nous y faire voir l'expression même du caractère américain, la formule réfléchie et philosophique d'un instinct spontané. Qu'est-ce autre chose, en effet, cette priorité de l'action, que la raison d'être des exercices par où nous déterminons notre corps aux attitudes des sentiments que nous voulons éprouver, des pensées auxquelles elles semblent correspondre ? Nous comprenons mieux alors l'importance des sports dans la vie américaine. Nous comprenons aussi la valeur des apparences, si elles ne font plus que devancer et préparer la réalité. Efforcez-vous de paraître ce que vous voulez être : non seulement on pourra croire que vous l'êtes, mais tôt ou tard, vous le serez. C'est l'apologie du *bluff*. Les idées de l'Amé-

ricain se frayent leur voie à travers l'action, comme celles de Numa Roumestan à travers les mots, et de même que celui-ci avait besoin de parler, celui-là a besoin d'agir.

Mais ce serait une méprise de nier l'idée, sous prétexte que chez ce peuple essentiellement actif elle n'est pas souveraine. Si elle n'est jamais une fin, elle est toujours un moyen et à ce titre elle intervient partout; sa place retrouve, pour ainsi dire, en étendue, ce qu'elle perd en élévation, et on lui rend peut-être en importance ce qu'on lui ôte en dignité. L'Américain « croit que pour faire de l'argent, comme pour faire des poèmes, l'intelligence et le savoir sont également nécessaires »[1]. Nous serions tentés de nous demander si cette assimilation des diverses formes de l'activité contribue davantage à relever l'art de faire de l'argent ou à rabaisser celui de faire des poèmes. On monte là-bas une Université comme une usine, et d'ailleurs n'a-t-elle pas le même but : le rendement financier, l'utilité pratique? Sauf des exceptions — est-il besoin de le dire? — et en dépit d'un mouvement qui s'accuse, on ne conçoit guère la culture, et d'une manière générale on ne la juge, que par rapport à la richesse matérielle, soit pour son accroissement, soit pour son emploi. La culture doit servir à acquérir la richesse, ou à l'utiliser, à

1. Paul Adam, p. 333.

l'orner. Ce qui fait l'unité des diverses manifestations de la vie, c'est qu'elles s'harmonisent toutes en vue d'une fin unique. Dans une société industrielle, cette fin est la production de la richesse.

L'action est donc une nécessité imposée par les circonstances; la volonté est devenue le caractère dominant de l'individu; l'intelligence lui est subordonnée. Le sentiment disparaît. Dans la concurrence vitale, chacun est trop embarrassé de soi pour penser aux autres, trop préoccupé de vaincre pour s'apitoyer sur les vaincus, trop pressé d'avancer pour s'attarder à les secourir. Ou plutôt, tout cela est inconscient : la formidable machine, automatique, élimine le déchet. Rien n'est plus frappant que de voir comment fonctionne là-bas l'assistance, comment se manifeste la solidarité. Le plus souvent elles ne se pénètrent d'aucune tendresse. Il était réservé à l'Amérique de nous révéler une figure originale, celle du philanthrope sans amour, ignorant la douceur d'illuminer les visages et de faire éclore un peu de joie sur son passage. Un milliardaire qui a 500.000 francs à dépenser par jour se fait un point d'honneur de ne pas donner de pourboire, parce que ce n'est pas dû. « C'est un homme exact », dit-on là-bas, — un homme dont la conduite a la perfection d'un calcul. On ne néglige rien pour perfectionner ceux qui peuvent résister et servir, les forts; on abandonne les faibles, impitoyablement. Ils ne comptent pas; ils

n'intéressent point : on ne semble pas les voir. M. Paul Adam a bien marqué ce trait, qu'il oppose à notre sensiblerie du Vieux Monde et qu'il admire. Débrouillez-vous, et si vous êtes de force à résister, en voici les moyens. Mais si vous faiblissez, vous proclamez par là votre indignité de vivre et vous n'avez plus qu'à mourir. Les grandes victoires industrielles sont comme les autres : elles jonchent le champ de bataille. Le conquérant détourne les yeux et passe. Il a d'autres combats à livrer. Ceux qui sont morts sont morts. C'est la conception même de Napoléon, pour qui les Américains ont d'ailleurs tant d'enthousiasme. La législation des accidents du travail s'inspire du même esprit. Une décision de la Cour suprême de Pensylvanie établit que, en cas d'accident survenu à un ouvrier étranger dans les usines de l'État, la famille de cet ouvrier, si elle n'est installée en Amérique, ne pourra revendiquer de dommages-intérêts. M. J. Huret ajoute : « Ce sont de continuels massacres... Aucune précaution n'est prise pour sauvegarder la vie des ouvriers, et comme les compagnies sont toutes-puissantes, que les tribunaux leur sont acquis, et qu'en outre la loi elle-même est en leur faveur, elles ne se gênent pas. »

Dans ce pays où l'homme n'a de valeur que par son activité et son effort, où l'on ne se met en peine ni d'égards, ni de pitié pour ceux qui n'ont pas la force de lutter, les dispositions ne sauraient être

meilleures envers ceux qui ne l'ont plus. La vieillesse est une incapacité; elle déprécie l'homme et par avance le supprime. Qu'il cède la place quand son rôle est fini. C'est ici le royaume de la jeunesse. Tous les observateurs sont frappés du nombre et de l'importance des situations occupées par de jeunes hommes. De bonne heure, ceux-ci sont indépendants, et les parents les laissent libres de leurs initiatives et de leurs travaux. Ils vont de l'avant, et leur âge, loin de les desservir, les favorise. Car il les met en harmonie avec l'esprit et le caractère de leur pays qui a, lui aussi, toutes les qualités, tous les défauts de la jeunesse. Suivant qu'on regarde davantage ceux-ci ou celles-là, on le critique ou on l'admire. Mais on ne peut guère s'empêcher de voir les uns et les autres, qui se manifestent avec un égal éclat.

Exaltation de la volonté, subordination de l'intelligence, amoindrissement de la sensibilité, nous trouvons là tous les caractères du type actif, dans son opposition la plus tranchée avec le type sensitif et intellectuel des vieux pays celto-latins. Les circonstances de toute sorte et les conditions de vie ont favorisé le développement de celui-là dans toute sa pureté, comme celui-ci s'est épanoui dans la France classique et romantique des trois derniers siècles. En contraste avec cette physionomie qui nous est si familière, nous allons voir se dessiner la physionomie de la société américaine.

CHAPITRE IV

La Société américaine.

La loi de production intensive. — Le provisoire. — Mauvaise organisation du service privé : la question des domestiques. — Mauvaise organisation des services publics : les politiciens. — Le provisoire dans les conditions : absence complète de castes. — Les millionnaires : excentriques et philanthropes. — Une aristocratie en formation.

Chez nous, la société se distribue et s'organise dans des cadres dessinés par les siècles; l'ambition est donc de s'y installer et d'y jouir des avantages correspondants. Les honneurs, la sociabilité, le loisir, voilà des fins désirables : la richesse n'a de prix que dans la mesure où elle les favorise. On la considère comme attachée naturellement à un certain rang, à de certaines fonctions : soit qu'elle y conduise, soit qu'elle en procède, elle n'est jamais qu'un accessoire de la charge ou de la dignité. Dans cette société d'origine féodale, ce serait déroger que d'acquérir. Telle était du moins la conception primitive, qui résista si longtemps au progrès des idées modernes, et dont on retrouverait encore

l'empreinte dans nos mœurs d'aujourd'hui. En Amérique, au contraire, sous l'impérieuse nécessité de mettre en valeur le pays vierge, de réaliser les virtualités dont il éblouit et grise les hommes, la loi initiale et fondamentale est de produire : loi, au sens le plus fort et le plus précis du mot, à savoir « nécessité qui dérive de la nature des choses ». On voit ce peuple s'évertuer, arriver à la richesse, et on croit, parce qu'elle est le terme, qu'elle était le but. Illusion, qu'il peut partager lui-même. Son activité est, en quelque sorte, condamnée à produire. Notre idéal serait de posséder sans acquérir; l'Américain aimerait mieux, s'il le fallait, acquérir sans posséder.

La meilleure preuve de cette disposition, c'est qu'il continue de travailler quand il a atteint — ou dépassé — les limites extrêmes de la richesse. Il travaille et fait travailler son argent, qui doit produire à son tour. Il n'a jamais rêvé de « se retirer » avec ses gros revenus ou ses petites rentes, dans son appartement de ville, son château ou sa maison des champs. Il croit peut-être aimer le travail pour la richesse; mais la société marche à sa fin, qui est la production intensive, et l'attrait de l'or est un moyen d'y faire servir l'homme, comme, au dire de Schopenhauer, l'amour n'est que l'illusion de l'individu que mène la volonté de l'espèce.

Or, on ne demande aux moyens que de servir le mieux possible : ce sont des instruments qu'on uti-

lise et qu'on abandonne avec la même facilité. De là, ce caractère de provisoire que prennent toutes choses en Amérique. On s'accommode du provisoire, on l'aime, parce qu'il favorise la marche en avant, les transformations, les essais de toute sorte, les innovations, le progrès. On en supporte sans peine les inconvénients, rachetés par un résultat qui seul importe. La vie sociale ressemble à un campement universel La famille est un groupe instable dont chaque membre semble se tenir à la disposition des circonstances. Dans nos vieilles civilisations où tout est assis et en place, où la force de la tradition et des habitudes est plus puissante sur nous que l'attrait du nouveau ou l'amour du risque, le père aime diriger et les enfants se laissent volontiers conduire. La famille, à peu près immobilisée et fortement encadrée, n'a que peu de jeu. Elle vit beaucoup plus d'elle-même, par elle-même et pour elle-même. L'héritage est sacré, transmis intégralement. Là-bas, rien de pareil. Ce qui importe, c'est d'acquérir la fortune, non de la transmettre; c'est de courir sa chance et de faire sa vie. Le fils choisit sa carrière, la fille son mari. A peine les parents sont-ils consultés et leur avis ne fait pas loi.

Les domestiques ne font aucunement partie de la maison; ou plutôt il n'y a pas de domestiques. Des employés, qui conservent toute leur indépendance, se chargent, moyennant une très forte rétri-

bution, d'un service déterminé, hors duquel ils n'acceptent point d'ordre, qu'ils abandonneront à l'improviste, dès que l'envie leur en prendra. Les Américains, faits à ces mésaventures, ont réduit au strict minimum le rôle de la domesticité : les commodités mécaniques y suppléent ; et, pour le reste, ils se servent eux-mêmes ou vont au restaurant. « L'Américain est dans la vie comme le soldat en campagne[1] ».

Il n'est pas plus difficile pour la maison commune — la cité ou l'État — que pour sa maison privée. Dans les villes, les services municipaux ne sont pas assurés ou le sont mal ; on se dérobe aux règlements de police par des protections ou des pots-de-vin. Quant aux politiciens, ce sont, de l'aveu unanime, les plus corrompus du monde, gens décriés, incapables de réussir dans les affaires et auxquels les citoyens actifs et intelligents, assez occupés de leurs propres intérêts, abandonnent la chose publique. Les Américains ont pris leur parti d'être mal administrés ou mal gouvernés, comme un célibataire qui gagne beaucoup d'argent se résigne au désordre de sa maison et trouve son compte à ne point s'embarrasser d'un contrôle. Ne croyez pas que ce soient là propos de journalistes à la plume un peu vive, ni boutades de polémistes. Des observateurs impartiaux constatent le fait, de

1. J. Huret. T. II, p. 356.

graves savants vous l'expliquent, c'est-à-dire le rattachent à ses causes, d'où nous venons de le dériver ; et M. Boutmy l'exprime par cette comparaison énergique : « On n'attache pas plus d'importance qu'il ne faut à la bonne tenue du tripot où l'on fait fortune ».

Et les vainqueurs sont regardés comme des joueurs heureux. Ils n'ont pas ni n'inspirent le sentiment d'une supériorité. Il ne peut y avoir en Amérique non seulement de castes plus ou moins fermées et jalouses, mais même de classes distinctes, de conditions arrêtées, définitives. Tous ces gens sortent du même monde, ont reçu la même éducation, gagnent plus ou moins d'argent et par ailleurs sont égaux. Toute situation est provisoire : chacun s'évertue à monter et un instant suffit pour précipiter du faîte. Cette universelle instabilité exclut toute différence radicale entre ceux qui possèdent et ceux qui aspirent à posséder : les uns et les autres sont bien trop ardents à lutter pour s'immobiliser dans des hiérarchies. C'est ce qu'il ne faut point perdre de vue, si nous voulons comprendre les mœurs américaines. Domestiques et employés regardent ceux qu'ils servent aujourd'hui, comme des enrichis de demain peuvent considérer des enrichis d'hier. Il n'est pas rare que des jeunes gens ou des jeunes filles, trop pauvres pour payer leurs frais d'études, aillent gagner, durant les mois d'été, dans de grands hôtels, le

prix du « terme » universitaire, ou même se mettent au service de leurs camarades riches.

Mais si l'argent ne suffit pas à créer des classes, il donne aux vainqueurs, aux multimillionnaires, une physionomie assez distincte. L'Europe connaît « les Quatre Cents », cette aristocratie de la fortune et du luxe, qui a ses palais dans la cinquième Avenue et ses villas à Newport. M. Paul Bourget les a observés en psychologue et nous les a peints en romancier[1]. Quelques-uns de ses confrères américains se montrent, à leur endroit, sans admiration ni indulgence. Mme Edith Wharton a peint, dans un roman qui a été fort lu en France — *Chez les Heureux du monde* — ce qu'un de ses plus éminents compatriotes, M. Henry van Dyke, appelle « la mondanité pitoyable du New-York d'aujourd'hui ». M. Upton Sinclair, d'une main infiniment plus brutale, refait ce tableau dans *Metropolis*. Toute une littérature nouvelle semble préoccupée de mettre en lumière les vices inhérents à une société où l'argent tient trop de place. La société américaine, celle de New-York en particulier, est évidemment dans ce cas plus qu'aucune autre. Il s'y trouve de plus grosses fortunes qu'ailleurs, et plus soudaines, et en plus grand nombre. Rien ne fait contrepoids au pouvoir de l'or dans cette démocratie sans hiérarchie traditionnelle, sans cadres

1. *Outre-mer.*

sociaux dès longtemps constitués et d'autant plus difficiles à briser. Il y exerce donc en grand tous ses ravages.

Il domine les opinions, l'évaluation des gens et des choses. Un homme « vaut » le nombre de dollars qu'il gagne; un objet, le nombre de dollars qu'il coûte.

La conception même de la vie, enfin, l'orientation générale de l'effort, sont profondément modifiées par cette tyrannie du dollar. Les aptitudes, les vocations, le travail persévérant où l'on excelle et que l'on aime, tout cela est bon pour la vieille Europe, arriérée, méthodique et tatillonne. Ici, on essaye toutes les chances, on tourne sa voile à tous les vents, bordées à droite, bordées à gauche, jusqu'à ce qu'on ait le vent arrière, ou qu'on arrive n'importe comment. Il ne s'agit pas d'être heureux, ni d'être utile, mais d'être riche. La seule originalité de ces « parvenus » étant l'argent, ils ne peuvent guère se distinguer entre eux et de leurs concitoyens que par leurs dépenses et leurs excentricités. Ils portent jusque dans la philanthropie de la profusion et de l'ostentation. Mme Stanford crée, en Californie, une Université qu'elle dote de 150 millions de francs, et qu'elle dédie à la mémoire d'un fils. La fondatrice *à cheval* se détache sur la frise d'un arc de triomphe; un socle immense, au milieu d'une cour pavée de mosaïque, porte toute la famille, une église entière

est consacrée à la mémoire du père, et un musée spécial, tout en marbre, avec de massives portes de bronze, conserve, à côté des pipes dans lesquelles fuma M. Stanford, la première bavette de l'enfant, ses jouets, les peignes de Madame et, sous verre, la robe qu'elle revêtit pour poser devant M. Bonnat![1]

Ce qui séduit l'excentrique dans ses extravagances, le philanthrope dans ses libéralités, c'est l'énorme. La disproportion et le manque de mesure semblent des qualités chez ce peuple, comme ils sont chez nous des défauts, parce que le souci du millionnaire français, héritier d'une civilisation raffinée, est de satisfaire à la fois et de prouver son goût, tandis qu'il s'agit, pour le millionnaire américain, d'étaler sa puissance. Il aura tous les raffinements du luxe, auxquels pourvoit la richesse, tandis qu'il n'aura pas toujours ceux du confortable, qui exigent une délicate entente de la vie et l'éducation des siècles. Le palais enchanté, que le caprice d'un milliardaire fait jaillir du sol, ne changera ni ses besoins, ni ses manières. L'homme ne se transforme pas aussi vite que sa demeure ou ses écuries.

Gardons-nous pourtant de méconnaître l'action et les intentions de ces riches. Ils sont, non point peut-être au sens où nous l'entendons, mais dans un

1. J. Huret. T. II, pp. 68 et suiv.

sens plus moderne à la fois et plus antique, une aristocratie. Ils ont l'instinct social; ils assument volontiers quelques-unes des attributions que nous laissons prendre chez nous à l'État centralisateur : on nous les donne, avec raison, en exemple pour leur esprit public, leur sens de la solidarité. Et il importe de noter ici que cet esprit public, ce sens de la solidarité sont plus développés peut-être aux États-Unis que partout ailleurs, précisément parce qu'ils y sont plus nécessaires pour compenser l'imparfaite organisation de ce grand corps, pour atténuer les conséquences de sa rapide croissance, pour adoucir les rudes conditions au milieu desquelles il se développe. Il faut lire, par exemple, dans le volume où M. Van Dyke a réuni quelques-unes de ses conférences de Sorbonne, *le Génie de l'Amérique*, le chapitre V intitulé : « L'Amour de l'ordre social et l'esprit d'organisation ». Il nous fait entrevoir la puissance de la coopération sociale volontaire, l'œuvre de ces nombreuses Associations, laïques ou religieuses, qui travaillent à amener un ordre plus noble et plus grand. « Elles répondent à tous les sujets de préoccupation sociale, à toutes les tâches. Leurs documents et leurs circulaires encombrent les postes. Leurs appels de fonds terrorisent les bourses. » La seule part des femmes a fourni naguère à Mme Th. Bentzon la matière d'un livre attachant : *les Américaines chez elles*. Voilà ce qu ne doivent pas nous faire

oublier les intrigues, les extravagances ou les névroses de la coterie des « Quatre Cents ». Beaucoup de millionnaires américains ne se contentent pas d'être généreux : ils ont le sentiment des devoirs et de la responsabilité que leur imposent leurs richesses. Comme les aristocraties de jadis, celles des cités grecques, de l'époque féodale ou des républiques italiennes, ils participent à l'action commune, agissent dans son propre sens : ils ont travaillé et ils veulent aider les autres à travailler...

Car cette société est avant tout active et pratique. Elle travaille, et il faut voir maintenant, sous ses divers aspects, à ses diverses phases, en essayant de dégager la loi de leur évolution, ce labeur intense et merveilleux.

LIVRE II

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

L'individu et la société, façonnés par des conditions exceptionnellement favorables au développement économique, ne pouvaient se dérober à ce qui devenait pour eux la tâche fondamentale. Toutes concourent à orienter dans le même sens l'énergie américaine : caractère indéfini des richesses disponibles, afflux des immigrants adultes et vigoureux, insularité — ou situation équivalente — supprimant les charges militaires, enfin régime politique adapté aux origines et aux besoins de la société qui l'a créé, tandis que, dans nos sociétés, il est « donné » d'abord et, par conséquent, antérieur aux besoins actuels, suivant les exigences desquels il se transforme plus ou moins lentement, péniblement, ou au contraire trop vite, avec toutes sortes de difficultés et de résistances, de ruptures et de représailles.

Sous l'action de ces causes puissantes et conver-

gentes, le progrès économique prend aux États-Unis un essor dont il n'y a pas d'autre exemple dans l'histoire du monde. On a décrit bien des fois les merveilles de cette activité ; nous voudrions simplement ici retracer ses phases principales et noter ses caractères les plus originaux.

CHAPITRE I

La Phase agricole : fermiers et planteurs.

I. Les fermiers du Nord et la petite culture. — Les planteurs du Sud et l'aristocratie rurale. — Le travail des esclaves. — Développement de l'esclavage. — L'émigration contourne le Sud.
II. L'expansion vers l'Ouest. — Développement des communications : canaux, navigation à vapeur et chemins de fer. — Les inventions mécaniques.

I. — On oppose aujourd'hui volontiers l'Est et l'Ouest. Tant que les États de l'Atlantique représentèrent seuls tout le territoire colonisé, on distinguait, pour les opposer, le Nord et le Sud. Ils ont constitué les principaux groupes jusque vers la guerre de Sécession. Leur ensemble formait une population agricole, très peu dense, dispersée par petits groupes sur un territoire à peine exploré, où la pénétration intérieure était lente, difficile et périlleuse. La vie était bien différente chez les fermiers du Nord et les planteurs du Sud. Les premiers pratiquaient la petite culture, à la manière des paysans anglais. Le froment, le seigle et les autres céréales d'Eu-

rope y avaient été introduits dès le début, et une des principales ressources restait le maïs indigène ou blé indien, qui était déjà cultivé par les Peaux-Rouges. Les pâturages nourrissaient du bétail, tandis que les porcs fouillaient les terrains défrichés et contribuaient ainsi à préparer le sol pour le laboureur. Quant au trafic, il était nécessairement des plus restreints et se bornait au bois de charpente, aux fourrures et au poisson salé, que l'on expédiait en Angleterre contre des vêtements, des outils et autres objets de nécessité, des livres.

Les planteurs du Sud rappelaient plutôt une aristocratie rurale. Ceux de Virginie, qui étaient pour la plupart des descendants des Cavaliers émigrés au temps de la République, vivaient en seigneurs féodaux, isolés sur leurs vastes domaines. Ils cultivaient le tabac, le coton, le sucre. Comme, dans les régions les plus peuplées, il n'y avait pas encore en 1800 plus d'un dixième du territoire occupé, la culture extensive était seule en vigueur. Les terrains épuisés restaient en jachère pendant vingt ans et plus. Aucune industrie[1], point de villes. A la fin du XVIIe siècle, la capitale, Jamestown, ne comptait que dix-huit maisons.

L'activité était ailleurs, dans les grandes plantations. Elles avaient commencé par le tabac, en 1612. John Rolfe, le premier, en organisa la culture

1. Tous les objets manufacturés venaient d'Europe, même les ustensiles de bois.

systématique, et les résultats furent tels que des fermiers passèrent, nous l'avons dit, en Virginie par centaines pour tenter la fortune dans cette voie. En 1619, on expédia plus de 40.000 livres (*pounds*) de tabac en Angleterre; vers 1640, l'exportation annuelle moyenne était de 1 million 500.000 livres, et, vers 1670, elle atteignait 12 millions.

Ce travail exigeait beaucoup de bras et peu d'intelligence. Les colons, au lieu de travailler de leurs propres mains, se trouvèrent donc conduits à acheter des esclaves. Au mois d'août 1619, dit Rolfe, il se présenta « un vaisseau de guerre hollandais qui nous vendit vingt nègres ». Date mémorable et qui marque l'origine d'un grand fait, dont certaines conséquences subsistent encore. La question de l'esclavage a failli briser l'Union. Elle a amené la guerre de Sécession, le plus grand événement de son histoire, et aujourd'hui la question nègre se dresse comme une des plus inquiétantes pour l'avenir de la grande République. Mais nous la retrouverons plus tard, et ce n'est pas ici le lieu de la traiter.

Au début, d'ailleurs, il y eut plus d'esclaves blancs que de noirs. Quand les prisons d'Angleterre ne pouvaient plus loger tous les criminels, on en dépêchait un chargement en Virginie, où ils étaient vendus à bail comme esclaves. Cette sorte de traite donna lieu à un fructueux trafic, qui étendit même le champ de ses opérations.

Il y eut de véritables entrepreneurs d'enlèvement (*kidnappers*). Ils faisaient main-basse sur les chemineaux, les vagabonds, les petits orphelins, et les expédiaient en Virginie. Ces esclaves blancs étaient appelés « serviteurs par contrat », *indentured servants*, parce que la durée et les conditions de leur servitude étaient déterminées par des contrats analogues à ceux qui réglaient la condition des apprentis en Angleterre. A l'expiration du délai, ces serviteurs par contrat devenaient libres. De temps à autre, quelques-uns parmi les plus capables et les plus industrieux achetaient pour leur compte de petites plantations ; d'autres traînaient une vie de paresse et de maraude ; d'autres encore passaient la frontière et se livraient à la chasse et à la pêche comme les Indiens. A mesure que la colonisation avançait vers l'Ouest, nombre de ces « petits blancs » (*meun white*) y essaimèrent et il n'en vint plus guère de nouveaux après 1700. A cette date, l'importation des nègres d'Afrique fournissait toute la main-d'œuvre dont les plantations avaient besoin.

Plus tard, les planteurs ajoutèrent au tabac le coton et le sucre. La découverte des machines à nettoyer les fibres donna l'essor à la production et à l'exportation du coton. Mais longtemps les États-Unis envoyèrent à Londres presque toute leur récolte, important en échange des cotonnades anglaises. La première filature de coton ne fut

installée qu'en 1790, près de Providence. Après la guerre de l'Indépendance, l'industrie nationale, réduite à ses propres moyens, se développa quelque peu dans les États du Nord. Le travail des plantations continuait à absorber l'activité du Sud où la vie économique, dominée par l'institution de l'esclavage, demeurait immuable. Le capital industriel y était remplacé par le capital servile, et les immigrants, qui se rendaient compte de l'impossibilité de lutter contre la main-d'œuvre locale, contournaient cette région sans y pénétrer.

C'est la guerre de Sécession, en effet, ou plutôt la victoire du Nord, qui ouvre une ère nouvelle dans l'histoire économique des États-Unis. Une autre organisation du travail transforme l'activité dans les États du Sud ; on y découvre du fer, du charbon, on utilise les forces hydrauliques. L'industrie s'y développe. Mais ce grand fait n'est pas la seule cause du changement qui fait succéder une seconde phase à la première. Il est le terme d'une longue évolution.

II. — Depuis le commencement du XIXe siècle, les États-Unis ne se bornent plus au groupe de l'Atlantique. L'expansion vers l'Ouest n'a pas cessé, marquée par ces étapes successives : acquisition de la Louisiane en 1803, de la Floride en 1819, du Texas en 1845, des provinces mexicaines en 1848 et 1853, de l'Alaska en 1867. Le territoire embrasse

dès 1860 toute la largeur du continent, et il y a comme une aspiration perpétuelle des colons de l'Est et des nouveaux immigrants par ces vides immenses. L'opposition est désormais entre l'Est industriel et commerçant et l'Ouest agricole. Le premier ressemble davantage à la vieille Europe et la vie urbaine y prédomine, ainsi qu'une stabilité relative. L'Ouest, riche en mines, blé, troupeaux, où domine la vie rurale, verra s'élever des cités géantes : Saint-Paul, Saint-Louis, Chicago, capitales du blé et de la viande. Enfin San-Francisco, porte ouverte sur le Pacifique, commence à prendre conscience de son rôle et laisse grandir ses ambitions[1].

A mesure que la colonisation s'étendait vers l'Ouest, de meilleurs moyens de communication devenaient nécessaires. Un premier canal fut achevé en 1825 : celui de l'Érié, réunissant le lac de ce nom à l'Hudson. Les effets furent immédiats et considérables. En 1820, le transport d'une tonne de marchandises coûtait 88 dollars d'Albany à Buffalo ; après l'achèvement du canal, il passait à 22 dollars et demi, pour s'abaisser plus tard jusqu'à 6 dollars et demi. Il devient aisé aux immigrants de pousser vers l'Ouest, dans les bois du Michigan, et

1. La ville, qui comptait à peine un millier d'habitants lorsque furent découvertes, en 1848, les mines d'or de Californie, dépassait 56.000 en 1860; elle atteint aujourd'hui le chiffre de 500.000.

le grand mouvement de migration s'accélère de la Nouvelle-Angleterre vers le Nord-Ouest.

La navigation à vapeur allait le favoriser. En 1807, Fulton avait réussi à mettre en service sur l'Hudson un premier bateau, le *Clermont*. En 1811, un autre fut lancé sur l'Ohio, à Pittsburg ; il portait ce nom significatif : la *Porte de l'Ouest*. Bientôt, toutes les grandes rivières de l'Ouest s'animèrent du va-et-vient de petits navires, soufflant et poussant, qui portaient des colons avec leur mobilier et leurs outils, des produits agricoles, des ballots de marchandises, des trafiquants et des spéculateurs de terres. On vit bientôt se former de nouveaux États : l'Indiana est ajouté à l'Union en 1816, le Mississipi en 1817, l'Illinois en 1818, l'Alabama en 1819. En 1836, l'anthracite est employé avec succès pour produire la vapeur, et, la même année, John Ericsson invente le propulseur à hélice, qui exigeait beaucoup moins de combustible que la roue à aubes. En 1838, les navires à vapeur commencèrent des services réguliers à travers l'Atlantique, et l'immigration européenne en fut considérablement augmentée. Entre 1840 et 1850, elle est trois fois plus forte que dans la décade précédente (1.710.000, au lieu de 599.000).

Mais la conquête de l'espace allait trouver un auxiliaire autrement puissant dans le rail. L'inventeur des chemins de fer doit être considéré comme un des principaux fondateurs de la puis-

sance américaine. En 1831, on installa 27 kilomètres de voie ferrée aux États-Unis : humbles commencements d'une grande chose ! Dès l'année suivante, il y en avait 368, et dix ans plus tard 6.500. Toutefois, les entreprises locales isolées auxquelles était dû ce développement ne jouent, pendant les vingt premières années, qu'un rôle secondaire dans le commerce intérieur du pays. Vers 1850, commencent à se constituer d'importantes lignes de transit entre les grands centres de commerce et d'industrie. Les lignes de pénétration d'Est en Ouest ont fait plus : elles ont créé l'agriculture, l'industrie et le commerce. Le rail marque la prise de possession de la terre par l'homme. C'est le long de la voie que la civilisation va s'installer. Les Compagnies de chemin de fer, avec une tranquille audace, devancent le colon, qui ne serait jamais venu sans les facilités qu'elles lui assurent. Elles ont d'ailleurs toutes sortes de façons de l'attirer : réclames d'affiches alléchantes, fermes modèles qu'il n'aura qu'à imiter, concessions avantageuses de terrains en bordure, dont l'exploitation fera monter le prix des autres lots. Il n'est pas étonnant que ces compagnies soient devenues des puissances aussi redoutables que bienfaisantes, et les « rois des chemins de fer » peuvent être comptés parmi les principaux arbitres de la destinée des États-Unis.

La création des moyens de transport rapides et

économiques coïncidait avec les inventions qui allaient transformer l'industrie et lui donner un essor imprévu. Durant la guerre de 1812-1815, il était devenu difficile d'obtenir des produits manufacturés des contrées étrangères, et on avait commencé à fabriquer dans les États de l'Union, principalement au nord, quelques articles de qualité inférieure. Après la guerre, les manufacturiers commencèrent leur campagne en faveur de droits élevés sur les marchandises étrangères, de manière que les Américains soient encouragés à acheter les marchandises américaines. D'après les statistiques, très imparfaites, il est vrai, de cette époque, la valeur annuelle des produits manufacturés américains atteignait 455 millions de francs ainsi répartis : coton, laine et lin, 45 millions de dollars; bois et cuir, 25 millions; fer, 18; au total, 88 millions de dollars. Longtemps les États-Unis avaient envoyé à Londres presque toute leur production de coton, important en échange des cotonnades anglaises. Nous avons mentionné l'installation de la première filature en 1790, près de Providence. Vingt ans plus tard, la royauté du coton était déjà établie. Le Sud exportait en 1810 pour 15 millions de dollars de ce produit. Dans le Nord, les fabriques s'étaient multipliées. Avant 1808, on comptait déjà, dans la Nouvelle-Angleterre, 15 filatures installées sur le modèle Arkwright et faisant fonctionner 8.000 broches. De 1808 à 1815, il se créa un grand

nombre d'établissements sur les cours d'eau. Les filateurs livraient le coton aux tisserands, qui en fabriquaient une étoffe grossière sur des métiers à main. En 1813, fut établie, à Waltham (Mass.), la première manufacture où le coton fut à la fois filé et tissé mécaniquement. C'est de 1830 à 1840 que les inventions se multiplient, donnant du premier coup à l'industrie naissante de ce pays un outillage perfectionné qui va faire bénéficier de la science du vieux monde un pays neuf : la moissonneuse de Mc Cormick en 1831 ; le marteau-pilon de Naysmith en 1838. En 1836, le bureau des brevets a tant de besogne qu'on en fait un organe distinct. Nous entrons dans une nouvelle phase.

CHAPITRE II

L'Essor industriel.

Isolement et protectionnisme. — Les industries de l'Est. — L'Ouest agricole. — Le Sud depuis la guerre de Sécession.

Un champ immense s'ouvrait devant l'activité des Américains. L'immigration, considérablement accrue depuis 1840, amenait des travailleurs; mais la main-d'œuvre restait chère. Les plus actifs et les plus entreprenants parmi les nouveaux venus préféraient tenter la fortune pour leur compte; on n'attirait les autres que par l'appât des hauts salaires. Il devenait donc urgent d'économiser les bras et d'utiliser le mieux possible ceux dont on pouvait disposer. La seule solution était de faire travailler des machines, de leur demander tout ce qu'on ne trouvait pas chez les ouvriers : habileté technique, spécialité professionnelle, rendement rapide, peu coûteux et abondant. Ces nécessités stimulèrent l'esprit d'invention qui se donna carrière aux Etats-Unis comme il ne l'a fait nulle part

ailleurs. Il rencontrait, il est vrai, des conditions exceptionnellement favorables : l'étendue du champ à conquérir, le libre choix des moyens. Tout était neuf : les ressources exploitées, l'instrument qu'on allait y employer. Puisqu'il fallait le créer, ne valait-il pas autant le créer parfait tout de suite, aussi parfait que possible s'entend, c'est-à-dire d'après les derniers progrès, perfectionnés encore si on le pouvait, rectifiés, redressés. On profitait des connaissances et des efforts du vieux monde ; on prenait sa science et son expérience où il les avait laissées ; on avait comme point de départ son point d'arrivée. Et nulle entrave de partis pris, de routines ; point de ménagements à garder devant de respectables résultats acquis. Dans les vieux pays où tant de choses ont été faites, il est bien naturel qu'elles comptent en face de ce que l'on va essayer de faire ; le passé pèse lourd, en balance avec les innovations ; la prudence s'abstient, l'initiative même hésite, et il n'y a guère que la témérité à aller de l'avant. Aux États-Unis, rien de tel. La voie de l'avenir s'ouvrait droite à l'infini ; il n'y en avait pas d'autre à prendre. Ceux qui s'y engageaient n'étaient pas tentés de regarder derrière eux, où ils ne laissaient rien ; la sagesse était d'accord avec le courage pour leur conseiller de s'équiper et de partir.

Le résultat fut que la production américaine, parvenue déjà en 1860 à 1 milliard 800 millions de

dollars, dépassait, en 1870, 4 milliards. Et bientôt l'Amérique, qui se mettait à nous vendre, diminua ses achats. En échange des graines et farines, des animaux — vivants, salés ou en boîtes — dont elle inondait nos marchés, elle était d'abord une cliente pour des produits manufacturés. Peu à peu l'industrie nationale s'empare du marché intérieur. Pour accomplir ce progrès, il lui avait fallu l'abri du protectionnisme.

La protection de l'industrie était une tradition de la politique américaine. Au lendemain de la guerre de l'Indépendance, Hamilton y voyait un moyen d'assurer des ressources au Trésor sans créer un impôt direct qui eût été très impopulaire. En même temps il faisait valoir l'avantage d'encourager une forme de l'activité nationale encore bien timide et bien incertaine.

Dès après la guerre de 1812-1815, les manufacturiers avaient commencé à réclamer des droits élevés sur les marchandises étrangères. Un tarif élaboré à cette intention fut appelé « tarif protecteur » et adopté en 1824 malgré l'opposition du Sud, qui, entièrement adonné à l'agriculture, désirait acheter les produits étrangers à aussi bas prix que possible.

On invoqua ensuite plus spécialement la nécessité de protéger les hauts salaires, ce qui revenait au même d'ailleurs, puisque sans hauts salaires il n'y avait pas de main-d'œuvre et par conséquent

plus d'industrie possible. Les États-Unis n'ont pas à regretter ce régime, qui leur a assuré une prospérité économique incomparable. En 1860, il y avait 140.433 établissements, 253.852 en 1880 et 512.339 en 1900. Le capital s'est élevé de 5 à 50 milliards de francs environ; les fabriques occupent 4 fois plus d'ouvriers et donnent 6 fois plus de produits. De 1850 à 1890, la fortune des États-Unis est devenue 9 fois plus considérable, alors que la population n'a pas tout à fait triplé[1].

Les progrès du Sud surtout sont récents. De 1880 à 1890, le nombre des filatures ou tissages est passé de 161 à 334, celui des métiers de 12.000 à 40.000, celui des broches de 560.000 à 1.800.000. La valeur des produits s'y est élevée de 85 à 200 millions. Les usines métallurgiques s'y multiplient avec une étonnante rapidité. Déjà la Virginie et le Kentucky étaient devenus des États industriels. Voici que l'Alabama et le Tennessee sont venus, depuis moins de vingt ans, prendre place au premier rang de ceux qui fabriquent du fer et de l'acier. Birmingham, dans l'Alabama, se classait dès 1896 comme la troisième ville du monde (après Middlesborough et Glascow) pour l'exportation du fer saumon. L'année 1890 marque le moment important

1. Pour toutes les questions relatives à la richesse publique, on lira avec le plus grand profit le remarquable exposé de M. Georges Aubert : *La Finance américaine*. (E. Flammarion, 1910.)

où la production métallurgique des États-Unis a dépassé celle de la Grande-Bretagne. Depuis, l'écart est devenu formidable. En 1900 l'Angleterre a produit 9 millions 500.000 tonnes et les États-Unis 13.800.000; ils s'élèvent en 1904 à 18.000.000, dont 15.000.000 de tonnes transformées en acier. Ajoutons encore seulement ces chiffres : en 1890, l'Angleterre produisait 181.600.000 tonnes de houille et les États-Unis 141 millions. En 1904, les chiffres respectifs sont devenus 232 millions en Angleterre contre 334 aux États-Unis. Une infériorité numérique de plus de 40 millions de tonnes a fait place en quatorze ans à une supériorité de 102 millions.

De tels progrès déconcertent. Le temps est passé où l'industrie américaine, humble et hésitante, avait besoin de protection pour subsister seulement; il est même passé, celui où elle ne semblait aspirer qu'à se réserver le marché national. Elle a commencé par concurrencer toutes les nations de l'Europe sur leurs marchés extérieurs; elle vient maintenant jusque sur leurs propres marchés. Cette incroyable prospérité n'a pourtant pas désarmé le protectionnisme; mais il a changé de caractère et travaille à une autre fin, beaucoup moins honorable et qu'il ne saurait avouer. On le vit bien dans les discussions de tarifs qui commencèrent avec les fameux bills Mac-Kinley en 1890. Ils avaient moins souci d'une protection, devenue

d'ailleurs inutile, que de certains intérêts industriels à ménager en vue d'un avantage politique. En 1894, sous la présidence de Cleveland, une réaction se dessina : le parti « démocrate » au pouvoir fit campagne contre le régime ultra-protectionniste des bills Mac-Kinley et introduisit le tarif Wilson. Les débats et le vote montrèrent « comment, par suite de la corruption politique, les questions douanières sont résolues aux États-Unis »[1]. Les réductions ou suppressions de droits menaçaient certains monopoles qui se sont constitués à la faveur de l'isolement économique. Le puissant *trust* du sucre notamment, l'*American Sugar Refining Co*, résolut de parer le coup porté par le projet à son privilège. Il mit le prix à l'achat des consciences libre-échangistes, et le résultat scandaleux fut, au lieu de la suppression des droits, leur relèvement. Comme pour mieux accentuer le cynisme d'une pareille politique, une exception était faite en faveur du sucre provenant des îles Hawaï : il entrait en franchise, « parce que plusieurs personnages importants du *Trust* avaient des intérêts dans ces îles ».

L'élection de Mac-Kinley en 1896 ramena aux affaires les républicains ultra-protectionnistes. Il fallait bien pourtant se rendre à l'évidence. La vie économique des États-Unis était entrée dans une nouvelle phase et l'on ne pouvait méconnaître

1. P. DE ROUSIERS. *La Vie américaine : Ranches, fermes et usines*, chap. XII

l'évolution industrielle du pays au point de maintenir la vieille tradition du régime protecteur. Le tarif Dingley renonçait donc à la politique de prohibition, qui avait prévalu en 1890 avec les bills Mac-Kinley, et il cherchait dans des droits simplement protecteurs un revenu pour le Trésor. C'était une politique honnête et raisonnable. Mais les partis sont prisonniers de leurs formules, de leurs programmes et des services qu'il leur a fallu accepter pour vaincre. La discussion fit éclater l'impuissance du parti républicain à faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers qui ont travaillé à sa défense et à son triomphe. Dans le cas présent, ces intérêts étaient ceux de grands manufacturiers et de financiers des *trusts*. Leurs marchandages eurent le dernier mot et le nouveau tarif fut plus illogique encore, plus incohérent que le précédent. Tandis qu'il abaissait d'environ 20 p. 100 la moyenne des droits réclamés par le projet, il majorait considérablement tous ceux qui protégeaient une industrie puissante ou favorisaient un trust. Il ne s'agissait donc plus des intérêts du travail national, ni même des revenus du Trésor. A quatorze voix de majorité triomphaient encore une fois des intérêts particuliers, ceux du trust des sucres ou du syndicat du borax. La chambre de commerce française de New-York caractérisait ainsi, en termes sévères, la loi nouvelle : « Toutes ces taxes ont un caractère double. D'une part, elles sont des

invites à l'appui d'une certaine classe d'électeurs qui, dans le cas de la laine, sont supposés devoir être des fermiers, et de l'autre, elles constituent des concessions intéressées à certains syndicats puissants..... Ce mélange de démagogie et de corruption est simplement révoltant »[1].

En fin de compte, le tarif Dingley de 1897, qui devait réduire les droits si élevés de celui de 1890, les accrut encore, et c'est seulement dans les toutes dernières années que s'est manifestée une tendance à les atténuer. Les industries qui transforment des articles demi-fabriqués souffrent de la cherté excessive, et plus encore les consommateurs souffrent des abus de certains *trusts*. Le Président Roosevelt s'est associé à la campagne qui a été menée contre ces coalitions de producteurs, et il s'est trouvé des protectionnistes pour demander la suppression de tout droit de douane sur les articles ainsi monopolisés. Enfin des raisons fiscales engageaient à réduire des droits qui devenaient, en fait, prohibitifs. Les États-Unis en sont arrivés à un point où, selon la formule d'un journaliste de New-York, le développement automatique des recettes, conséquence du développement général du pays, ne suffit plus à alimenter les besoins croissants du budget. Il y aurait donc intérêt pour le trésor à percevoir des droits modérés sur des articles de grande consommation.

1. Cité par le *Monde économique* du 22 août 1897.

C'est sous l'influence de ces diverses causes que fut élaboré le projet Payne. Le parti républicain s'était engagé formellement, lors de la campagne électorale de 1908, à convoquer le Congrès en session spéciale pour reviser le tarif, aussitôt après l'entrée en fonctions du prochain président. M. Taft tint l'engagement, et le Congrès se réunissait le 25 mars 1909.

Après trois semaines de discussion à la Chambre et trois mois de discussion au Sénat, le tarif Payne-Aldrich devint loi le 5 août. Une fois de plus, les législateurs ont obéi à la pression des intérêts privés. Le Comité des finances du Sénat reconnaît lui-même qu'il y a, dans l'ensemble, augmentation. Si nous l'en croyons, le taux moyen des nouveaux droits sur les articles de luxe, qui était de 51,4 p. 100 sous le tarif Dingley, serait passé à 53,5 p. 100 et il se serait élevé, pour les articles de nécessité eux-mêmes, de 36,3 à 36,7 p. 100. En réalité, l'augmentation est beaucoup plus considérable, si l'on prend garde que cette évaluation intéressée ne tient pas compte de certains procédés à l'aide desquels ont été relevés, subrepticement les droits sur un grand nombre d'articles.

Il n'y a pas lieu d'entrer ici dans le détail compliqué de ce tarif. L'opinion américaine n'en paraît pas satisfaite. Mais l'heure n'est pas venue où les inconvénients du protectionnisme seront assez grands pour forcer la main aux intérêts privés, si

puissants au Congrès. Il faut bien reconnaître d'ailleurs que, jusqu'ici, le système douanier des États-Unis, s'il n'a pas été, comme le prétendent ses défenseurs, la principale cause de leur immense essor économique, n'a pas du moins entravé leur prospérité, et à travers toutes ces gênes, toutes ces entraves, toutes ces causes de désordre et de trouble, l'industrie américaine poursuit une évolution que rien ne saurait arrêter parce qu'elle est déterminée par la force même des choses.

CHAPITRE III

L'Expansion économique.

Nécessité de produire. — Facilités de production. — Arrêts subits et troubles profonds. — Recherche d'un régulateur : les origines de l'impérialisme. — Développement des moyens de transport. — La navigation intérieure. — L'âge du rail a précédé l'âge de la route. — La concurrence américaine. — Perfection du machinisme et de l'organisation.

La puissance de production des États-Unis devait entraîner nécessairement leur expansion économique. C'est une grave conséquence, dont l'Europe s'est peut-être alarmée un peu vite et un peu fort. Vers 1900 on ne parlait que de l' « invasion américaine » et de l' « américanisation du monde ». L'industrie, après l'agriculture, se répandait sur nos marchés. Économistes et publicistes dénonçaient le péril ; il prit bientôt, dans leur esprit et dans l'opinion, des proportions fantastiques : l'oncle Sam devenait une sorte de colosse dont les bras enserraient la planète que ses doigts crochus agrippaient. Pour les intérêts menacés, c'était une vision de cauchemar ; elle troublait les nuits des industriels de Birmingham et de Manchester. On se

remit un peu en 1902 et 1903 d'une alerte aussi chaude, durant un fléchissement des exportations américaines : trop facile optimisme après un pessimisme exagéré. Il faut regarder en face la réalité.

En 1899, M. Paul de Rousiers, dans sa Préface au livre de M. Vigouroux : *La concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, écrivait encore, opposant l'industrie américaine à l'industrie britannique : « Aux États-Unis, au contraire, l'industrie ne travaille guère que pour la consommation nationale. Les industries agricoles de la meunerie et de la fabrication des conserves exceptées, l'industrie du fer et de l'acier est à peu près la seule qui déborde sur l'Europe ; encore est-ce là un fait tout récent. » L'année suivante, l'exportation des articles manufacturés atteignait 434 millions de dollars (2 milliards 248 millions de francs) et représentait 31,6 p. 100 des exportations totales au lieu de 12,5 p. 100 vingt ans plus tôt et de 17,9 dix ans auparavant. Si l'on met à part les cuivres et les pétroles raffinés, que nos statistiques ne qualifieraient pas de produits manufacturés, les principaux articles sont ceux de fer et d'acier, les cuirs et articles en cuir, les tissus et filés de coton, les machines agricoles, produits chimiques, articles en bois, paraffine et cire, papiers et articles en papier, verrerie... L'ensemble des exportations était passé en cinq ans d'un peu plus de 4 milliards à

un peu plus de 7 pour s'élever à 9 milliards et demi en 1907, venant ainsi immédiatement après l'Angleterre et dépassant l'Allemagne de plus d'un milliard. Le 1er mai 1901, le Président Mac-Kinley déclarait : « Nous sommes maintenant en état d'approvisionner nos propres marchés. Nous avons atteint ce degré de développement industriel où, pour assurer la vente de notre excédent de produits, il nous faut ouvrir à cet excédent de nouvelles voies. ». Un intense besoin d'exportation devenait, en effet, la caractéristique de l'activité économique des États-Unis.

Il n'y a pas lieu d'en être surpris. Les vieilles contrées d'Europe, riches du capital accumulé, créancières de l'étranger, habitées par une population très dense, que le sol national ne suffit pas à nourrir, « achètent plus au dehors qu'elles ne vendent, et soldent la différence avec une partie du revenu de leurs placements. Les États-Unis, qui ont encore de très fortes dettes vis-à-vis de l'Europe, sous formes d'obligations de chemins de fer et même de dettes hypothécaires, qui n'ont presque pas de capitaux placés à l'extérieur parce qu'il leur a été plus avantageux jusqu'ici d'employer les leurs à la mise en valeur de leur territoire, s'acquittent des intérêts et réduisent même le principal de ces dettes par l'excédent de leurs exportations sur leurs importations[1]. »

1. PIERRE LEROY-BEAULIEU. *Les États-Unis au XXe siècle*, pp 420-421.

C'était pour eux une nécessité de produire, et en même temps tout les y portait : la richesse d'un pays neuf, l'afflux des immigrants en quête de travail, la perfection d'un outillage installé en pleine période de progrès, et amélioré encore par l'ingéniosité d'un peuple industrieux dont tous les efforts tendent au même but, le génie d'organisation porté au plus haut degré par une sélection naturelle, qui ne laisse arriver à la tête des entreprises que les mieux doués et les plus hardis. Le magnifique essor industriel dont nous avons parlé devait entraîner l'industrie américaine dans un mouvement d'expansion qu'il faut considérer ici.

Il est aisé de comprendre qu'une production, dont l'accroissement soudain peut jeter d'un seul coup sur le marché des quantités énormes, est fatalement exposée aussi parfois à de brusques arrêts. De là ce qu'on a appelé le caractère spasmodique de l'industrie américaine. Il peut amener des troubles profonds non seulement dans la vie économique du pays, mais aussi dans sa vie sociale. Il fallait donc chercher un régulateur. Ce ne pouvait être que l'exportation. D'autre part les États européens répondaient à la protection douanière de l'Union par des tarifs de représailles. Elle s'est trouvée amenée par la force des choses à chercher des débouchés privilégiés, et le protectionnisme l'a conduite à l'impérialisme.

Bien placée pour rêver ce grand dessein, elle ambitionne la maîtrise du Pacifique. Déjà elle est passée aux actes : annexion de Toutouila dans les Samoa, de l'île Guam dans les Mariannes, occupation des îles Sandwich ou Hawaï, dont la capitale, Honolulu, est la grande escale du Pacifique Nord entre San-Francisco, l'Asie et l'Australie : six lignes de paquebots viennent s'y croiser. Plus importante encore est l'acquisition des Philippines, qui ferment la mer de Chine méridionale, servent aux Américains de base pour leur commerce en Chine et leur fournissent l'occasion de prendre part au règlement des questions d'Extrême-Orient. « Il faut, disait en 1902 le Secrétaire du Trésor, que la richesse et l'énergie américaines transfèrent la souveraineté du Pacifique à l'étendard étoilé. » L'année suivante, la mainmise sur le canal de Panama attestait combien le gouvernement, d'accord là-dessus avec l'opinion, était résolu à pousser l'exécution de ce programme.

Rien n'y contribue pour une plus large part que le développement des moyens de transport. Les chemins de fer, grâce à l'abondance du trafic et à l'excellente organisation du matériel, sont arrivés à des tarifs très bas pour le transport des marchandises. Avec des wagons de très grande capacité et des locomotives très puissantes, qui permettent d'accroître le poids des trains plutôt que d'en augmenter le nombre, les Compagnies, stimulées

d'ailleurs par la concurrence, arrivent à des tarifs au moins trois fois moindres que les tarifs anglais — déjà inférieurs aux nôtres — pour le transport de l'acier. Elles ont même consenti aux grandes sociétés industrielles, qui les intéressaient à leurs affaires, des prix tellement infimes qu'ils constituaient un privilège oppressif. On se rappelle que le Président Roosevelt présenta au Congrès, en 1906, un projet de loi destiné à régler le prix des transports sur les voies ferrées. C'est un des épisodes les plus marquants de sa campagne contre les *Trusts*.

Nul pays n'est aussi favorisé que les États-Unis au point de vue de la navigation intérieure. Les Grands Lacs, les rivières et les canaux permettent d'atteindre, pendant toute l'année ou pendant plusieurs mois, les foyers de production, quelles que soient les distances qui les séparent. Les Grands Lacs surtout forment une ligne de transports intérieurs sans pareille, et le mouvement de cette sorte de Méditerranée est analogue par le nombre, par les dimensions des navires, par la durée des parcours, au grand cabotage maritime. Enfin toutes les voies intérieures aboutissent aux grands ports : sur l'Atlantique, New-York, le premier du monde, Boston, Philadelphie, Baltimore, la Nouvelle-Orléans, tous reliés à l'Europe par de nombreuses lignes internationales ; sur le Pacifique San-Francisco et Puget Sound (Vancouver). La marine

marchande, après avoir paru menacer, au milieu du siècle précédent, la suprématie britannique, était tombée très bas depuis la guerre de Sécession. Quand le fer remplaça le bois dans la construction des navires, les États-Unis n'étaient pas encore outillés pour suivre ce progrès. De 2 millions et demi de tonnes en 1861, l'ensemble des vaisseaux de long cours était tombé à 910.000 en 1888, dont 179.000 seulement à vapeur. Un mouvement ascensionnel, commencé vers 1892, n'arriva qu'en 1902 à porter le tonnage total au-dessus du chiffre de 1861. Il égale à peu près aujourd'hui celui de l'Allemagne, avec laquelle la marine marchande des États-Unis se trouve ainsi partager le second rang dans le monde[1].

Leur concurrence commerciale, il ne faut pas l'oublier, se fait moins sentir sur nos marchés nationaux que sur les marchés neutres, ceux d'Asie surtout, auxquels il faudra joindre bientôt sans doute ceux de l'Amérique du Sud, quand le canal de Panama mettra les États manufacturiers de l'Est en communication avec cet autre Ouest américain : Colombie, Équateur, Pérou, Chili. Une clientèle infiniment moins pourvue et en même temps plus facile à satisfaire s'offre là aux produits abondants et peu coûteux d'une fabrication par séries. Elle prolongera cette clientèle

1. 2.727.000 tonneaux pour les États-Unis et 2.787.000 pour l'Allemagne, d'après les calculs du *Bureau Veritas*.

nègre qui, depuis l'affranchissement, a fourni un si beau débouché à l'industrie du Nord. La vieille Europe paraît d'autant moins menacée qu'elle regagne par certains côtés ce qu'elle peut perdre par ailleurs. Les importations ont fort augmenté elles aussi, et, suivant une loi bien connue des économistes, à mesure que les États-Unis s'enrichissaient, ils achetaient plus au dehors tout en produisant davantage.

Mais il y a lieu d'envisager une autre perturbation plus grande encore, dont le développement industriel des États-Unis menace notre vie économique. Prenons-y garde, en effet : l'accroissement de la production américaine n'a pas pour seule conséquence de diminuer notre puissance de vente ; elle diminue aussi notre puissance de fabrication. Depuis qu'elle exporte plus de produits manufacturés, l'Union exporte moins de matières premières. Il lui en faut chaque jour davantage pour alimenter ses usines ; elle file et tisse ses cotons, elle transforme ses cuirs en harnais et en chaussures. Bien plus : elle va chercher des peaux et des laines sur les marchés de la Plata où nous en achetions nous-mêmes ; elle demande du caoutchouc au Brésil, de la soie brute au Japon et à la Chine ; elle raréfie ainsi les quantités disponibles et provoque la hausse des prix. C'est la solidarité moderne des divers marchés du monde, l'Ancien et le Nouveau, l'Occident et l'Orient. Dans cette nouvelle phase de l'histoire

économique, l'entrée en scène des États-Unis, sortis de leur isolement, est un des chapitres qu'il faudrait écrire avec le plus de soin. Nous n'avions ici qu'à signaler le fait et à en marquer l'importance.

CHAPITRE IV

Les Caractères de l'activité économique.

I. Concentration des moyens de production : Trusts et cartells. — Grandes et petites industries. — Influence de la politique douanière. — Les colosses aux pieds d'argile. — Importance de la concentration industrielle au point de vue social.
II. Concentration corrélative des forces ouvrières. — Les associations américaines et les trade-unions d'Angleterre. — Les Chevaliers du Travail : leur grandeur et leur décadence. — *L'American Federation of Labor.* — Les Unions centrales du travail. — Caractère exclusivement corporati de ces associations : équilibre nécessaire du capital et du travail.

I. — Le développement si rapide d'une puissance industrielle qui exploite d'immenses richesses inexploitées allait toujours plus vite que les progrès de la population. Il en est résulté une première condition, dont le travail américain devait s'accommoder sous peine d'être condamné à l'impuissance : la main-d'œuvre reste rare et d'un prix élevé. Les plus actifs, les plus hardis parmi les immigrants préfèrent se mettre à l'œuvre pour leur compte et tenter la fortune dans des entreprises où ils peuvent s'enrichir : on ne les retient donc qu'un temps et

avec de hauts salaires. Les manœuvres eux-mêmes ne quitteraient guère, sans cet appât, leurs pays d'origine. Il devient donc absolument nécessaire d'épargner du temps, d'économiser des bras. D'ailleurs, les ouvriers, déjà trop peu nombreux, manquent, la plupart, d'habileté technique. Ils sont prêts à faire toute besogne, pourvu qu'elle ne soit pas difficile, et à changer, si les circonstances l'exigent ou si leur avantage les y pousse, du jour au lendemain. C'est là une situation à laquelle l'industrie américaine ne pouvait faire face que par l'extension universelle du machinisme.

Rien, d'autre part, n'en contrariait l'application. S'il assure la quantité des produits plus que leur qualité, la clientèle très étendue et peu exigeante à laquelle ils sont destinés ne demande pas autre chose ; elle se montre satisfaite pour peu que l'offre réponde à sa demande et que les prix restent bas. L'ingéniosité inventive d'esprits tout entiers tournés vers la pratique se donne libre carrière chez les ouvriers eux-mêmes, qui n'ont rien à redouter de la machine dans un pays où toute main-d'œuvre disponible est aussitôt employée ailleurs et sert à créer de nouveaux foyers de production. L'outillage mécanique devait donc remplacer, partout où la substitution était possible, le travail à la main, et il importait également qu'il fût toujours aussi parfait que possible, sans cesse renouvelé selon les derniers progrès et les plus récentes découvertes.

Cette première nécessité en entraînait elle-même une autre : celle de réduire les frais généraux par une organisation plus méthodique de la production ; et cette organisation n'est possible elle-même que si des capitaux industriels concentrés dans les mêmes mains sont mis au service de vastes entreprises ordonnées suivant une économie savante. De là sont nées les diverses « combinaisons industrielles » ou accumulations de capitaux que nous désignons, assez improprement d'ailleurs, sous le nom général de *trusts*. Par leur ampleur démesurée, le prestige des spéculateurs qui les ont organisés, — ces « rois » de l'industrie ou de la finance, comme se plaît à les appeler la démocratique Amérique, — les *trusts* ont fait beaucoup parler d'eux aux États-Unis et en Europe, excitant l'admiration et semant les alarmes. Il apparaît clairement déjà qu'on s'était exagéré l'importance du phénomène. Les *trusts* n'embrassent qu'une partie de la grande industrie et celle-ci n'est elle-même qu'une partie assez faible de l'industrie totale. M. Pierre Leroy-Beaulieu, dans le chapitre où il expose l'organisation de l'industrie américaine, nous invite à ne pas oublier que sur 512.254 établissements recensés en 1900, 12.809 seulement occupent plus de 100 personnes et 443 d'entre eux plus de 1.000. Les industries où la tendance à la concentration se manifeste avec le plus de force sont celles du fer et de l'acier, du coton, des machines agricoles, du verre, du papier,

du cuir, de la cordonnerie, de la bonneterie, des filés et tissus de laine, de la soie, des tapis, de la préparation des viandes, de la brasserie et des spiritueux, des constructions navales. « L'ensemble des établissements employant moins de 100 personnes forme ainsi plus de 97 p. 100 du nombre total et paraît occuper 3.500.000 personnes, soit très sensiblement plus de la moitié de l'ensemble. » La tendance générale à la concentration, très forte dans certaines branches, ne doit pas nous faire méconnaître la place et l'importance que gardent à l'heure actuelle, dans le premier pays industriel du monde, la moyenne et la petite industrie.

On pensera peut-être que l'évolution est à peine commencée, qu'elle s'accentuera chaque jour davantage et que l'avenir est aux vastes entreprises. C'est l'évidence même. Mais il convient de remarquer que la grande industrie ne supprime pas nécessairement la petite : elle la déplace, si l'on peut dire, et lui abandonne d'autres travaux. « Toute grande industrie, en naissant, crée généralement à côté d'elle de petites industries accessoires, ne fût-ce que pour les réparations de ses produits. Ainsi, même en ce pays d'Amérique où l'on répare peu, on relève, parmi les arts et métiers, 85 ateliers de réparation de machines à écrire, 396 de machines à coudre et 6.331 ateliers de réparation de bicycles et tricycles[1]. » De plus, la combinaison

1. P. Leroy-Beaulieu. *Ouvr cité*, p. 213.

industrielle n'a de raison d'être que là où la division du travail est possible et se prête à la localisation géographique. Chacun des établissements qui ont fusionné peut dès lors se spécialiser : celui-ci, placé près de la houille et du minerai, bornera son rôle à la production de la fonte brute; celui-là, voisin au contraire des lieux de consommation, fabriquera les boulons ou les rails. Il y a une double économie, d'outillage et de transport. Une pareille organisation, méthodique et rationnelle, ne saurait avoir que des avantages. Elle ne constitue pas ce que nous appelons un *trust*, avec les idées de spéculation financière, de monopole et d'accaparement que nous y attachons.

C'est du *trust* ainsi compris qu'on a singulièrement grossi l'importance et exagéré le rôle dans l'évolution économique des États-Unis. Nous connaissons le *trust* de l'acier, celui du pétrole, celui des sucres, du borax, quelques autres encore. Ils sont moins nombreux qu'on ne le croit et leur existence n'est pas le résultat d'une nécessité inéluctable, le terme fatal d'une évolution. D'une enquête que M. Paul de Rousiers a conduite avec beaucoup de rigueur en 1896, il semble bien ressortir « que les industries vraiment monopolisées aux États-Unis l'ont été par suite de la rencontre fortuite de circonstances exceptionnelles et de circonstances artificielles, mais non en vertu de leur évolution normale ». Parmi ces circonstances, la principale

est sans doute la politique douanière qui a isolé le marché américain et favorisé les *coups :* accaparement momentané, raréfaction d'un produit, etc. Le trust du sucre, notamment, et celui de l'acier, n'auraient pas été possibles sans cette condition, et nous avons vu les scandales qui marquèrent l'intervention du premier et assurèrent son triomphe dans le vote du tarif Dingley. Une autre cause est l'entente des compagnies de chemins de fer avec les grandes sociétés industrielles qui les intéressent dans leurs affaires en échange d'un tarif de faveur pour les transports. Nous avons dit que le Président Roosevelt a combattu avec énergie ces agissements et pris l'initiative d'une réforme législative destinée à y mettre un terme. Enfin l'histoire d'un des plus brillants et des plus fameux de ces *trusts*, celui de l'acier, *United States Steel Corporation*, a montré le danger de ces gigantesques combinaisons et la part d'artifice qui se mêle à leur force réelle. Nous empruntons à M. Pierre Leroy-Beaulieu le tableau suivant :

Fluctuations des actions du trust de l'acier depuis sa fondation.

	ACTIONS ORDINAIRES		ACTIONS PRIVILÉGIÉES	
	Plus haut.	Plus bas.	Plus haut.	Plus bas.
1901. . . .	54	36	102 3/4	87
1902. . . .	48 1/4	31	100	82
1903. . . .	40 7/8	10	92 1/2	49 3/4

Il y a une large part de spéculation dans les

trusts et il n'est pas facile de maintenir longtemps en crédit des masses de papier outrageusement majoré. C'est pourquoi la plupart des *trusts*, conclut M. Leroy-Beaulieu, d'accord en cela avec M. de Rousiers, « sont des organismes éphémères... dont la force de résistance à l'adversité est faible et dont l'action est bien plus apparente que réelle. »

Mais si la concentration industrielle aux États-Unis n'a pas les proportions que, sur quelques exemples bruyants et sensationnels, on pourrait être tenté de lui supposer, elle n'en garde pas moins, même au point de vue économique, une réelle importance. Et ses conséquences sont plus importantes encore au point de vue social : elle a transformé les conditions du travail et provoqué une concentration correspondante des forces ouvrières.

II. — L'ouvrier de l'ancienne industrie, qui avait lentement acquis une habileté professionnelle et conquis ainsi à son travail une valeur spéciale, était à peu près assuré d'en trouver l'emploi ; s'il cessait de s'entendre avec un patron, il allait s'adresser à un autre, qui ne manquait pas d'utiliser un instrument de succès devenu disponible à son profit. L'ouvrier américain, occupé à un travail très simple où le premier venu peut le remplacer, a l'avantage d'en pouvoir changer à son gré, mais

l'inconvénient d'être aisément remplaçable. Il n'est utile que comme une unité dans un nombre; par lui-même il ne compte pas et c'est le nombre seul qui compte. De là, la nécessité pour les salariés de s'entendre, de s'organiser et de s'unir de façon à traiter en masse avec le patron et à établir un équilibre entre les forces ouvrières et les forces patronales pour la conclusion normale du marché collectif de travail. En face donc et comme conséquence de la tendance à la concentration industrielle, nous trouvons un mouvement corrélatif de concentration ouvrière.

On a bien souvent comparé, pour les opposer, les associations ouvrières des États-Unis aux *trade-unions* anglaises. Celles-ci sont en effet de puissants syndicats professionnels, riches, savamment organisés, d'un organisme compliqué même, et qui longtemps furent exclusivement réservés aux ouvriers « qualifiés » (*skilled*) ou ouvriers de métier. Cette condition, jointe au taux élevé des cotisations, leur donnait un caractère aristocratique dans le monde ouvrier. Mais subsiste-t-il encore dans le « nouvel unionisme » qui a entrepris, depuis 1880 surtout, d'organiser les catégories inférieures de salariés, par exemple les dockers de Londres ? D'ailleurs, le but est essentiellement le même, si l'on s'en remet à la définition des historiens les plus connus du trade-unionisme : « Une association permanente de salariés qui se proposent de défendre ou d'amé-

liorer les conditions de leur contrat de travail[1]. » Toute l'opposition nous paraît se réduire à ceci, qu'en Angleterre le mouvement ouvrier a débuté par des unions restreintes pour arriver à organiser tout un métier ou toute une industrie à travers tout le pays, tandis qu'aux États-Unis, le mouvement, après avoir débuté sous une forme très ample et très générale, en vient à reconnaître que l'organisation professionnelle est la seule base solide pour une organisation plus vaste. Des deux côtés les conceptions se rapprochent, et la même fin détermine les mêmes moyens.

La fameuse expérience des « Chevaliers du Travail » manifestait, avec un juste sentiment des nécessités de l'action ouvrière, l'ignorance des moyens qui peuvent la rendre efficace. Le plan était simple et grandiose : sa réalisation eût demandé des procédés plus positifs et un peu plus compliqués. C'est un ouvrier tailleur de Philadelphie, Uriah S. Stephens, qui, en 1869, conçut le projet d'organiser une vaste fédération « de toutes les branches du travail honorable ». Si, au bout de trois mois d'existence, l'ordre comptait seulement 28 membres, il en avait 111.008 en 1884, 700.000 en 1885, plus de 1.800.000 en 1890. Les catholiques, sous l'influence du cardinal Gibbons et de Mgr Ireland, le soute-

1. Sidney et Béatrice Webb. *Histoire du trade-unionisme*, trad. fr. par Métin; Paris, 1897.

naient. Sa fortune et son rôle s'annonçaient avec une grandeur confuse. Mais les trade-unions, sur lesquelles il avait commis la faute de ne pas s'appuyer, voyaient avec déplaisir diminuer à son profit leur importance; elles craignaient de se fondre dans ce vaste tout et d'y perdre leur personnalité. Les socialistes enfin, très nombreux dans l'association, voulaient entraîner l'ordre dans l'action révolutionnaire et lui faire mettre sa puissance au service des grèves. Il fallut, en 1886, pendant la grève des ouvriers de chemins de fer, désavouer le vice-président du conseil, Martin Irons, qui avait contribué à la fomenter. Un autre danger, plus grave parce qu'il était inhérent à la nature même de l'institution, en menaçait la destinée. Il tenait, celui-là, à un vice originel. Précisément parce que les Chevaliers n'avaient en vue que les intérêts les plus généraux de la classe ouvrière, ils passèrent insensiblement de la défense des intérêts professionnels à l'action politique. Le grand maître actuel, nous disait M. de Rousiers en 1896, a transporté son quartier général de Philadelphie à Washington, en face du Capitole, afin d'être « plus à portée des législateurs pour les influencer ». Le mouvement syndical a d'autres aspirations.

Elles sont représentées surtout par la « Fédération américaine du Travail », qui a repris l'idée des Chevaliers en évitant leurs erreurs, et semble

bien avoir hérité de leur prestige. L'*American Federation of Labor* s'est donné pour tâche de créer des unions professionnelles là où elles n'existent pas encore et d'organiser entre celles qui existent une action commune, en vue des intérêts généraux de la classe ouvrière. Ses fondateurs se sont rendu compte qu'elle devait être surtout un organe supérieur de concentration. Elle ne tend donc nullement à supprimer ou même affaiblir les associations plus restreintes mais les multiplie, au contraire, et s'appuie sur elles comme sur le seul terrain solide. Son fondateur, Samuel Gompers, après avoir fait de l'Union des cigariers, dont il avait été un des organisateurs, puis le secrétaire et enfin le président, la plus prospère et la plus fortement constituée des organisations ouvrières d'Amérique, joua un rôle important au Congrès de Pittsburg (1881), où se rencontrèrent et s'entendirent, pour un vaste groupement, les délégués d'un grand nombre de trade-unions américaines. Là fut fondée la « Fédération des Unions organisées du Travail et du Commerce », *Federation of Organized Trade and Labor Unions*, qui devint en 1888 l'*American Federation of Labor*. Elle compte aujourd'hui environ deux millions de syndiqués. Elle est et entend rester, en dépit des hostilités que cette attitude a provoquées dans le camp des révolutionnaires, une grandiose concentration des forces ouvrières, en vue du marché collectif de travail.

Assurer à ses adhérents un juste salaire pour une juste journée de travail, voilà son objet essentiel ; voilà, disent les révolutionnaires, qui est singulièrement rapetisser le problème social et donner aux travailleurs américains un idéal singulièrement bourgeois [1]. Ils ne nient point pourtant que le Nouveau Monde ne lui doive pour une bonne part sa puissance syndicale, et regrettent d'autant plus qu'il n'ait pas voulu la mettre au service de la révolution. C'est précisément parce qu'elle a gardé son caractère bien défini et s'en est tenue à son rôle corporatif, que la Fédération américaine du travail nous intéresse ici et que nous avons à en noter l'action.

Au-dessous de la Fédération et reliés à son comité central, il existe, sous des noms divers, des organes secondaires de concentration. On les a créés dans les grandes villes pour s'occuper des questions locales intéressant diverses professions. Telles sont, par exemple, la *Chicago Federation of Labor* et l'*United Labor league*, de Philadelphie. Ce

1. La Fédération constitue d'ailleurs une véritable aristocratie du travail. Les Unions qui la composent sont puissantes et riches, ne groupent que des ouvriers « qualifiés », payant une cotisation élevée. Les « travailleurs étrangers » n'y sont pas admis. On sait que les Américains désignent sous ce nom les manœuvres qui viennent camper aux Etats-Unis pour un temps déterminé et moyennant un salaire convenu, sans avoir l'intention de se fixer dans le pays et d'y acquérir la qualité de citoyens. Ils remportent chez eux l'argent qu'ils ont gagné. Tel est le cas, notamment, de beaucoup d'Italiens et de Hongrois et de tous les Chinois.

sont des « Unions centrales du Travail », *Central Labor Unions*, plus larges que les syndicats purement professionnels, et intermédiaires entre eux et la grande Fédération.

A tous ses degrés, cette organisation montre le ferme dessein de se développer et de lutter en dehors de tout parti politique. Elle est encouragée par tous ceux qui, n'ayant à cœur que l'intérêt social, voient avec raison dans le groupement des forces ouvrières, sur le terrain corporatif, le meilleur gage de paix. Il ne saurait être bon pour aucune société, il serait particulièrement dangereux pour la société américaine, que l'équilibre fût rompu entre les deux grandes puissances dont dépend sa richesse : le capital et le travail. Le premier a joué, il joue encore aux États-Unis un rôle qui n'est point pour l'y rendre suspect. Il ouvre sans cesse de nouveaux champs d'activité : une ligne de chemins de fer attire des immigrants, qui défrichent des terres incultes et, avec leurs propres capitaux ou ceux que le crédit a mis à leur disposition, creusent des mines, bâtissent des usines, construisent des villes. On a très justement comparé le rôle des capitalistes de l'Est, qui colonisent les régions encore neuves, à celui « des irrigations du Nil sur les terres d'Égypte... Mais, au lieu d'agir inconsciemment et mécaniquement, ils doivent ouvrir ou fermer les écluses qui retiennent le bienfaisant dollar, suivant la confiance

que leur inspire tel ou tel colon[1] ». Allez remplacer un tel homme, pourrions-nous dire aux théoriciens du collectivisme, par un rouage quasi anonyme et quasi impersonnel d'une administration ! L'initiative se développe toujours là où elle est nécessaire et dans la mesure où elle est nécessaire. Le travail américain s'exerce dans des conditions où il lui serait bien difficile de méconnaître les services du capital et la nécessité de son initiative.

Mais ce n'est pas une raison pour qu'il reste désarmé devant cette puissance dont les bienfaits ne vont pas pour lui sans dangers. En cette patrie du risque, où tant de gens hardis, énergiques, sont venus et continuent à venir essayer leur chance, il ne fallut longtemps que la liberté. A mesure que les moyens de production les concentrent en des organisations industrielles plus puissantes, il devient plus nécessaire aux ouvriers de s'organiser aussi et d'assurer leur condition. Ils semblent comprendre qu'elle n'est pas et qu'elle ne peut pas être indépendante; grâce peut-être à une formation sociale, qui ne comporte ni les distinctions, ni, par suite, les luttes de classes, ils ont moins de peine à se rendre compte de la solidarité étroite qui unit les diverses forces productrices et les associe au progrès économique. N'est-il pas la fin immédiate que réalise spontanément une société où la loi de production domine toutes les autres et développe librement tous ses effets ?

1. P. DE ROUSIERS. *Ranches, Fermes et Usines*, p. 121.

LIVRE III

L'IDÉAL NATIONAL

Il n'y a pas d'organisme — c'est une vue profonde de Claude Bernard — dont l'existence même et le développement n'impliquent une « idée directrice » : l'organisme social, pourrait-on dire, plus encore que l'organisme physiologique, car il est plus complexe et plus instable. Des conditions économiques très déterminées et très puissantes, agissant sur la diversité des éléments qui composent la société américaine ou qui continuent à s'y introduire chaque jour, en ont fait la matière d'un corps compact et homogène. Mais pour devenir une nation, il faut qu'il s'organise et qu'il vive ; il faut qu'il dure ; il faut qu'il s'élève jusqu'à la personnalité. L'idée directrice d'une telle évolution ne peut être qu'un idéal, conçu par une conscience commune, réalisé par une volonté toujours en

acte. C'est précisément ce que va nous révéler le perpétuel effort d'organisation et d'adaptation dont nous allons essayer de montrer à l'œuvre les trois facteurs principaux : la religion, l'éducation, l'action sociale.

CHAPITRE I

Genèse d'une Conscience collective.

La solidarité économique et l'unité nationale. — Le rôle des chemins de fer. — Caractère original du patriotisme américain.

Il est difficile aux vieilles nations historiques, dont les origines confuses se perdent dans le passé, d'y retrouver les premiers vestiges de leur conscience commune. Elle a toujours été, semble-t-il, ce qu'elle est aujourd'hui, et l'idée de société se confond naturellement pour nous avec l'idée de patrie. Les recherches de l'érudition pourront explorer ce champ obscur et essayer de reconstituer la vie morale des âges disparus, d'en déterminer les sentiments et les pensées : tout ce beau travail, singulièrement incertain d'ailleurs, n'empêchera point que les sentiments et les pensées d'aujourd'hui ne soient ce qu'ils sont et, comme tels, des réalités actives, efficaces. Le reste n'est que conjectures et curiosité. On nous assurera par exemple que le patriotisme français ne remonte

pas plus loin que la guerre de Cent Ans. En fussions-nous convaincus, en quoi serait-il moins fort? Mais nous savons bien que les héros de la *Chanson de Roland* pleuraient déjà sur la « doulce France ». Nous imaginons aussi quel prestige pouvait avoir pour un citoyen romain du règne d'Auguste, pour un lecteur de l'*Énéide*, l'antique Rome des origines, la Rome légendaire en qui il voyait déjà la patrie romaine. L'illusion n'est pas moins puissante ici que la vérité. Or, c'est cette illusion même qui n'existe pas, qui ne peut pas exister chez les citoyens américains.

L'histoire de leur pays n'a pas de profondeurs mystérieuses. Elle est tout entière connue, tout entière récente. Eux-mêmes, ou leur pères, ou leurs ancêtres, pour peu que l'on remonte à quelques générations, appartiennent à toutes les races et viennent de tous les coins du monde. Enfin ils occupent sur le territoire de l'Union des régions qui souvent n'eurent guère de destinée commune ou furent même, comme le Nord et le Sud, ennemies. Nous avons dès lors à rechercher avant tout l'origine de cette conscience commune sans laquelle une société n'arrive pas à se concevoir comme une nation.

On verra plus loin comment s'est constitué peu à peu le corps politique dont l'unité ordonne aujourd'hui en un seul État les anciennes « républiques » autonomes et les organismes nouveaux

créés sur leur modèle. Il importe ici d'expliquer d'abord l'évolution nationale qui à son tour expliquera l'évolution politique.

La même cause générale, que nous avons vue déjà à l'œuvre à l'origine de la société américaine, se retrouve à l'origine de la nation : l'action toute-puissante des conditions économiques. Sans aucun doute le sol américain a largement contribué à faire l'unité américaine. La solidarité économique fut comme la première forme et la plus matérielle de la solidarité nationale.

Aucune des grandes régions naturelles, qui découpent si nettement le vaste territoire de l'Union, ne saurait se suffire à elle-même. L'Est industriel et très peuplé tire sa nourriture des ranches et des fermes de l'Ouest, alimente ses filatures et ses tissages avec les cotons du Sud; le colon de la Prairie lui demande en retour les machines agricoles. De plus, nous l'avons vu, le même génie se distribue à travers toute la largeur du continent par l'entremise des capitalistes « yankees », véritables pionniers de la colonisation intérieure et initiateurs de tous ses progrès. Enfin les fleuves, les Grands Lacs, les canaux, les chemins de fer surtout, ont maintenu la cohésion et entretenu la vie collective. Est-il besoin de rappeler ici quel rapport étroit il y eut toujours entre le particularisme d'une part, de l'autre, la difficulté et la lenteur des communications ?

La géographie de la Grèce domine son histoire, et l'isolement de tous ces petits cantons dans leurs vallées ou leurs montagnes nous explique pourquoi les glorieuses cités qui tour à tour séparèrent et unirent leurs destinées ne furent jamais une nation. Nous savons, au contraire, quel fut le rôle de la voie romaine dans l'organisation de l'Empire. La nature avait préparé l'Union américaine par le puissant réseau de circulation dont elle avait doté le sol. L'invention des chemins de fer vint à propos compléter cette œuvre. Sans connaître les débuts pénibles et lents de nos antiques communications, le sentier à travers la forêt, le chemin élargi, la grande route, les Américains, peuple jeune disposant à ses débuts des ressources du vieux monde, de ses sciences et de ses arts, ont commencé par le canal et, dès 1840, y ont ajouté le rail. On n'exagèrera jamais son rôle. Il est bien probable que la Californie, séparée des autres États par d'immenses espaces vides, serait devenue le centre d'une sorte d'Union du Pacifique, si l'on ne s'était empressé de rattacher le groupe nouveau à l'ancien par le premier chemin de fer transcontinental, l'*Union Pacific Railway* ou *Central Pacific*, ouvert en 1869, qui franchit les Montagnes Rocheuses à une altitude de plus de 2.000 mètres et réunit New-York à San-Francisco par Chicago, Omaha et Ogden, avec une longueur de 5.412 kilomètres. Quatre autres grandes lignes, à peu près parallèles, sillonnant de

l'est à l'ouest la masse continentale, sont venues successivement s'y ajouter : en 1881, l'*Atlantic Pacific*, de New-York à San-Francisco par Saint-Louis, Kansas et Santa-Fé (7.400 km.); en 1883, le *Southern Pacific*, de la Nouvelle-Orléans à San-Francisco (4.015 km.) et le *Northern Pacific*, de New-York à Astoria par Chicago (5.839 km.); enfin le *Great Northern Pacific*, de Duluth à Olympia.

L'importance de ces grandes voies, qui desservaient les premiers centres agricoles et manufacturiers, est partagée de plus en plus, à mesure que se développe l'industrie des anciens États à esclaves, par les lignes Nord-Sud : lignes de New-York à Jacksonville, le long de l'Atlantique; — de New-York à la Nouvelle-Orléans, par Atlanta; — de Chicago à la Nouvelle-Orléans, par Cairo; — de Chicago à Galveston, par Saint-Louis; — de Duluth à Austin et au Mexique, par Omaha; — de Seattle à Los Angeles, par San-Francisco. Une circulation intense et rapide promène en tous sens d'un bout à l'autre du territoire les courants d'idées ou d'intérêts, active les échanges et anime d'une vie unique ce grand corps.

Oui, il vit; il connaît la joie et l'orgueil de vivre et rien n'est plus propre à dégager avec force le sentiment de la personnalité. Tous les Américains communient dans l'orgueil de la vie, qui devient ainsi un des éléments constitutifs de leur conscience collective, un des facteurs essentiels du sentiment

national, une des sources profondes du patriotisme. Le nôtre est tourné surtout vers le passé : il y entre une part considérable de souvenirs. Le leur est fait de confiance dans le présent et d'espoir dans le futur. Si la reconnaissance y tient une place, c'est moins celle d'héritiers respectueux, acceptant les charges avec les avantages, que de travailleurs satisfaits, bien payés, bien traités, se félicitant des conditions que leur chance leur a fait rencontrer et dont leur habileté leur a permis de tirer si bon parti.

Au lieu que la patrie absorbe l'individu, elle le grandit et le dilate. Pour se plaire à la pensée qu'il peut être beau de mourir pour elle, il sent trop fortement combien par elle il est bon de vivre. Il n'y a peut-être pas moins d'amour dans cette passion égoïste que dans l'abnégation, et un philosophe se demanderait si le privilège, au fond, n'en est pas le même, et si l'homme n'obéit pas toujours, en fin de compte, à travers ces sentiments contraires, au besoin de reculer les étroites limites du « moi » et d'accroître son être : *Dilatamini et vos!* On trouverait une curieuse confirmation de cette analyse — où nous n'avons fait que suivre M. Émile Boutmy — dans le témoignage personnel qu'un célèbre journaliste new-yorkais, d'origine danoise, M. Jacob. A. Riis, nous a récemment donné sous le titre significatif : *Comment je suis devenu Américain*. Ce livre, que M. Léon Bazalgette a eu

l'excellente idée de traduire, est un document plein de vie. Nous ne croyons pas inutile d'en transcrire ici la dernière page, qui exprime bien le caractère original du patriotisme américain et la force d'action dont ce sentiment est pour ainsi dire tout chargé.

« Je viens de raconter l'histoire d'un homme qui est devenu Américain. Il me reste à dire comment je découvris qu'il l'était devenu et que l'Américain en lui était achevé.

« Ce fut quand je retournai voir ma mère, encore une fois, et que, parcourant le pays peuplé des souvenirs de mon enfance, j'atteignis la ville d'Elsinore. Là, je fus pris de fièvre et dus rester plusieurs semaines au lit, chez un ami dont la maison s'élevait sur le rivage du magnifique Ooresund.

« Lorsque la fièvre m'eut quitté, on roula un jour mon lit dans une pièce qui donnait sur la mer. Le soleil dansait sur les vagues, et, au loin, les montagnes de Suède se détachaient en bleu sur l'horizon. Des navires passaient, toutes voiles dehors, sillonnant la grande route maritime des nations. Mais, ni le soleil, ni le calme du jour n'avaient d'éloquence pour moi. Je restai là, à tapoter maussadement le couvre-pied, le cœur malade, découragé et malheureux, — je n'aurais pu dire moi-même pourquoi.

« Tout à coup passa là-bas un navire, près du

rivage, un navire au sommet duquel flottait le pavillon de la liberté, et la brise, en le soulevant, fit apparaître, éclatante et distincte, chacune de ses étoiles. Je sus, à ce moment, ce que j'avais. Envolés la maladie, le découragement et les idées noires! Oubliées la faiblesse et la souffrance, les recommandations du médecin et du garde-malade... Je me dressai sur mon séant, et je criai et pleurai tour à tour, agitant mon mouchoir vers le drapeau qui passait là-bas. On crut que je perdais l'esprit, mais je leur dis que non, grâce à Dieu! Je l'avais retrouvé, et mon cœur en même temps à la fin. Je sus alors que ce drapeau était le mien, que la patrie de mes enfants était vraiment la mienne et que moi aussi j'étais devenu Américain en vérité. Et je remerciai le ciel, et comme il était arrivé à l'homme souffrant de paralysie, je me levai et revins chez moi guéri. »

Mais laissons le domaine psychologique et regardons la réalité sociale que nous avons devant nous. L'Américain sait gré, en somme, à sa patrie de lui offrir un champ d'activité immense, des richesses naturelles infinies, des institutions qui maintiennent les chances égales pour tous et favorisent les beaux joueurs. Ceux qui ont contribué à l'édifier sont fiers de leur œuvre; les nouveaux venus ne sont pas moins sensibles à l'avantage d'entrer de plain-pied dans une communauté aussi prospère, d'y redresser la tête et d'y trouver la possibilité de

victoires que leur interdisait l'ancien monde. Les uns et les autres n'ont plus qu'à travailler ensemble avec allégresse et d'une volonté unanime à l'accomplissement d'une destinée qui se confond avec leur propre fortune.

De là un sens actif de l'intérêt général, un esprit public vigoureux, un patriotisme non point contemplatif et mystique, mais pratique et actif. Il n'aspire pas au sacrifice et se contente de viser à l'utilité. Les Américains, comme les Anglo-Saxons d'ailleurs, et en général les peuples nés pour l'action, ne cessent jamais, suivant les excellentes formules de M. Boutmy, « de faire avec goût et entrain part dans leur activité et dans leur fortune à des intérêts collectifs dont ils saisissent d'instinct la solidarité finale avec leurs intérêts personnels... Ils contribuent à l'avantage commun par acomptes et de cent manières ; leur générosité est de tous les jours. » Elle réalise ainsi progressivement, par un effort continu et volontaire, l'idéal conçu dans la conscience commune et sous l'influence duquel s'est organisée d'abord, se maintient et se consolide ensuite, malgré la diversité des éléments qui la composent et viennent chaque jour la modifier, la patrie américaine.

CHAPITRE II

La Religion.

Comment elle a été la première forme de la vie spéculative et en est demeurée la principale. — Comment les États-Unis entendent la neutralité. — Caractère pratique des Églises. — L'esprit national est religieux. — L'esprit religieux est national. — Collaboration des diverses dénominations : Le « Parlement des religions » à Chicago (1893). — Les progrès du catholicisme. — Le rôle national de l'Eglise catholique aux États-Unis. — Mgr Ireland et l'incident des paroisses franco-canadiennes. — L'affaire des écoles. — L'attitude des grands évêques.

La religion est la force directrice initiale, comme les premiers colons anglais du Massachusetts sont le fond de granit sur lequel est bâtie la nation. Nous ne devons pas oublier, en effet, que de la Nouvelle-Angleterre, ils se répandirent partout, défricheurs du sol, constructeurs de villes, initiateurs d'entreprises, portant au loin, avec les capitaux de Boston, la jeune civilisation née sur les rivages de l'Est. Il n'est pas surprenant dès lors que les esprits et les mœurs gardent l'empreinte des origines puritaines. Ajoutons que le développement démesuré de la vie économique, l'intensité de l'effort maté-

riel, l'âpre lutte pour la conquête de l'argent, exigeaient un contrepoids. L'âme risquait d'être étouffée. Cet afflux de toutes les convoitises était en même temps un concours de tous les déclassés. Il devenait donc indispensable que la religion ne relâchât point sa prise et ne perdît pas son empire. Elle restait d'ailleurs, dans cette société toute pratique où ni la philosophie, ni la littérature, ni l'art ne trouvaient un milieu favorable, la seule forme possible de la vie spéculative, la seule « catégorie de l'idéal. » L'instinct de conservation poussa, plus ou moins consciemment, à la maintenir. Nécessaire et bienfaisante, pour les fins immédiates et terrestres elles-mêmes, elle garda les sympathies de ceux mêmes qui, personnellement détachés de ses credos et de ses pratiques, eussent estimé sans doute en d'autres occurrences son action déprimante ou tout au moins périmée.

De là l' « esprit de religion, » que tous constatent en Amérique. Alexis de Tocqueville le signalait en 1835, comme une des caractéristiques de ce pays. M. Paul Adam note en 1903 la force de « l'idéal théiste. » M. l'abbé Klein, M. le pasteur Wagner s'émerveillent de la large sympathie que tous témoignent à la religion. M. Henry Bargy déclare que l'unité morale de la nation américaine « est bien *une unité religieuse et une unité chrétienne.* » La neutralité de l'État n'est pas une indifférence hostile, mais, au contraire, une bienveil-

lance égale. Profondément religieux, il laisse à toutes les dénominations la plus absolue liberté, à l'inverse de chez nous où il est à la fois irréligieux et interventionniste. On pourrait croire, en se rappelant l'intolérance des premières générations de colons, qu'il a été conduit à cette attitude par le progrès du scepticisme : ce serait une illusion et une erreur. Si nous regardons avec soin les origines, elles nous montrent non point un pouvoir temporel qui aurait eu d'abord, avant de les abandonner ensuite, des prétentions sur le spirituel, mais au contraire une petite société religieuse s'essayant à organiser un État. L'existence de plusieurs sectes fit à cet État une nécessité de séculariser ses fonctions, que d'ailleurs des individus entreprenants, actifs et conscients de leurs droits avaient limitées avec rigueur. Il resta religieux, comme la société qu'il représentait sans la dominer et sans la conduire.

De cette liberté elle n'a point profité pour se livrer à une orgie théologique. Tout entier à son labeur, ce peuple positif n'a ni le loisir, ni le goût des querelles byzantines : ce n'est pas le dogme qui lui importe, c'est l'inspiration morale et plus encore le secours apporté à l'action. Ce secours, il aime l'avoir sous la main, prêt à l'usage. De là, cette floraison d'églises correspondant à toutes les variétés des tempéraments et des caractères, à la diversité des goûts et jusqu'à leurs excentricités.

L'individu cherche spontanément où s'encadrer, et improvise le cadre, si on ne le lui présente pas, plus pressé en fin de compte d'utiliser l'association que d'en discuter les principes. C'est ce qui explique le prestige de tant d'apôtres bizarres et le succès de leurs communautés : trappistes, mormons, shakers, et, plus récemment, sous les yeux mêmes des derniers voyageurs, le « prophète » Dowie et sa fondation de Sion City. Oui, en l'année 1901, aux États-Unis d'Amérique, un homme peut se faire passer pour la réincarnation du prophète Élie, — Élie II, — entraîner des disciples, fonder une ville prospère sur les bords du lac Michigan et gagner cinquante millions : il lui suffit d'avoir à un haut degré les énergies auxquelles il fait appel, et que ce soient des énergies « américaines ».

Il faut bien s'arrêter un instant à ce phénomène. Tandis que les plus hautes formes de la religion, les plus nobles et les plus pures, sont frénétiquement combattues dans de vieux pays de tradition qu'elles avaient façonnés, au contraire dans le pays le plus moderne et le plus positif, toutes les formes de religion, voire les plus naïves et les plus grossières, sont bienvenues, et il suffit qu'une idée affecte le tour religieux, qu'une entreprise prenne la forme religieuse pour s'imposer et pour réussir. L'athéisme, s'il veut agir, doit se ranger aux conclusions de la foi, avoir ses « œuvres » et organiser quelque chose qui ressemble à une église. Tel est

le cas de la Société pour la culture éthique, à New-York. Le professeur Adler, son fondateur, s'est même fait conférer récemment par une loi le droit de solenniser, comme le ministre d'un culte, les mariages de ses adhérents.

Si l'esprit national est religieux, l'esprit religieux n'est pas moins national. Intimement unie aux origines de la société, liée à son progrès par les services qu'elle lui a rendus, la religion a reçu son empreinte · elle est plus occupée à l'organisation de la vie qu'à la méditation des mystères. Une église n'est pas seulement une réunion de fidèles : c'est le plus souvent un centre d'action sociale et de travail humain. Autour d'elle se groupent les écoles, les hôpitaux, les cercles. Elle étend sa sollicitude jusqu'aux détails de l'hygiène, du confort et de l'agrément. Rien de ce qui intéresse l'homme ne lui demeure étranger. Aussi est-elle puissante sur l'homme, plus capable que toute autre force de le transformer. Les églises sont devenues d'incomparables instruments d'assimilation. Pénétrées de l'esprit américain, façonnées à son image, elles prêchent toutes le respect et l'amour de la grande nation américaine. Rôle d'autant plus nécessaire, à mesure que le flot de l'immigration se faisait plus envahisseur. A l'exercer, la religion accrut son prestige. On l'aimait comme une force morale bienfaisante ; on apprit à l'aimer comme une force nationale indispensable.

Insensiblement, la collaboration à la même œuvre rapprocha et réconcilia les diverses dénominations. L'unité d'esprit, la communauté d'action firent oublier ou négliger les divergences dogmatiques, développèrent le respect mutuel, les sympathies réciproques, le sentiment de la solidarité dans un même effort contre les deux ennemis communs : le vice et l'impiété. Il appartenait au génie pratique des Américains d'organiser, si l'on ose dire, le *trust* des religions. On en posa les assises au fameux « Parlement » de Chicago en 1893; mais il avait dès longtemps manifesté son existence et ne cessa de la manifester chaque jour par les relations confraternelles, les échanges de services, les égards d'église à église, de prêtre à pasteur, l'entente cordiale et efficace entre tous ceux qui exercent, suivant une expression qu'ils emploient volontiers, la « profession spirituelle ».

Il semble bien que cette entente ait tourné surtout au profit du catholicisme et on ne peut contester qu'il tienne la note dominante dans cet accord. M. Brunetière, dans la *Revue des Deux Mondes*, s'émerveillait de ses progrès et se demandait, au seuil d'une mémorable étude[1], — qu'il faut lire, si l'on veut regarder au détail de la question — « comment ceux qui n'étaient, il y a cent vingt-cinq ans, qu'un peu plus du centième

1. « Le Catholicisme aux États-Unis » (1er novembre 1898).

de la population de l'Union, 30 ou 40.000 âmes sur 3 millions d'habitants, en sont devenus le septième...» L'église catholique est de beaucoup la plus étendue de toutes les dénominations religieuses. A ceux qui s'en réjouissent et en tirent des espérances, répliquent les sceptiques et les intransigeants, les adversaires de gauche et de droite, ceux qui ne tiennent pas à voir le catholicisme se développer et ceux qui se forgent une chimère de l'« américanisme.» Ils demandent, les uns et les autres, à interpréter ces progrès, s'attachent à démontrer qu'ils n'ont rien de « phénoménal » si on ne les considère « ni avec les illusions d'un néophyte ni avec la virtuosité d'un littérateur » et pour une fois se réconcilient dans cette constatation.

Nous n'avons que faire de reprendre cette querelle, car si la question des progrès du catholicisme est en effet fort complexe, ce n'est point au sens où nous les entendons ici. Sans doute l'interprétation des chiffres a son importance et l'évaluation numérique son intérêt. Il serait digne d'attention, et à certains égards indispensable, de savoir combien parmi les immigrants catholiques ou leurs descendants restent attachés à leur foi, combien deviennent indifférents ou apostasient, quel est le nombre des conversions protestantes, etc. Mais ce n'est point notre objet. Ce que personne ne pourrait nier, ni mettre en doute, c'est la situation générale du catholicisme, la considération, la popularité

même dont il jouit et le prestige qui l'entoure. En veut-on quelques indices? Au mois de novembre 1889, le président Harrison assiste à l'ouverture de l'Université catholique de Washington. En 1892, l'Exposition de Chicago est inaugurée par une prière du cardinal Gibbons, et, à la cérémonie du soir, Mgr Ireland est chargé de prononcer le discours principal. Le congrès des catholiques est salué par le commissaire de l'Exposition au nom du gouvernement des États-Unis et « au nom de cinquante millions d'Américains non catholiques qui aiment la justice et ont foi dans une égale liberté religieuse pour tous les hommes. » L'orateur ajoute ces nobles paroles : « Le nouveau mouvement catholique qui tend à décharger et à relever les classes ouvrières, ce mouvement qu'a porté si haut l'Encyclique pontificale sur la condition des travailleurs, a inspiré au monde protestant un intérêt profond. L'effort de l'Église romaine a excité l'amour et l'admiration de grand nombre d'hommes étrangers à cette Église. La nouvelle activité que les catholiques déploient pour répandre une éducation supérieure a contribué également aux meilleures relations qui viennent de s'établir. » Durant cette même période, le Parlement des Religions se plut à marquer la prééminence du catholicisme [1]. En 1903, dans la

1. Voyez G. Bonet-Maury. *Le Congrès des religions à Chicago en 1893.*

fameuse grève de Pensylvanie, le président Roosevelt désigne un évêque catholique, Mgr Spalding, parmi les arbitres. Ce sont des faits. Tous les témoignages concordent avec eux, depuis l'hymne joyeux de M. l'abbé Klein jusqu'au cri d'alarme de M. Urbain Gohier : « La question catholique, aux États-Unis, est d'un extrême intérêt. Le péril catholique y sera redoutable avant peu d'années. »

De ces progrès du catholicisme, nous voulons seulement dégager la signification nationale et préciser le rôle dans la société américaine. M. A. Houtin, dans son livre *L'Américanisme*, a montré qu'ils sont liés à l'origine même de la grande République. Le catholicisme était alors bien misérable. Son chef, le vicaire apostolique John Caroll, était un esprit libéral, un ami de Washington. « Tandis que les ministres épiscopaliens, par loyalisme et par intérêt, n'avaient secondé que mollement le mouvement émancipateur, ou même y avaient résisté, les catholiques, opprimés jusque-là, le soutinrent de toutes leurs forces. Ils acquirent par là même un droit à la reconnaissance de tous les républicains, et ceux-ci d'ailleurs, depuis le commencement de la guerre d'Indépendance, s'étaient montrés à leur égard d'autant mieux disposés qu'il fallait se concilier l'amitié de la France, puissance catholique. » De cette époque à nos jours, le catholicisme n'a cessé de professer le plus grand respect pour les institutions du peuple américain, la plus vive admiration

pour sa grandeur et le dévouement le plus sincère à sa fortune. Il s'est tenu en étroite harmonie avec la nation ; il s'est appliqué à montrer que la religion « romaine » n'était pas une religion étrangère et que l'unité dogmatique, loin d'exclure les diversités nationales, en favorisait l'épanouissement, comme fleurissent les rameaux fortement attachés à la tige commune. Si nulle part le dogme de l'infaillibilité n'a été accueilli avec plus de satisfaction qu'aux États-Unis, c'est que l'Église américaine, une fois faite la part de l'autorité, n'en est que plus à l'aise dans tout le reste, d'autant plus libre de ses mouvements, d'autant plus hardie même, on peut le dire, qu'elle est plus sûre de la solidité du lien qui la rattache à son centre immuable.

Quand l'esprit particulariste de quelques groupes d'immigrés sembla vouloir se mettre en travers du grand travail d'assimilation, auquel doit nécessairement se vouer là-bas l'effort combiné des élites, il ne trouva pas devant lui d'adversaires plus résolus et plus énergiques que les chefs éminents du catholicisme, les Keane, les Ireland, les Spalding. C'est la lutte contre le « cahenslysme » ou système préconisé par le député allemand Cahensly [1], et qui consisterait à accorder aux diverses popula-

1. M. Cahensly intervenait comme chef de l'œuvre des immigrants allemands aux États-Unis. Sa demande à Rome, en 1890, était appuyée par l'Autriche et l'Italie.

tions de l'Union quelques évêques de leur nationalité d'origine. Accepter ce principe, c'était admettre que l'Amérique est un campement de nationalités européennes. Mgr Ireland s'attira de violentes attaques en refusant à des paroisses franco-canadiennes des prêtres de leur langue. La mesure fut mal comprise en France et mal jugée. Le patriotisme des évêques s'affirma plus catégoriquement encore dans l'affaire des écoles. Au lieu de maintenir toujours et partout des écoles exclusivement confessionnelles pour les catholiques, plusieurs évêques préférèrent, par raisons d'économie et afin d'éviter des rivalités, passer un compromis qui les fondit en quelque sorte avec les écoles publiques, non sans sauvegarder — est-il besoin de le dire? — l'intégrité de l'enseignement religieux. C'est accepter le contrôle du comité scolaire, *City School Board*, soumettre l'établissement au régime américain, quelle que soit la nationalité de ses élèves. On ne pouvait se prêter plus largement à l'œuvre d'américanisation.

Cette attitude du catholicisme américain n'est que l'expression de son intime harmonie avec l'esprit national. Comme les autres religions qui se partagent l'Amérique, mieux qu'elles encore, parce qu'il a une action plus régulière et plus continue, il s'est adapté au temps et au milieu. C'est ce qui fait sa force et sa vitalité. Très sincèrement, le cardinal Gibbons, Mgr Ireland, Mgr Spalding sont,

— parce qu'ils peuvent l'être, — des hommes de leur temps et de leur pays. Ils ont foi dans la science, qui ne menace pas les vérités qu'ils enseignent, et dans la démocratie dont aucun malentendu historique ou politique ne les sépare. Ils s'attachent à développer les vertus actives qu'exige l'âge moderne, comme d'autres temps exigèrent des vertus passives d'humilité et d'obéissance, et ils rappellent cette vieille leçon, trop oubliée, que les vertus surnaturelles sont l'achèvement des vertus naturelles, et, par conséquent, loin d'en pouvoir dispenser, les présupposent.

On peut se demander si, sous cette forme qui lui donne tant de prise, qui la rend si aisément « prêchable » à un peuple dévoré d'activité, dominé par les intérêts de ce monde, la religion n'est pas un peu trop esclave de la vie, au lieu d'en être souveraine. Esclave? Oui, comme l'homme est esclave de la nature quand il se soumet à ses lois : seul moyen qu'il ait d'en devenir le maître. Si la religion s'abaisse vers la vie, pour l'élever jusqu'à elle, est-ce faillir à sa mission? Et l'aimerions-nous mieux dédaigneuse ou hostile, superbement isolée ou campée en adversaire? Ce corps, qui ne cesse de grandir, a besoin de maintenir son unité ; cette vie adonnée aux œuvres matérielles doit entretenir le sentiment de ses destinées supérieures. La religion américaine satisfait une double aspiration, spirituelle et nationale. Les progrès du catholi-

cisme dans l'opinion, le prestige dont il est entouré, l'estime où le tient l'État, attestent suffisamment qu'il s'est signalé dans l'œuvre commune par ses services et par ses succès.

CHAPITRE III

L'Éducation.

I. Son caractère utilitaire : le savoir n'est jamais un but. — L'enseignement réaliste. — Excellence des écoles commerciales et professionnelles. — Importance de la culture physique. — Le patriotisme à l'école.
II. La haute culture : collèges et universités. — La vie spirituelle de la nation. — Une académie américaine.

I. — Comme la religion, l'éducation collabore à l'œuvre spirituelle et nationale. Ainsi s'explique son prestige. Elle a une fin toute utilitaire. « Le jeune Américain est possédé du désir de s'instruire, non par amour de la science, comme j'ai pu m'en assurer au cours de nombreux entretiens, mais parce qu'aujourd'hui la science signifie pour lui : dollars et fortune[1] ». Il faut une certaine vigueur intellectuelle et des connaissances pour le commerce, la banque, les affaires en général ; les sciences, grâce aux applications industrielles, sont devenues d'indispensables auxiliaires du travail. La richesse enfin, une fois acquise, crée des obligations,

1. Fraser : *L'Amérique au travail*, Trad. fr., p. 78.

entraîne à des raffinements, qui ne s'accommodent guère d'un état trop primitif et trop fruste. L'instruction est donc, de toutes façons et à tous égards, bienfaisante, nécessaire. Mais elle reste un moyen. On ne la recherche ni pour elle-même, ni parce qu'on attend d'elle une carrière toute faite : il n'y a pas de carrière toute faite en Amérique, et le savoir n'apparaît pas encore comme un but.

On ne l'acquiert jamais qu'en vue d'un objet bien déterminé. De là, au-dessus ou en dehors des écoles primaires élémentaires, au-dessous des collèges et des Universités, une multiplicité d'écoles spéciales, techniques, professionnelles. Cette société perpétuellement rajeunie a tout à apprendre, et elle est convaincue que tout s'apprend. « Ils achètent à prix d'or des savants à l'Europe », dit M. Jules Huret, qui a noté bien des traits de mœurs. « Ils convoquent les maîtres-queux des paquebots français pour, entre deux voyages, enseigner aux filles du Massachusetts à gâcher les sauces, et ils appellent des palefreniers d'Epsom pour mettre de l'élégance dans leurs écuries ». Il y a des écoles pour tout, pour toutes les sciences, tous les arts, tous les métiers, tous les besoins. Le même observateur nous assure que, dans la seule ville de Boston, il y en a plus de six cents, où l'on enseigne depuis la cuisine jusqu'au journalisme musical. Et cette dernière fait valoir, comme les autres, les chances qu'elle assure de

trouver un emploi, « car il y a des demandes croissantes de critiques musicaux expérimentés dans toutes les villes des États-Unis ».

C'est ce constant souci de l'utilité immédiate qui donne à l'éducation américaine sa physionomie et la fait si différente de la nôtre. N'essayons point de reconnaître ni de retrouver l'esprit du vieux monde dans une société nouvelle où il n'aurait que faire et où il ne peut pas exister. Rien ne ressemble moins à notre idéal français de « l'honnête homme », lettré, mondain, préparé aux loisirs, aux douceurs et aux élégances de la vie sociale par une culture que les salons devaient achever. L'éducation était alors une œuvre lente, patiente, complexe et harmonieuse, où collaboraient les chefs-d'œuvre du goût, les exercices d'école, des traditions savantes, un milieu raffiné. On ne visait qu'à polir l'esprit et à l'aiguiser. On lui donnait la précision et l'éclat. Il pouvait servir à tout, mais ne suffisait à rien, ou plutôt il suffisait à sa tâche, qui était de donner à « l'homme du monde » toute sa valeur, et au commerce social tout son prix. Là-bas, il s'agit d'armer en hâte l'individu et de l'équiper sommairement. Muni de l'indispensable, qu'il aille devant lui, fasse sa trouée et conquière sa place. La meilleure éducation est celle qui lui mettra en mains l'arme dont il a besoin tout de suite, pour la lutte d'aujourd'hui ou de demain.

L'Amérique a trouvé, du premier coup, l'ensei-

gnement réaliste qui lui convenait. Tous les observateurs sont frappés, beaucoup sont émerveillés du caractère pratique des études. Il nous suffira d'un seul exemple, le Business-College de Salt Lake City, chez les Mormons. Nous l'empruntons encore à M. Jules Huret. « On y fait une classe de banque et on y enseigne les affaires. Mais, au lieu de cours arides de comptabilité et de tenue de livres, il y a de vrais guichets tout autour de la classe. Les élèves se tiennent derrière; ils ont de vraies caisses, de vrais livres de chèques et des billets de banque imités des vrais. Toutes les opérations s'y font *en réalité*, et sur des registres et des imprimés semblables à ceux des banques et des maisons de commerce. On y paie, on y encaisse, on y reçoit des ordres de vente et d'achat, au cours du jour... En sortant de là, les élèves peuvent, du jour au lendemain, entrer dans n'importe quel bureau et y prendre n'importe quelle place, sans stage et sans apprentissage. » Cette méthode ne conduit peut-être pas à de grandes découvertes scientifiques; mais elle paraît souveraine dans les applications. Les inventions américaines attestent le génie industrieux, l'audace créatrice d'esprits qui ne rêvent de connaître que pour agir et ne voient dans le savoir qu'un moyen de pouvoir.

La destination pratique des études, leur fin immédiatement et résolument utilitaire, doit contribuer à nous expliquer aussi l'importance qu'on attache à

la culture physique. La santé et la force ne sont pas moins nécessaires dans la lutte pour la vie que l'intelligence et les connaissances. Les Américains semblent même penser qu'elles le sont davantage. De là le prestige de ces biens ; de là l'extrême faveur des exercices qui peuvent aider à les acquérir, les conserver ou les accroître. Même dans les collèges de filles, les sports sont pratiqués assidûment. Les matches intercollégiaux des Universités préoccupent infiniment plus l'opinion que les programmes ou les concours. A Harvard, à Yale, le hockey, le football, le baseball et l'aviron tiennent une place démesurée ; on travaille le muscle et le souffle avec plus d'ardeur que les facultés spéculatives et, pour quelques savants et quelques lettrés, on y forme à coup sûr beaucoup d'athlètes. La plupart de ces jeunes gens n'aspirent à aucune carrière libérale ou savante : ils s'entraînent, simplement, à être forts.

Et si la première fonction de l'école américaine est de préparer à la vie, la seconde est de préparer à la vie nationale. Car cette société laborieuse et hétéroclite veut être une nation. A cette exigence vitale, elle subordonne toutes ses activités. Nous avons vu la Religion s'y plier. L'école ne pouvait manquer d'apparaître aux Américains dans toute l'étendue de son rôle assimilateur. Elle prend l'enfant de l'immigré, et rien qu'en le mêlant à ceux qui sont nés dans le pays, en lui apprenant la langue, elle le façonne à l'image commune, elle

l'adapte à l'idéal commun. Mais son zèle ne s'en tient pas à cette action mécanique, à cet automatisme déjà puissant. Elle met une méthode rigoureuse au service d'une volonté consciente. Tout est ordonné, disposé de manière à créer et à développer chez l'écolier le sentiment national, le patriotisme et le civisme. On ne s'adresse point prématurément à son intelligence pour lui expliquer les idées à la fois abstraites et compliquées d'État, de nation, de patrie ; on ne s'attache point d'abord à le convaincre, par des raisons dont la logique lui échapperait peut-être et des analyses où il s'égarerait sûrement, qu'il doit aimer son pays, le respecter et se conduire en bon citoyen. Ou du moins cet enseignement se simplifie, se fortifie et s'anime d'un esprit qu'entretiennent des procédés plus directs et plus efficaces, à la portée des écoliers les moins doués, comme des maîtres les moins habiles. Une loi de l'État exige que le drapeau national flotte à l'extérieur des écoles pendant les classes ; il est placé bien en vue à l'intérieur et salué chaque matin par les élèves, auxquels on apprend les hymnes nationaux. Pour les plus jeunes, il y a même des exercices basés sur cette loi bien connue, particulièrement familière à la psychologie américaine, que nos émotions dépendent de nos gestes, de nos attitudes et de nos actes : on met aux mains des enfants de petits drapeaux qu'ils agitent en mesure d'un air de triomphe ou de défi, et qu'ils pressent

sur leur cœur, avec une mimique destinée à réaliser au dehors, pour les ébaucher au dedans, les sentiments qu'ils doivent éprouver et qu'ainsi ils éprouvent déjà.

Ces sentiments, toute la partie de l'instruction qui n'est point consacrée aux connaissances pratiques a pour objet de les éclairer, de les fortifier, de les approfondir. Quand M. J. Huret visite les écoles primaires de Californie, il est frappé surtout de « l'importance extrême donnée aux moindres faits de l'histoire, cependant si simple et si courte, des États-Unis. Des noms de généraux complètement inconnus, des dates d'événements médiocres, s'enflent dans les livres et dans la bouche des maîtresses, comme les noms de César, d'Attila ou de Napoléon, et comme la date de l'avènement de Cromwell ou celle de la Révolution Française ». Saisissant exemple de la conduite des peuples décidés à vivre ! La vie est l'ensemble des forces qui luttent contre la mort. Une nation, comme un être vivant, ne subsiste que par une « création continuée ». Plus s'élargit la part du consentement et de la volonté dans la formation et le maintien de l'organisme national, plus s'impose, avec la nécessité vitale du patriotisme, l'urgent devoir, pour l'éducation, de l'entretenir. C'est une tâche à laquelle ne manque point l'école américaine.

II. — Et les Américains lui en assignent une

autre, qui complète celle-ci. En plein épanouissement de prospérité matérielle, ils ont résolu de créer chez eux les organes d'une haute culture. A mesure que s'accroissaient la population et la richesse, que grandissait le corps de la nation, l'idée se faisait jour d'assurer aussi sa vie spirituelle, de l'élever à la dignité des aînées qu'illustrèrent la Science, l'Art et la Pensée. Il ne paraît pas possible d'expliquer autrement le prestige, assez indéfini d'ailleurs, des études scientifiques et littéraires, le zèle généreux des millionnaires, la multiplication des universités et de ces nombreux collèges qui, sous leur direction et dans leur dépendance, peuvent être à bon droit considérés comme des écoles de culture libérale et, le plus souvent, désintéressée. Ce grand effort doit tendre à autre chose qu'à la fabrication des gradués. Il est un mot que les Américains des États-Unis ont toujours aux lèvres, sans doute parce qu'il répond à un de leurs concepts favoris. Le plus bel éloge qu'on puisse faire d'une œuvre, d'une entreprise ou d'un résultat, c'est de dire qu ils sont « éducationnels ». On se console de l'échec financier d'une Exposition, si l'on peut lui supposer des avantages « éducationnels ». Un millionnaire estime qu'il ennoblit sa fortune dès qu'il la met au service d'une fin « éducationnelle ». Les « rois » des affaires, les Pierpont Morgan, les Rockefeller, les Carnegie, ne sont pas des « hommes d'Université ». Leur exemple pourrait

plaider avec une éloquence accessible à tous contre la justification utilitaire des Universités. Mais il y a une justification plus haute, et ceux mêmes, parmi les Américains, qui seraient le moins capables de la préciser en formules, ont la foi plus persuasive que les meilleures raisons.

Elle s'est affirmée de bien des manières, dont deux surtout sont très significatives. D'abord le projet d'une université nationale à Washington. Dans ce pays de décentralisation, dans cet État, qui n'est qu'une fédération d'États toujours plus nombreux, voici qu'on rêve d'une sorte d'impulsion centrale donnée à la vie intellectuelle ; et ce n'est point à un ministère de l'Instruction publique que l'on songe, mais à un organe de haut enseignement qui, pareil à un cerveau, coordonnerait toutes les pensées, harmoniserait tous les actes. Il assurerait aux États-Unis, dit un des plus ardents promoteurs de l'idée, une véritable suprématie intellectuelle parmi les peuples de la terre[1]. C'est, après le *trust* de la religion, essayé en 1893 au « Parlement » de Chicago, le *trust* de l'intellectualité.

A défaut de ce corps d'État, l'initiative privée vient de constituer une société de lettrés et d'artistes, en qui l'esprit américain puisse prendre conscience de lui-même, se définir et se manifester. Les fon-

1. John W. Hoyt. *Mémoire* présenté au Sénat en août 1892. V. Compayré, rapports de la Délégation à l'Exp. de Chicago.

dateurs de cette Académie ont évidemment pensé au rôle qu'a joué chez nous l'Académie française. La Compagnie, dont les Chambres fédérales ont consacré l'existence officielle par un *acte d'incorporation* qui est l'équivalent des *lettres patentes*, a fixé ses limites à cinquante membres. Son bureau comprend, comme chez nous, un président (actuellement M. Howells, le doyen des romanciers américains), un chancelier (le professeur Sloane) et un secrétaire perpétuel (M. Johnson). Il s'y ajoute un Comité financier de trois membres, dont un trésorier. Ces dernières fonctions, j'imagine, ne seront pas une sinécure.

L'esprit pratique des Américains, leur génie d'organisation se retrouvent dans les procédés qu'ils ont employés pour recruter leur Académie.

La difficulté était de constituer un premier noyau par un choix éclairé et qui s'imposât. On forma d'abord, en 1898, un « Institut national des Arts et des Lettres ». La seule condition requise pour y être admis était « une œuvre notable en art, musique ou littérature ». Il groupa ainsi cent cinquante, puis deux cent cinquante membres, et finit par englober une large proportion des principaux auteurs et artistes des États-Unis. Ce fut comme une assemblée primaire, chargée d'élire les premiers académiciens.

Afin d'assurer dès le début le prestige de l'Académie projetée, on limita à sept le nombre des membres.

Cette première élection eut lieu en 1904. Elle désigna des hommes vraiment qualifiés pour représenter leurs arts respectifs : le romancier William Dean Howells, le critique et poète Edmond Clarence Stedman, l'humoriste Samuel Langhorn Clemens (Mark Twain), John Hay, écrivain et homme d'État, Edward Mac Dowell, le peintre John La Farge et le sculpteur Saint-Gaudens. Quatre sont morts aujourd'hui.

Ce petit groupe initial avait le pouvoir immédiat de s'adjoindre huit autres membres : il choisit, entre autres, Théodore Roosevelt et le célèbre romancier Henry James. Les quinze procédèrent à l'élection de cinq autres, et ces vingt en élirent dix. Ainsi en possession de l'existence définitive, avec trente membres soigneusement choisis par ce procédé de sélection, l' « Académie américaine des Arts et Lettres » adopta une constitution, dans laquelle elle déclara que son but était « de représenter et de servir les intérêts des beaux-arts et de la littérature ». Des élections successives portèrent le nombre des membres de trente à cinquante et remplirent les vides causés par la mort. La Compagnie compte à l'heure actuelle quarante-six membres, dont trente-trois écrivains, huit peintres, deux sculpteurs, deux compositeurs de musique et un architecte.

Par sa composition même, on le voit, elle est très différente de l'Académie française. Elle res-

semble bien plus à une « académie » ordinaire, c'est-à-dire à une assemblée de savants et d'artistes, qu'à cette brillante réunion d'écrivains, de grands seigneurs, d'évêques et de maréchaux, où le goût français affinait son penchant national à la culture mondaine, à la clarté, à la correction et à la propriété de la pensée et de la parole, à la politesse des manières et de l'esprit. On ne s'attend point à voir deux sociétés aussi dissemblables que les États-Unis du XXe siècle et la France du XVIIe donner naissance à deux institutions identiques. Il suffit que chacune réponde aux besoins de l'esprit national.

Mais la difficulté sera grande pour l'Académie américaine de réaliser en elle un esprit commun, une intimité intellectuelle. Les États-Unis ne connaissent pas notre centralisation. Le territoire est immense, à peu près grand comme l'Europe, et les diverses régions gardent leur vie indépendante. Boston, Saint-Louis, Chicago, San-Francisco ont leur physionomie originale. New-York est la métropole financière, Washington la capitale politique. Quelle ville tient la place et joue le rôle de Paris ? La vénérable cité de Boston a mérité d'être appelée l'Athènes de la Nouvelle-Angleterre ; on ne peut soutenir qu'elle soit — et elle n'y prétend point — le rendez-vous de toutes les forces nationales. Au reste, à d'autres points de vue, il vaut mieux sans doute qu'une telle centralisation

n'existe pas. Le fait est que, chez nous, elle existe. Nous en avons les inconvénients et les avantages. Nos écrivains célèbres se pressent, en France, dans un étroit espace ; ils se groupaient jadis autour du roi ; ils accourent jeunes aujourd'hui et s'établissent au foyer des hautes études, près des grandes bibliothèques et des musées, au centre politique, intellectuel et social où s'est concentrée, à l'excès sans doute, la vie de la nation. L'Académie française ne fait donc que rapprocher à jour fixe des hommes qui vivent ensemble, dans la même atmosphère, dans le même milieu. Les réunions sont fréquentes et régulières ; les académiciens travaillent ensemble. Rien de pareil n'est possible à l'Académie américaine. Sa constitution prévoit des réunions occasionnelles pour la discussion de matières appropriées, afin que ses membres « puissent être liés entre eux par une communauté de goûts et d'intérêts ». Elles ressembleront nécessairement à celles d'un Congrès international, comme fut la dernière, tenue à Washington les lundi 13 et mardi 14 décembre, avec réception spéciale à la Maison-Blanche.

Mais si cette Académie ne saurait avoir ni le même caractère ni la même action que la nôtre, elle n'en garde pas moins sa raison d'être. Il est naturel que les maîtres de l'esprit américain soient tentés de se rapprocher et d'élaborer une conscience intellectuelle commune ; il est bon que l'opi-

nion éclairée, le goût public aient leur organe attitré; il est nécessaire que le gouvernement puisse à l'occasion en appeler à « un corps » qualifié pour l'expression de cette opinion, un corps qui ait autorité pour parler au nom de la littérature et des beaux-arts. Les Américains éminents qui composent la jeune Académie en comprennent parfaitement la fonction, et ils sauront prendre comme modèle, sans s'asservir à l'imiter — j'emprunte les termes du grand historien anglais Hallam — « la plus illustre institution qu'il y ait dans les annales des Lettres ».

Il ne faudrait pas, si nous inclinions à trouver un peu naïve la confiance américaine, oublier que ce peuple étonnant, grâce à son génie organisateur et à ses ressources colossales, s'est vu souvent réaliser d'un seul coup de grands desseins et improviser de grandes choses. Sans doute il ne s'avise point assez que ce sont celles où la collaboration du temps n'est pas nécessaire ou du moins indispensable. Mais n'a-t-il pas raison de faire lui-même crédit à sa jeunesse? Si son audace, qui ne recule pas devant les obstacles, ne saurait remonter en quelques années le cours des siècles et ravir à ceux-ci leur trésor d'épargnes patientes et de traditions lentement amassées, il estime peut-être, non sans raison, que nous le payons assez cher et ne nous l'envie pas à ce prix. En vérité, nous le lui abandonnerions qu'il ne pourrait

nous le prendre, car il ne fait qu'un avec nous.

C'est pourquoi ni l'Université nationale de Washington, ni l'Académie américaine des Arts et Lettres, ne suffiraient sans doute à « assurer aux États-Unis la suprématie sur tous les peuples de la terre ». C'est pourquoi aussi les Universités déjà existantes ont encore, en dépit de leurs progrès réels, de plus grands progrès à réaliser. Leur vie un peu factice est superposée comme du dehors à celle de la nation : elle n'en émane point ; elle n'est même pas toujours fondue avec elle. Il est assez juste, en ce pays où des circonstances exceptionnelles semblent avoir renversé les lois ordinaires du développement historique, de compter sur l'organe pour créer la fonction. L'organe est donc créé vigoureux, magnifique. Et en attendant que le temps lui donne un fonctionnement tout à fait normal, naturel, la volonté humaine, par d'habiles dispositions, lui en assure un plus ou moins artificiel. Il y a beaucoup d'illusion et quelque candeur dans la complaisance avec laquelle certains Américains croient à leur culture classique. Mais si déjà beaucoup de jeunes gens se persuadent volontiers qu'ils sont devenus des humanistes consommés, si c'est une mode pour les deux sexes d'imiter les études philologiques de l'Allemagne ou les études littéraires de la France, cela même est un signe du prix qu'on y attache et du cas que l'on en fait. L'influence allemande, expliquait à

M. J. Huret le président Harper, de l'Université de Chicago, « a développé le goût de la forte science et du travail méthodique... Nous devons à présent cultiver chez nous le goût de l'esthétique et de l'*expression*. C'est l'influence française qui nous le donnera ». Elle vient donc à son tour, comme une autre viendra s'il le faut après elle, collaborer à la grande œuvre éducative que le peuple américain a entreprise et qu'il réalise avec un esprit de suite admirable et une inlassable volonté.

CHAPITRE IV

L'Action sociale.

Elle répond à la nécessité des résultats immédiats. — L'individualisme américain et le sentiment de la solidarité. — Le *Boy's Club* de San-Francisco. — La *Women's Educational and Industrial Union* de Boston. — Philanthropie et spéculation : Les « Mill's Hotels » de New-York. — Les associations religieuses. — Les *settlements*. — Le rôle social des femmes et pourquoi les Américaines y excellent. — A quoi servent les clubs féminins d'Amérique.

Si l'éducation possède une puissance incomparable pour façonner un peuple, en fondre les divers éléments, effacer les disparates, affiner sa personnalité, elle n'agit qu'à la longue et laisse ainsi subsister les nécessités immédiates qui demandent une action plus énergique et plus pressante. Chaque jour l'immigration européenne jette dans l'île d'Ellis, « antichambre de la Terre Promise, » des milliers de misères, d'énergies et d'espoirs. Italiens du Nord et du Sud, Slovaques, Russes, Hollandais, Arméniens, Juifs, Allemands, Roumains, Grecs, Hongrois, Monténégrins, Irlandais et Scandinaves, ils arrivent et « moyennant les

deux dollars exigés comme prix d'entrée dans le Grand Cirque national », vont se mêler au flot américain déjà chargé d'éléments étrangers. Il est venu ainsi 857.046 émigrants pendant l'année 1903, 812.870 en 1904, 1.027,000 en 1905, 1.100.000 en 1906, 1.285.349 en 1907. Un grand nombre d'entre eux, — et le nombre s'accroît à mesure que la qualité des immigrants diminue — ne savent ni lire ni écrire. Ce n'est pas sur ceux-là que les Universités peuvent exercer de sitôt leur action bienfaisante. L'école primaire sera plus efficace : elle s'empare des enfants et ne perd pas une heure. Mais les hommes, les femmes, les vieillards, les jeunes gens même? Ceux encore qui réussissent, ceux qui trouvent du travail, s'agrègent ainsi plus facilement à l'organisme social dont ils deviennent des cellules actives et vivantes, non sans l'exposer toutefois à des troubles inévitables et à des malaises. Et surtout, il reste les autres, les vaincus, les malchanceux, les incapables et les indignes. Si beaucoup retournent chez eux, ce n'est pas avant d'avoir séjourné assez longtemps en Amérique pour y constituer un danger; et il en est plus encore qui ne repartiront pas. Comment une société tiendrait-elle contre l'encombrement d'un pareil déchet, à moins de le réduire et de l'assimiler?

C'est ce qu'a entrepris la société américaine, avec la décision et l'énergie qu'elle apporte en tous ses

desseins, la méthode qu'elle applique à tous ses actes. Elle doit à ses origines, aux conditions de son développement, une force exceptionnelle de résistance, le don de s'organiser, le sens de la solidarité. On parle sans cesse de l'individualisme américain, et là-dessus il faut bien s'entendre. Certes, l'individu sait compter sur lui-même, maintient son droit, pratique l'initiative et n'éprouve pas ce besoin de *vivre par autrui* où se manifestent et s'unissent la nonchalance et la sociabilité des races latines. Mais il n'en recourt que plus volontiers à l'association quand il la juge nécessaire, et elle prend alors toute sa valeur puisque, suivant la forte expression de M. Paul de Rousiers, elle devient, entre hommes habitués à faire eux-mêmes ce qu'ils ont à faire, « l'union des capacités. » Il travaille volontiers *avec autrui* et pour la communauté. Nous reconnaissons là l'esprit anglo-saxon; il a persisté aux États-Unis, et la société qui l'a reçu des premiers groupes n'était pas exposée à le laisser périr, puisque par lui seulement elle pouvait durer, grandir et rester elle-même.

L'action sociale est d'autant plus puissante dans ce pays qu'elle y était plus nécessaire. La pression des circonstances fait jaillir des énergies individuelles, suscite des vocations particulières que l'aptitude à l'organisation soutient et dirige. Une œuvre est due parfois à l'initiative d'un seul homme, comme le *Boy's Club* de San-Francisco. M. Peixotto

voit rôder et se battre des enfants dans la rue. Il conçoit le projet de les grouper en un cercle où ils apprendraient à administrer leurs propres intérêts, à se divertir honnêtement, à goûter d'intelligents plaisirs. Une vieille dame riche, à qui il fit part de son dessein, lui donna une maison dans un quartier ouvrier. Il alla voir les parents, « qui d'abord le renvoyèrent sans politesse; mais l'apôtre ne se rebuta pas; il revint, peu à peu les parents cédèrent et à présent la maison devient trop petite ». L'ingéniosité des initiatives n'exclut pas le sens des réalités pratiques. La *Women's Educational an Industrial Union*, de Boston, apprend à des femmes de tout âge les moyens de gagner leur vie. Un « département » est consacré aux cours, qui ne sont pas gratuits; deux autres servent à écouler les travaux ou produits de fabrication, avec 10 p. 100 de retenue sur le prix de vente. Le budget total de l'œuvre, pour l'année où M. J. Huret en eut connaissance, s'élevait à 835.000 francs.

La philanthropie se double tout naturellement de spéculation. Des asiles de nuit, les « Mill's Hotels », à New-York, rapportent 6 p. 100 à leur fondateur. Une seule de ces maisons compte 1.554 chambres, qui sont occupées tous les soirs. Ascenseurs rapides, lavabos avec serviette et savon gratuits à tous les étages, cinquante cabines à douches avec appareils automatiques, plusieurs

cuves de pierre munies de robinets d'eau chaude et d'eau froide pour le lavage personnel du linge, voilà de quoi dispose, en plus de sa chambre, chaque client, moyennant vingt sous par nuit, moins que dix sous en Europe, « le prix qu'on vous demande pour blanchir une chemise, ou quatre mouchoirs, ou quatre faux cols[1]. »

De grandes associations de bien public, la Y. M. C. A. et la Y. W. C. A. (*Young Men* et *Young Women Christian Association*), la *Young Catholic's Friendly Society*, la Société de l'Effort chrétien (*Christian Endeavour*), l'Ordre des Filles du Roi, l'Armée du Salut et bien d'autres, travaillent, chacune à sa manière et avec ses moyens, à atténuer les conséquences de la misère, à combattre l'ignorance et le vice, à armer l'individu pour la vie, à l'adapter à la société, à le rendre, pour tout dire, meilleur et plus heureux. Car les deux choses ne se séparent guère en Amérique et c'est un des caractères de l'action sociale chez ce peuple positif. Elle offre toujours les avantages matériels en même temps que des secours d'un autre ordre; elle étaye ceux-ci sur les premiers, comme la vie morale s'appuie sur la vie physique. M. de Rousiers nous signale à ce propos un rapprochement qui le frappa, deux réclames de la Y. M. C. A., rencontrées un jour à Baltimore à quelques heures

1. J. Huret. T. I, p. 226

de distance : « La première... était l'annonce d'une conférence sur la chasteté, avec ce titre auquel bien peu de Français refuseraient un sourire : Histoire de Joseph, homme pur ». La seconde affiche faisait valoir tout ce que l'Association donne en échange d'une cotisation annuelle de 25 francs : gymnase avec les appareils les plus perfectionnés, bains, douches en pluie et en jet, classes d'instruction pour tenue de livres, écriture, sténographie, machines à écrire, langue allemande, musique, dessin, etc.

Que ces œuvres soient ou non confessionnelles, elles témoignent de l'esprit le plus large, et si elles s'inspirent de croyances religieuses ou d'opinions philosophiques, elles les subordonnent sincèrement au but charitable. Car il faut agir. C'est pourquoi, loin de se jalouser et de se combattre, elles s'unissent si volontiers sur le terrain commun de l'action sociale. Les diverses églises ne répugnent pas à y coopérer entre elles et avec les laïques. On a vu le cardinal Gibbons soutenir la campagne antialcoolique de l'Armée du Salut, prêter sa cathédrale aux meetings de cette société et s'en expliquer dans une fort belle déclaration.

Mais la forme la plus complexe, la plus originale, la plus féconde de l'action sociale aux États-Unis, c'est le *settlement*. Il installe à demeure la bienfaisance parmi la misère, la vertu ordonnatrice au sein même du chaos, la paix au milieu des tumultes.

Il est le remède approprié à l'étendue et à l'urgence du mal. Les *settlements*, imités du prototype anglais de Toynbee Hall, se sont multipliés en moins de vingt années : on les compte aujourd'hui par centaines. Le plus célèbre et le plus important de tous est aussi le premier en date, celui qui a servi de modèle aux autres, *Hull House*, fondé en 1889 à Chicago par miss Jane Adams. On se représente aisément ce que peuvent être les détresses et le désordre dans une cité de 2 millions d'habitants, dont plus de la moitié sont nés dans le vieux monde, principalement en Allemagne, en Italie, en Russie et dans les diverses provinces de l'Autriche-Hongrie. « En attendant le passage, sinon toujours rapide, au moins presque assuré, de ces multitudes à la vie laborieuse et libératrice, » il faut soulager les souffrances urgentes, diriger les malades sur l'hôpital, procurer de l'ouvrage aux adultes, recueillir les enfants, attirer, adoucir, civiliser ces barbares[1]. Ce sera l'œuvre du *settlement*, cette colonie installée au cœur du pays qu'elle veut conquérir à la nation et à l'humanité. Des hommes et des femmes, unissant leurs bonnes volontés et leurs ressources, viennent vivre dans les quartiers les plus pauvres, les plus encombrés de misère. D'autres se joignent à eux comme auxiliaires et, sans s'établir à demeure, prêtent leurs forces ou

1. Félix Klein, *Au Pays de la vie intense*, p. 148.

leurs lumières. Tous travaillent à assainir, nettoyer, les rues, les maisons et les âmes, à purifier la vie physique et la vie morale, à assimiler cette masse énorme qui, une fois incorporée à l'organisme social de l'Amérique, recouvrera le trésor d'une âme nationale et échappera à l'avilissement, aux décompositions de la matière...

Cette régénération, cette œuvre de salut est, pour la plus grande part, l'œuvre des femmes. L'homme est accaparé par d'autres tâches, impropre d'ailleurs à celle-là. Il faut s'y consacrer tout entier, lui apporter, avec son temps, le zèle ingénieux d'une charité capable d'aller au-devant des misères, de les deviner, de les apprivoiser, de les adoucir. Seules, des femmes ont assez de loisir, de patience et de sympathie. A ces privilèges de leur sexe elles ajoutent, en Amérique, les avantages de leur éducation active et de leur condition indépendante. La possibilité d'une existence à la fois libre et honorée, en dehors du mariage, dispose beaucoup de femmes à s'accommoder du célibat sans le considérer comme une disgrâce et sans s'estimer frappées par lui d'inutilité définitive. Nous voyons déjà la même disposition en Angleterre, où elle a une cause toute différente : l'excès de jeunes filles et la pénurie d'épouseurs. Aux États-Unis, la population masculine l'emporte au contraire de beaucoup, et c'est un lieu commun que la femme y est considérée et traitée comme un

objet précieux et rare, infiniment recherché. Mais cet appoint en faveur du mariage est contrebalancé par deux conditions adverses : l'âpreté de la lutte pour la vie, qui tend vers la réussite tous les désirs et toutes les énergies de l'homme; ensuite, et surtout peut-être, le régime très répandu de la coéducation, qui, par le rapprochement continuel des sexes, atténue leur mystérieux attrait, et habitue les jeunes filles à faire peu de cas des imbéciles. Tandis que les plus actifs des Américains sont souvent détournés du mariage par leurs rudes efforts, les jeunes Américaines gardent peu d'illusion sur les autres et montrent peu de goût pour eux : beaucoup de femmes gardent ainsi la libre disposition de leur avenir et de leurs énergies.

Les nécessités sociales, au milieu desquelles elles vivent et qu'elles sont capables d'envisager, leur ouvrent toute une carrière. Avec quelle ardeur raisonnée, méthodique, elles s'y engagent et y persévèrent inlassablement, c'est ce que tous les observateurs ont remarqué, admiré et signalé à notre admiration. Nul témoignage à cet égard n'est plus ample, plus précis, plus vivant que celui d'une de leurs sœurs étrangères, de la Française qui les connaissait si bien et qui nous les fit connaître, avec toutes les choses de leur pays dont, pendant plus de trente années, elle entretint, pour leur plus grand profit et leur plus grand plaisir, les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* sous le pseudonyme

de Th. Bentzon. Mme Bentzon nous a fait entrer dans quelques-uns de ces clubs de femmes qui, en un quart de siècle, depuis le *New England Woman's Club*, de Boston, et le *Sororis*, de New-York, se sont multipliés jusqu'à être aujourd'hui plus de trois cents, réunis en une fédération générale. Si quelques-uns, comme le *Fortnightly* de Chicago, sont exclusivement littéraires, la plupart et les plus importants s'occupent d'œuvres sociales : philanthropie, éducation, enseignement domestique, hygiène, réformes administratives. Elles font là l'éducation de leur énergie, et la portent, disciplinée, forte par l'union, partout où elle est nécessaire, dans les rues et dans les maisons, dans les prisons, les hôpitaux et les hospices. L'influence des grands clubs féminins a imposé la présence des femmes dans toutes les administrations qui ont à statuer sur le sort des femmes. Les *settlements* sont en grande partie leur œuvre. Enfin elles tiennent une place considérable dans l'enseignement. L'instruction primaire est presque tout entière dans leurs mains : l'institutrice a remplacé à peu près partout l'instituteur. Bien entendu, elles occupent la plupart des chaires dans les collèges de femmes, bon nombre de chaires dans les collèges mixtes et même dans les Universités.

A ce rôle social éminent, où elles excellent, est-il bien nécessaire dès lors que les Américaines ajoutent un rôle politique? Mme Bentzon a examiné

cette question du suffrage féminin et reproduit les principaux arguments des deux partis. Il nous suffit de la poser ici, à sa place, pour comprendre que l'intérêt en est bien diminué, puisque les femmes n'ont pas attendu le droit de vote, et n'en ont pas eu besoin, pour prendre à la vie de leur pays une part que les politiciens pourraient leur envier et dont ils pourraient rougir. Elles ont été dès la première heure, et n'ont cessé de rester, parmi les meilleurs ouvriers de ses destinées.

LIVRE IV

L'ÉVOLUTION INTELLECTUELLE

A mesure que se constituait une nation américaine, il se formait peu à peu un génie américain. Il n'est apparu que lentement, par aspects successifs et complémentaires, avec les progrès de la conscience commune et de la vie supérieure dirigée par l'idéal qu'elle a conçu. Encore aujourd'hui, on ne peut dire que ce grand peuple soit arrivé dans l'ordre intellectuel à la puissance où il a atteint dans l'ordre matériel. S'il est venu se placer au premier rang, ce n'est ni à sa littérature qu'il le doit, ni à ses sciences, ni à ses arts. Il a la grandeur de Carthage ou de Tyr, plutôt que celle d'Athènes. L'action l'a absorbé tout entier; elle n'a laissé que peu de place à la pensée, au rêve, aux floraisons de la vie intérieure. Dans les profondeurs de l'âme comme dans celles de la terre, le temps seul amasse des richesses. La nation américaine a

manqué de temps : elle est jeune encore. Si elle a marché, dès les premiers jours, à pas de géant sur le chemin du travail et de la fortune, elle s'est avancée plus tardivement et avec moins d'assurance dans les voies de l'esprit.

CHAPITRE I

La Période coloniale.

I. Asservissement à l'esprit de l'Europe et particulièrement de l'Angleterre. — L'esprit puritain : médiocrité de l'inspiration et de la forme. — Benjamin Franklin. — La littérature politique.
II. L'école Knickerbocker et les premières formes de littérature nationale.

I. — On oublie trop aisément, quand on s'étonne que la vie littéraire soit si récente aux États-Unis, combien ils sont récents eux-mêmes dans l'histoire moderne. Les colonies anglaises de l'Amérique n'ont commencé à être une nation qu'en 1783. Encore cette nation ne comprenait-elle que treize des quarante-huit États d'aujourd'hui, un quart environ de son étendue actuelle, avec le vingtième à peine de sa population d'aujourd'hui. C'est en 1803 seulement que l'acquisition de la Louisiane, en y ajoutant un territoire plus de cinq fois grand comme la France, lui donnait accès au golfe du Mexique ; en 1848, que l'annexion du Nouveau-Mexique et de la Californie la portait jusqu'aux

rives du Pacifique ; en 1865, que la victoire du Nord, dans la guerre de Sécession, fondait l'unité morale de la République. Cette nation s'est formée en quelque sorte sous nos yeux : alors qu'elle n'a pas de passé, c'est une singulière illusion d'en demander un à sa littérature.

Non seulement — si nous remontons aux origines — celle-ci sera tardive, mais elle restera secondaire, longtemps primée par d'autres formes de l'activité générale. Le peuple américain a des besoins plus urgents, il obéit à des sommations plus impérieuses. : défricher le sol, reculer la frontière, combattre les sauvages, explorer le pays, abattre les forêts, mettre en valeur les richesses naturelles, organiser la société, plus tard assimiler l'apport de l'immigration : voilà les tâches où nous avons vu se dépenser l'énergie américaine.

Ce n'est pas tout encore. L'activité spirituelle que ces tâches laissaient disponible se tourne à peu près tout entière vers la religion. M. Émile Boutmy a admirablement expliqué comment, dans cette société d'origine religieuse, la religion demeura prédominante, détournant à son profit ou, pour mieux dire, prenant à son compte les besoins spéculatifs qui pouvaient s'y manifester. Une culture généralisée, mais élémentaire, n'aurait su contribuer à tourner les esprits vers la philosophie ou la science. Elle les laissait en face de la seule religion, bien plus propre, d'ailleurs, à soutenir des volon-

tés toujours tendues, à leur donner la règle de conduite dont elles ont par-dessus tout besoin, l'appui moral infiniment plus nécessaire dans leur cas que les lumières intellectuelles. La Nouvelle-Angleterre, ainsi façonnée, forma le foyer de civilisation d'où rayonna l'influence parmi les populations moins cohérentes et moins cultivées du Centre, du Sud et de l'Ouest. Après le négociant de New-York ou l'industriel de Pensylvanie, possédés l'un et l'autre de la fièvre du gain, ce fut le tour des « petits blancs » de la Virginie, du Maryland ou des Carolines ; puis, à mesure que la colonisation s'étendait vers l'Ouest, celui des *settlers* ou pionniers poussant toujours plus avant dans les neuves solitudes, avec un indomptable besoin de liberté, un individualisme d'*outlaw*. Ce que pouvait devenir le christianisme, adapté à de telles âmes et à de tels besoins, ce n'est point ici le lieu de l'examiner. Nous avons vu ailleurs qu'il avait revêtu en Amérique des caractères assez originaux. Il nous suffit de constater maintenant que le christianisme s'offrait seul à nourrir la vie intérieure et qu'il y prit toute la place que la religion partage d'ordinaire avec la poésie, la métaphysique, la science et l'art.

Aussi bien, dans la mesure où elle voudra s'assurer de telles richesses, cette société n'a pas besoin de les produire pour les posséder. Elles les emprunte à la société plus ancienne dont elle n'est

d'abord qu'un rameau détaché et avec laquelle elle continue de garder ensuite le lien de la langue, c'est-à-dire celui de l'esprit. La littérature anglaise, lorsque la Bible ne suffit plus, sera donc là pour répondre aux exigences intellectuelles de la jeune nation. Et celle-ci s'accommodera d'autant mieux de ces ressources étrangères qu'elle peut indéfiniment les élargir à son gré. Rien ne l'oblige à se borner à l'Angleterre : elle s'adressera à toute l'Europe. Ces fils de l'Ancien Monde, isolés dans le Nouveau, se tourneront naturellement vers le pays de leurs origines. Avec un sentiment juste de leur vraie grandeur, et sans la chercher où elle ne saurait être, ils se livreront en toute sécurité à leur tâche matérielle, sachant bien qu'ils peuvent compter sur les richesses spirituelles des antiques civilisations. La culture dispensera ainsi de l'originalité : elle tiendra lieu de la production, en attendant qu'elle la prépare.

Ce fut l'affaire de deux siècles. Nous ne retracerons point ici l'histoire littéraire de la période coloniale. La littérature n'y était pas pratiquée encore comme un art indépendant. Elle se borne à exprimer, sans aucun souci véritable de la forme, les préoccupations religieuses de ces puritains, leurs efforts d'organisation sociale et politique ou la vie aventureuse des premiers colons. De là, trois catégories d'écrits. D'abord, les traités et poèmes théologiques, comme *The Day of Doom*, « le Jour du Juge-

ment dernier ou une Description du grand et dernier Jugement », par Michael Wigglesworth (1662), le poème de l'époque le plus en vogue dans les colonies puritaines, le livre le plus populaire et le plus lu en Amérique avant la Révolution. Ces œuvres foisonnent, naturellement, dans la Nouvelle-Angleterre. La vie religieuse déborde la vie sociale et politique, la domine encore dans les premières communautés qui sont à beaucoup d'égards de petites théocraties. — Leur histoire nous est contée dans des livres comme l' « Histoire de la colonie de Plymouth », *History of Plymouth Plantation*, de William Bradford, ou des pamphlets comme celui de Roger Williams : *The Bloody tenet of Persecution for Cause of Conscience* (1644) et la réplique de John Cotton : *Bloody tenet washed.* — La série des récits d'aventures s'ouvre par celui du fameux capitaine Smith : *True Relation of Virginia* (1608), qu'on peut considérer comme le premier ouvrage de littérature anglo-américaine, et continue avec maints autres : de William Strachey, *The Wrack and Redemption of Sir Thomas Gate*, qu'on croit avoir servi de fond à « La Tempête », de Shakespeare; « Le Tragique Naufrage de Maître Antoine Thacher », au large du cap Anne, en août 1635; le « Voyage en Virginie », du colonel Henry Norwood (1689). Enfin la distinction des éléments, qui n'est jamais bien rigoureuse, s'efface et tout se mêle dans des œuvres d'un caractère plus com-

plexe, comme les *Magnalia Christi Americana*, du trop fécond Cotton Mather, qui constituent, à leur manière diffuse et confuse, une sorte d'épopée américaine.

Si de telles œuvres intéressent plus directement l'histoire des origines de la nation que celle de sa littérature, il n'en faut pas moins signaler chez ces rudes écrivains une qualité par où ils méritent que leurs noms soient mentionnés dans les débuts littéraires de l'Amérique : ils sont frappés de ce qu'ils voient; ils en sentent la grandeur, la nouveauté et le mystère. On pourrait leur étendre à tous ce jugement porté sur un d'entre eux, Anne Bradstreet, la « dixième muse que l'Amérique vient de donner au monde », comme la qualifiait le titre même de son ouvrage : « Ce qu'elle a fait de meilleur lui a toujours été suggéré par sa propre expérience et son observation du pays : elle sent profondément la nature ; on voit qu'elle se promène avec délices dans les forêts primitives du Massachusetts, malgré le péril des Indiens et des bêtes sauvages ; elle détaille leurs beautés avec amour[1] ». Nous retrouvons ainsi, dès l'origine, ce sentiment de la nature qui devait rester un des traits distinctifs de la littérature américaine.

Elle n'en présente guère d'autres, avec le sentiment religieux, durant toute la période coloniale.

1. Th Bentzon. *Femmes d'Amérique*, pp. 14-15.

La médiocrité de l'inspiration et de la forme ne nous étonnera pas, si nous réfléchissons que l'idéalisme puritain développait nécessairement, en même temps qu'une force de caractère inégalée ailleurs, une ardente, presque féroce étroitesse d'esprit. Pas plus qu'on ne peut nier sa force dans l'histoire du monde, dans la civilisation universelle, et en particulier dans l'histoire des États-Unis, on ne doit faire difficulté de reconnaître sa faiblesse en littérature. L'œuvre la plus considérable de la période coloniale est un traité où se condense la pensée puritaine et où elle trouve sa suprême expression, le « Traité de la volonté », *Treatise on the Will*, de Jonathan Edwards (1703-1758). Le nom de ce théologien philosophe reste un des plus grands dont se réclame aujourd'hui encore l'esprit américain. Dans une des trois conférences sur ses compatriotes, que le président de l'Université Colombia, M. Nicholas Murray Butler, a données à l'Université de Copenhague, et que Mme Émile Boutroux a eu l'excellente idée de traduire en français[1], ce témoin autorisé place Jonathan Edwards parmi les dix hommes de génie de son pays, parmi les cinq ou six « qui appartiennent au type réflexif, et doivent être rangés au nombre des hommes de lettres, des philosophes et des savants de valeur mondiale ».

1. *Les Américains*, préface d'Émile Boutroux.

A mesure que les établissements se multiplient, que l'union se fait entre eux plus étroite, que la part des intérêts communs s'élargit, que le commerce se développe, que se posent les questions d'impôt et de gouvernement, que le « temporel », en un mot, grandit à côté du « spirituel », il se produit comme une « sécularisation » de la littérature. Ces gens, dont la plupart étaient venus *for conscience's sake*, trouvent peu à peu d'autres raisons de vivre. Franklin marque assez bien la transition entre les deux périodes, celle où dominait la littérature religieuse des puritains, celle où va dominer la littérature politique du temps de l'Indépendance.

Benjamin Franklin est considéré par beaucoup de critiques américains, comme le premier en date des hommes de lettres de leur pays. Il vécut la plume à la main, et quelques-uns de ses écrits, notamment l' « Autobiographie », le « Chemin de la Richesse », *the Way to Wealth*, et l' « Édit du roi de Prusse », *The Edict of the king of Prussia*, restent parmi les monuments durables de la littérature nationale. Il a touché à tous les sujets, philosophiques, politiques, économiques ; il y a apporté cette sagesse toute unie et cette clarté qui font paraître simples, évidentes les explications les plus ingénieuses et les plus profondes. Avec lui, les préoccupations des hommes descendent du ciel sur la terre ; la pensée se met modestement au service des tâches quotidiennes, les traités de théo-

logie sont remplacés par des gazettes et des almanachs. Il fonde des bibliothèques, des sociétés savantes, une Université. Cet homme est bien de chez lui : un Américain actif, avisé et pratique.

D'un coup, l'esprit s'était porté d'un extrême à l'autre. Voici reparaître les spéculations, moins transcendantes qu'au siècle précédent, avec les beaux travaux de droit et de politique. Ils ne viennent pas de la Nouvelle-Angleterre, plutôt tournée vers la philosophie et la religion, mais du Sud où dominent les descendants des Cavaliers, de cette Virginie surtout, la plus vieille des colonies anglaises, la plus riche peut-être avec ses vastes plantations et son aristocratie de terriens. On sait quel rôle joua le groupe des Virginiens dans la préparation de l'indépendance et l'organisation de la jeune République. Sans doute, leur pensée n'était pas restée étrangère à celle du Nord, et la force des choses, sans vaincre le particularisme ombrageux des colonies, avait plus d'une fois fait sentir à ceux qui dirigeaient leurs destinées la nécessité d'une entente, sinon d'une union. On peut donc considérer comme étant le fruit de l'intelligence commune les écrits de ces Virginiens fameux : Jefferson, John Adams, Madison, Paine, Otes, les discours de Fisher Ames, de Webster et de Philips, et, par-dessus tout, la belle œuvre politique où se condensa la grande pensée nationale : le *Fédéraliste*. C'est un volume d'Essais écrits en 1788 par Hamilton, Madi-

son et Jay, pour expliquer au peuple le sens de la Constitution qu'on vient de lui donner et les fins qu'elle se propose. Ce livre sans rival, que rien ne saurait remplacer, reste la plus précieuse étude pour tout citoyen américain désireux de s'associer à l'œuvre législative[1].

II. — Ce ne fut qu'avec la génération née après la Révolution, que la littérature fut pratiquée comme un art indépendant et original. Il y avait maintenant une nation américaine. Elle est organisée, constituée : il est temps qu'elle s'exprime. C'est dans la zone intermédiaire, entre le nord et le sud, c'est-à-dire entre les anciens territoires de la Compagnie de Plymouth et de la Compagnie de Londres, dans cette *middle zone*, où des Hollandais avaient fondé jadis leur colonie de l'île de Manhattan, c'est dans leur « Nouvelle-Amsterdam » devenue la cité déjà active et cosmopolite de New-York, que se manifeste le premier mouvement littéraire important. Le puritanisme de la Nouvelle-Angleterre y avait marqué la société d'une trop forte empreinte pour que l'esprit gardât ce libre jeu d'où naissent les productions de l'art. Dans le sud, il n'y avait pas de société. Les planteurs vivaient isolés sur leurs

1. Une excellente revue américaine, que dirige Th. Roosevelt, *The Outlook*, nous donnait dans son numéro du 2 octobre 1909 la liste des volumes que l'ancien Président a emportés avec lui en Afrique. Nous y voyons figurer le *Fédéraliste*.

terres, séparés par l'étendue de leurs vastes domaines, entourés de « petits blancs » et de nègres. Entre les deux types très déterminés, très consistants, du nord et du sud, entre le puritain démocrate de Boston, à qui paraît bien frivole la littérature, et le « Cavalier » de Virginie qui la trouverait plutôt trop sérieuse, une troisième figure se dessinait dans les États du centre de la côte atlantique, autour de New-York et de Philadelphie : celle du bourgeois riche, épris de confortable et d'agrément, médiocrement instruit, mais sociable, ouvert, poli par le contact avec des concitoyens d'origine diverse et les relations avec des étrangers, presque curieux si on compare son dilettantisme, un peu rudimentaire sans doute, à la concentration obstinée des uns, à la nonchalante indifférence des autres. C'est parmi ces citadins — dont nous retrouvons l'espèce, pervertie par trop de richesse et de luxe, trop de modes empruntées et de raffinements transplantés, dans des romans comme *The House of Mirth*[1], d'Édith Wharton, et *Cosmopolis*[2], d'Upton Sinclair — que se manifeste, après la guerre de 1812, le vrai début de la littérature en Amérique, « l'école Knickerbocker ». Ses caractères correspondent à ceux qu'ils viennent eux-mêmes de nous présenter, et nous ne nous étonnerons point d'y trouver une

1. Traduit en français sous le titre : *Chez les Heureux du Monde.*
2. Traduit également en français.

sorte de joyeux optimisme, plus de sentiment que de passion, de l'humanité et de la bienveillance, à défaut d'exaltation morale, un style de bonne compagnie, uni et orné, l'agrément, l'humour, toutes les qualités enfin que demandent aux œuvres de l'esprit ceux qui n'y cherchent guère autre chose qu'une distraction et un repos.

Tels sont, du moins, exactement les traits du meilleur sans doute et du plus connu et du moins oublié des écrivains de ce groupe : Washington Irving[1]. C'est toujours à cet aimable homme, jovial, cordial, indulgent et mondain, que l'on pense — et trop exclusivement peut-être — quand on essaie de caractériser l'école à laquelle un de ses personnages a donné son nom. Le père Knickerbocker peut être considéré comme la première création littéraire des États-Unis. L' « Histoire de New-York, par Dietrich Knickerbocker » est un livre d'imagination et d'humour qui n'aurait pu naître sans le mélange des races. Il fallait, pour donner cette caricature, un observateur d'un autre tempérament que son modèle. « La jeunesse enjouée d'Irving trouva la vieille vie hollandaise dans la ville, le long des canaux ; il s'en moqua tout en lui souriant, et l'image qu'en donna sa bonne humeur devint presque pour ses compatriotes la réalité historique[2] ». Beaucoup des œuvres qui suivirent, la

1. 1783-1859.
2. Woodberry, *L'Amérique littéraire et ses écrivains.*

Vie de Christophe Colomb, *Un tour dans les Prairies*, la *Vie de George Washington*, gardent le caractère national, au moins par les sujets, sinon par la manière, qui reste anglaise. D'autres, comme les travaux sur l'Espagne, *La Conquête de Grenade*, *l'Alhambra*, ou sur l'Angleterre, *Bracebridge Hall*, offrent à l'imagination de ce pays neuf un horizon de décors pittoresques et d'histoire romantique. L'étroit exil de l'époque coloniale est fini. De fréquents voyages et de longs séjours en Angleterre, à Paris, en Allemagne, en Espagne, préparaient Irving à la tâche d'élargir l'esprit national et de le mettre en rapports avec les nations du monde.

Il y avait aussi à lui faire prendre contact plus largement avec la nature indigène, à lui ouvrir ces champs inexploités que l'activité des pionniers avait conquis, mais où l'imagination, moins aventureuse là-bas que l'effort matériel, n'avait pas encore étendu ses prises. Ce fut la part et le rôle du second écrivain né dans la vieille cité de New-York, James Fenimore Cooper[1]. Il annexa à la littérature la forêt et la mer. Il créa *Bas-de-Cuir*, cette figure d'homme à peine dégagée de la nature, telle qu'aurait pu le rêver Jean-Jacques-Rousseau dans une société où la loi n'est pas encore entrée en antagonisme avec l'homme. Il fallait fixer au plus vite des originaux qui allaient disparaître, non sans avoir donné aux œuvres qui gardent leur image un

1. 1789-1851.

caractère original. Voilà enfin de la littérature américaine.

Irving et Cooper eurent l'un et l'autre une réputation nationale. L'Amérique les reconnaissait pour siens et les revendiquait. Les premiers, ils commençaient de créer entre les différentes parties de l'Union ce lien spirituel qui les rattache, cette sympathie qui les fait solidaires, cette unité de sentiment et de pensée qui constitue la personnalité d'un peuple et son génie. L'esprit américain, dans un corps chaque jour plus vaste et plus vigoureux, allait s'affirmer et grandir. Il allait s'éveiller à la pensée.

CHAPITRE II

L'Indépendance intellectuelle.

I. Rôle de la Nouvelle-Angleterre : tradition ininterrompue de culture et de vie intérieure. — Desséchement des sources d'inspiration. — L'idéalisme philosophique en Allemagne, en France, en Angleterre. — Le « trancendantalisme » américain. — Emerson et la déclaration d'indépendance (1837). — La confiance en soi (*self-reliance*). — La religion de l'esprit et la religion de la nature.
II. Influence de ce mouvement. — Longfellow, lettré cosmopolite et poète américain. — Un grand artiste : Hawthorne. — Quelques expressions de l'esprit national : Holmes, Whittier, Lowell.

I. — La Nouvelle-Angleterre, nous avons déjà eu l'occasion de constater le fait et nous avons essayé de l'expliquer, est le véritable foyer où s'alluma la vie intellectuelle des États-Unis. La religion y avait concentré ses énergies : elles se transformèrent en pensée, et c'est là que se présente pour la première fois, sous ses différents aspects — philosophique, poétique, historique, — un mouvement littéraire original, d'où procèdent, avec des degrés et des différences, toutes les manifestations qui ont suivi.

Dans aucune autre partie de l'Union il n'avait pu se constituer, comme dans celle-ci, une aristocratie morale, affinée par des siècles de culture, de théologie et de puritanisme. Un bon nombre des premiers colons étaient des gradués d'université, surtout de Cambridge[1]. En 1636, l'Assemblée du Massachusetts vota la fondation d'un collège du type anglais à Newtown, non loin de Boston. Deux années plus tard, un jeune clergyman, John Harvard, étant mort sans enfant, léguait sa bibliothèque et la moitié de ses biens au nouveau collège, qui prit son nom, tandis que pour honorer l'Université dont il était en quelque sorte le fils, la ville fut débaptisée et appelée Cambridge.

Mais la tradition de culture et de vie intérieure ne se maintenait que dans une petite élite. Déjà la société de la Nouvelle-Angleterre avait subi des transformations profondes. La prospérité grandissait et l'avenir promettait plus encore.

1. Voici la liste des principales Universités américaines, avec la date de la création : Harvard, 1636; William and Mary, 1692; Yale, 1701; Princeton, 1746; Columbia (appelée d'abord King's College), 1754; Pensylvanie (fondée par Franklin), 1755; Brown, 1764; Darmouth, 1769; U. de Virginie (fondée par Jefferson), 1819; U. de Michigan, 1842; Wisconsin, 1848; U. Washington, à Saint-Louis, 1857; U. Cornell, 1868; John Hopkins, à Baltimore, 1876; Tulane, à la Nouvelle-Orléans, 1884; Clark, à Worcester, Mass., 1889; Leland Stanford. à Palo-Alto, Californie, 1891; U. de Chicago, 1892. On peut y joindre les grands Collèges féminins : Vassar, 1865; Smith and Wellesley, 1875; Bryn Mawr, 1885; Mount Holyoke, 1893.

« Au loin, derrière l'étroite bande de terres cultivées par les émigrants de la première heure, se déroulaient les plaines du Mississipi et les montagnes Rocheuses, l'Ouest et le Far-West immenses qui attendaient le pionnier. Comment se tourner uniquement vers les biens spirituels, quand la Nature est là qui vous sollicite, vous montrant des mines à exploiter, des forêts à abattre, des prairies à labourer, des richesses inépuisables prêtes à jaillir du sol ?... Le règne de l'Industrialisme commençait, et avec lui l'indifférence aux idées..... N'avait-on pas d'ailleurs importé jadis un fonds intellectuel immuable que les livres de Paris ou de Londres suffisaient à entretenir ? Et c'est ainsi que l'esprit puritain, assez fort pour créer des États et les affranchir de la métropole, s'étant épuisé avant d'avoir achevé son œuvre, le Nouveau Monde restait moralement sous le joug de l'Ancien. La politique française régnait à Washington, la littérature anglaise à Boston, la philosophie de Locke et la pédagogie du Moyen Age à Harvard, et l'imitation de l'Europe partout[1]. »

L'élite elle-même n'échappait pas à l'action des causes profondes, qui poussaient dans son propre sens une race individualiste et pratique, et marquaient d'une même empreinte toutes les manifestations de sa vie. C'est ainsi que Channing avait

1. M. Dugard. *Ralph Waldo Emerson*, pp. 14-15.

donné au christianisme un caractère rationnel, à la fois abstrait et positif, qui en faisait une philosophie assez timide et assez froide, une sorte « de religion sans mystère, de rationalisme sans critique, de culture intellectuelle sans haute poésie », où Renan voyait une « tentative toute américaine », c'est-à-dire, sans doute, appropriée au génie d'une société moins préoccupée de pensée que d'action.

Il fallait renouveler, rajeunir et revivifier des conceptions étroites et fatiguées, qui avaient épuisé toute leur vertu. Le génie allemand vint fort à propos se mettre au service du caractère américain.

Kant avait ouvert la voie à l'idéalisme de Fichte, de Schelling, à la philosophie de la croyance de Jacobi. Cette raison qui, d'après lui, dirigeait l'expérience, ses disciples proclameront qu'elle la dépasse ; et leur doctrine de l'intuition métaphysique deviendra bientôt, chez le théologien Schleiermacher, une doctrine de la révélation individuelle, une théorie de la communication directe entre l'homme et Dieu. Ce souffle d'idéalisme transcendantal agita jusqu'en ses profondeurs la pensive Allemagne, passa sur la France où Victor Cousin en fut touché, aviva en Angleterre la curiosité de Coleridge, la sympathie de Wordsworth et la flamme fumeuse de Carlyle, et il s'abattit enfin, de l'autre côté de l'Atlantique, sur l'Université Harvard.

Là, le mouvement accentua son orientation religieuse. Nous avons dit que la théologie était à peu près la seule forme de la pensée spéculative aux États-Unis. La philosophie pure aurait eu de la peine à s'y épanouir. Il lui manquait la longue tradition de recherche qui prépare un penseur, le recueillement qui l'isole et le détachement qui l'élève. Les « pères pèlerins » avaient apporté, avec leurs outils indispensables et leur volonté robuste, une foi qui suffisait à satisfaire leur raison et les besoins plus exigeants de leur conscience. Toute idée devait se faire théologique pour les intéresser et avoir prise sur eux. En 1835, James Walker, professeur de morale à Harvard, préconisait une réforme de la méthode théologique au nom de « nos relations avec le monde spirituel », et il inquiétait par ses hardiesses le fondateur et le chef de l'église unitarienne, qui voyait dans cet esprit nouveau une « substitution de l'inspiration individuelle au christianisme. »

C'est précisément ce qui allait assurer son succès. Un peu raide, un peu étroit, un peu terre à terre, l'individualisme américain trouvait un principe capable de le dilater et le transfigurer, de lui donner une force et une portée inconnues. L'individu sera mieux fondé que jamais à croire en lui-même, mais en même temps qu'il saura respecter sa propre vie, parce qu'il en connaîtra le prix, il pourra se fier à sa propre impulsion, parce qu'il en com-

prendra la force ; et son âme puisera la confiance dans le sentiment qui l'unit aux autres âmes et à l'univers. Tel est le sens de ce « transcendantalisme » que préparait l'influence directe ou réfractée de la métaphysique allemande en Amérique. Il apportait vraiment la Bonne Nouvelle. Qui donc allait se trouver là pour prêcher l'Évangile ?

Il y avait alors, à Boston, un jeune ministre unitarien qui, après avoir résigné sa charge par scrupule de conscience, tout en continuant de prêcher, songeait à abandonner définitivement la prédication et entrevoyait, dans la conférence, un meilleur moyen de tout dire et de n'engager que soi, d'exposer librement sa pensée, peut-être parce qu'il sentait en lui l'accord avec les besoins de son temps et de son pays et ne voulait pas d'autre autorité à sa parole.

Ralph Waldo Emerson était né dans la capitale intellectuelle de la Nouvelle-Angleterre, le 25 mai 1803. Ses ancêtres, depuis leur arrivée, cent soixante-dix ans plus tôt avec les premiers colons, n'avaient cessé, pendant sept ou huit générations en ligne droite et ininterrompue, de fournir des prédicateurs ou des théologiens à l'Église puritaine. Une telle tradition de vie intérieure lui ouvrait l'accès des royaumes de l'esprit, en même temps que son existence rustique dans un délicieux paysage le disposait aux suggestions de la nature. Il entendit cette double leçon et voulut

en diffuser le bienfait. Peu lui importe la nouveauté de ses idées. Si quelque chose de bon a été dit avant lui, son meilleur office est de le redire. Nul n'a possédé à ce point « l'art de remettre au creuset, d'épurer, de frapper en médailles neuves la vieille sagesse de la vie. » Comme Socrate, qu'il aimait, il estime que la vérité appartient à tous, est à la portée de tous, que la tâche du philosophe est de la faire admirer et aimer. Il emprunte à la théologie et à la science, à l'esthétique et à la morale, à l'histoire, à la légende. Il regarde surtout autour de lui. Et toutes les notions, tous les faits s'éclairent l'un par l'autre à ses yeux, lui révèlent leurs relations cachées, leurs harmonies secrètes. De là le charme, un peu bizarre parfois, mais presque toujours saisissant, de son style. « J'aimerais, disait-il, enfermer l'odeur des pins dans mon livre et le bourdonnement des insectes ; je voudrais que l'hirondelle, entrant par ma fenêtre ouverte, m'apportât le brin de paille qu'elle tient dans son bec, et je le tisserais avec le reste aussi. » Ce souhait s'est plus d'une fois accompli ; et le style d'Emerson fleure alors si doucement, qu'il embaume de poésie la vérité puisée aux profondeurs mêmes de la pensée et de la nature, ces deux sources de révélation.

Nous n'avons point le dessein d'indiquer, encore moins de systématiser ici, les vues dispersées dans dix volumes d'essais divers. Il n'importe que d'en

dégager le principe et de mettre en lumière une influence.

Qu'il expose ses idées sur la connaissance, le Principe de l'Univers, le problème des origines, la liberté, le mal, la destinée future, — qu'il en fasse l'application à la vie individuelle, à la vie domestique, à la vie sociale ou à la vie religieuse[1], — la conviction qui domine tout, c'est qu'il faut s'abandonner à l'Esprit, unir à lui son intelligence par la recherche du vrai, son cœur par l'amour, sa volonté par le bien et ne pas plus s'inquiéter de la forme ou du nom à donner à notre vie spirituelle « que la fleur qui s'épanouit au soleil ne se préoccupe de la nature des rayons[2]. » Cette apologie de l'instinct individuel, de la spontanéité humaine, source de toute connaissance et de toute vertu, n'est que la justification philosophique d'une disposition essentielle du caractère américain, la *self-reliance* ou confiance en soi ; elle aboutit directement à une sorte de déclaration d'indépendance intellectuelle.

On comprend aujourd'hui l'enthousiasme qui accueillit ce manifeste, le fameux discours sur « le Savant américain », prononcé devant la *Phi Bêta Kappa Society*, à Cambridge, le 31 août 1837.

1. Ce sont là les divisions du remarquable ouvrage de M. Dugard, *Ralph Waldo Emerson, sa vie et son œuvre*, qui est un tableau fidèle et complet de la pensée du philosophe.
2. M. Dugard. *Ouvr. cité*, p. 346.

L'Américain, naturellement enclin à dédaigner toute tradition, entendait enfin justifier sa plus irréductible tendance, et une voix au timbre pur lui criait : — Va dans ton propre sens; — une voix claire lui expliquait que toute sa grandeur lui viendrait de lui-même, parce qu'il avait en lui toutes ses ressources : « En vous-mêmes sommeille la raison tout entière ; c'est à vous de tout connaître, de tout oser. » Un nouveau libérateur apportait au génie américain une charte de dignité et d'omnipotence. Que ce génie se lève donc enfin et qu'il fasse son œuvre ! « Nous avons trop longtemps écouté les muses raffinées d'Europe. On suspecte déjà l'esprit de l'homme libre américain d'être timide, imitateur, incolore... Telle ne sera pas notre opinion, frères et amis; s'il plaît à Dieu, elle ne sera pas telle. Nous marcherons sur nos propres pieds, nous travaillerons avec nos propres mains, nous parlerons suivant nos propres esprits. » La leçon venait à son heure, si nous en jugeons par l'accueil qui lui fut fait. « C'est pour nous le cinquième évangile, » disait Parker; et le grand écrivain Lowell saluait plus tard cet événement comme « une scène à rester à jamais gravée dans la mémoire pour son pittoresque et son inspiration. »

Mais la nature à son tour n'est qu'un symbole de l'esprit. Elle est « l'incarnation d'une pensée et redevient pensée, de même que la glace devient

eau et vapeur. Le monde est de l'esprit *précipité*, et l'essence volatile s'en échappe incessamment à l'état de pensée libre. De là, l'influence des objets naturels sur l'esprit, l'énergie de leur prise, qu'ils soient inorganiques ou organisés. L'homme emprisonné, l'homme cristallisé, l'homme végétal s'adresse à l'homme personnifié... Chaque moment et chaque objet nous instruisent, car la sagesse est infuse dans chaque forme... Nous n'en devinons l'essence qu'après beaucoup de temps [1]. » Le monde est le miracle perpétuel que crée l'âme, et nous retrouvons l'unité, l'identité de ce principe créateur sous le voile infiniment diversifié de ses métamorphoses. Grâce à cette unité, la connaissance d'un seul fragment livre l'intelligence du tout : « Par mille voix différentes s'exprime la Dame universelle : — Qui devine, dit-elle, un de mes secrets, — est maître de tout ce que je sais [2]. » Grâce à cette identité, toute la suite des développements futurs pourrait déjà se lire dans les états antérieurs, et l'histoire de la vie n'est que le progrès d'une évolution qui déroule toutes les virtualités de l'être. Vingt-cinq ans avant Darwin (près d'un siècle, il est vrai, après Diderot et ses *Pensées sur l'interprétation de la nature*, que sans doute il ne connaissait pas), Emerson exprimait, dans un de ses poèmes, l'idée du transformisme, attestant

1. *Essays*, 2nd Series, *Nature*.
2. *Poems*, The Sphinx.

ainsi, par son propre exemple, l'efficacité de l'intuition qui nous fait découvrir, au plus profond de l'esprit, des vérités rendues indistinctes par leur profondeur même. « En buvant, — j'entendrai le chaos me parler ; — des rois encore à naître marcheront à mes côtés, — et l'herbe la plus humble formera des projets, — pour le temps où elle deviendra homme[1]. »

La Religion de l'Ame et la Religion de la Nature aboutissent à une Religion de la vie. L'individu découvre du prix à toutes ses pensées, de la dignité à tous ses actes, de la lumière au fond de toutes ses heures. Que chacun estime donc et vénère à l'égal des plus grands génies celui qu'il a reçu en partage. La qualité du sort n'a rien à voir avec la grandeur. Une destinée médiocre peut permettre l'essor des qualités les plus hautes : un comptoir vaut un champ de bataille pour l'exercice du courage, du coup d'œil ou du sang-froid. Il est impossible à l'homme de ne pas être grand. Le détail de ses pensées et de ses actions n'est rien, comparé à l'océan de sagesse et de pouvoir qui est en lui. Le voisin qui cause avec son voisin, l'ouvrier qui fait sa journée participent à l'infinité de l'Esprit.

Déjà l'art a reconnu cette vérité. « La littérature du pauvre, les sensations de l'enfant, la philosophie de la rue, la signification de la vie journalière sont

1. *Id.*, Bacchus.

les sujets de ce temps... Que je voie chaque bagatelle se hérisser de la polarité qui la range instantanément sous une loi éternelle : l'échoppe, la charrue et le registre rapportés à cette même cause par laquelle la lumière ondule et les poètes chantent... L'homme est surpris de trouver que des choses proches ne sont pas moins belles ni moins étonnantes que des choses éloignées... La goutte est un petit océan... » Emerson glorifie Goldsmith, Burns, Cowper, Gœthe, Wordsworth et Carlyle, qui ont eu cette perception de la valeur du vulgaire. « Ce qu'ils ont écrit, dit-il, a la chaleur du sang. » Lui-même composa de courts poèmes d'un singulier réalisme, dont pourraient s'étonner ceux qui ne connaissent que sa métaphysique. Et dans les plus larges envolées ou les plus rudes tâtonnements de sa prose, quelque détail précis, quelque allusion imprévue, un rapprochement bizarre, vient à tout propos nous rappeler qu'il n'y a rien de vil ni d'insignifiant dans la cité de Jupiter.

II. — L'impulsion était donnée. Les œuvres allaient venir. C'est à l'influence d'Emerson qu'il faut attribuer, non pas les spéculations des transcendantalistes, — ils ne l'avaient pas attendu[1], — mais,

1. « S'il en fallait une preuve, » dit très justement M. Dugard, « on la trouverait dans ce fait qu'en même temps que son traité transcendantal sur la *Nature*, paraissaient *Les Évangiles*, de FURNESS; le premier volume des *Conversations sur l'Évangile*, d'ALCOTT; *les Nouvelles Vues*

pour une grande part, le mouvement littéraire dont Boston est le centre, et qui se caractérise par une curiosité plus étendue et plus vive, un plus profond sentiment de la nature et une sorte de religion de la vie.

Longfellow représente le charme extérieur de la culture intellectuelle — un autre aspect de Harvard. Mais si le lettré en lui est cosmopolite, le poète est américain. Il reçoit son inspiration du passé ou du présent de son pays, témoins ses poèmes anti-esclavagistes, sa prière pour le vaisseau national. Il se plaît à peindre la vie indienne dans *Hiawatha*, la vie coloniale dans *Miles Standish*; il écrit une idylle puritaine avec *Evangeline*; et ses poèmes populaires, *Le Psaume de la vie*, la *Résignation*, sont de la poésie capable d'embellir l'existence des humbles.

Le passé puritain, qui attardait dans l'œuvre d'Emerson et de Longfellow, avant de disparaître, des reflets adoucis, revit dans l'imagination de Nathaniel Hawthorne, le plus pur artiste de ce temps, et le seul à vrai dire pour qui l'art ne se subordonne à rien et porte en lui-même toute sa raison. « En ces trois hommes », dit l'un des critiques américains qui connaissent le mieux la

sur le Christianisme, la Société et l'Église, de BROWNSON; *le Développement de l'Esprit*, de SAMPSON READ, — ouvrages inspirés des idées nouvelles et tous remplis de critiques contre les anciennes formes de la vie ou de la croyance. » (*Ouvr. cité*, p. 48, note.)

Nouvelle-Angleterre, M. Woodberry, « le génie du peuple américain, se faisant jour dans le milieu où il était né, et opérant sur des sujets offerts par ce milieu, atteignit son apogée, au moins en ce qui concerne l'expression partielle que la littérature peut donner de la vie d'un peuple. »

Autour de ces trois « héros » d'une époque qu'on peut considérer comme l'âge d'or des lettres américaines, d'autres écrivains manifestent des aspects divers de l'esprit national : Olivier Wendell Holmes, un bel esprit, un citadin, un « Bostonien », avec la préoccupation constante de son auditoire, une prose qui sent la conversation de table, et l'habileté à semer d'allusions ses poèmes de circonstances ; — Whittier, l'opposé de Holmes, le poète des gens simples, né parmi eux et qui leur reste fidèle : sa piété, ses réminiscences de la vieille vie rustique en Nouvelle-Angleterre, ses convictions anti-esclavagistes forment le meilleur de son inspiration et suffisent à soutenir cet honnête talent ; — Lowell enfin, professeur de belles-lettres à Harvard, ministre plénipotentiaire en Espagne et en Angleterre, poète, « essayist », romancier, le type du littérateur brillant, en qui l'on peut mesurer le goût de sa race et ses pouvoirs d'intellectualité.

Si nous prétendions esquisser le tableau, même incomplet, de l'activité intellectuelle, il faudrait mentionner bien d'autres noms ; il ne serait pas possible notamment de passer sous silence un his-

torien comme Prescott, un savant comme Agassiz. Le premier estime que si l'Amérique veut se tourner vers le passé, elle n'a pas besoin d'aller chercher celui de l'Europe; le second pense que le savant et l'artiste collaborent à la même tâche et que la nature est belle non seulement par ses formes mais par ses lois. Nous le retrouverons ailleurs et nous parlerons de lui un peu plus loin. Nous n'avons voulu ici que marquer l'origine et la direction du premier grand courant d'art et de pensée qui ait fécondé la vie de la jeune nation et manifesté son âme.

CHAPITRE III

Extension du champ de la littérature : le Sud et l'Ouest.

I. Causes de la longue stérilité du Sud. — C'est par des étrangers qu'il fait son entrée dans la littérature. — Les écrivains locaux. — Le cas d'Edgar Poe.
II. Apparition de l'Ouest. Le pittoresque et l'humour. — Mark Twain. — Les « Récits californiens » de Bret Harte. La poésie de Joaquin Miller.
III. Le poète de la démocratie américaine : Walt Whitman. — En quel sens il est « représentatif ». — Les caractères généraux de la littérature américaine.

I. — On peut dire que jusqu'au milieu du XIXe siècle, une bien petite partie de l'Union avait seule fait entendre sa voix dans la littérature. Non seulement la nation, au point de vue intellectuel, semblait se borner aux treize petits États primitifs, mais, dans ces étroites limites mêmes, le Sud restait encore silencieux.

Il y existait pourtant, dès les premiers jours, bien des éléments favorables au développement littéraire : la nature était variée et puissante, avec ses aspects luxuriants ou pittoresques, ses marais et

ses sables, ses oiseaux et ses fleurs, et les nuits plus belles que les jours; une race vigoureuse et affinée mêlait aux « Cavaliers » virginiens des Huguenots français et des Allemands du Palatinat, des Écossais d'Irlande et des Highlanders d'Écosse. Dans les deux Carolines, la Virginie, la Géorgie, le riz, l'indigo, le tabac, enrichissaient les planteurs. De splendides forêts de pins alimentaient un fructueux commerce de bois de charpente, de goudron, de térébenthine. L'État de Virginie formait même, avec son aristocratie terrienne, comme un centre rayonnant qui comptait, à la fin du XVIIIe siècle, un cinquième de toute la population coloniale et resta jusqu'en 1810 l'État le plus peuplé de l'Union.

Qu'est-ce qui a donc stérilisé la force naissante de la jeune nation dans cette région si éminemment poétique? Il est bien difficile d'admettre, avec le critique américain Woodberry, que ce soit l'institution de l'esclavage, et plus difficile encore d'admettre cette loi qu' « en tous les pays et sous tous les climats, le génie se flétrit dans l'atmosphère d'une tyrannie sociale ». Autant dire qu'il n'y eut pas de littérature grecque ni latine. La véritable cause est plus complexe.

Sans doute les colonies du Sud étaient extrêmement florissantes, puisqu'il paraît établi par de savantes recherches qu'en 1760 le commerce de la Virginie et du Maryland excédait à lui seul de plus

d'un tiers les exportations réunies de la Nouvelle-Angleterre, des États de New-York et de Pensylvanie. Mais les facilités et les loisirs que donne la richesse ne pouvaient guère profiter à l'esprit. Les planteurs vivaient isolés les uns des autres, au centre d'immenses domaines. Des déserts séparaient les résidences des grands propriétaires, sur ce territoire dont un dixième seulement était occupé en 1800. Il n'y avait point d'industrie, et par conséquent point de villes. A la fin du XVIIe siècle, après quatre-vingts ans d'existence, la capitale de la Virginie, Jamestown, n'était qu'une pauvre bourgade de dix-huit maisons. Si plus tard Charleston, capitale de la Caroline du Sud, devint une sorte de ville de luxe et de plaisir, où le théâtre, les bals, les dîners entretenaient une vie de société, ce ne pouvait être qu'une mondanité assez frivole d'oisifs, de sportsmen et d'ignorants. Nous n'avons pas de peine à concevoir que c'était partout, en somme, le vide intellectuel. Non toutefois que des hommes de valeur n'aient pu s'y former; mais, comme dans la société féodale, ce ne pouvaient être que des chefs, des hommes d'action. Ils apprenaient leur métier en le pratiquant, comme Washington qui, depuis 1749, faisait son éducation dans les conflits franco-anglais. Toute la génération des grands Virginiens, — les Jefferson, les Madison, les Jay — fut dans le même cas : une « élite dirigeante », comme l'a fort bien

expliqué M. Émile Boutmy, se formait parmi un ensemble de conditions « éminemment propres à tremper le caractère ». Mais ces mêmes conditions qui préparaient quelques hommes supérieurs, « aptes et exercés à commander », ne favorisaient en rien l'éclosion de la vie littéraire.

Il n'est donc pas surprenant que la vigueur intellectuelle du pays, dès qu'elle s'éveilla, se soit portée sur les questions politiques ou juridiques, et qu'elle ait trouvé son emploi dans les débats des assemblées ou les discours adressés à la nation. La plupart des hommes d'État qui, par la parole ou la plume, jouèrent un rôle au temps de l'Indépendance et de l'organisation, ou, un peu plus tard, lors de la seconde lutte contre l'Angleterre (1812-1814), sont des hommes du Sud : Virginiens comme Patrick Henry, Thomas Jefferson, Madison, Monroë, John Randolph et Henry Clay ; originaires de la Caroline du Sud, comme Jackson et Calhoun. Il y a même déjà de l'homme de lettres dans Jefferson : ses « Notes sur la Virginie » (*Notes on Virginia*) trahissent des préoccupations d'auteur ; ici et là, des morceaux descriptifs sont traités pour eux-mêmes, avec un certain art d'écrivain et le sens de la beauté. Il suffirait de lire, pour s'en convaincre, les pages sur le Potomac et son passage à travers les Montagnes Bleues. L'influence de la France, où il avait vécu très heureux de 1785 à 1789 dans l'intimité de d'Alembert, Condorcet, Destutt de

Tracy, etc., eut une grande part dans la formation de son esprit, et quelque chose de notre XVIIIe siècle, rationaliste et raisonneur, se retrouve dans son *Dialogue entre la Tête et le Cœur*.

Mais c'est par des étrangers que le Sud fit son entrée dans la littérature proprement dite : *Les Virginiens*, de Thackeray, *La Case de l'Oncle Tom*, de Mme Beecher-Stowe, le bon Whittier avec ses poèmes ou pamphlets anti-esclavagistes, suffisent à attester que la matière était prête, à la disposition de qui voudrait l'utiliser. Il ne se trouvait encore personne pour cet office.

Peu à peu cependant la culture se répandait dans le Sud. Il y avait un collège à Charleston depuis 1785, et la ville redevint bientôt ce qu'elle avait été pendant la période coloniale, la véritable métropole des États du Sud. L'aristocratie esclavagiste y avait son quartier général. De 1800 à 1850, la population s'était élevée de 18.000 à 43.000 habitants, et il ne faut pas oublier, comme preuve de sa vitalité, qu'elle avait été en 1832 le premier foyer de ce mouvement de « nullification » — droit pour un État de considérer comme non avenu un acte du congrès s'il l'estime contraire à la Constitution — d'où aurait pu sortir la rupture avec le Nord. En 1819, Thomas Jefferson avait fondé l'Université de Virginie, et Thomas-W. White (1788-1843) fonda un peu plus tard le *Messager littéraire du Sud*. Avec l'accroissement de la population les

villes se développaient; les chemins de fer facilitaient les rapports entre les différentes parties de l'Union; la navigation à vapeur diminuait l'éloignement de l'Europe. L'influence littéraire de Boston, à mesure qu'elle devenait plus puissante, se faisait sentir plus loin. « Les écrivains du Sud émigraient en esprit, dit M. George-E. Woodberry, et souvent en personne, vers le Nord ». Les jeunes gens en quête d'une culture traditionnelle vont étudier aux Universités de Harvard et de Yale. Insensiblement, l'imagination s'éveille; quelques écrivains paraissent, qui vont donner une voix à des contrées jusqu'alors silencieuses et enrichir ainsi de notes nouvelles la littérature américaine.

John Pendleton Kennedy (1795-1870), du Maryland, dépeint sa province au temps du second Lord Baltimore, dans *Rob of the Bowl*, la Caroline du Sud au temps de la lutte pour l'indépendance dans *Horse-Shoe Robinson* (1835). Il trouve surtout la matière d'une œuvre charmante « La Grange aux Hirondelles », *The Swallow Barn* (1832), dans des scènes, incidents et caractères d'une plantation virginienne. La littérature y paraît à peine : l'auteur est plutôt l'homme aimable, cultivé, chez qui l'art est moins un don véritable qu'un agréable talent, un mélange de goût, de bonne grâce et de cordialité. Le Sud est là avec ses caractères essentiels.

Il a beaucoup moins contribué à la formation

de Gilmore Simms (1806-1870), dont la famille n'était venue d'Irlande que depuis peu, et n'avait point pris rang dans la société. Son influence au contraire redevient manifeste chez le plus illustre des écrivains qu'il puisse revendiquer, Edgar Allan Poe (1809-1849). Sans doute, Poe est né à Boston, et d'autre part on peut le considérer comme un génie universel, cosmopolite, « dénationalisé » si l'on peut dire. Mais nous pouvons en croire là-dessus le témoignage d'un des plus brillants représentants de la tradition du Nord, M. George Woodberry. « Il me semble que Poe est un produit du Sud, comme Whittier en est un de la Nouvelle-Angleterre. Son instruction et son éducation étaient du Sud. Ses manières, ses habitudes de pensée, ses façons de sentir sont du Sud; son sentimentalisme, sa conception de la femme et de ses qualités, de l'homme et de sa conduite, ses faiblesses de caractère, portent la marque de son origine, comme aussi son tempérament, sa sensibilité, sa tristesse, ses rêves, son intelligence de la musique et de la couleur... Lorsqu'il vint dans le Nord, où il passa son âge mûr, il apporta avec lui ce que lui avait donné le Sud. Dans ses rapports avec les femmes, il était toujours sentimental; son attitude à l'égard des hommes, sa chaude et franche courtoisie à l'égard de ses amis, son amer ressentiment envers les autres, son langage, son costume, ses manières, tout révélait son origine. Il n'y avait

pas d'étranger qui, le rencontrant, ne reconnût en lui un homme du Sud. Il vécut toujours dans le Nord en étranger, quelque peu sur ses gardes, méprisant assez son entourage, ayant toujours le mal du pays, de son pays qui, il n'en doutait point, ne l'aurait pas reconnu s'il y était retourné. Dans ses lettres, dans sa conversation, dans tous les souvenirs qu'on a de lui, cette marque du Sud se retrouve aussi clairement que dans son teint, ses traits ou ses manières ».

Il n'en reste pas moins que le talent d'Edgar Poe s'est à peu près dégagé des origines dont sa physionomie garde l'empreinte. Si l'homme est bien du Sud, l'œuvre n'a pas un caractère local. La véritable contribution du Sud à la littérature américaine est postérieure à la guerre de Sécession. C'est alors seulement que les barrières sont tombées et que l'unité nationale se réalise jusque dans les esprits et dans les volontés. Les échanges se multiplient entre les deux régions; la vie circule de l'une à l'autre, les intelligences se pénètrent, la culture s'étend et s'enrichit. Romanciers, critiques et conteurs apparaissent dans le Sud transformé où grandissent les villes, où se répandent l'activité et la richesse. M. Henry Van Dyke, écrivain distingué du Nord et professeur à l'Université de Princeton, caractérisait ainsi en quelques traits, dans ses conférences de la Sorbonne, les principaux noms de cette ère nouvelle : « Les jolies et fines histoires

de George W. Cable reflètent la poésie et le romanesque de la vie des créoles en Louisiane. James Lane Allen et Thomas Nelson Page sont parmi les hommes qui ont le mieux exprimé dans des œuvres d'imagination en prose l'atmosphère et le tempérament du Sud. Les poèmes de Madison Cawein sont tout pleins des parfums et des floraisons du Kentucky. Joel Chandler Harris a rendu classiques les vieilles histoires des nègres dans son *Uncle Remus*. Ces noms, et peut-être une douzaine d'autres, réclament une part pour les États du Sud dans le monde des lettres[1] ». Dans cette douzaine il ne faudrait pas oublier celui de Sidney Lanier, un poète mort à trente-neuf ans, en 1881, et dont la poésie, toute pleine de troubles, de sentiments et de rêves, résonne d'une musique douloureuse que l'Amérique n'avait pas encore entendue.

Tels sont les traits caractéristiques du Sud. S'ils n'ont pas été exprimés plus tôt par la littérature, c'est que la vie coloniale s'y maintint jusqu'à la dissolution de l'ancienne société et l'organisation d'une société nouvelle.

A ce point de vue, la grande crise de la guerre de Sécession est une date dans l'histoire littéraire comme dans l'histoire politique, et l'on ne s'étonnera pas que le Midi ait commencé seulement, depuis le dernier quart du siècle précédent, à prendre sa place dans la littérature nationale.

1. Henry Van Dyke. *Le Genie de l'Amerioue*, pp. 306-307.

II. — A peu près en même temps, et sous l'influence des mêmes causes, — quoique une raison différente leur eût ouvert le champ, — l'Ouest apportait sa part et venait élargir à son tour l'esprit américain.

Nous n'avons pas à retracer ici l'étonnant progrès de cette extension vers l'Ouest, à partir de l'acquisition de la Louisiane, en 1803. Quatre années plus tard, Fulton inventait les bateaux à vapeur et donnait ainsi un moyen de pénétration rapide et économique dans ces immenses contrées qu'arrosent de grands fleuves navigables. En 1811, un de ces navires était lancé sur l'Ohio, et bientôt toutes les rivières de l'Ouest s'animaient du va-et-vient des colons et des marchands. Des États nouveaux se forment sans cesse et sont aussitôt ajoutés à l'Union : l'Indiana en 1816, le Mississipi en 1817, l'Illinois en 1818, l'Alabama en 1819. Dès lors, le mouvement ne cesse de croître : création du Missouri en 1821, de l'Arkansas en 1836, du Michigan en 1837, du Texas en 1845, de l'Iowa en 1841, du Wisconsin en 1848, et quand, cette même année, la découverte de l'or fait envahir la Californie — érigée en État dès 1850 — l'immense vide qui la sépare du reste de l'Union aspirera les colons de l'Est et les nouveaux immigrants débarqués sur la côte de l'Atlantique. Longtemps ces molécules flottantes, toujours poussées plus avant, seront empêchées par leur instabilité

même de former un corps compact et une société organisée. Mais à mesure que de grands centres de production ou d'échange fixeront la population, il se formera, sous l'influence d'une élite dirigeante, venue des vieux États de l'Atlantique, une société nouvelle, très différente de l'ancienne, plus exubérante, plus mêlée, plus aventureuse, qui a déjà pris dans l'Union une place considérable et exercé un rôle capital dans ses destinées.

Les États Unis de maintenant ont leur centre de population bien au delà du « Far West » qu'ont illustré les romans de Fenimore Cooper. Si l'on songe qu'en 1790 il était à 23 milles à l'est de Baltimore, et qu'en 1900 il se trouvait à 6 milles au sud-est de Colombus dans l'Indiana, déplacé de 519 milles vers l'ouest, on mesurera ce qu'a été cette expansion. De 1850 à 1860, elle a reculé le centre de population de 81 milles à l'ouest. Tous ces États, dont quelques-uns, l'Illinois, le Missouri, le Texas, l'Iowa, sont aujourd'hui parmi les dix plus peuplés de l'Union, participent étroitement à la vie commune ; ils ont des écoles, des Universités, des journaux ; leurs représentants vont siéger à Washington ; des capitalistes de Boston ou de New-York sont venus et viennent encore y créer des chemins de fer, des ranches, des fermes, des usines et des banques. La culture plus ancienne et plus raffinée de l'Est rayonne par les livres, les revues, les conférences ; et l'Ouest, ainsi fécondé,

accède à son tour à la vie de l'esprit et y exprime, dans des œuvres nées du sol, son originalité.

Le milieu naturel, tel que la nature l'offrait aux hommes, était déjà singulièrement favorable. « Jamais, dit avec raison M. Woodberry, depuis le premier coup d'œil que jetèrent les Hellènes sur la Méditerranée, il n'y avait eu, au cours de la grande migration humaine, une telle impression de beauté et de puissance. L'immensité et la diversité rivalisèrent pendant cette révélation qui dura un siècle. » Mais ce n'étaient ni les aventuriers, ni les explorateurs, ni les marchands de fourrures, ni les chercheurs d'or, qui pouvaient s'attarder à ce spectacle ni surtout s'attacher à en rendre la beauté. Ils ne la voyaient pas ; et si quelque âme en était vaguement troublée, elle n'était point de celles où de tels sentiments arrivent à l'expression. Un âge plus prosaïque encore succéda à la période d'aventure : celui des affaires. Le *business man* a sans doute moins d'yeux encore et moins de complaisance que le pionnier pour les enchantements de la terre et du ciel. Il n'a pas non plus le loisir d'observer les hommes autrement que pour les utiliser. La tâche matérielle absorba donc toutes les activités et l'on vit s'élever dans l'Ouest bien des « royautés », mais non pas celle de l'esprit.

Pourtant, si la vie de l'homme dans ces régions ne favorisait pas la littérature, elle lui préparait une riche matière. « On eût dit qu'ils s'étaient

entendus tous pour y venir faire en même temps, de tous les points du monde, un voyage picaresque ; au hasard de la rencontre, au moment du repos du soir, chacun à tour de rôle se mettait à causer de ses aventures et surtout des gens qu'il avait rencontrés. » Un certain pittoresque commençait à se manifester, non pas celui des choses, mais celui des gens, et il excitait l'humour.

Je n'essaierai pas de définir ici cette sorte d'esprit qui, chez les Anglo-Saxons, prend tant de formes. Fort différent en Angleterre et en Amérique, il est surtout, dans cette dernière contrée, un effet de la perception directe, concrète, des réalités les plus frappantes : excentricités, faiblesses, sottise. Humour et pittoresque deviennent dès lors inséparables ; « ils s'opposent l'un et l'autre à la représentation abstraite, intellectuelle, à la pensée raisonnante, à l'intelligence pure ». C'est de l'art un peu âpre et cru, fruit sauvage encore d'une terre qui n'en a pas porté d'autres. La sagesse de Lincoln lui doit sa saveur ; trop hâtivement cueilli à l'arbre de la vie, il ne peut achever de mûrir dans l'imagination charivaresque de Marc Twain, le type de l'humoriste américain de l'Ouest, chez qui l'humour est, pour ainsi dire, détaché de tout. On ne saurait le trouver ailleurs dans de plus favorables conditions, si l'on veut l'étudier à l'état pur.

Mais nous ne considérons ici que ses rapports avec la région où il a pris naissance et sa contri-

bution à la variété et à la richesse de l'esprit américain. Celui-ci doit davantage sans doute à Bret Harte, le grand écrivain de l'Ouest. « Il n'était pas, comme Mark Twain, né dans le milieu qu'il dépeignit. Son art n'est pas celui de la vie indigène ayant pris conscience d'elle-même et trouvant son expression originale. Bret Harte venait d'un monde étranger ; il était né, il avait été élevé dans l'Est américain. Fils d'un professeur de grec au collège d'Albany, dans l'État de New-York, il grandit dans une bibliothèque et fut depuis son enfance nourri de littérature... Encore adolescent, il fut jeté dans le milieu californien en fermentation, avec sa faculté d'observation, son impressionnabilité, les yeux exercés par la pratique de Dickens à étudier l'homme contemporain, de larges ressources de comique, de sentiment et de bonté[1] ». Les dix-sept années qu'il passa en Californie, de 1854 à 1871, lui fournirent précisément la matière qu'il était le plus capable d'exploiter. S'il a essayé bien des sujets et bien des genres, il n'a été nulle part plus original et plus heureux que dans ses récits californiens.

Ce sont des esquisses de la vie à demi sauvage ou barbare des pionniers de l'Ouest, des aventuriers, des chercheurs d'or. Un critique écossais, John Nichol, les a ingénieusement comparées, dans

1. George-E. Woodberry. *Ouvr. cité*, pp. 155-156.

sa *Littérature américaine*, aux « ballades de la frontière », *Border ballads*, célèbres dans son pays. De part et d'autre, même violence dans l'amour et la haine, la vengeance, la cruauté, même vie sans loi et sans frein, où éclatent la gratitude et la magnanimité. C'est que de part et d'autre nous sommes en face des qualités élémentaires de la nature humaine, reparaissant à la faveur d'une sorte de barbarie primitive, dans un décor vierge. Et le réalisme qui les exprime est tout pénétré de sympathie; il a quelque chose de cordial et de généreux. S'il est par là très humain et atteint à une signification universelle, il n'en est pas moins, il est bien plus encore, profondément américain. Quel pays montra jamais une foi plus optimiste dans le caractère de l'homme, un sens plus indépendant de sa valeur, un jugement plus affranchi de toutes les idées et de toutes les habitudes auxquelles nous sommes tout naturellement enclins à plier nos opinions? Et il faut reconnaître enfin l'esprit de l'Ouest dans ce goût de l'aventure et cette sympathie pour l'aventurier, dans cette conviction que les pires gardent encore le meilleur peut-être de ce qui fait l'humanité : le courage et l'amour, l'action et le dévouement. Nous voilà bien loin des rigueurs puritaines qui ont marqué l'éveil du génie américain et sont restées la marque distinctive de la Nouvelle-Angleterre. Chaque jour coule plus large le flot humain, dans le lit toujours plus vaste qu'il s'est

creusé, d'un bord à l'autre des Océans ; et sur les rives exubérantes du Pacifique, parmi la cohue disparate et tumultueuse qui s'y presse, assemblée de tous les coins du monde, s'élèvent des voix où nous ne reconnaissons plus l'impérieux et dur accent des premiers colons établis sur la côte atlantique : l'esprit américain s'est dilaté à la mesure du cadre même de la nation.

La poésie de Joaquin Miller idéalise cette vie puissante et libre, dont Bret Harte nous a montré la réalité sous ses divers aspects, ou plutôt elle nous en donne une interprétation lyrique après la représentation dramatique. Les *Chants des Sierras* nous font respirer l'atmosphère des grandes solitudes ; ils exaltent la puissance du paysage et le charme de l'aventure. C'est là du moins ce qui leur donne leur signification et leur beauté, telle qu'on la retrouve dès qu'on écarte la tradition littéraire dont il faut la dégager. Il est rare, en effet, qu'un écrivain américain n'ait pas subi fortement une influence anglaise : Bret Harte celle de Dickens, comme Irving celle de Goldsmith, et Fenimore Cooper celle de Walter Scott. Joaquin Miller devait tout naturellement se placer à la suite de Byron. Les montagnes, les déserts, l'immensité des prairies, l'éblouissement de la lumière, les torrents, les incendies, la passion de vivre, la fièvre d'action, la liberté du brigand, du flibustier, du proscrit, tout cela se tient et s'en-

chaîne sans qu'on puisse toujours discerner où finit au juste l'influence de la nature et où intervient l'auteur du *Corsaire*, de *Manfred* et de *Lara*.

« Quelle que soit la part de vérité dans l'inspiration et dans l'interprétation, un point reste acquis : seul Joaquin Miller a essayé de transporter dans le domaine de l'imagination cette phase sensationnelle de la vie de l'Ouest, à laquelle se rattachent toutes les descriptions romanesques de la vie libre de ce pays... Aussi tous ceux qui regimbent sous le joug de la vie sociale, qui aiment à s'imaginer la liberté sauvage et pensent qu'elle n'existe que dans les contrées non civilisées de la terre, ceux-là trouveront-ils toujours dans ses vers l'expression passionnée de ce qu'ils cherchent. »

Telle est la contribution de l'Ouest à la littérature américaine, sa part dans la formation et l'expression du génie national. Elle représente l'apport des populations les moins spiritualisées et de la nature la plus grandiose, plus de réalisme que d'intellectualité, une veine plus chargée de matière et plus concrète. Les trois grandes régions dont nous avons essayé d'esquisser la physionomie et de dégager le rôle, — la Nouvelle-Angleterre, le Sud et l'Ouest, — exercent l'une sur l'autre, et de plus en plus, une influence réciproque ; elles se pénètrent, elles s'harmonisent, et si chacune garde encore son originalité distincte, il n'est pas impossible de discerner déjà, ni surtout de prévoir pour

l'avenir, des caractères nationaux qui permettront de définir le génie américain.

III. — Mais il ne faudrait pas réaliser cette abstraction ou plutôt croire que la nature la réalisera jamais sous nos yeux. Dans des pays d'ailleurs infiniment moins jeunes et moins étendus que l'Union, où, par conséquent, l'esprit national, moins diversifié dans l'espace et plus ramassé dans le temps, pourrait mieux trouver une expression unique et représentative, quel écrivain oserions-nous désigner, seul et à l'exclusion de tous les autres, pour cette place éminente et ce rôle exceptionnel? Quel est l'homme de génie qui représente et épuise l'esprit français? Aucun critique raisonnable n'a jamais manifesté la prétention de le découvrir ni même la naïveté de le rechercher. Il serait plus téméraire encore de désigner un écrivain qui représente le génie américain. Mais rien ne s'oppose à ce que tel ou tel apparaisse comme la figure la plus caractéristique de la littérature américaine, et devant cette démocratie affairée, optimiste, dont les penseurs de l'Est ont excité l'intelligence, les artistes du Sud aiguisé les sentiments, et les écrivains de l'Ouest dilaté les sens, nous voulons bien admettre, après toutes ces précautions et toutes ces réserves, qu'il est un poète, déconcertant pour nous, en qui s'exprime avec une intensité rare son énergie, et que ce poète c'est Walt Whitman.

Sa vie d'abord est une vraie carrière d'Américain, libre, originale, indépendante, dans une société sans cadres rigides, où il reste encore assez d'indétermination pour laisser tout le jeu à l'initiative individuelle. Elle se charge de réalité et rassemble en elle, pendant une longue période de préparation, toutes les richesses éparses de la nature éternelle et de la jeune société. Il promène à travers le continent la force de sensation qui en concentrera les aspects et parmi les diverses conditions des hommes la puissance de sympathie qui en pénétrera les secrets. En lui s'infiltrent et s'amassent de partout, comme en un réservoir profond, les eaux qui trouveront leur issue et formeront un large fleuve. Ce n'est assurément pas dans notre vieux monde, sur les bancs de nos collèges et de nos Universités, que de telles destinées pourraient s'élaborer.

Rien n'a manqué à celle-ci pour devenir éminemment représentative. Né dans une ferme de West-Hills (Long-Island), élevé jusqu'à dix-huit ans au milieu de ses frères et de ses sœurs dans cette *middle class* rurale de la Nouvelle-Angleterre qui représente le premier fonds national, Walt Whitman fit tour à tour, comme la plupart de ses compatriotes, tous les métiers : typographe, instituteur, charpentier, constructeur, journaliste. Entre temps, il voyageait à travers l'Union, et tandis que son œil de poète s'émerveillait de la beauté des

choses, l'activité de ses semblables parlait à son cœur fraternel. Ambulancier volontaire pendant la guerre de Sécession, il devint un infirmier légendaire. La vie rayonnait hors de lui; son entrée dans une salle d'hôpital était un réconfort. Il portait la santé avec lui comme, suivant le beau mot d'un ancien, « la victoire est déjà dans les regards du brave ».

C'est qu'il y avait en cet homme quelque chose de naturel et de « sauvage », au sens où la langue anglaise prend volontiers le mot *wild* et où nous entendons nous-mêmes son équivalent français quand nous parlons d'un produit spontané de la terre. Le fond du tempérament est aussi le fond du caractère, et ils sont l'un et l'autre le fond commun de l'esprit. L'esprit de Whitman, sans rien de nos raffinements logiques, de nos scrupules de méthode et de goût, est singulièrement concret, direct. Il est en contact immédiat avec la nature et en garde « une fraîcheur physique », une vigoureuse sérénité. Pour les besoins de sa pensée, la première philosophie venue suffira, pourvu qu'elle justifie sa croyance optimiste. Il s'accommoda fort bien d'un vague panthéisme hégélien, partout dans l'air vers le milieu du siècle, particulièrement en Amérique, où, comme nous l'avons vu, les essais d'Emerson et le « transcendantalisme » lui avaient donné droit de cité. L'individu pouvait s'en remettre à lui-

même, dans cette doctrine de l'universelle nécessité où il devient à la fois tout puissant et sacré. Elle n'est pas aussi éloignée qu'on pourrait le croire de l'idéalisme puritain, et il est permis de se demander si même elle n'en serait pas la suite, non point sans doute dans le même sens, mais avec une réaction de la nature méconnue et sacrifiée, — une sorte de transposition naturaliste de la doctrine du salut. Walt Whitman et Emerson s'exprimaient l'un et l'autre presque dans les mêmes termes et il n'est pas besoin d'autre preuve que nous sommes bien dans les deux cas en présence du véritable esprit américain.

Dans les deux cas, d'ailleurs, il aboutit à la glorification de l'Amérique, de son labeur, de sa puissance et de sa destinée. Chez le poète cette apologie prend la forme d'une vision, et il célèbre la cité future, héritière du passé dont elle ne renie rien et qu'elle vénère; il chante le vaisseau déjà magnifique dans le présent, en marche vers l'avenir, chargé d' « un résumé de la terre ». « Gouverne d'une main solide et d'un œil avisé, ô timonier, tu portes de grands compagnons, — la vénérable Asie sacerdotale fait voile en ce jour avec toi, — avec toi fait voile la royale Europe féodale ».

S'il n'y avait dans son œuvre que cette inspiration, aucun de ses compatriotes sans doute n'eût dénié à Walt Whitman la qualité éminemment représentative de son génie. Les critiques d'Eu-

rope répètent volontiers le mot de Lincoln : « Mais il a l'air d'un homme! » Ils aiment citer le témoignage d'Emerson appelant *les Feuilles d'herbe* « la plus haute manifestation d'intelligence et de sagesse qui se fût encore produite en Amérique ». Beaucoup de critiques américains voient autre chose : cette manifestation est énorme, bruyante, confuse; elle déborde comme un torrent et emporte tous les efforts de culture, toutes les habitudes d'élégance contractées à notre école, toutes les traditions civilisées que l'Ancien Monde a léguées au Nouveau. L'Amérique a l'impression d'être rejetée en pleine barbarie; elle rougit de voir étaler à ses regards, et surtout aux nôtres, l'exubérante vitalité de son corps robuste; elle recule devant l'expression rude et « sauvage » — il faut encore employer ici le mot — de ses sentiments et de ses pensées. Elle attache avec fierté les yeux sur les plus spiritualisés de ses penseurs, sur ses lettrés, sur ses artistes; elle nous montre un Emerson, un Longfellow, un Hawthorne, et ombrageuse devant nos opinions où elle sentit percer trop souvent le dédain, elle nous crie, elle crie à la prude Angleterre dont la langue est celle aussi de cet étrange poète : non, il n'est pas le dernier mot, la suprême expression de notre littérature et de notre esprit; sa voix n'est pas notre voix et nous ne reconnaissons pas dans ses paroles l'âme même de la nation.

Sentiment bien humain, bien naturel. On ne pourrait guère s'expliquer autrement — et on s'explique fort bien ainsi — la sévérité des meilleurs juges américains à l'égard d'un poète en qui l'Europe reconnaît la plus puissante voix poétique de leur nation. « Whitman, dit M. Henry Van Dyke, un écrivain confus et sans esprit critique, négligent, bruyant, intolérablement verbeux, avec de rares cadences de musique dans un torrent de sonorités, et de rares éclairs de vérité dans un nuage de mots ».

Fût-on disposé à accepter telle quelle cette opinion d'un lettré de l'Est, étroitement rattaché à la plus pure tradition idéaliste, on n'en resterait que plus tenté de se demander si ce poète ne représente pas mieux qu'aucun autre, non point certes la vieille culture raffinée de Harvard, de Princeton ou de Yale, mais la vie colossale, hétéroclite et tumultueuse qui se développe dans l'immense territoire de l'Union, et qui anime des cités comme New-York, San-Francisco et Chicago. M. Woodberry semble en convenir; il semble accepter comme juste le sentiment européen que la « littérature polie » des États-Unis, celle d'Emerson, de Longfellow, de Hawthorne, de Holmes, de Whittier, de Lowell, « n'était pas caractéristique, qu'elle n'était qu'un prolongement de la vieille tradition, une littérature anglaise transplantée sur un nouveau terrain et d'ailleurs si fidèle au passé qu'on ne voyait guère

de changement », et il admet enfin qu'un Bret Harte ou un Joaquin Miller, un Mark Twain et surtout un Walt Whitman représentent mieux une nouvelle race d'hommes. Mais il ajoute aussitôt : « Le jugement national n'a pas partagé cette manière de voir ». Nous avons essayé d'expliquer pourquoi, et nous ne ferons pas difficulté de conclure avec ce distingué critique, écrivain lui-même et poète, en même temps que professeur de littérature comparée à l'université Columbia : « Un poète dans lequel une nation entière refuse de se reconnaître ne peut pas être considéré comme son représentant, eût-il même un fort goût de terroir ». Nous ferons seulement remarquer d'abord que cette unanimité est très contestable, ensuite que le goût de terroir est en effet assez fort pour nous faire considérer Whitman comme essentiellement américain, le seul peut-être de tous les écrivains de son pays — je dis « peut-être » en pensant à Emerson — qui n'aurait pu exister ailleurs. Cette opinion n'implique nullement au surplus la nécessité de lui sacrifier personne. Nous ne pensons pas qu'il faille lui demander, et ne demander qu'à lui, l'expression totale du génie américain, pas plus qu'on ne doit demander à Voltaire, par exemple, celle du génie français tout entier. L'âme d'un peuple est toujours plus grande et plus riche que celle d'un individu.

CHAPITRE IV

La Pensée et l'Art.

I. Caractère pratique de la philosophie et de la science. — Le « pragmatisme » de William James. — L'ingéniosité d'Edison.
II. L'art en Amérique. — Les obstacles à son originalité. — La formation du goût : les musées et les collections particulières. — La production : architecture ; les peintres de portraits ; la sculpture. — Une république marchande qui veut devenir artiste.

I. — La littérature est comme une région moyenne entre la pure spéculation et l'art proprement dit. C'est encore dans cette zone intermédiaire, où le langage, commun à tous les hommes et compris de tous, suffit à tous les besoins, que l'esprit américain s'est trouvé le plus à l'aise et s'est manifesté avec le plus d'éclat. Ni dans les recherches de la philosophie et de la science, ni dans les formes où l'art traduit aux sens son interprétation de la vie, il ne s'est montré encore véritablement original et créateur.

On l'a dit et redit bien des fois, nous l'avons dit nous-même et il n'est pas besoin d'y insister ici, le génie américain devait être amené par les circons-

tances à prendre d'abord et à garder longtemps un tour positif et pratique. « Les immigrants du XVIIe siècle — dit M. Émile Boutmy, auquel il faut toujours en revenir quand on essaie une psychologie du peuple américain — étaient, dans toute la force des deux termes, des hommes d'action et des hommes de foi. L'aventurier et le dévot se rencontrèrent ainsi et mélangèrent leurs qualités spécifiques dans un type fortement trempé », qui n'était ni celui du philosophe, ni celui de l'artiste. S'il se modifia peu à peu, nous ne pouvons pas prétendre qu'il se soit encore transformé ; il garde l'empreinte de ses origines, et les conditions qui commencèrent de le façonner alors, différentes sans doute après deux siècles, n'ont pourtant pas complètement changé ni cessé surtout d'agir sensiblement dans le même sens. Le temps n'est certes pas venu, s'il doit jamais venir, où ce grand peuple s'abandonnera aux curiosités désintéressées et aux longs loisirs. Cela ne signifie pas qu'il soit resté étranger au désir de connaître ou indifférent à la beauté. Nous avons vu le rôle de l'instruction aux États-Unis. Nulle part on n'a mieux senti, ni plus vite, le besoin d'apprendre, la nécessité de « savoir afin de pouvoir ». Mais cela même marquait les limites et le but de la spéculation. Elle devait servir aux fins de la vie, et dès lors il suffisait d'emprunter au vieux monde les résultats utilisables des travaux où se consumaient ses savants et ses penseurs.

Penseurs et savants furent donc, durant les trois siècles d'exploration, d'exploitation et d'organisation qui constituent à peu près toute l'histoire actuelle des États-Unis, des exceptions dans ce grand pays. La pensée elle-même s'y mettait au service de l'action, et la philosophie pure ne donna d'abord rien de comparable aux *Éléments de droit international* de Wheaton, ou aux *Principes d'économie politique* et aux *Principes de science sociale* de Carey. Elle n'avait pas cessé pourtant de se maintenir en Nouvelle-Angleterre par la théologie et par la morale, aboutissant, sous la première forme, à Jonathan Edwards, au milieu du XVIIIe siècle, et, sous la seconde, à Emerson, au milieu du XIXe; encore est-ce dans l'évolution littéraire des États-Unis, qu'il faut replacer celui-ci pour le juger à sa mesure.

La science apparaissait vers le même temps. Mais c'est à Londres que le naturaliste Audubon publia, de 1828 à 1839, son fameux ouvrage « Les Oiseaux de l'Amérique », *The Birds of America*, et c'est à Paris qu'il avait achevé son éducation de savant. Cette première œuvre fut complétée par la « Biographie Ornithologique », *Ornithological Biography* (Philadelphie, 1832), et suivie du grand travail sur « Les Quadrupèdes vivipares de l'Amérique », *The Viviparous Quadrupeds of America* (New-York, 1845-1858).

L'ensemble de ces publications exerça une pro-

fonde influence sur le développement de la curiosité scientifique et des recherches en Amérique. Mais elle fut de beaucoup dépassée par celle d'Agassiz (1807-1873), qui n'est pas un Américain. Né en Suisse, étudiant à Lausanne, à Zurich, à Heidelberg et à Munich, ami de Cuvier et protégé de Humboldt, il était déjà célèbre par de magnifiques travaux[1] et quatorze années d'enseignement à Neuchâtel, quand le roi de Prusse l'envoya en mission, en automne 1846, dans l'Amérique du Nord dont il devait faire sa patrie d'adoption. Ses premières leçons au *Lowell Institute* de Boston, ses cours à la *Lawrence Scientific School*, dépendance de l'Université Harvard, son exploration du Lac Supérieur, ses travaux sur la Floride, son enseignement à Charleston, dans la Caroline du Sud, sa création du Musée de Zoologie comparée à Cambridge (Mass.), sa grande expédition scientifique au Brésil, ses voyages maritimes pour explorer les profondeurs de l'Océan Atlantique austral et du Pacifique, son organisation d'une « école d'été » d'histoire naturelle dans l'île de Penikese, ses écrits, ses conférences surtout, très populaires, dans diverses villes de l'Union; — ces vingt-sept années d'une prodigieuse activité appliquée à l'étude scien-

1. Selecta genera et species piscium quos collegit et pingendos curavit J.-B. de Spix : digessit, descripsit et observationibus illustravit doct. L. Agassiz, Munich, 1829-31; — *Recherches sur les poissons fossiles*, Neuchâtel, 1833-1843, 5 vol. in-4 et 311 pl. in-fol.

tifique du Nouveau Monde et à la diffusion de cette étude : voilà sans aucun doute à quoi il faut attribuer l'intérêt toujours plus grand qui ne cessa de s'y manifester depuis pour les sciences naturelles et leur essor dans les Universités. L'impulsion était venue du dehors : une fois donnée, elle suscita des volontés capables de l'entretenir.

A mesure, d'ailleurs, que les Universités se multipliaient et se développaient, « le point de vue spéculatif » s'élevait graduellement « au-dessus des courtes perspectives de l'esprit pratique ». La philosophie même semblait retrouver sa liberté, et il y a loin, certes, des remarques utilitaires d'un Franklin ou des nobles directions morales d'un Channing à la subtile psychologie que M. William James[1] a du premier coup imposée à l'attention des spécialistes européens. Pourtant, qu'on veuille bien y regarder d'un peu près et l'on verra l'originalité du génie national se manifester même dans ces spéculations en apparence toutes théoriques et du caractère le plus désintéressé. Déjà un observateur sagace, M. Paul Adam, s'était amusé à signaler dans la théorie de l'émotion, telle que l'a présentée M. William James, une justification psychologique du *bluff*. Elle renverse, en effet, le rapport généralement admis jusqu'ici entre les phénomènes de conscience appelés émotions et les phénomènes

1. Voir le dernier ouvrage de W. James : *La Philosophie de l'Expérience.* (Bibliothèque de philosophie scientifique.)

corporels qui les accompagnent. Les premiers, pensait-on, produisent les seconds : M. William James vient nous expliquer qu'ils sont produits par eux. Ce n'est pas parce que j'ai peur, que je tremble, mais parce que je tremble que j'ai peur. Les signes extérieurs de l'émotion engendrent sa réalité. Il ne n'agit donc plus d'être avant de paraître, mais de paraître d'abord pour être ensuite. Donnez-vous des airs de grandeur : on vous croira grands; faites les gestes qui effraient: ils éveilleront le sentiment que vous êtes redoutable.

Sans doute; mais on n'avait point attendu M. William James pour juger, par tous pays, des gens sur l'apparence. Sa théorie a une autre signification, bien plus profonde, et bien plus américaine. La vraie conséquence n'est pas qu'il faut s'efforcer de paraître ce qu'on veut *être pour les autres*, mais que le meilleur moyen d'*être vraiment et pour soi* tel ou tel, c'est de se donner d'abord l'apparence qui correspond à cette réalité, ou, en termes plus précis, de prendre l'attitude et d'exécuter les mouvements qui la manifestent au dehors. Ce n'est plus un artifice pour faire illusion aux autres, mais une méthode pour agir sur soi. On ne joue plus la comédie : on adopte une règle de conduite et une hygiène morale. Pascal avait déjà conseillé à ceux qui veulent croire, de prendre de l'eau bénite et de plier les genoux. Profonde intuition d'un génie qui

a tout entrevu; elle n'avait paru qu'une boutade amère à notre race intellectualiste, qui craindrait plutôt de n'élever jamais assez le sentiment au-dessus de l'organisme et l'idée au-dessus du sentiment. Il appartenait au génie américain de retrouver cette conception et de lui donner toute sa valeur pratique. Si l'émotion ne fait que traduire à notre conscience les réflexes corporels provoqués par ce que nous appelons son objet, notre sensibilité, tout à fait indépendante de notre intelligence, se trouve profondément immergée dans la nature et du même coup, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ramenée sous l'empire de la volonté : il est toujours facile, en effet, d'agir sur le corps et nous devenons les maîtres de nos émotions par l'intermédiaire des mouvements corporels. L'hygiène, l'entraînement, l'énergie physique, voilà les maîtres du vouloir, à qui doit passer la direction de notre conduite et le premier rôle dans nos efforts vers une vie à la fois plus morale et plus féconde.

On ne vit bien le véritable esprit des doctrines de M. William James que lorsqu'il s'affirma hors des travaux techniques de psychologie, dans une œuvre d'intérêt universel consacrée à des problèmes où se passionne l'opinion. Invité en 1900 à donner des conférences dans une Université d'Écosse, il avait choisi pour entretenir ses auditeurs européens « les variétés de l'expérience religieuse ». Les conférences sont devenues un gros

livre, traduit et commenté chez nous et ailleurs avec une vive curiosité.

Considérant les phénomènes religieux dans l'ensemble psychologique dont ils font partie, et s'appliquant à les distinguer des phénomènes concomitants et des espèces voisines, — les modifications de la personnalité, — M. William James pousse ainsi jusqu'à la détermination de l'élément religieux proprement dit. Cette analyse, qui est d'une psychologie très subtile, n'importe pas ici. C'est la première partie de sa tâche. La seconde consiste à déterminer la valeur du fait dégagé par l'analyse. Il trouve ainsi que « dans la réalité, il y a autant de formes de l'expérience religieuse qu'il y a d'individus religieux. La religion tient à la vie; et chacun vit selon son tempérament et son génie propres[1] ».

Il recherche ensuite « quels sont les effets de l'émotion religieuse, si ces effets sont bons et souhaitables, et s'ils pourraient être obtenus par quelque autre moyen que la religion ». C'est sa manière à lui d'établir la « vérité » religieuse. Il se place au point de vue qu'on appelle aujourd'hui « pragmatiste » et qu'on appelait hier encore, tout simplement, moral et pratique. Il y a cependant quelque chose de plus dans le pragmatisme, à

1. Émile Boutroux, *Science et Religion dans la philosophie contemporaine*, 2e partie, ch. iv. (Bibliothèque de philosophie scientifique).

savoir une identification de la vérité et de la valeur, celle-ci étant déterminée comme les savants déterminent les faits eux-mêmes, « suivant une méthode entièrement empirique. Une idée, une croyance, un sentiment ont de la valeur, si l'expérience les confirme, c'est-à-dire si l'événement répond à l'attente qu'ils renferment ». On ne démontre pas une doctrine, on la vérifie ; et cette vérification ne peut se faire que d'une manière toute positive : par des faits. Une loi naturelle est reconnue vraie si la nature « agit » conformément à cette loi ; de même, la vérité d'une idée morale ou religieuse se reconnaît à la valeur des actes qu'elle détermine. Il n'y a de vérité que par rapport à l'action.

Voilà le point qu'il importait peut-être de mettre en lumière dans cette esquisse des caractères essentiels de la pensée américaine. Nous lui retrouvons toujours, sous ses aspects les plus opposés et chez ses représentants les plus divers, un tour utilitaire et pratique. La conduite en cette vie et le salut dans l'autre obsédaient les théologiens puritains de la période coloniale ; c'est encore au premier de ces problèmes que s'attachait la tranquille sagesse d'un Franklin, et nous avons retrouvé, secrètes, inavouées peut-être, des préoccupations analogues dans la psychologie d'un William James et dans sa philosophie religieuse. Autant dire que les Américains ne pensent pas sans l'arrière-pensée de la vie, de l'action et de la volonté.

A plus forte raison leur science est-elle tournée tout entière vers la pratique, les inventions et les progrès. Les plus désintéressés des savants d'Europe aiment à célébrer dans la science la suprême condition de la puissance de l'homme. Que serait-elle autre chose pour un peuple à qui sa destinée présentait à la fois, d'un seul coup, toutes les tâches humaines à accomplir et tous les moyens déjà trouvés de les exécuter? Il s'est mis à l'œuvre résolument, plus pressé d'appliquer les vérités connues que d'en découvrir de nouvelles, plus fertile en inventions de détail qu'en vues d'ensemble, plus porté aux réalisations ingénieuses qu'aux hypothèses géniales, plus industrieux que créateur. La figure la plus populaire et la plus représentative de la science américaine, c'est Edison, le magicien de la vie matérielle, le « sorcier de Menlo-Park », le roi des inventeurs, dans le pays qui nous a donné, parmi tant d'autres, Fulton et la navigation à vapeur, Morse et son télégraphe, Elias Howe et sa machine à coudre, Graham Bell et son téléphone. A quarante-cinq ans, il comptait déjà à son actif plus de six cents inventions, dont beaucoup à la vérité ne sont que des perfectionnements, tandis que d'autres, comme le phonographe, sont l'œuvre exclusive de sa merveilleuse fécondité. La vie romanesque de ce *self-made man*, de cet homme qui ne doit rien aux écoles et n'a livré à la science aucun des secrets inconnus de la nature, son œuvre con-

nue de tous, illustrent avec éclat les procédés et les démarches de l'esprit américain.

II. — On conçoit que cet esprit ne se soit pas manifesté dans les créations lentement mûries, longuement préparées, entièrement désintéressées de l'art. Cette « activité de jeu » n'est pas celle qui lui convient, et les circonstances lui en imposèrent une autre, de sorte qu'il n'eut ni le goût de s'y livrer, ni le loisir. L'architecture eut quelque peine à se développer dans un pays dont les habitants disaient que « les maisons étaient destinées à l'usage, non à l'ornement[1] ». Et son cas devint infiniment plus critique quand ceux-ci, avec le progrès de la richesse, changèrent d'opinion. Ce fut le triomphe de la prétention et du mauvais goût, à leur apogée vers 1860. Depuis, on ne saurait nier qu'il y ait eu de réels progrès et peut être ne serait-il pas excessif de placer Henry Hobson Richardson, comme le demandent ses compatriotes, parmi les grands architectes du monde. Grâce à lui, notamment, on commence à comprendre qu'environner la vie humaine de beauté c'est lui ajouter une valeur nouvelle; et un architecte de paysage comme Frederick Law Olmsted ne peut que collaborer de la manière la plus heureuse aux progrès de l'art et du goût.

1. Parole d'un des premiers colons de Virginie, — rapportée par John Fiske, *History of the United States*, p. 507.

Les Américains sont fiers non sans raison d'une lignée de portraitistes, de Copley à Sargent. Et il faut leur rendre aussi Whistler. Il est vrai que le premier était un Irlandais, né à Boston, qui se fixa d'assez bonne heure en Angleterre. Mais les deux autres sont bien Américains, sans compter Gilbert Stuart, John Trumbull, Benjamin West et Washington Allston. La dernière moitié du XIXe siècle a vu se former d'excellents peintres de paysage: Durand, Cole, Huntington, Inness, Church, Bierstadt, Gifford, Kensett, Whitredge, Cropsey, Winslow Homer et Homer Martin; des peintres de genre comme Eastman Johnson, Perry, Hennessy; de puissantes originalités comme Elihu Wedder et John La Farge, dont les aquarelles « où sont lyriquement tracées mille apparences des îles écloses au milieu du Pacifique, déjà, peuvent indiquer quelles forces surgiront de ces innombrables tentatives vers la beauté »[1].

Si la sculpture, art plus sévère, excite moins de curiosité encore dans le public et se montre plus ménagère de ses productions, elle est représentée par de très honorables talents: Greenough, Crawford, Powers, Ball, Story, Ward, Mac Monnis, au-dessus desquels il faut mettre hors de pair

1. PAUL ADAM, *Vues d'Amérique*, p. 446. L'appendice de ce livre constitue un véritable rapport sur les Beaux-Arts à l'occasion de l'Exposition de Saint-Louis. Nous lui empruntons les citations ci-dessus.

MM. French et Saint-Gaudens. L'*Ouvrier* du premier, ses statues équestres de Washington et du général Hooker seraient dignes d'inaugurer une tradition nationale. Nationales aussi, dans leur forte et expressive beauté, ces œuvres de M. Saint-Gaudens : le *Lincoln* de Chicago, le monument de M. Adam à Washington, et surtout peut-être le *Puritain* que Paris a pu voir en 1900. « Œuvre vénérable, tant par la grande simplicité des lignes que par la physionomie du corps, expressive comme un visage depuis la forme des souliers jusqu'à celle du chapeau. Toutes les habitudes et tous les principes du personnage, toute sa coutume, ainsi qu'on disait jadis, sont signifiés par les moindres plis du vêtement, tandis que la tête est le symbole d'une âme énergique, certaine, agressive et endolorie ».

De telles œuvres sont exceptionnelles et il n'en reste pas moins que l'Amérique n'a pas donné encore l'art original qui eût été l'expression de sa vie. M. Paul Adam en fut frappé à l'exposition de Saint-Louis : « Rien, en tout cas, qui perpétuât les beautés de ces villes colossales, leurs quartiers actifs, les buildings de New-York ou de Chicago, les feux ni les ateliers cyclopéens de Pittsburg; rien qui enseignât la prodigieuse Amérique au monde; mais mille et une études très agréables. Elles semblent avoir été brossées dans nos Batignolles, nos Montmartre et nos Barbizon ». C'est que cette peinture est encore à l'école; et l'école,

jusqu'au milieu du XIXe siècle, fut, pour les peintres et les sculpteurs, de l'autre côté de l'Océan, dans les grands centres d'art européens. Les charmantes *Reminiscences of a Portrait painter*, de George P.-A. Healy (1813-1894), nous montrent ce que pouvait être alors la formation d'un jeune peintre américain. Healy pourtant était né à Boston, la capitale intellectuelle des États-Unis, la ville lettrée, celle qui ressemblait le plus à une cité d'Europe. A seize ans le hasard lui ayant mis pour la première fois un pinceau à la main, il découvre sa vocation et décide d'être peintre. Mais il n'y avait ni académies, ni cours de dessin, ni collections de tableaux où étudier. Il se met à copier toutes les estampes qu'il peut trouver et à faire le portrait de qui veut bien poser pour lui. Le boucher de la maison fut un de ses premiers modèles. Un jour, Miss Stuart, la fille du célèbre portraitiste, lui prête une gravure de l'*Ecce Homo* de Guido Reni ; il la copie sur toile, la colorie de son mieux, s'inspirant, pour les teintes des chairs, de son propre visage. Un brave homme de libraire consent à l'exposer à sa vitrine, et un pauvre curé de campagne en donne dix dollars. Notre jeune artiste avait dix-huit ans quand lui vint son premier encouragement sérieux. Une commande avait appelé Sully à Boston. Miss Jane Stuart lui parla des essais du « petit Healy » qui décidément l'intéressait, et le maître lui fit dire que s'il voulait exécuter une

esquisse d'après nature et une copie d'une des figures de Stuart, il lui donnerait volontiers quelques conseils. Quand le jeune homme présenta son travail, Sully lui déclara avec beaucoup de chaleur : « Mon jeune ami, je vous engage à faire de la peinture votre carrière ». Fort de ce témoignage, il loue un atelier et attend un modèle. Son propriétaire lui commande généreusement deux portraits ; il les expose et, dès lors, rêve de faire un portrait de femme. Un officier, qui posait chez lui, le recommande à une belle personne, reine de la mode de Boston, et le voilà presque « lancé ». Il a quelque argent, une petite renommée locale et, mieux encore, le bon sens de reconnaître qu'il lui reste tout à apprendre, qu'il a travaillé sans maître et qu'il lui faut maintenant une véritable école. Il vient étudier à Paris, dans l'atelier de Gros. Il devait passer en France la plus grande partie de sa vie.

Ainsi toutes ses dispositions naturelles, toute son énergie, sa chance même, n'avaient conduit le jeune Américain qu'à se déraciner. Ce cas typique représente assez bien celui de tous les artistes contemporains de Healy et ses compatriotes. Leur éducation les détachait de leur pays, au lieu de les faire pénétrer plus avant dans son âme. Ils devenaient des peintres européens, fixés quelquefois à Paris, comme Healy lui-même, ou à Londres. Il n'en va déjà plus de même aujourd'hui. Beaucoup de

grandes villes d'Amérique ont d'excellents musées, et chaque jour, à tout prix, les collections publiques ou privées ne cessent d'accroître leurs richesses, le plus souvent aux dépens des nôtres. Le dernier tarif douanier, devenu loi le 5 août 1909, dégrève de tous droits d'entrée aux États-Unis les œuvres d'art qui remontent à plus de vingt ans. Rien n'arrêtera plus leur exode au pays des dollars.

Des chefs d'orchestre comme Théodore Thomas ont essayé depuis quarante ans de familiariser, par de grands concerts, leurs compatriotes avec les plus grandes œuvres musicales, de Bach à Wagner; des conservatoires ont été créés et déjà les critiques d'outre-mer nous ont annoncé un compositeur national dans la personne de John Knowles Paine.

On peut donc prévoir le jour où les conditions de la vie sociale américaine se rapprochant des nôtres, — « le territoire entièrement occupé et exploité, moins d'élan vers une richesse qu'il faudra disputer à d'autres pour l'acquérir, des accumulations de richesse acquise créant la curiosité avec le loisir[1] », — la science et l'art se développeront aux États-Unis comme ils se sont développés dans nos civilisations d'Europe. On a rappelé avec raison à leur propos que la république de Venise fut marchande avant d'être artiste, et à

1. E. Boutmy. *Ouvr. cité*, p. 323.

ceux qui objecteraient que la race anglo-saxonne n'a pas reçu du ciel les mêmes dons, comment ne songerions-nous pas à répondre que l'immigration apporte chaque année le sang de toutes les races et mêle dans une proportion toujours plus forte l'élément italien? Rien n'empêchera sans doute les Américains de réussir puisque même dans des circonstances défavorables ils en manifestèrent résolument la volonté.

LIVRE V

L'ÉVOLUTION POLITIQUE

L'État est comme le corps même, — le corps politique,— de la nation. Nous allons voir se constituer peu à peu, évoluer, grandir et se fortifier, l'organisme dont nous avons considéré jusqu'ici la vie intérieure et les grandes fonctions. Nous savons maintenant par quel esprit il est animé et régi, esprit et corps d'ailleurs indissolublement unis à travers le temps et solidaires. Le développement du second reflète le développement du premier, qui s'y extériorise en quelque sorte et s'y manifeste. Nous avons expliqué comment il y a une nation américaine, consciente de sa grandeur et de sa force, capable de mesurer ses besoins et sa puissance. Il nous reste à envisager l'État américain, tel qu'il s'est constitué par la formation d'états divers et leur union. Les États-Unis sont entrés dans la phase d'expansion. L'impérialisme

transforme leur situation internationale, en Amérique et hors d'Amérique. Il est le terme d'une évolution continue, qui a transformé parallèlement le mécanisme de l'appareil constitutionnel, donné une importance croissante au gouvernement fédéral et accentué le caractère personnel des pouvoirs de son chef.

CHAPITRE I

L'Appareil constitutionnel.

Les origines de l'État : l'hypothèse du « Contrat social » réalisée : convention effective et volontaire entre individus libres. — Les *townships*. — Le *self government*. — Les villes et comtés. — Les *Commonwealths*. — Indépendance respective des divers groupes locaux au moment de la rupture avec l'Angleterre. — Répugnance à l'unité. — Dans quelles conditions est organisé l'État fédéral et comment les pouvoirs lui sont mesurés. — Comparaison avec l'État français.

Ce n'est pas la Constitution adoptée le 17 décembre 1787 et mise en vigueur le 13 septembre 1788, qui pourrait nous faire connaître dans ses détails la vaste machine politique dont elle a seulement monté quelques pièces et mis en marche quelques rouages. L'organisation de l'État fédéral n'est pas le point de départ d'une évolution politique : elle en est le terme. Elle est le couronnement des constitutions particulières. « Notre système tout entier est dans son ensemble une expansion du gouvernement local autonome », dit M. Judson S. Landon, dans son ouvrage classique : *The Constitutional History of the United States*, — une transaction entre

les droits du pouvoir fédéral et ceux des États particuliers. Ces États eux-mêmes, qui correspondaient aux anciennes « Colonies », ne représentaient point une organisation initiale imposée à un groupe : les *commonwealths* s'étaient superposés à des groupements antérieurs dont ils avaient dû respecter l'autonomie. C'est à cette organisation initiale qu'il faut remonter. Ces premières associations, ces communautés originelles sont la base sur laquelle repose tout l'édifice politique de la grande nation américaine, ou, si l'on préfère un autre langage, plus conforme à la nature même des choses vivantes, elles sont les cellules primitives dont l'évolution donnera l'organisme que nous voyons aujourd'hui.

L'hypothèse du contrat social a été, comme on l'a fait remarquer, réalisée en Amérique, au début du XVIIe siècle. Quand les « Pèlerins », partis de Plymouth, signèrent à bord de la *May Flower* leur « covenant », pour l'organisation d'un « corps politique », ils concevaient leur État comme le leur eût prescrit, un siècle et demi plus tard, J.-J. Rousseau, et s'il eût trouvé peut-être la « gloire de Dieu » et le « développement du christianisme » des fins bien puritaines, qu'aurait-il pu objecter à des contractants qui prenaient « le bien commun » comme but prochain, « des lois et des ordonnances » comme moyen, « l'obéissance et la soumission » comme le devoir et l'engagement de

chacun? — Quand Roger Williams, chassé de la colonie de Massachusetts par l'intolérance religieuse des Puritains, alla fonder un peu plus loin, avec ses vingt-deux compagnons, un autre « corps politique », où régnât la liberté de conscience, il n'agissait pas différemment. La petite troupe convint aussitôt d'élire à la majorité un gouverneur et des juges.

Ces deux exemples montrent comment se constituèrent, par une convention effective et volontaire entre individus libres, ces « communes » ou *townships* dans lesquelles tous les historiens reconnaissent aujourd'hui les véritables origines et les éléments fondamentaux de l'organisation politique des États-Unis. Plus tard, des nécessités d'action contre les Indiens ou d'entente contre la métropole rapprochèrent les *townships*. Les occasions de se concerter n'étaient pas rares entre groupes qui, occupant un même territoire colonial, relevaient d'une même charte. Au Sud, dans l'ancien domaine de la compagnie de Londres et les colonies qui s'y étaient ajoutées, l'organisation est différente, de par la nature même des choses. Chacun des grands domaines forme à lui seul un tout : le *township* n'a pas, primitivement, l'occasion de se constituer. C'est le comté qui devient le cadre ordinaire de l'activité politique. Les planteurs les plus considérables y gèrent les affaires sous le titre de *justice of peace*. Mais l'effet est le

même : partout le *self-government* a substitué aux individus des unités collectives, et ce sont ces unités, non (comme en France, par exemple) une poussière d'individus, que le nouveau régime aura à organiser.

Il n'y a pas de doute ni de discussion là-dessus ; nous n'avons que l'embarras de choisir entre les formules. Empruntons celle-ci à un juriste fameux, le juge Brown, de New-York : « A l'époque où fut faite la première Constitution, le territoire entier de l'État était divisé et distribué en circonscriptions représentant des personnes civiles : comtés, villes et *townships*. Ces circonscriptions sont aussi anciennes que le gouvernement. L'État n'a pas existé un jour sans elles. Toutes les pensées et toutes les notions que nous avons sur le gouvernement civil sont associées avec les comtés, les villes et les *townships*. Ce sont des éléments permanents dans la charpente du gouvernement ; ce sont des institutions d'État. L'État, dans son ensemble, est et a toujours été une agrégation de ces corps locaux [1]. »

Ils n'étaient pas prêts à s'agréger encore et ils n'en éprouvaient nul besoin, quand la nécessité de défendre leurs droits et de les maintenir vint les contraindre brusquement à une rupture qui impli-

1. Déclaration du juge Brown, de New-York, citée par E. Boutmy dans ses *Éléments d'une psychologie politique du peuple américain*. Nous ne pouvions suivre, pour tout ce livre V, un guide plus sûr. Sauf indication contraire, toutes les citations lui sont empruntées.

quait la souveraineté et les mettait ainsi en face du problème politique de l'union. Nous savons par les témoignages les plus qualifiés et les plus décisifs, — ceux de Franklin, de John Adams et de Washington, — quel était à cet égard le sentiment des colonies. « En 1774, les instructions du New-Hampshire, de la Pensylvanie, de la Virginie et de la Caroline du Sud parlaient de leur fidélité au roi, et le Congrès provincial de New-York, en félicitant Washington de sa nomination au poste de généralissime, représentait un arrangement avec la mère-patrie comme le plus cher désir de tout cœur américain... En mai 1776, l'esprit public en Virginie répugnait encore à toute idée d'indépendance. Cette même idée n'était pas moins impopulaire que le *stamp act* lui-même en Pensylvanie, dans les États de la zone intermédiaire et dans ceux du Sud, surtout en Géorgie. L'un des délégués de cette dernière colonie au Congrès de 1776, déclarait que l'homme qui proposerait la séparation dans sa province aurait chance d'être mis en pièces. En réalité, il n'y avait de décidée à prendre ce parti que la Nouvelle-Angleterre. Elle entraîna la Virginie, et celle-ci les autres... C'est par le cours impétueux des événements qu'ils ont été entraînés à constituer un État et une souveraineté fédérale sans les avoir souhaités, sans en bien sentir la nature intime, presque à contre-cœur, en s'étonnant et s'inquiétant de leur œuvre. »

La Constitution de cet État se ressent de son origine. Elle est simplement un traité entre des États déjà investis de la puissance publique. Elle laisse en dehors du Congrès, c'est-à-dire du pouvoir législatif, la liberté religieuse, celle de la parole, de la presse, de la personne ; l'État fédéral n'a été créé que pour défendre ces droits fondamentaux, menacés par la métropole, et il n'existe, en somme, que pour les protéger. En 1787, Jefferson écrivait à la Convention de Philadelphie, réunie pour reviser toute la Constitution, suspecte à la majorité des États qu'offusquait la seule idée d'un pouvoir central : « Voici quelle est mon idée essentielle : faire de nous une seule nation sur toutes les questions de politique extérieure et *des nations séparées sur toutes les questions purement domestiques.* » Ainsi fut fait ; et jamais constituants n'apportèrent plus de soin à affaiblir le pouvoir nouveau qu'ils organisaient.

Ils y réussirent par la distinction radicale du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, leur égalité absolue et leur opposition dans un état durable d'équilibre : en cas de conflit, il n'y a pas de raison pour qu'ils ne restent pas indéfiniment en balance. Mais, pris en lui-même, chacun de ces pouvoirs ne manque pas de force, et l'exécutif, notamment, a des attributions souveraines qui déconcertent les citoyens de notre République « parlementaire ». On a appelé avec raison les États-Unis une Répu-

blique « présidentielle » ; et cette forme correspond, en fait, à une monarchie élective et temporaire. Le chef de l'exécutif tient son pouvoir de l'élection; mais il est aussitôt placé au-dessus d'elle, indépendant et irresponsable, tandis que la Cour suprême, appelée à devenir « la voix vivante de la Constitution », représente de vrais « juges de la Couronne », sans aucun chef hiérarchique au-dessus d'eux.

Ainsi, les corps politiques primitifs gardaient leur autonomie, et les grands intérêts généraux, qui constituaient désormais la vie nationale, étaient remis à un pouvoir supérieur en situation de les représenter et d'en prendre, avec la charge, la responsabilité. Mais de ces intérêts généraux et de cette vie nationale le peuple américain n'avait pas encore une conscience bien nette. Le sentiment particulariste des républiques que la force des choses a amenées à s'unir, — des *commonwealths*, — est si fort aussitôt après la Révolution que déjà il menace l'Union à peine formée. En 1786, le maintien de l'Union ne fut peut-être que la conséquence du nouvel agrandissement. George Rogers Clark avait conquis en 1779 l'immense territoire du Nord-Ouest, qu'une habile diplomatie avait permis aux États-Unis de garder quand le traité fut signé en 1782. La Virginie réclamait ce territoire et l'occupait effectivement; mais les États de New-York, Massachusetts et Connecticut élevaient aussi

des prétentions sur lui. Le Maryland était d'avis qu'on ne pouvait ni rattacher à un quelconque des États une région de cette étendue, ni la diviser entre deux ou trois, mais qu'elle devait être la propriété commune de l'Union. Cette opinion prévalut et le peuple américain se trouva tout entier intéressé à une même affaire d'ordre général. Le Congrès fut occupé à des plans d'organisation de ce territoire, qui devait former les cinq grands États de : Ohio, Indiana, Illinois, Michigan et Wisconsin. Tandis que d'autres questions tendaient à briser l'Union, celle-ci tendait à la maintenir. Il y avait lieu d'ouvrir des communications entre les vieux États de l'Atlantique et les nouvelles possessions; on fut amené à discuter des projets de canaux; le Maryland et la Virginie jugèrent nécessaire de se mettre d'accord sur une politique commerciale. L'occasion parut bonne de convoquer une Convention générale qui arrêterait une réglementation uniforme du commerce. Elle se réunit à Annapolis, le 11 septembre 1786. Cinq États seulement avaient envoyé des délégués, et la Convention dut s'ajourner. Elle avait, au préalable, adopté une adresse rédigée par Alexandre Hamilton et qui convoquait une autre Convention à Philadelphie, pour le second lundi du mois de mai suivant, « en vue d'aviser aux mesures nécessaires pour rendre la constitution du gouvernement fédéral adéquate aux exigences de l'Union ».

Les exigences de l'Union, voilà, en effet, une réalité nouvelle, avec laquelle il fallait compter. Trois hommes remarquables s'appliquent à les mettre en lumière et à convaincre l'opinion de la nécessité d'en accepter les conséquences politiques : Alexandre Hamilton, Madison et Jay écrivirent un volume d'Essais, *Le Fédéraliste*, qui expliquaient au peuple le sens de la nouvelle Constitution et sa raison d'être. Mais la force des choses est plus puissante que toutes les théories ; elle agit par elle-même, qu'on la reconnaisse ou non ; et elle n'allait plus cesser d'agir sur l'évolution politique des États-Unis, d'en hâter le cours, d'en déterminer le sens.

CHAPITRE II

De l'Indépendance à la guerre de Sécession.

Un individualisme ombrageux. — Le sens social et l'éducation politique. — Les grands intérêts communs et la nécessité d'une politique nationale. — Opposition du Nord et du Sud. La « nullification ». — Le rôle des Présidents. — L'immigration et le prestige de l'État fédéral.

Nous avons montré, en retraçant les origines de la société dont nous étudions maintenant la plus haute expression politique, l'État fédéral, que le trait essentiel de cette société était de produire. Tout l'y invite et tout l'y oblige. La tentation est aussi forte que la sommation est impérieuse. Le travail et la richesse y jouent un rôle analogue à celui qu'ont joué ailleurs — en Prusse, par exemple — la guerre et la conquête. Ce qu'il fallait à cette société militaire, c'est la discipline; mais ce qu'il faut à cette société économique, c'est la liberté. Laissez faire, n'intervenez pas : l'initiative, l'énergie, les coudées franches, voilà le plus grand bien des individus et par conséquent de l'État, qui les représente tous. Jamais, nulle part, le citoyen ne

fut si ombrageux, non pas pour lui seulement, mais pour les groupes qu'il a formés, qui soutiennent et encadrent son activité sans l'entraver. Qu'a-t-il à faire de ce pouvoir extérieur et supérieur, de cette autorité qu'il n'a pas vu sortir du champ de son labeur, qui a été décrétée un jour et dont il ne sent pas encore, même s'il veut bien en croire ceux qui l'ont décrétée en son nom, la raison d'être?

Ceux-ci d'ailleurs ne pensent guère autrement, à cela près qu'appelés à s'engager dans des voies au bout desquelles elle se dressait devant eux, ils ont dû lui faire, à contre-cœur, cette concession. Aussi bien, la lui ont-ils disputée, marchandée et mesurée. Si dans la nouvelle condition où les voilà rangés, il faut vraiment un pouvoir fort, ils s'en rendront compte avec le temps, quand ils auront là-dessus les leçons de l'expérience. Jusqu'à présent ils n'en ont pas eu besoin et conséquemment ils en voient surtout le péril; ils se méfient. Un pouvoir fort peut être tenté « de se prouver à lui-même sa force et son utilité en réglant, empêchant, protégeant sans en être prié. Ils redoutent jusqu'à ses bonnes intentions, jusqu'à son goût de la correction et de l'ordre; ils en craignent l'incommodité pour l'individu, pour la libre et aventureuse activité d'un chacun, instrument de tout progrès sur ce territoire vierge ».

Un individualisme aussi résolu n'allait-il pas être un obstacle insurmontable à la naissance et

au développement du sentiment national, au maintien de l'unité?

L'individualisme américain n'exclut pas le sens social : il le prépare, au contraire, et il y conduit. Les individus, précisément parce qu'ils sont très jaloux de leurs droits, s'entendent pour les assurer et s'associent pour les défendre; ils savent que la loi est la sauvegarde des droits ; ils sont empressés à la faire et scrupuleux à la respecter. Avec les premiers groupements, *townships* de la Nouvelle-Angleterre ou comtés de Virginie, ils ont commencé leur éducation politique, acquis l'habitude de traiter les questions qui intéressent la communauté, développé en eux le sens de la solidarité et discipliné leur volonté à s'y conformer. Le jour venu, ils se sont trouvés tout prêts à concevoir et, ce qui importe davantage, à sentir une solidarité plus vaste, créée par des intérêts communs plus étendus et, conséquemment, une politique nationale commandée par des intérêts nationaux.

Ceux-ci, depuis qu'il y avait une nation, ne pouvaient manquer de se manifester. Ils ne furent perçus d'abord que par ceux qui en avaient la charge. Placés assez haut pour les discerner, pardessus les préoccupations des états particuliers, ces arbitres des destinées nationales eurent, avec une vue nette, la décision qui fait agir. On ne saurait faire aux Présidents la place trop grande dans l'histoire politique des États-Unis. Il n'est pas de

circonstance critique, d'occasion urgente, qui ne les aient trouvés prêts à agir en rois, dont l'autorité s'identifie avec le bien public et ne connaît pas d'autre loi. En 1803, par exemple, Jefferson négocie habilement avec Bonaparte et ose conclure lui-même l'achat de la Louisiane, en dehors des lois constitutionnelles. D'un coup, il doublait ainsi l'étendue du territoire, et davantage, puisqu'il ajoutait 900.000 milles carrés aux 827.844 que mesurait l'Union. « Cet acte, dit-il, était si évidemment utile à la nation qu'elle l'aurait accompli elle-même, si elle avait été en mesure de le faire ». Et il est certain que sans cette immense vallée du Mississipi, où on a taillé quinze États, sans la Nouvelle-Orléans et le débouché sur le golfe du Mexique, les États-Unis ne seraient qu'une puissance de troisième ordre. Plus tard, en 1830, la fermeté du président Jackson sauva l'Union menacée d'une rupture entre le Nord et le Sud. Le tarif de 1828 était très impopulaire dans le Sud. Un des plus illustres représentants de ces États, John Caldwell Calhoun, soutenait que tout État a le droit de décider pour lui-même si un acte du Congrès est inconstitutionnel ou non ; si l'État décide que l'acte en question est inconstitutionnel, il faut le déclarer nul et non avenu et s'opposer à son exécution dans les limites de l'État. C'est ce qu'on appelait « nullifier » un acte du Congrès. Pour échapper à la ruine économique, la Caroline du Sud prétendit nullifier le tarif de 1828 e s'op-

poser dans ses ports à la perception des taxes qu'il avait décrétées. Admettre la « nullification », c'était se résigner à la dissolution des États-Unis. Le Sud commençait des préparatifs militaires; Jackson répondit par une offensive hardie : il venait d'être désigné pour une seconde présidence par 219 suffrages sur 286; son concurrent le plus favorisé en avait obtenu 49. Fort de ce succès, il lance le 10 décembre 1832 une proclamation où il avertit le peuple de la Caroline du Sud que toute tentative de résistance aux lois fédérales doit être brisée, et menace les chefs de la pendaison. En même temps, il envoyait des forces navales dans le port de Charleston et signifiait ainsi qu'il ne reculerait pas devant l'emploi des armes. Et Jackson était à la présidence le représentant des « démocrates », partisans de l'autonomie des États! En véritable souverain, il gouvernait non point avec son parti et pour son parti, mais pour la nation.

Ce rôle des présidents, cette initiative et l'on pourrait dire cette audace dans l'exercice de leurs fonctions, furent tout de suite admis par les Américains, parce qu'il n'y a rien là qui ne soit dans leurs mœurs et conforme à leur esprit. L'Américain sait que l'action doit pouvoir être prompte, décisive et pour cela émaner d'un seul. Il ne la confond pas avec la délibération et il est tout disposé à laisser agir en chef le chef qu'il a choisi. Il en use à son égard comme il fait avec un directeur

de grande compagnie ou le président d'un conseil d'administration : on ne lui conteste pas la liberté de ses mouvements, et quant à ses actes, on demande seulement que la fin les justifie.

Maintenue et défendue par des hommes aussi conscients de leur tâche, aussi résolus à l'accomplir, l'Union persista durant la longue « période de faiblesse » (1789-1815) où elle n'était pas réalisée encore dans l'opinion publique et le sentiment populaire. Deux grandes causes contribuèrent, parmi d'autres, à l'y réaliser : la guerre avec l'Angleterre et l'immigration. En apparence, la guerre n'eut point de résultats, puisque après quatre années le traité de Gand (1814) laissait les choses en l'état; mais elle avait exercé, au point de vue où nous nous plaçons ici, une influence décisive : elle avait fortifié le sentiment national des Américains et exalté leur fierté en leur donnant l'occasion de montrer à l'Europe qu'on n'insulte pas impunément les États-Unis. L'Europe apprenait à les connaître, et elle les connaissait comme *une* nation, avec *un* gouvernement. Elle n'avait point affaire aux États différents, ni, encore moins, aux comtés et aux *townships*. Tout cela, pour elle, n'existait pas. Aussi, quand ses émigrants partirent plus nombreux et modifièrent par leur masse la population primitive, ce fut au profit de l'Union : ils ne connaissent que les pouvoirs fédéraux, le gouvernement central; c'est vers lui qu'ils se tournent, c'est

à lui qu'ils s'adressent, c'est de lui qu'ils ont le sentiment de dépendre. Ces nouveaux citoyens, à l'encontre des vieux Américains, se considèrent comme des citoyens de l'Union plutôt que comme des citoyens du Massachusetts, du New-Jersey ou de la Pensylvanie. C'est un changement décisif et de la plus grande portée. Il accentue la différence entre le Nord et le Sud[1].

Les États du Sud, en effet, étaient à peine touchés par l'immigration : les travailleurs européens contournaient, sans y pénétrer, ce vaste domaine de la main-d'œuvre servile où il n'y avait rien à faire pour eux ; et il faut voir là sans doute une des principales causes pour lesquelles le fédéralisme était moins fort dans cette partie de l'Union. Longtemps, néanmoins, l'esprit d'autonomie n'opposa aux progrès de l'unité nationale qu'une résistance limitée à des détails de l'organisation politique et administrative. C'est sur ce terrain que se tenait la lutte entre Républicains et Démocrates. D'après ceux-ci, la Constitution ne donnait au gouvernement national aucune autorité pour la construction des routes et canaux, non plus que pour

1. C'est de 1830 à 1840 que l'immigration commence à se développer. On l'évalue à près de 600.000 pour cette décade, contre 140.000 seulement pour les dix années précédentes. De 1840 à 1850, elle passe à 1.710.000 et atteint 2.598.000 de 1850 à 1860. De 1880 à 1890 elle dépasse 5 millions, et s'élève au-dessus du million pour chaque année depuis 1905. Le chiffre officiel pour l'année 1909 est de 751.786.

imposer un tarif s'il n'est pas exclusivement destiné à fournir des ressources au Trésor; les pouvoirs fédéraux ne sauraient créer une banque d'État comme l'avait fait Hamilton en 1791. Tel était du moins le programme qui triompha avec Jackson aux élections de 1828.

Les Démocrates, partisans des droits de l'État, devinrent donc tout naturellement, dans le Sud, défenseurs de l'esclavage et dès 1844 ils en firent, comme on dit là-bas, leur plate-forme. S'ils tombèrent du pouvoir en 1860 ce fut à cause de leur scission en deux camps : Démocrates du Nord et Démocrates du Sud. La victoire des Républicains était assurée : elle éleva Lincoln à la Présidence. Peu à peu, l'opposition était devenue plus irréductible, l'antagonisme plus aigu. La plus grande crise de l'histoire des États Unis allait s'ouvrir.

CHAPITRE III

La guerre de Sécession et ses conséquences.

Antagonisme croissant du Nord et du Sud. — Les États à esclaves. — Les nouvelles acquisitions territoriales et la question de l'esclavage. — Le « compromis du Missouri » (1820). — La question de la Californie et l'arrangement de 1850. — La loi sur les esclaves fugitifs et *la Case de l'Oncle Tom*. — La présidence de Lincoln et la Sécession — La défaite du Sud et ses conséquences politiques. — Les deux grands partis : Républicains et Démocrates. Importance croissante du gouvernement fédéral. — Insignifiance relative de la politique aux États-Unis.

L'antagonisme du Nord et du Sud avait toujours existé. Il y avait là en présence, depuis le temps des premières colonies, deux types de civilisation incompatibles : une aristocratie agricole et conservatrice, celle des planteurs ; une démocratie commerciale et progressiste, celle des fabricants et des marchands de la Nouvelle-Angleterre, qui avait succédé à celle des fermiers. Les deux Sociétés parallèles ne tardèrent pas à prendre des tournures d'esprit opposées et à différer de toutes manières. Le puritanisme dominait dans le Nord ; les anglicans et autres « épiscopaliens » dans le

Sud. D'un côté, le travail libre ; de l'autre, l'institution de l'esclavage. Les États du Nord, qui développaient de plus en plus leur industrie, tenaient pour des tarifs élevés et protecteurs ; les autres, qui produisaient les matières premières et achetaient les objets manufacturés, défendaient naturellement le libre échange. Enfin, ceux-là s'étaient rattachés à la théorie fédéraliste de Hamilton, assez improprement appelée *républicaine*, en même temps qu'à sa politique financière où ils étaient intéressés, tandis que les planteurs du Sud, redoutant une trop grande influence des capitalistes dans le gouvernement, s'étaient ralliés à son adversaire, Jefferson, et au parti plus improprement encore qualifié de *démocratique*. Rapprochés par le pacte fédéral, ces deux groupes ne pouvaient accorder leurs progrès. Ils ne se développaient au sein de l'Union qu'en s'y heurtant. Leur expansion rendait le conflit inévitable. Il éclata sur la question de l'esclavage, qui mit aux prises les intérêts et les opinions.

C'est sans doute en 1526 que des esclaves nègres furent mis pour la première fois au travail sur le territoire où sont maintenant les États-Unis. Le capitaine espagnol Vasquez d'Ayllon, qui, deux ans plus tôt, avait cherché par la rivière James et la baie de Chesapeake le passage du Nord-Ouest, les employa à construire sur les bords de la rivière, tout près de l'endroit où les Anglais établi-

rent plus tard Jamestown, la ville de San Miquel, bientôt abandonnée. Lorsque vers 1560, au début du règne d'Élisabeth, l'attention des Anglais commença à se tourner vers l'Amérique, le fameux marin sir John Hawkins se mit à enlever des nègres sur la côte de Guinée et à les transporter aux Indes Occidentales pour les vendre comme esclaves aux colons espagnols. Ce trafic paraissait alors si légitime que quand le brave Hawkins, homme pieux et honnête, fut créé chevalier, il prit comme armes parlantes un captif nègre attaché avec une corde. Il était fier d'avoir doté l'Angleterre d'un commerce profitable, qui devait durer jusqu'en 1808.

Mais le véritable début de l'esclavage aux États-Unis remonte au mois d'août de l'année 1619. Les colons de Virginie achetèrent alors des nègres pour le travail des plantations, et nous avons rapporté la simple phrase où un contemporain mentionne cet événement si chargé de conséquences : « Un navire de guerre hollandais nous a vendu vingt nègres. » Vers 1700, ils étaient assez nombreux pour suffire à toute la besogne. Le Maryland et les Carolines imitèrent la Virginie. En 1787, quand fut élaborée la Constitution, le domaine territorial des États-Unis se trouvait borné à l'Ouest par le Mississipi. Au nord de l'Ohio, l'esclavage des nègres était interdit par l'Ordonnance de 1787. Le territoire qui s'étendait au sud de l'Ohio et à l'ouest

de la Virginie, des deux Carolines et de la Géorgie, appartenait d'abord à ces États ou était revendiqué par eux. Quand ils se désistèrent en faveur de l'Union, ils entendaient bien qu'elle ne s'opposerait pas à la coutume établie de l'esclavage dans cette région. La Constitution, en effet, ne lui donnait aucun droit à cet égard sur les États où l'esclavage existait déjà. Mais au delà du Mississipi, la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud serait-elle prolongée dans cette vaste étendue qui n'appartenait pas à l'Union en 1787 et par conséquent ne pouvait être visée dans l'Ordonnance? Il n'était pas possible de la considérer comme dépendance de tels ou tels États particuliers puisqu'elle était domaine national.

Cependant les gens du Sud se montraient de plus en plus ombrageux sur cette question. L'esclavage, en effet, reprenait une vigueur nouvelle. L'invention de machines à vapeur pour la filature et le tissage provoquait un immense développement des manufactures anglaises qui chaque année demandaient plus de coton à l'Amérique. Cette culture y devenait d'ailleurs d'autant plus avantageuse qu'une très simple machine pour nettoyer la fibre de coton venait d'être inventée par Eli Whitney en 1793. Les États du Sud voyaient s'élargir devant eux les perspectives de richesse, et la grande affaire devenait dès lors de défendre l'institution de l'esclavage contre les attaques possibles du Nord. Il fallait à cette fin garder l'avantage dans la représentation

au Congrès et compenser par la création d'un État à esclaves l'admission d'un État libre.

Le premier État formé avec le territoire de la Louisiane fut celui qui en garda le nom (1812). Il était tellement au Sud que le Nord ne fit pas grande opposition à ce que l'esclavage y fût admis. Il est probable que si la création suivante avait été celle d'un État aussi septentrional que le Minnesota, le Sud en aurait usé de même. Mais il se trouva que le premier État projeté fut le Missouri, à la limite des deux zones. Juste au même moment, le Maine, qui était resté, depuis 1692, une sorte d'annexe du Massachusetts, demandait à être admis dans l'Union. Les représentants du Sud au Congrès refusèrent d'admettre le Maine si les représentants du Nord ne voulaient pas recevoir le Missouri comme État à esclaves. Il y eut là-dessus un grand débat, qui aboutit en 1820 au fameux « Compromis du Missouri. » Cet État entrait dans l'Union comme État à esclaves, mais le parallèle de 36° 30' devenait une ligne de démarcation pour tout le territoire de la Louisiane, et l'esclavage restait à jamais interdit au nord de cette ligne. Or, si le Sud obtenait ainsi gain de cause sur l'objet immédiat du litige, il laissait l'avantage au Nord pour l'avenir. En dessous de la ligne, en effet, il n'y avait place que pour l'Arkansas et, à l'ouest de celui-ci, pour un autre État dont le territoire indien vint d'ailleurs en 1834 prendre la place, tandis qu'il restait au-dessus de

la ligne l'immense espace où neuf grands États ont été taillés, sans compter les portions de quelques autres.

Ainsi, à mesure que l'Union s'étendait vers l'Ouest, les possesseurs d'esclaves sentirent la nécessité de nouvelles acquisitions territoriales. L'annexion du Texas d'abord (1845), puis la guerre avec le Mexique et la conquête de la vaste région entre le Texas et l'Orégon, des Montagnes Rocheuses à l'Océan Pacifique, leur donna satisfaction. Mais au même moment, le règlement de la question de l'Orégon mit à la disposition du Nord de nouveaux territoires. Les traités avec l'Angleterre laissaient place au doute et aux disputes sur la partie de la côte du Pacifique comprise entre la Californie, qui appartenait au Mexique, et l'Alaska, qui appartenait à la Russie. Depuis 1818, elle avait été tenue comme une sorte de terrain neutre, soumis au double contrôle de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Mais vers 1842, le courant américain de migration vers l'Ouest commençait précisément à déborder dans la belle et fertile contrée de l'Orégon et la question devint sérieuse. Les Américains commencèrent par réclamer le tout. On finit par se mettre d'accord, en 1846, sur le 49e parallèle : la portion du Nord devint la Colombie britannique ; la partie sud forme aujourd'hui les trois États d'Orégon, de Washington et d'Idaho, une partie du Montana et du Wyoming.

La découverte de l'or en Californie, en 1848, provoqua une immigration si rapide et si intense que, dès 1849, la population demanda au Congrès l'entrée dans l'Union ; le projet de constitution interdisait l'esclavage. Mais la Californie s'étend considérablement au sud de la ligne de démarcation adoptée par le compromis du Missouri. Le Sud ne la laisserait pas admettre comme État libre sans demander une compensation. Il fallait un arrangement nouveau. Voici celui qu'on adopta en 1850 : 1° La Californie était admise comme État libre, et, en retour, deux nouveaux territoires, l'Utah (comprenant le Nevada) et le New-Mexico (enfermant l'Arizona) étaient organisés sans tenir compte de la proposition Wilmot relative à l'interdiction de l'esclavage dans les nouveaux territoires ; 2° le commerce des esclaves était interdit dans le district de Columbia, et, en retour, une loi sévère réglait l'arrestation des esclaves fugitifs dans les États du Nord.

Bien des gens crurent que ces mesures allaient mettre un terme à la question de l'esclavage. On sait quelles difficultés souleva, au contraire, cette loi sur les esclaves fugitifs. Les dix ans qui la séparent de la présidence de Lincoln sont remplis par des agitations au cours desquelles la *Case de l'Oncle Tom* détermine un immense mouvement d'opinion contre l'esclavage. Le Sud qui, grâce à la majorité de ses représentants dans le Congrès, continue encore à l'emporter, se sent menacé.

Avec lui, c'est la question même de l'autonomie qui est en cause : il avait le droit de posséder des esclaves en vertu de la Constitution et il était fondé à soutenir qu'il défendait en réalité les droits des États. Au mois de novembre 1860, après que le républicain Abraham Lincoln eût été désigné pour la présidence, la législature de la Caroline du Sud décréta l'élection d'une Convention pour examiner s'il n'y avait pas lieu de rompre avec le Nord et de former une Fédération indépendante. Dix jours après, le 20 novembre, la Caroline du Sud proclamait la sécession. Elle fut suivie par six États : Mississipi, Floride, Alabama, Géorgie, Louisiane, Texas, auxquels s'ajoutèrent bientôt la Virginie, le Tennessee, l'Arkansas, la Caroline du Nord. Ils formèrent la « Confédération du Sud », dont le Président, Jefferson Davis, s'installa à Montgomery, capitale de l'Alabama, le 18 février 1861.

La défaite du Sud affaiblissait les partisans de l'autonomie des États ou démocrates. De 1829 à 1861, ces derniers l'avaient emporté, faisant triompher six fois leur candidat dans les huit élections présidentielles. Encore les deux autres présidences, Harrison-Tyler et Taylor-Fillmore, représentaient-elles le parti *whig*, plus rapproché des démocrates que des républicains.

De 1861 à nos jours, ceux-ci au contraire gardent le pouvoir, sauf l'interruption des deux présidences Cleveland (1885-1889, 1893-1897). Pendant la

guerre ainsi que pendant la période de « reconstruction », le gouvernement fédéral se trouva nécessairement amené à diriger la vie collective. L'action du Président et celle du Congrès devenaient prépondérantes. Il fallait voter des amendements à la Constitution, des mesures pour la poursuite de la guerre et la création des énormes ressources qu'elle exigeait. C'est en 1870 seulement que tous les États se trouvèrent de nouveau représentés à Washington comme avant la guerre. Les États du Nord avaient sauvé l'Union ; elle leur en devint plus chère et ils s'en trouvèrent plus forts. Le grand obstacle tombé, qui les séparait du Sud, leur esprit y rayonna ainsi que leurs entreprises. Le travail libre et le développement industriel attirèrent les immigrants, qui n'avaient point d'attaches avec l'État particulier où ils se fixaient et ne connaissaient que l'Union. Ainsi se fortifiait chaque jour davantage la République unitaire avec un pouvoir fédéral agrandi. La politique du président Grant tendait même à une sorte de césarisme et accentuait un mouvement de centralisation que favorisait d'ailleurs l'ouverture de la voie ferrée reliant l'Atlantique au Pacifique en mai 1869.

Aussi bien, ne faut-il pas attacher trop d'importance à la distinction des deux grands partis. Leurs noms mêmes ne signifient rien. « En fait, le parti qui s'appelle maintenant démocrate, a porté le nom de républicain jusqu'en 1832 ; et ceux qu'on

appela successivement fédéralistes et whigs n'ont pris le nom de républicains qu'à partir de 1860. En réalité, l'opinion politique, et peut-être serait-il plus exact de dire le sentiment politique, se partage sur cette grande question de la centralisation du pouvoir ou de sa diffusion... Les républicains inclinent vers la centralisation et par conséquent sont portés à favoriser les banques nationales, un tarif protectionniste, l'extension des fonctions exécutives, l'expansion coloniale, l'accroissement de la marine et de l'armée, et l'augmentation des dépenses publiques ; tandis que les démocrates, en règle générale, sont pour la décentralisation, et tendent ainsi à favoriser une large concurrence, le libre échange ou les tarifs de revenus, la stricte interprétation de la Constitution, une armée et une marine d'une importance ne dépassant pas les strictes nécessités, un impôt progressif sur le revenu et une politique d'économie nationale[1] ».

Mais d'une part « les nécessités de la lutte électorale viennent obscurcir et brouiller le sens général de cette distinction... Les partis en sont venus à être de grandes organisations matérielles, avec des intérêts à défendre et une vie extérieure à perpétuer ». D'autre part, ils représentent, non pas deux doctrines opposées, dont il faudrait que l'une ou l'autre triomphât, mais « deux formes d'un même

1. Henry Van Dyke, *Le Génie de l'Amérique*, pp. 75-78, *passim*.

esprit » qui « continuent d'exister côte à côte dans la vie politique américaine », où il est bon qu'elles soient représentées l'une et l'autre et tenues en équilibre. Il ne faut pas oublier enfin « que souvent aux États-Unis, le fait d'appartenir à un parti et de le servir loyalement, est plutôt affaire de sentiment et d'association que de conviction politique... Par habitude et par différence de tempérament, deux hommes, qui sont parfaitement d'accord sur la plupart des questions politiques, votent souvent pour des candidats et des politiques opposés[1] ».

C'est que la politique a, là-bas, en réalité, une très petite importance. Voilà ce qu'il faut bien nous mettre en l'esprit, nous Français, chez qui elle a tout envahi. Les Anglais en ont été frappés. M. Bryce en fait la remarque. Il put, durant quatre mois, en 1881, s'entretenir avec des hommes de toutes les conditions et de toutes les régions, même des villes de l'Est, sans jamais entendre des Américains aborder d'eux-mêmes des questions politiques; elles étaient toujours soulevées par un Européen. « Le gouvernement des États-Unis, dit encore M. Butler, ne représente et ne gouverne qu'une partie de l'activité du peuple. Le vaste domaine de la liberté civile lui demeure fermé », et c'est dans ce domaine, nous l'avons vu, que s'est

1. N. M. Butler, *Ouvr. cité*, p. 17.

déployée à l'aise l'activité économique et sociale du peuple américain. Il a acquis ainsi peu à peu l'unité et la puissance. Le moment est venu où il va être tenté de jouer un rôle en rapport avec sa force. Nous le voyons entrer, vers 1895, à propos des affaires du Venezuela, et surtout trois ans plus tard, à l'occasion de la révolte des Cubains et de la guerre avec l'Espagne, dans la phase de l'expansion et de l'impérialisme.

CHAPITRE IV

L'Impérialisme.

Circonstances qui en déterminent l'explosion : l'accroissement de la population et de la richesse, le progrès industriel, l'influence de l'Ouest. — Ses origines : la doctrine de Monroë. — Développements et transformations de cette doctrine : elle devient une doctrine d'expansion. — Le conflit anglo-vénézuélien de 1895. — Le panaméricanisme. — Les idées du capitaine Mahan. — L'expansion coloniale. — La question du Pacifique et l'Extrême-Orient. — La question du Canal.

On se représente d'ordinaire l'impérialisme américain comme une explosion du sentiment national, ou plus exactement peut-être populaire, provoquée par la guerre d'Espagne et les actions d'éclat qu'y accomplirent les soldats et les marins de l'Union. En réalité, s'il s'est révélé à cette occasion, il se préparait depuis longtemps et il est la conséquence naturelle, nécessaire, du développement de la nation.

Les extraordinaires progrès mis en lumière par les deux derniers recensements décennaux de 1890 et de 1900 faisaient décidément des États-Unis une

des plus grandes puissances du monde et leur donnaient, non pas seulement le sentiment, mais l'orgueil de leur force. En vingt ans, leur population s'était accrue de vingt-six millions. Leur commerce extérieur venait se ranger au troisième rang, après la Grande-Bretagne et l'Allemagne, avant la France. Ils étaient devenus le grenier à blé, le chantier de charbon et de fer, le dépôt de coton où vont puiser tous les peuples. Tandis qu'on a de plus en plus besoin d'eux, ils ont de moins en moins recours aux autres pays. Les progrès de leur industrie leur permettent de fabriquer chaque jour davantage les produits nécessaires à leur consommation et d'en exporter même au dehors. L'isolement leur était jadis nécessaire : il ne leur est plus possible. Ils ne le souhaitent plus; ils souhaitent même d'en sortir; ils en sont déjà sortis, le jour où ils ont occupé des colonies situées hors du continent américain. Leur force, comme on l'a dit, leur crée un droit, dont ils se font un devoir : se prononcer dans toutes les questions que dénouait naguère l'accord des seules puissances européennes, accentuer encore l'élargissement de la politique européenne en politique mondiale et achever ainsi la transformation commencée par les poussées impérialistes qui avaient successivement travaillé, depuis les environs de 1860, l'Allemagne, l'Angleterre et la France.

La prépondérance des États de l'Ouest dans les conseils de l'Union contribua fort à leur faire

enfler la voix et prendre ce ton arrogant et agressif qui ne laissa point d'étonner, d'inquiéter et de déplaire, de ce côté-ci de l'Océan. Les jeunes États de l'Ouest, il ne faut pas l'oublier, envoient au congrès 46 sénateurs sur 90, 187 représentants sur 356. La vie sociale, qui s'y perfectionne très vite, garde encore, mais gardait surtout, il y a quinze ou vingt ans, quelque chose d'un peu rude, inculte et naïf. Les traditions politiques, qui font la sagesse, la force et la légitime fierté de l'Est, n'ont pas eu le temps de s'établir. Ces colons affairés, exaltés de leur prospérité rapide, de leurs entreprises grandioses, des *booms* continuels et éphémères, sont turbulents, violents, impulsifs. « La seule politique extérieure intelligible pour cette multitude se ramène à une psychologie très simple qui s'exprime par des phrases comme celles-ci : Il faut être fort; la force se mesure par l'étendue du champ où elle se fait sentir... La force se mesure encore aux coups qu'on donne à son voisin, et il faut que l'épreuve soit renouvelée de temps à autre : les coups qu'on donne sont un fait incontestable. La force se prouve par l'arrogance des déclarations diplomatiques. L'arrogance est comme un coup qu'on administre par la parole... La force se constate, en temps de paix, par l'existence d'une armée considérable : le chiffre de troupes est un fait matériel indiscutable[1] ».

1. E. Boutmy. *Ouvr. cité*, p. 340.

Mais si telles sont les conditions et circonstances qui déterminèrent l'explosion de l'impérialisme américain, il n'est lui-même que « la suite et comme la conclusion d'une politique constamment poursuivie depuis près d'un siècle, et qui a ses fondements dans les traditions les plus incontestables de l'esprit américain ». Il est le résultat de l'évolution normale, ou, si l'on veut, fatale, de la doctrine de Monroë : l'Amérique aux Américains... des États-Unis — d'où la nécessité de conquérir l'hégémonie du Pacifique, — d'entrer en conflit avec l'Ancien Monde, — de devenir une puissance militaire et navale. Ce sont là les anneaux d'une chaîne de fer, inflexible comme la nécessité logique elle-même.

Remontons au premier anneau. L'indépendance des colonies espagnoles et l'acquisition de la Floride faisaient disparaître du Nouveau Monde la puissance européenne qui y avait tenu et conservé longtemps la plus large place. Les États-Unis restaient en présence d'une douzaine de Républiques désorganisées, incapables de leur porter ombrage. Mais en 1815, les souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche faisaient le fameux pacte de la Sainte-Alliance, dont le véritable objet était de soutenir la monarchie absolue et de favoriser partout l'action contre les mouvements républicains. Certains indices, notamment l'intervention française en Espagne, pouvaient faire supposer

que la Sainte-Alliance interviendrait pour réduire le Mexique et les autres États hispano-américains. Dans une telle conjoncture, il y avait risque pour ces États d'être partagés entre des puissances européennes plus fortes que l'Espagne. La Russie, par exemple, qui possédait l'Alaska et venait d'établir divers postes commerciaux sur la côte de Californie, n'en viendrait-elle pas à prendre la Californie pour prix de ses services? Afin de parer à de telles complications, le président Monroë déclara dans un message au Congrès, en 1823, que les États-Unis regardaient les continents américains du Nord et du Sud comme désormais fermés à la colonisation européenne; et de plus, que les États-Unis verraient avec déplaisir toute intervention de l'Europe dans les affaires d'un gouvernement américain indépendant. Un pareil langage empruntait aux exploits de Jackson et des « vieilles côtes de fer », *Old Ironsides*, une signification sérieuse. Dix ans plus tôt on s'en serait gaussé dans toutes les chancelleries d'Europe; mais maintenant l'Angleterre se montrait bien disposée, et la Sainte-Alliance abandonna ses desseins. Le message de Monroë fut considéré sur les marchés financiers de l'Europe comme une victoire décisive pour les États hispano-américains et amena une hausse soudaine de leurs fonds. L'année suivante la Russie signait avec le gouvernement de Washington un traité par lequel elle abandonnait toute

prétention sur la côte du Pacifique au sud du 54° 40′, limite méridionale de l'Alaska.

Néanmoins l'Union, avec ses dix millions d'habitants[1], dispersés sur un vaste territoire dont les diverses parties communiquaient difficilement, et son médiocre développement économique, n'était encore qu'une puissance de troisième ordre, pour laquelle la fameuse déclaration constituait un programme bien ambitieux. Sans doute, il y avait la contre-partie, et les États-Unis, en même temps qu'ils signifiaient à l'Europe de ne plus se mêler des affaires de l'Amérique, manifestaient leur résolution de ne se mêler jamais à aucun degré de questions européennes. Mais cette séparation de l'univers en deux mondes distincts, l'ancien et le nouveau, dont chacun réglait ses destinées indépendamment de l'autre, était-elle possible?

Canning releva la prétention des États-Unis et déclara injustifiable « le droit d'une puissance, quelle qu'elle fût, à proclamer un tel principe, et encore moins à contraindre d'autres pays à l'observer ». Il qualifiait la déclaration de « très extraordinaire » et n'hésitait pas à la juger « telle que le gouvernement de Sa Majesté était prêt à la combattre de la façon la moins équivoque ». Et il faut bien reconnaitre qu'en effet, « les possessions anglaises dans l'hémisphère occidental sont plus

1. Le recensement de 1820 accusait 9.633.822.

étendues aujourd'hui qu'en 1823. Le vague protectorat de Belize est devenu la colonie du Honduras britannique; et le traité de 1846, sur les frontières de l'Orégon, a donné à la Grande-Bretagne un territoire que les Américains revendiquaient. Disons pourtant que, si les États-Unis n'ont pas pu obtenir alors tout ce qu'ils demandaient, et s'ils ont dû transiger avec une nation aussi forte qu'eux, il n'y a pas là à proprement parler un abandon de principe[1] ».

A mesure qu'ils devenaient plus forts, ils se montrèrent plus intransigeants dans l'application. Du premier coup, ils avaient formulé le sentiment très puissant qui inspirerait toute leur politique extérieure : l'hostilité à toute intervention européenne dans les affaires d'Amérique. Et ce sentiment était bien celui de toute la nation. Si elle dut quelquefois s'incliner devant des nécessités inéluctables, elle ne perdit jamais, depuis 1823, une occasion de le faire triompher. On le vit bien lorsque Napoléon III tenta de créer au Mexique un empire pour l'archiduc Maximilien d'Autriche. Il avait envoyé des troupes à la faveur de la guerre de Sécession. Aussitôt que le gouvernement américain put se détourner de ses difficultés intérieures, il parla à l'Empereur un tel langage que celui-ci les retira.

1. Archibald Cary Coolidge. *Les États-Unis puissance mondiale*, p. 113.

Mais il est curieux de remarquer que le représentant des États-Unis, dans sa longue discussion avec le gouvernement français, ne fit pas une seule fois allusion aux principes de Monroë, quoique ce fût là une des occasions les plus importantes où ils aient été appliqués. C'est que les hommes d'État américains n'osaient se réclamer ouvertement d'une doctrine qu'ils ne se sentaient pas en situation d'appliquer tout entière. Ils la restreignaient, en fait, à l'Amérique du Nord. En 1850, ils acceptent le traité Clayton-Bulwer, qui, en dérobant au contrôle de l'Angleterre le canal projeté à travers le territoire du Nicaragua, écartait également les États-Unis.

Mais peu à peu la doctrine s'élargit et emplit le cadre idéal tracé dès 1823. C'est en 1895 qu'elle se révèle soudain sous sa nouvelle forme à l'Europe déconcertée. A propos d'un règlement de frontière entre le Venezuela et la Guyane anglaise, le secrétaire d'État de l'Union osait faire les déclarations suivantes : « Les États de l'Amérique du Sud, aussi bien que ceux du Nord, sont, par proximité géographique, sympathie naturelle et similitude de Constitutions, les amis et les alliés commerciaux et politiques des États-Unis..... Aujourd'hui, les États-Unis sont, en fait, suprêmes sur ce continent et leur arrêt a force de loi dans les matières auxquelles ils limitent leur intervention... Il existe donc une doctrine du droit public américain, bien

fondée dans son principe et pleinement sanctionnée par des précédents, qui donne aux États-Unis le droit et le devoir de traiter comme une injure tout acte par lequel une puissance européenne prendrait de force un contrôle politique sur un État américain. »

Le gouvernement anglais refusant d'admettre ses vues, le Président Cleveland, démocrate pourtant et pacifique, soumit toute la correspondance au Congrès et proposa la nomination par les États-Unis d'une commission dont la décision, sur la question de frontière, serait ensuite exécutée. « Je suis pleinement conscient, déclarait-il, de la responsabilité que j'encours, et je me rends compte de toutes les conséquences qu'elles peuvent entraîner. » L'opinion se rallia tout entière autour du président, et l'Angleterre se hâta de négocier avec le Venezuela un arbitrage, avant que la commission américaine se fût prononcée. Mais l'effet était produit. Démocrates et républicains avaient montré qu'ils reprenaient la doctrine de Monroë dans toute son étendue.

Ils s'en réclamèrent les uns et les autres aux élections de 1900, tandis que les délégués au Congrès de La Haye s'en inspiraient, la même année, lorsqu'ils faisaient précéder leur signature de cette réserve : « Aucun article de ladite convention ne devra être entendu comme entraînant l'abandon, par les États-Unis d'Amérique, de leur

attitude traditionnelle à l'égard des questions purement américaines. » Cela signifie qu'on ne devra pas se mêler de leurs affaires; et ils abritaient cette prétention derrière la contre-partie, qui est l'engagement « de ne point intervenir ou s'immiscer dans les questions politiques d'administration internationale d'un État quelconque ». La doctrine de Monroë était ainsi rappelée tout entière. Si l'opinion et le gouvernement américains sont prêts à exiger le respect de la clause qui les avantage, comment soutenir qu'ils n'ont pas violé l'autre dans des cas comme la protestation du secrétaire d'État Hay contre l'oppression des juifs en Roumanie et la transmission officielle qu'il fit à la Russie d'une pétition des juifs d'Amérique, après les massacres de Kichinev ? La formule stricte ne les engage donc pas et ils tendent de plus en plus à ne lui faire exprimer que leur ferme volonté d'être les maîtres en Amérique. C'est ce que va nous manifester, d'ailleurs, un autre ordre de faits.

Dans l'hiver de 1889-1890, un « Congrès panaméricain » se tient à Washington sur l'initiative de Blaine, ministre des Affaires étrangères de l'Union. Celle-ci y est représentée, ainsi que l'empire du Brésil, la république d'Haïti et quatorze États indépendants hispano-américains, pour traiter les questions relatives au développement des relations commerciales entre tous les pays d'Amé-

rique. En même temps, le Congrès décidait le recours à l'arbitrage pour tous les différends qui pourraient s'élever entre États des deux Amériques.

Mais, en dépit des apparences désintéressées et des déclarations habiles, il serait bien difficile de ne pas reconnaître, dans ce projet de fédération douanière des deux Amériques, un essai de *Zollverein*, où les États-Unis jouent le rôle de la Prusse dans celui qui prépara l'unité allemande. Les Républiques du Sud se méfient et elles semblent avoir fait une première réponse, au Congrès de Mexico en 1901, où elles ont montré leurs préférences pour un rapprochement avec l'Espagne. Depuis, M. Root, continuant l'œuvre de son prédécesseur, M. Blaine, s'est attaché à les rassurer, non seulement par ses déclarations au Congrès de Rio de Janeiro, en 1906, mais encore par les bonnes paroles qu'il a été leur porter sur leur propre territoire. Il a même poussé ses complaisances jusqu'à admettre la fameuse « doctrine de Drago », cette aggravation de celle de Monroë, d'après laquelle les États européens, créanciers des Républiques américaines, ne pourraient poursuivre par la force le recouvrement de leurs créances.

Toutes ces avances ne suffisent pas à rassurer des défiances qu'a éveillées la politique impérialiste des dix dernières années et dont le délégué bolivien a osé donner la formule : « Puisqu'il est inter-

dit à l'Europe d'agrandir ses colonies américaines, il conviendrait également de défendre aux Républiques du Nouveau Monde d'ajouter à leurs possessions territoriales. » Il est évident que les peuples du Nouveau Monde n'ont plus besoin de la doctrine de Monroë pour se protéger contre les convoitises de l'Europe. Comme l'a dit excellemment M. A. Leroy-Beaulieu : « Les républiques hispano-américaines sont les premières à le comprendre. Après s'être longtemps réjouies de l'appui qu'assurait à leur indépendance, encore précaire, la grande République du Nord, plusieurs commencent à s'effrayer de l'extension successivement donnée par les Américains des États-Unis à la doctrine de Monroë, croyant y découvrir pour l'avenir moins une garantie qu'une menace. Elles craignent que la protection bienveillante dont les ont longtemps couvertes les larges ailes de l'aigle américaine ne tende peu à peu à se transformer en un lourd protectorat. » Il sera intéressant de suivre le prochain Congrès panaméricain de Washington, en 1911.

Les États-Unis ne se sont pas contentés d'aller jusqu'au bout de la doctrine de Monroë ; suivant une ingénieuse et juste métaphore, après en avoir entièrement rempli le cadre, ils pèsent sur les bords et le font éclater. En termes plus philosophiques, le dogme s'est transformé, et « c'est dans l'élasticité et la flexibilité avec lesquelles il s'est

ainsi accommodé à des conditions changeantes, plus encore que dans la stricte littéralité de son énonciation originelle, qu'il faut voir la caractéristique essentielle d'un principe vivant ». Ainsi parle le plus original et le plus hardi théoricien de l'impérialisme américain, A.-T. Mahan.

Le capitaine de vaisseau Alfred Mahan a singulièrement élargi le sens de l'impérialisme en le rattachant à une philosophie générale de l'histoire qui lui donne une portée imprévue. L'histoire nous a toujours montré, dit-il, — et notre Occident, qu'est-il autre chose? — « une oasis de civilisation dans un désert de barbarie ». Nous sommes environ, Européens et Américains, cinq cents millions contre un milliard. Le grand mouvement d'expansion et de colonisation qui a commencé au XVIe siècle et reprend aujourd'hui avec plus de force que jamais, n'est en somme qu'une marche préventive de la civilisation au-devant de la barbarie, — de notre civilisation, si l'on préfère, contre une civilisation étrangère qui la menace, — « pour résorber d'avance ou tout au moins amortir le conflit ». Ce qui peut le mieux éclairer, à cet égard, la situation présente du monde, c'est l'exemple de Rome et des Barbares. En initiant les Barbares à la civilisation romaine, César lui ménagea le délai nécessaire pour civiliser l'Occident. Initier et assimiler l'Orient ou, faute de mieux, le refouler, voilà où doivent tendre les efforts des Occidentaux. Il faut

donc que les deux continents de même civilisation s'unissent étroitement et se partagent la double puissance de terre et de mer : l'Europe aura surtout les grandes armées et l'Amérique les grandes escadres.

Mahan établit alors l'importance du Pouvoir de Mer, *Sea Power*, et il montre « l'intérêt de l'Amérique dans le Pouvoir de Mer présent et futur ». C'est le titre exact du livre que M. Jean Izoulet a traduit en français sous celui-ci : *Le Salut de la race blanche et l'empire des mers*, avec deux Introductions où il dégage, classe et ramasse les idées essentielles de l'auteur. Si nous descendons de cette philosophie aux idées pratiques qui en dérivent, nous voyons le capitaine Mahan proclamer que les Américains sont désormais obligés de regarder au dehors. A toute occasion, il intervient pour légitimer leur impérialisme : en 1893, à propos de la révolution en Hawaï, il expose la valeur stratégique de cette position navale. La même année, il démontre l'importance du canal isthmique, grâce auquel l'Amérique pourra entrer en compétition avec l'Europe pour les marchés de l'Asie, et l'Angleterre se verra couper la route de la Méditerranée. Ailleurs, il montre le Pacifique devenant de plus en plus le champ des ambitions et des rivalités internationales, expose les traits stratégiques du golfe du Mexique et de la mer des Caraïbes, l'importance de Cuba. Il signale dès 1895 l'entrée en scène

du Japon. Enfin, il développe sa théorie de « l'expropriation des races incompétentes », et en revient toujours à la nécessité de la force, plus particulièrement à l'obligation pour les États-Unis d'entretenir une flotte puissante.

Nous voilà loin du modeste principe qui visait à écarter l'intervention des puissances européennes dans les affaires intérieures de l'Amérique. En 1823, Monroë avait invoqué sa doctrine pour refuser d'intervenir à Cuba contre l'Espagne. On sait comment les États-Unis profitèrent de l'insurrection de 1895 pour arracher à l'Espagne sa colonie et lui imposer un protectorat dissimulé, en attendant l'annexion, se faire donner les Philippines, Porto-Rico, l'île de Guam et deux des Samoa : Tutuila et Manua.

Au cours de la guerre, ils avaient annexé l'archipel des Hawaï qui n'était d'ailleurs qu'une dépendance économique de la grande République depuis 1876, mais dont le président Cleveland avait refusé de faire, en 1893, une possession de l'Union.

A la suite de négociations auxquelles avait bien voulu consentir le gouvernement de Londres, en vue de reviser le traité Clayton-Bulwer, un nouvel accord fut signé en novembre 1903, le traité Hay-Pauncefote, qui reconnaissait l'hégémonie des États-Unis dans l'isthme. Un peu plus tard, quand la résistance du Sénat colombien eut amené la révolution de Panama, ils obtinrent une souve-

raineté de fait aux deux extrémités du canal et une bande de territoire large de 8 kilomètres de chaque côté. Le canal devient donc une entreprise américaine. Les grands ports de l'Est se trouveront considérablement rapprochés des côtes occidentales de l'Amérique du Sud, ainsi que de l'Australie et de l'Extrême-Orient. Mais surtout la marine américaine pourra concentrer toutes ses forces en peu de temps sur l'un ou l'autre des deux Océans, et sa situation dans le Pacifique en sera considérablement fortifiée.

Or, le Pacifique apparaît aux Américains, suivant le mot d'un de leurs hommes d'État, comme « le théâtre de l'avenir ». En 1903, dans le fameux discours de San-Francisco, le président Roosevelt proclamait que les États-Unis devaient en devenir les maîtres. Mais les difficultés et les résistances qu'ils y rencontrent se sont singulièrement aggravées depuis 1906. Les succès du Japon dans la guerre contre la Russie ont modifié les anciennes relations très cordiales entre le maître bénévole et son élève attentif. Les intérêts des deux puissances en Extrême-Orient, après avoir été assez longtemps identiques, se trouvent aujourd'hui distincts et même opposés. Il est à prévoir que le Japon cherchera à exercer en Chine une influence prépondérante ; il pourrait bien aussi absorber la partie méridionale de la Mandchourie, où se déployait à l'aise le commerce américain. Une rivalité commerciale est imminente

et les Américains n'y auraient pas le dessus. Enfin, plus grave encore peut-être que la rivalité des deux puissances en Asie et dans les eaux du Pacifique, l'immigration japonaise a créé entre eux de pénibles et périlleux conflits. Les blancs se sentent menacés, en Californie notamment, par le flot montant de la race jaune. Les troubles antijaponais de San-Francisco ont mis le gouvernement fédéral dans la plus fâcheuse posture.

La Constitution laisse, on le sait, à chacun des États de l'Union la liberté de régler comme il l'entend les questions scolaires. La Californie en avait profité pour fermer les écoles nationales aux petits Japonais. Dans son message du 4 décembre 1906, le président Roosevelt n'a pas hésité à se prononcer sur la nécessité de donner satisfaction aux Japonais, dût-on réduire par la force l'opposition de l'État en cause, car si le gouvernement fédéral ne s'occupe pas des écoles, il a la responsabilité des intérêts supérieurs du pays et ne peut le laisser entraîner tout entier à la guerre pour respecter les droits d'un État particulier. La commission scolaire de San-Francisco a reculé devant des conséquences aussi graves; mais les manifestations ont continué sous d'autres formes et, le 16 juin 1907, le chef de l'opposition à la Chambre des pairs de Tokio faisait entendre ces paroles menaçantes : « La persécution des Japonais en Californie est intolérable. Si la diplomatie n'obtient pas une solu

tion acceptable, le seul recours sera un appel aux armes. Nous y sommes fermement décidés. Il est certain que l'Amérique cédera, car c'est une nation de sentiments mercantiles. »

Les pessimistes pensent que les États-Unis n'ont d'autre pensée que de gagner du temps et de retarder le conflit jusqu'à l'ouverture du canal ; ils se demandent si le Japon se prêtera à cette manœuvre et n'attaquera pas dès qu'il aura de l'argent. Les optimistes invoquent, non sans vraisemblance, toutes les raisons qu'on a, de part et d'autre, pour éviter une pareille guerre ; ils espèrent que les États-Unis sauront ménager l'orgueil japonais et que le Japon, de son côté, comprenant mieux ses intérêts, dirigera l'immigration vers la Corée et poussera ses nationaux à la mise en valeur de « cette fertile Italie de l'Extrême-Orient ». Avec les États-Unis, ne l'oublions pas, c'est presque toujours l'optimisme qui est la vérité.

LIVRE VI

LES PROBLÈMES

L'admirable prospérité des États-Unis, la vigueur et la santé de l'organisme national, n'empêchent point que l'avenir n'ait, là aussi, ses problèmes. L'appareil constitutionnel, adapté aux conditions dans lesquelles il s'est formé, ne sera-t-il pas faussé par les conditions nouvelles où se trouve une puissance devenue « mondiale », obligée ainsi d'accroître ses forces et de les concentrer? La société, jusque-là tout entière adonnée à son labeur, sous l'égide protectrice de l'égalité des chances, va-t-elle se voir exposée aux déchirements des luttes de classes, ou chercher dans la réglementation un remède à l'inégalité croissante? Enfin cette même société, parmi tant d'éléments divers, en compte d'irréductibles qu'elle ne peut ni assimiler ni éliminer et qui menacent ses destinées aussi bien que sa for-

tune. Mais si jamais peuple fut de taille et de force à aborder des difficultés et à les vaincre, c'est bien le peuple américain, tel que nous le trouvons, au début du XXe siècle, en face du problème politique, du problème social et du problème des races.

CHAPITRE I

Le Problème politique.

Impérialisme et militarisme. — Le Gouvernement fédéral et l'autonomie des États. — Les pouvoirs présidentiels et le césarisme.

Les esprits chagrins se détournent des glorieux triomphes de l'impérialisme pour revenir au gouvernement intérieur, où ils trouvent maints sujets d'alarmes. Dans la nouvelle voie où est entrée l'Union, elle ne saurait garder, elle a déjà perdu son ancien caractère et les précieux privilèges qui y étaient attachés. Elle est condamnée à devenir une puissance comme les autres, militaire, centralisée, avec toutes les charges nouvelles qu'entraîne cette transformation, et la perte déplorable des vieilles libertés.

L'armée active, telle qu'elle est organisée en vertu des actes du Congrès du 2 février 1901, du 25 janvier 1907 et du 23 avril 1908, comprend près de 78.000 hommes, au lieu du chiffre traditionnel de 25,000 hommes auquel elle avait été ramenée après la guerre de Sécession. La voilà déjà

plus que triplée. La loi actuelle établit qu'elle ne doit en aucun temps dépasser 100.000 hommes. Mais, il y a quelques mois encore le Congrès n'avait pas consenti à en élever le chiffre au-dessus de 65.000. La progression est donc assez rapide. Comment croire qu'elle s'arrêtera, quand les causes qui l'ont amenée se développent chaque jour? Et l'accroissement de l'armée de terre n'est rien auprès de celui des forces navales. La flotte, en 1909, comprenait 27 grands cuirassés (plus 6 en construction), 38 croiseurs dont 10 cuirassés, 52 torpilleurs (et 15 en chantier), 12 sous-marins (et 15 également en chantier), 10 monitors (garde-côtes à tourelles), 4 croiseurs en bois, 38 canonnières (plus une en construction), 120 bâtiments de toute sorte affectés à des services divers. Au total, 201 bâtiments (et bientôt 247) dont 65 unités de combat (et bientôt 71). Cette flotte est commandée par un amiral, 27 contre-amiraux, 80 capitaines de vaisseau (assimilés à des colonels de l'armée de terre) et 120 commandants (avec rang de lieutenants-colonels). L'état-major de réserve compte 138 contre-amiraux, 25 commodores[1]. La loi ne permet pas de dépasser 44.500 hommes, y compris les novices (apprentis matelots au-dessus du mousse).

En même temps que l'Union tend à devenir,

1. Ce grade n'a pas été maintenu pour l'armée active et correspond à celui de général de brigade dans l'armée de terre.

comme les États de l'Europe, une puissance militaire, le pouvoir central menace de devenir plus fort. Les nécessités de la politique extérieure, notamment, ont contribué à faire augmenter ses attributions et diminuer sa dépendance. Le président dispose du droit exorbitant de modifier les tarifs à titre de représailles économiques, pendant un temps dont il reste juge, quand la législation douanière d'un pays lui paraît « déraisonnable ». A La Haye on lui a conféré le droit de nommer les juges à sa volonté, sans le concours du Sénat, ce qui n'est pas moins qu'une dérogation à la Constitution. Celle-ci enfin n'avait pas prévu les États vassaux, où, en l'absence de toute clause, le chef de l'exécutif se trouve fréquemment entraîné à intervenir. C'est ainsi, par exemple, qu'au moment de l'annexion des Philippines, il prit sur lui de nommer une commission chargée de régler avec le Saint-Siège la situation des moines et du clergé : voilà une espèce de concordat négocié sur la seule initiative du président. Et l'on citerait bien d'autres cas du même genre.

Cette voie-là peut mener loin. Un des maîtres français du droit constitutionnel nous invite à remarquer qu'en tout pays le progrès naturel de la civilisation ayant multiplié les cas où une intervention administrative est nécessaire, les pouvoirs de l'exécutif se sont trouvés partout augmenter, et qu'en outre l'absolue division des pouvoirs aux

États-Unis y rend impossibles les empiètements de l'un d'entre eux. Autant dire que l'évolution est irrésistible et que là-bas, en particulier, il n'y a rien qui puisse y mettre obstacle, puisque le pouvoir législatif, ne se sentant point menacé par les progrès de l'exécutif, ne sera point tenté de les enrayer. Telle paraît bien être, en effet, la vérité. Et c'est la manifester avec plus de force que de signaler cette disposition générale de l'esprit public en Amérique à mettre celui qui a la charge de l'action dans les meilleures conditions pour que son action soit efficace. Les actionnaires d'une compagnie de chemins de fer abandonnent au président le contrôle et la gestion de leurs intérêts. De même les Américains, nous avons eu l'occasion de le dire, s'en remettent volontiers à leur président du soin de diriger la politique générale. A ce point de vue leur « république présidentielle » ressemble peut-être plus aux anciennes monarchies qu'à une république parlementaire. Le pouvoir exécutif n'y a pas la même origine : mais il a même nature et même rôle. Créé par l'élection, il est immédiatement élevé au-dessus d'elle, dans la région supérieure de l'initiative et de la liberté. La Présidence est un règne de quatre années, qui peut être porté jusqu'à huit ; et cette limitation de sa durée s'est imposée en fait comme le signe manifeste par où elle se distingue d'une royauté.

Elle s'en distingue plus profondément — est-il

besoin de le dire? — par l'absolue séparation des pouvoirs, qui rendrait sans doute tout conflit entre eux insoluble ou plutôt en remettrait la solution au peuple souverain. Ce sont des théoriciens d'Europe qui envisagent les risques d'une dictature. Les Américains ne la craignent pas. Ils sont trop réalistes pour évoquer des fantômes et s'en épouvanter. Leur Constitution est née de la nature des choses; insérée comme un terme nécessaire dans la suite de leur histoire, elle a sanctionné le passé et préparé l'avenir. Ils n'ont brisé qu'un lien qui menaçait de devenir une chaîne. Ils n'ont rien détruit, rien renié. Leur vie a continué sans déchirements, sans rupture; et les institutions de la période coloniale subsistent aujourd'hui encore, à peine transformées. Le cadre où elles ont trouvé place est assez souple pour qu'elles y jouent à l'aise et en liberté. Cette organisation fédérale, devenue nécessaire, se maintient et se fortifie.

A mesure que le nouvel état de choses faisait ses preuves et se justifiait par l'événement, les méfiances désarmaient. L'ancien parti de l'autonomie est bien diminué. Non seulement il perd du terrain, mais il se transforme, et les principaux articles de son programme deviennent le libre-échange, la limitation des armements, l'impôt progressif sur le revenu et une politique d'économie. Décentralisateur par système et par tradition, il ne lui est plus guère possible, en effet, d'ins-

crire en tête de son programme la décentralisation comme article fondamental, car si le particularisme a pu primer autrefois le sentiment national, il n'y a pas un citoyen d'un des États de l'Union qui ne se sente aujourd'hui citoyen de l'Union tout entière. Un sens plus vif des responsabilités fédérales, toujours plus nombreuses et plus importantes, dérive tout naturellement de la concentration croissante de la vie industrielle, politique et sociale. Le gouvernement américain évolue vers la centralisation simplement et précisément parce que l'activité américaine est toujours plus centralisée. Les gouvernements d'État ne peuvent ni par eux-mêmes, ni par une entente quelconque, s'occuper d'une manière effective, dans l'intérêt national et dans un esprit national, des graves problèmes économiques et sociaux. Sans aucun doute, l'organisation fédéraliste peut aider beaucoup à les résoudre. Mais il est évident que ni la réglementation du commerce, ni l'organisation du travail, ni le contrôle croissant de la proprieté dans l'intérêt public ne sauraient être laissées à l'initiative des divers États ni à leur compétence. Les meilleurs amis du gouvernement local aux États-Unis sont ceux qui cherchent à en limiter l'activité : c'est la seule manière de lui laisser un rôle dans l'organisme national dont il est ainsi un rouage normal et bien réglé.

Le vieux dogme démocratique américain, que

tout accroissement dans l'autorité du gouvernement fédéral est un danger pour le peuple américain, semble avoir perdu beaucoup de ses fidèles. L'éducation politique d'un peuple n'a pas de meilleur maître que la force des choses. Or, le peuple des États-Unis a été amené à cette constatation : il est bien plus le maître du gouvernement fédéral que des gouvernements d'États; un courant d'opinion peut agir bien plus efficacement sur l'impulsion unique de l'activité fédérale que sur des autorités nombreuses et dispersées comme celles des États.

Il n'est pas surprenant que le parti de la décentralisation ait vu décliner son prestige. Son leader actuel, M. Bryan, est, après Jefferson et Andrew Jackson, le chef démocrate qui a le plus longtemps et le plus complètement dirigé son parti. Or, sur les vingt-huit années du magistère de Jefferson, le parti occupa le pouvoir durant vingt-quatre et il le garda douze ans sur les seize durant lesquels Jackson fut à sa tête. Il ne l'a pas tenu un seul jour en douze années sous la conduite de M. Bryan. Le président Taft a été élu contre lui en 1908 par 303 voix contre 180, et les républicains se considèrent comme les maîtres de 33 États sur 46.

Nous ne voyons pas pourquoi les démocrates ne retrouveraient pas toute leur vigueur, renouvelée même et retrempée, le jour où ils affirmeraient

leur volonté d'organiser la vie politique, économique et sociale du peuple américain conformément à un certain idéal, qui fut d'ailleurs celui des origines et qui peut être celui de l'avenir. Ils ramèneraient ainsi la victoire dans leur camp. Il est bien probable que de cette manière ou d'une autre elle y reviendra. Mais les destinées vitales de la nation ne sont plus engagées dans ces retours de fortune. Comme l'a dit en Sorbonne, avec autant de justesse que de force, un Américain : « Si l'un des deux partis voulait profiter du pouvoir pour essayer de détruire les principes dont l'autre parti est le champion, il échouerait certainement. Le jour où l'on put croire possible de dissoudre l'Union est passé. Le jour où l'Union absorbera et annihilera les États n'apparaît pas encore à nos regards. La parole de Daniel Wesbter trouvera longtemps encore un écho dans l'âme du peuple : « Liberté et Union, maintenant et à jamais, sont unes et inséparables »[1].

1. Henry Van Dyke. *Le Génie de l'Amérique*, p. 79.

CHAPITRE II

Le Problème social.

Pourquoi il s'est posé plus tard qu'ailleurs en Amérique et d'une façon moins aiguë. — L'envers des États-Unis. — Un romancier socialiste. — Les « Quatre-Cents ». — La misère et le vice. — Le gaspillage de la vie humaine. — L'actif en face du passif. — Les exigences de l'évolution d'après le socialisme. — Évolution et Révolution. — Le génie de l'Amérique et le progrès.

La question sociale s'est posée en Amérique plus tard qu'ailleurs et d'une façon moins aiguë. La main-d'œuvre y est relativement rare et d'un prix élevé; les ressources disponibles restent encore pratiquement illimitées, le travail et la richesse à la portée de tous. On n'a pas besoin pour prendre sa place d'en chasser quelqu'un. Dans cette arène où la bonne opinion que chacun a de soi-même lui fait estimer ses chances égales à celles de n'importe quel autre, où les classes n'ont eu ni le temps ni l'occasion de se constituer, l'ambition ne se complique point de jalousie et ne s'embarrasse pas de représailles : elle n'est occupée que de donner tout son effort. Et elle a, avec le sentiment que

rien ne saurait le remplacer, l'habitude de ne compter que sur lui. Elle ne demande aux pouvoirs publics que de lui laisser le champ libre. Partout des exemples de succès montrent ce qu'il peut faire, livré à lui-même. Il se passe fort bien de secours, pourvu qu'on ne lui impose pas de limites; il hait par-dessus tout la réglementation. Comment le socialisme aurait-il prise sur une société qui met au premier rang l'initiative individuelle, réclame pour chacun la liberté d'essayer sa chance et de courir son risque ? « Socialisme américain », il y a presque entre les deux termes une contradiction.

Sans doute, l'influence des idées allemandes et françaises n'a pas été étrangère au mouvement qui s'annonce. Parmi les six millions d'Allemands que les États-Unis ont reçus depuis le commencement de l'immigration, il s'en est trouvé quelques-uns pour répandre l'évangile selon Karl Marx. Nos utopistes de 1848 avaient prêché d'exemple. Faut-il rappeler la Communauté icarienne de Cabet dans l'Illinois et la colonie de Victor Considérant au Texas? Ces essais infructueux n'étaient guère propres, il est vrai, à encourager le socialisme, non plus que la fameuse tentative américaine de Brook Farm. Mais nous ne prétendons pas retrouver ici la genèse du socialisme américain, et d'ailleurs ces fantaisies quasi individuelles ne sont rien, et les idées mêmes comptent peu, auprès de

la force des choses qui a soudain imposé les problèmes sociaux.

Ce qui est certain, en effet, c'est que le système économique et social que combat le collectivisme semble avoir atteint aux États-Unis son apogée, manifesté tous ses excès et tous ses périls. Nulle part il ne s'offre plus ostensiblement, plus brutalement à la critique. Il n'en faut pas plus pour expliquer la naissance d'une littérature socialiste, dont la prétention est de l'expliquer et de le guérir.

Toute œuvre de réforme suppose une œuvre de critique; toute théorie de la société future s'appuie sur le procès de la société actuelle. C'est la partie solide des systèmes; ils n'ont dans cette tâche préliminaire que trop beau jeu. Leurs auteurs ne sont pas seuls à relever et décrire les symptômes du malaise social. Voici que se groupent autour d'eux comme collaborateurs, quelles que soient leurs doctrines, et non moins efficacement peut-être s'ils n'en ont pas, les publicistes clairvoyants, les romanciers attentifs aux mœurs telles qu'elles sont, les moralistes soucieux de les rendre meilleures, les philanthropes qui rêvent de guérir et se vouent à soigner les maux de leur temps. De tels témoignages se multiplient outre-mer depuis quelques années; ils nous offrent ce qu'on pourrait appeler « l'envers des États-Unis[1] », c'est-à-

1. Il a paru sous ce titre un volume qui, malheureusement, n'y répond pas.

dire une peinture assez sombre de la société américaine.

Le trait essentiel, et, comme eût dit Taine, le caractère dominateur de cette société, dominée, nous l'avons dit, par les conditions de l'activité économique et toujours sommée de produire, c'est évidemment qu'elle repose tout entière sur l'argent. Vouée par la nature des choses aux libres entreprises de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, elle a pris la richesse comme but, les affaires comme moyen : *Dollar and business.* Toute l'énergie de l'homme est engagée dans cette course à la fortune, tout son présent avec tout son avenir, tout son effort et tous ses espoirs, son honneur même ou du moins son point d'honneur. Il en résulte une sorte de fièvre, une tension nerveuse qui se manifeste, à l'état aigu, par des signes comme la progression de la folie et du suicide, à l'état ordinaire par une indifférence générale à tout ce qui fait le prix ou le charme de la vie. L'homme ne s'attache même plus à son labeur, qu'il prend aujourd'hui pour le quitter demain, s'il croit voir ailleurs un plus court chemin du point où il est à celui où il vise. *Go ahead!* Allez de l'avant et en tous sens! Allez, jusqu'à la victoire ou la défaite, jusqu'à ce que vous dépassiez vos rivaux ou tombiez en route et ne puissiez plus vous relever... Écoutons ceux qui ont bien observé ce monde agité et frénétique. Voici ce qu'ils ont vu.

Les vainqueurs, d'abord, les « gagnants », — un petit nombre. On les appelle, à New-York, les Quatre-Cents. Le plus souvent, le chef de la maison continue à travailler, à faire travailler ses millions ou ses milliards. Même en ce cas, il n'empêche pas toujours qu'autour du lui ne se déploient, dans toute leur extravagance, l'excès de luxe, la prodigalité folle, les absurdes fantaisies nées du désœuvrement et de l'émulation, les débauches et les névroses. Qui donc pourrait sans danger trouver sous sa main de quoi satisfaire tous ses caprices, remplir le vide de ses loisirs, tenir le coup à toutes les surenchères des vanités rivales? Nous avons déjà cité le roman d'Edith Wharton, *Chez les Heureux du Monde*, cette vivante peinture d'un monde blasé, oisif, inutile et vain. Sa délicate psychologie nous a rendu sensible l'action dissolvante de ce milieu sur les volontés, la déformation des sentiments, la fatalité des faillites morales. Les romans de M. Upton Sinclair brossent plus brutalement le même tableau et nous font voir surtout la redoutable puissance de ces mains où viennent se concentrer des richesses démesurées.

Si nous laissons les fictions pour ne considérer que des faits, ceux-ci ne sont pas moins significatifs. Autant la spéculation est effrénée dans Wall-Street, autant la richesse est insolente dans la Cinquième Avenue. Tel palais d'un industriel a coûté 45 millions de francs. Là, c'est un hôtel où le

moindre appartement de deux pièces se loue près de 50.000 francs par an. « On ne laisse pas ignorer aux visiteurs que les portes cochères coûtent 10.000 dollars chacune; que les panneaux du fumoir ont coûté 45.000 dollars, et l'abri de la porte d'honneur 85.000 dollars. Les murs sont tapissés de brocart à 20 dollars le mètre, et le plafond est orné de dorures à un dollar l'once[1] ».

Le malheur est que ce somptueux immeuble appartient avec beaucoup d'autres à un milliardaire qui a aussi des maisons de rapport avec « pièces obscures », c'est-à-dire avec des chambres sans fenêtres, qu'il fait payer très cher à des ouvriers. Bien heureux encore ceux qui peuvent iouir de ce domicile; car la misère n'est pas moins excessive en bas que le luxe en haut. Le renchérissement de la vie équivaut à une baisse générale des salaires, et de plus le caractère spasmodique de l'industrie américaine, qui se développe par soubresauts plutôt que par une croissance régulière, entraîne de fréquents chômages. M. Robert Hunter s'est fait l'historiographe de cette misère, et son livre, *Poverty*, forme avec le roman de Mme Wharton un singulier diptyque. « Il semble possible d'affirmer », dit-il en s'appuyant sur des chiffres très précis, tirés de sources officielles, « qu'au moins 14 p. 100 de nos compatriotes, dans les années prospères comme 1903, et environ 20 p. 100 dans les années

1. Upton Sinclair. *La République industrielle*, p. 130.

mauvaises comme 1897, sont dans la misère complète... Ces chiffres ne représentent que les détresses manifestes ; il n'est pas douteux que, dans un groupe quelconque, ceux qui font appel à la charité ne soient qu'une petite partie de ceux qui souffrent de la misère ». Voilà un terrain tout préparé pour l'alcoolisme, le vice et le crime. Certes, il n'est pas de société qui n'ait ses bas-fonds de douleur, ses déchets d'activité. On ne s'étonnera point que l'âpreté de la lutte, la violence des appétits rassemblés là de toutes parts, grossisse les défaites comme les victoires.

Du haut en bas, d'ailleurs, il y a un effrayant gaspillage de la vie humaine. L'homme ne « vaut » que par le rendement immédiat qu'il peut produire. Le multimillionnaire se surmène comme l'ouvrier, — bien davantage. Les travailleurs s'usent vite. A quarante ans, trente-cinq ans même, on ne les engage plus. Par contre, des enfants sont mis à la tâche, dès qu'ils savent marcher, dans les magasins ou dans les usines. M. John Spargo a conservé un livre entier à leur détresse : « Le cri des enfants » (*The Cry of the Children*). Sur les 50.000 qui sont occupés dans les filatures de l'Alabama par exemple, 17.000 n'ont pas douze ans et 5.000 n'en ont pas dix. Ils travaillent douze heures par jour, les plus jeunes pour neuf sous. D'incroyables et navrants témoignages ont été apportés devant la Commission du Travail des enfants. On a vu « un

petit garçon de sept ans qui travaillait depuis quarante nuits, et un autre, de neuf ans, qui avait fait partie d'une équipe de nuit pendant onze mois, à l'âge de six ans. » Mlle Jane Adams, de Chicago, la fondatrice du fameux *settlement* de Hull House, dépose : « Dans la Caroline du Sud, j'ai trouvé dans une grande manufacture de fondation récente un enfant de cinq ans travaillant de nuit. En passant à Columbia (Caroline du Sud) à 10 h. 30 du soir, j'ai trouvé plusieurs enfants qui ne savaient même pas leur âge et qui travaillaient de 6 heures du soir à 6 heures du matin ». Le travail féminin n'est pas moins exploité, et nous connaissons par l'excellente traduction que M. Jacques Doumic nous a donnée du livre de Mmes J. et M. Van Vorst, la condition de l'ouvrière aux États-Unis. Enfin les accidents de toute sorte — chemins de fer, bateaux, mines, théâtres, se multiplient dans des proportions effroyables, « parce qu'il revient à meilleur compte de payer des dommages et intérêts que de prendre les précautions nécessaires ». Considérons seulement les chemins de fer. Pour les cinq premières années du xxe siècle le compte rendu officiel accuse, assure-t-on, 41.000 morts et environ 250.000 blessés. La seule année 1903 comptait 9.840 morts et 76.000 blessés. « L'armée américaine, — dit M. Upton Sinclair, auquel nous empruntons ces chiffres invraisemblables — dans la guerre contre l'Espagne a perdu deux fois moins

d'hommes que la voie ferrée n'en consomme année moyenne ».

Brochant sur tous ces maux et en aggravant quelques-uns, la corruption politique sévit à tous les degrés du corps social, et qu'est-elle autre chose sinon la prise de possession des pouvoirs publics par le capital constamment croissant, et l'exercice du gouvernement au profit d'intérêts privés? Dans beaucoup de villes les deniers municipaux sont au pillage; les travaux les plus urgents restent à l'état de projet, à moins que leur exécution ne soit payée infiniment au delà de ce qu'elle coûte. M. Lincoln Steffens a pu consacrer à ces abus un volume entier sous ce titre bien significatif : « La Honte des Cités » (*The Shame of the Cities*).

Voilà les faits d'où partent les théoriciens. Ils n'ont voulu voir que l'envers de cette prospérité, dont il serait juste pourtant de considérer l'autre face. Si nous avons trouvé, dans la vie américaine, marqués en plus gros traits que partout ailleurs, les défauts et les vices des sociétés où rien ne contre-balance le pouvoir de l'argent, nous y pourrions suivre aussi, non moins visibles, les merveilles de l'énergie et du travail, la diffusion et le progrès d'une vie large, heureuse et libre. C'est même ce qui se voit le mieux, ce qui se voit seul à distance. Nous admirons la rapidité et l'intensité d'une production que multiplie le machinisme, nous envions à l'Amérique les hauts salaires, la facilité

pour chaque travailleur d'essayer ses chances dans des conditions diverses. Nous citons en exemple l'activité des capitalistes qui surveillent ou dirigent l'emploi de leurs fonds, au lieu de dormir sur leurs titres de rente, le crédit pratiqué de manière à féconder l'activité et produire la richesse, au lieu d'accélérer la ruine. Nulle part il n'y a plus de gens contents de leur sort ou pleins d'espoir dans l'avenir. L'optimisme est un trait du caractère américain ; il est un signe de vigueur et de santé. A la façon dont le corps social lutte contre ses maladies congénitales, on reconnaît un organisme doué de défense. La fortune se concentre en quelques mains : mais les millionnaires sont généreux ; ils ont le sens du bien public auquel ils collaborent par de grandioses fondations ; ils forment spontanément, en dehors de tous cadres traditionnels, une aristocratie qui a sa raison dans les services rendus. La misère est grande : mais nulle part l'initiative privée et l'esprit d'association ne la combattent avec plus de méthode et d'énergie. La politique salit tout ce qu'elle touche : mais elle touche à peu de chose, et il n'est pas déraisonnable d'espérer que peu à peu l'aristocratie en formation entrera dans la vie publique, soit pour remplacer les politiciens, soit pour entraver leur honteux trafic.

On peut donc mettre l'actif en face du passif et opposer aux méfaits trop assurés du régime ses bienfaits éclatants. Le socialisme d'ailleurs ne les

conteste pas. Sa thèse est qu'ils sont épuisés tandis que la malfaisance corrélative ne fait que croître. Et cela s'explique. Pour les premiers colons débarqués en Amérique, les chances étaient théoriquement égales. Chaque homme, par son travail, gagnait plus qu'il ne consommait et produisait de la richesse. Aujourd'hui l'équilibre est rompu entre les quatre-vingts millions de pygmées qui forment la nation et la douzaine de géants auxquels appartient tout le matériel de l'industrie nationale : voies ferrées, mines de charbon et de pétrole, usines, magasins. Ceux-ci autorisent les quatre-vingts millions d'autres citoyens à se servir de ce matérie pour produire leur vie, mais à cette condition que de tout ce qu'ils produiront ils ne prendront qu'une partie : le reste constitue les bénéfices de l'exploitation. Les bénéfices vont grossir le capital, qui devient ainsi toujours plus puissant et plus tyrannique. Regardez où il aboutit. Pour rémunérer des capitaux qui grossissent à intérêts composés, il faut des bénéfices de plus en plus grands. La concentration amène la surproduction, qui amène le chômage. Le régime capitaliste — le régime de la concurrence — se détruit lui-même. Pour mieux dire, il a donné tout ce qu'il pouvait donner ; il est temps qu'il cède la place à un autre, auquel il a préparé les voies. Il correspondait à une phase de l'évolution. Il faut un régime nouveau à une phase nouvelle.

Nous reconnaissons là les thèses ordinaires du socialisme. Appliquées à l'Amérique, c'est-à-dire à une société dont les origines et le développement sont tout entiers sous nos yeux, on perçoit mieux peut-être ce qu'elles ont de forcé, d'inexact, d'inadéquat aux faits. D'abord, l'état initial, théorique, d'égalité est une fiction, un concept, une idée, tout ce qu'on voudra, excepté quelque chose de réel. Les premiers colons arrivés en Virginie ou dans la Nouvelle-Angleterre, pas plus d'ailleurs que les premiers hommes entre lesquels il peut plaire à des théoriciens d'imaginer un « contrat social », ne sont pas égaux, en aucune sorte. Ils sont *inégaux* de force, d'intelligence, de caractère, etc. Les uns vont donc faire *plus* que les autres, produire plus, et par un heureux effet de la sélection naturelle se trouver ainsi en possession de ressources propres à accroître encore les avantages qui les ont procurées, et ainsi de suite, l'inégalité allant s'accentuant, de manière à multiplier les forces de l'homme qui sait ouvrir devant lui un champ d'action.

Le pays a besoin d'initiatives individuelles : il les dégage et les met en avant. « En somme, ces conditions particulières produisent une sélection presque immédiate entre les capables et les incapables ; dans une société où tout le monde trouve à sa portée l'échelle nécessaire pour atteindre la fortune, on voit de suite quels sont ceux qui peu-

vent la gravir, ceux qui demeurent au pied et ceux qui se cassent les reins[1] ».

Une seconde erreur dérive de la première. Après avoir exagéré l'égalité passée, le socialisme exagère l'inégalité présente. Entre la « douzaine de géants » et les « quatre-vingts millions de pygmées » il néglige les intermédiaires : les sept mille millionnaires d'abord, dont lui-même dénonce l'existence, et puis tous ceux qui montent tandis que d'autres descendent, tous les travailleurs en train de s'enrichir, tous ceux qui s'avancent d'un pas allègre et hardi — téméraire souvent — dans cette voie ouverte à l'énergie, au mérite et à la chance. Et c'est ce mouvement qui fait la vie, l'activité, le progrès. Voilà le stimulant de la production, de l'invention, l'outil par excellence de la richesse.

Enfin le socialisme suppose, contre toute vérité, que la masse des capitaux qui augmentent à intérêts composés devra tirer ses revenus, toujours croissants dans la même proportion, d'un même fonds limité ; et il en conclut que l'exploitation sera de plus en plus oppressive, que le capital pèsera de plus en plus lourdement sur le travail. Le sophisme est manifeste. Le capital ouvre sans cesse de nouveaux champs d'activité : par exemple, une ligne de chemins de fer attire des émigrants, qui défrichent des terres incultes et, avec leurs propres

1. P. DE ROUSIERS. *Ranches, Fermes et Usines*, p. 149.

capitaux ou ceux que le crédit met à leur disposition, creusent des mines, bâtissent des usines, construisent des villes. Le capital accru crée donc des entreprises nouvelles, qui lui servent des revenus, sans qu'il ait aucunement à demander plus aux entreprises anciennes.

Rien n'est donc moins clair ici que ce concept d'évolution par lequel on voudrait justifier la fin d'un régime et l'avènement d'un autre. Les États-Unis n'ont pas fini de se développer. Vous reconnaissez que l'effort individuel y a tout fait, et vous concluez qu'il n'a plus rien à y faire. Quel sophisme encore ! Vous jouez sur un petit mot indéfini et passez subrepticement d'un sens à un autre, — de « tout ce qui existe » à « tout ce qui devra et pourra jamais exister. » Les deux termes ne sont pas équivalents. Si vous regardiez les faits, au lieu de spéculer sur des idées, vous reconnaîtriez que les conditions qui ont favorisé l'établissement du régime de la concurrence restent encore sensiblement les mêmes. Dans la mesure où elles se transforment, il faudra bien que le régime se transforme à son tour : on n'en a point vu d'immuable. Aussi bien, celui des États-Unis a beaucoup changé, depuis la colonisation de la Virginie et l'arrivée des « Pères pèlerins » dans la Nouvelle-Angleterre, jusqu'à la lutte de M. Roosevelt contre les *trusts* et à la présidence de M. Taft. Mais comment accorder avec l'idée d'évolution celle d'une révolu-

tion substituant de toutes pièces un régime excellent à un régime détestable et le bien au mal? Ne faudra-t-il pas aussi admettre, comme conséquence, que le nouvel état est définitif? Avouez qu'au fond c'est bien, ou à peu près, votre pensée. Il s'appuie sur la loi d'évolution et la supprime : dernier sophisme.

A vrai dire, c'est se payer de mots. L'évolution est une chose, les révolutions en sont une autre. Il n'est pas impossible aux volontés humaines de les accomplir; il est possible aussi qu'en les accomplissant elles se trompent. En tout cas, de telles métamorphoses n'ont rien de commun avec le devenir ininterrompu dont les degrés constituent le progrès de la nature.

Supposons maintenant la Révolution accomplie et voyons ses effets. Nous nous trouvons, suivant l'expression de son théoricien le plus radical, M. Upton Sinclair, en présence d'une « association pour la production de la richesse, dont les membres sont sur le pied d'égalité, élisent des représentants pour l'administrer, et reçoivent part égale de tous les avantages qu'elle procure ». Avez-vous pensé à ce que serait une société où toute autorité serait fondée sur la propriété des moyens de production? Le monde a connu bien des tyrannies : celle-là les dépasserait toutes. Sans doute, en droit, en théorie, il n'y aurait plus d'employeurs, de capitalistes, de patrons ; mais, en fait, vous les remplacez tous par

un seul, le plus puissant, le plus despotique, le plus redoutable, et dont rien ne vient limiter l'autorité : l'État. Sans doute encore, en droit, en théorie, l'État, c'est nous tous ; mais, en fait, c'est un petit nombre de fonctionnaires ou de « représentants », qui peuvent fort bien se trouver réunir la souveraineté, l'indifférence et l'incompétence, être ainsi les plus mauvais administrateurs du travail national, en même temps que ses maîtres absolus. Enfin, le travail national n'est pas l'unique intérêt de la nation. Celle-ci n'est pas seule au monde. Sans parler de l'ordre intérieur, elle doit garantir la sécurité extérieure, régler des rapports de toute sorte avec les autres nations. Qui pourvoira à ces tâches dans une simple « association pour la production de la richesse » ? Les représentants élus? Leur mandat ne se justifiait que limité aux intérêts économiques, et alors ils ne sont à aucun point de vue qualifiés pour de telles missions ; si vous étendez le mandat, votre république « industrielle » redevient une république de politiciens.

Ou plutôt, elle n'a jamais été autre chose qu'une utopie de raisonneurs radicaux et simplistes. La réalité est plus complexe. Il y a une naïveté singulière, par exemple, à penser que les entreprises étant montées maintenant, on puisse éliminer le capital comme un facteur devenu dès lors inutile, s'emparer de ses créations et les faire marcher

sans lui. La conservation n'est qu'une création continuée : il faut la même puissance pour soutenir et faire durer que pour créer. Et d'ailleurs, à côté des créations anciennes, il faut incessamment des créations nouvelles : la vie ne s'entretient et ne s'étend qu'à ce prix. Comment se poursuivrait la colonisation de l'Ouest sans les capitalistes qui ouvrent la voie, créent les chemins de fer, fondent les banques de crédit agricole, etc.? Constamment nous voyons à l'œuvre l'individu, les ressources individuelles, l'*inégalité*. Voilà le jeu naturel que les institutions doivent favoriser, non supprimer. S'il est entravé ou faussé, redressez-le, supprimez les entraves. Les seules « révolutions » capables d'assurer l'avenir — encore le terme cesse-t-il alors d'être juste — sont celles qui rendent ainsi à elle-même une force en marche, lui permettent de reprendre sa direction déviée, de retrouver son sens primitif et normal. Telle fut la Révolution de 1688 en Angleterre, celle de 1776 en Amérique. M. Henry Van Dyke l'a dit, et on ne saurait trop méditer cette remarque : « Notre Révolution, pour parler philosophiquement et avec exactitude, ne fut pas une révolution du tout. Ce fut une résistance. Il ne s'agissait pas de conquérir des droits nouveaux, mais d'en défendre d'anciens. » Et plus loin : « ... Cette lutte de défense que, faute d'un nom meilleur, nous sommes forcés d'appeler la Révolution... »

S'il en faut une autre dans ce pays, qu'elle y soit conforme à la nature des choses et à la loi de leur développement. Le capital est oppresseur, dites-vous. Ce n'est pas sa fonction, mais son abus. La concentration excessive des moyens de production n'a pas le caractère fatal que vous lui attribuez; elle n'est pas le terme nécessaire auquel devait aboutir, en quelque sorte, logiquement le régime de la concurrence. M. de Rousiers semble bien avoir établi, au contraire[1], par des observations minutieuses, « que les industries vraiment monopolisées aux États-Unis, l'ont été par suite de la rencontre fortuite de circonstances artificielles, mais non en vertu de leur évolution normale ». De bonnes lois ne pourraient-elles pas décongestionner l'industrie, conjurer cette espèce d'apoplexie économique, limiter la tyrannie du capital en lui laissant son pouvoir créateur et nourricier? Déjà la concentration des forces ouvrières, la législation du travail, y réussissent dans une certaine mesure. Ces moyens sont insuffisants. Perfectionnez-les, complétez-les. Mais laissez l'homme et ses ressources aux prises avec les difficultés, laissez l'effort individuel épanouir ses richesses inépuisables; ne limitez pas, ne réglementez pas, ne « bureaucratisez » pas toute la vie.

1. P. DE ROUSIERS. *Les Industries monopolisées* (Trusts) *aux États-Unis.*

Rien n'est plus au contraire au génie de l'Amérique. Si l'initiative et l'énergie se sont développées là plus qu'ailleurs, c'est qu'elles y étaient plus nécessaires. Elles développent aussi, nous l'avons vu, nous l'avons dit, une combativité que la victoire exalte, enivre, jusqu'à faire des êtres de proie. Des richesses formidables s'accumulent entre les mains d'incapables qu'elles jettent dans toutes les extravagances et toutes les névroses. Il y a une folie du dollar, dans le gain et dans la dépense. Mais ni ses troubles ne condamnent une fonction, ni ses maladies un organe : c'est chimère pure de vouloir les remplacer par d'autres organes et d'autres fonctions. Il faut rester plus près de la réalité et ne pas invoquer à tout propos l'évolution. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, qu'elle compte parmi ses facteurs, dans l'ordre de l'activité humaine, l'intelligence et la volonté. Le rôle des révolutionnaires est d'exciter les intelligences et les volontés. Ils excellent à montrer le mal, à le dépister sous toutes ses formes, à en relever tous les symptômes. Ils commencent à faiblir dans la recherche de la cause, et il n'y a plus qu'utopie dans la conception des remèdes. Celui qu'ils vont chercher bien loin leur fait perdre de vue ceux qu'ils ont sous la main. L'œuvre de la science politique est de les découvrir et de les appliquer. Peu à peu les maux s'atténuent. N'attendons pas qu'ils disparaissent : ils sont de l'essence même des choses humaines,

la rançon dont nous payons le bien réalisable en ce monde.

Il s'agit seulement de ne pas payer trop cher, de n'accepter que le mal inévitable. Les résultats acquis par l'Amérique justifient le prix qu'elle y a mis. Dans des conditions devenues moins avantageuses, vraisemblablement elle « comptera » davantage ; elle tiendra mieux sa maison, quand elle aura plus de peine à faire fortune et quand il lui faudra travailler, comme les vieux pays d'Europe, pour « joindre les deux bouts ». Des problèmes se poseront, qu'on ne soupçonnait pas ou qu'on ne faisait qu'entrevoir. Les places seront plus rigoureusement réparties et mieux gardées. On verra se multiplier les limites, les règlements et les lois D'autres facteurs que l'argent manifesteront leur importance... En attendant, il y a dans cette société vigoureuse et instable, assez d'audaces satisfaites et d'ambitions confiantes pour que des idéologues aient peu de chance d'y accréditer une doctrine contraire là-bas à l'état des choses, contraire peut-être à la nature des choses en tout temps et par tout pays.

CHAPITRE III

Le Problème des races.

I. — La « question nègre ». — Les États du Sud après l'émancipation : le gouvernement des *carpet-baggers*. — Violences et expédients. — Une atteinte au principe américain du *fair play*. — Une race inassimilable. — L'œuvre de Booker T. Washington.
II. — La « question jaune ». — Elle se complique de difficultés internationales. — Chinois et Japonais sur la côte du Pacifique.

Si le problème social ne nous paraît pas s'inscrire en lettres de feu sur les murs du festin grandiose où sont venues réclamer une part toutes les races du monde, peut-être n'en faudrait-il pas dire autant du problème des races. L'organisme même de la nation n'est-il pas exposé à des troubles profonds, à de graves désordres, par l'afflux toujours renouvelé des immigrants, par la présence de masses inassimilables, ou qu'il faudra du moins bien longtemps pour assimiler?

Tant que les immigrants ont été, ou à peu près, de même race et de même formation sociale, politique et religieuse que les premiers colons de

la Nouvelle-Angleterre, ils accroissaient le fonds primitif sans l'altérer. Anglo-Saxons, Germains, Scandinaves, les Celtes d'Irlande eux-mêmes, tout le contingent de l'Europe septentrionale et occidentale se prêta en somme assez docilement au sens général d'une civilisation d'origine analogue, qui s'élargissait et se modifiait sous cet apport. Mais voici qu'entre en scène un autre monde, l'Europe du Sud et de l'Est. Grecs, Italiens, Tchèques, Hongrois, Slaves, se déversent à flots dans le grand réservoir où s'alimente le colosse américain.

Sa puissance d'absorption s'est suffisamment manifestée déjà pour attester de quoi est capable la force de l'organisme primitif, soutenue par l'action combinée des élites. Si l'immigration n'a pas usqu'ici compromis l'unité, il ne semble pas qu'elle risque jamais de la compromettre.

Mais l'abolition de l'esclavage a créé un autre danger que les Américains n'envisagent pas sans inquiétude. Dix millions de nègres font maintenant partie intégrante de la nation et leur nombre — sinon leur proportion — s'accroît sans cesse.

Le quinzième amendement à la Constitution, proposé par le Congrès le 26 février 1869 et mis en vigueur le 30 mars 1870, en a fait des électeurs comme les autres : « Le droit de vote des citoyens des États-Unis ne pourra être refusé ou limité par les États-Unis ou tout autre État, pour raisons de

race, couleur ou condition antérieure de servitude. » La « question nègre » en est devenue plus brûlante, et elle met certains États en péril. On sait quelle solution brutale lui donnent les mœurs. Les noirs ne sont pas considérés comme des égaux. Les plus libéraux, voire les plus « libertaires » de nos compatriotes, ont dû reconnaître un sens au « préjugé » dont la violence nous choque si fort à distance et que nous considérons si sévèrement des hauteurs du point de vue rationnel et humain. Il faut bien avouer, en effet, que « la masse est encore ignorante et corrompue ». Même si on tient à en faire retomber toute la responsabilité « sur les générations de blancs qui ont tenu ces infortunés en esclavage, le contact n'en est pas moins désagréable pour les générations de blancs qui ont supprimé l'esclavage[1] ». Et si l'on en juge par la pauvreté des résultats obtenus en un demi-siècle, si l'on considère la misérable condition des Républiques où les nègres sont maîtres absolus, — Liberia, Haïti, — il est permis de craindre que ce contact ne reste longtemps encore désagréable et que les blancs ne soient confirmés avec quelque raison dans leur conviction de l'infériorité des nègres. Sans doute, on peut espérer d'adoucir la violence des répulsions, d'abolir l'odieux lynchage; on peut combattre, comme l'a

1. URBAIN GOHIER. *Le Peuple du XXe Siècle*, p. 251.

fait le président Roosevelt, le préjugé plus sommaire qui empêche un Américain de recevoir à sa table un noir, même instruit, poli et distingué : le problème n'en conservera pas moins pour un long avenir son acuité.

Il s'est posé le jour où l'émancipation a mis en présence l'une de l'autre, avec des droits politiques égaux, deux races entre lesquelles il y a, comme dit M. James Bryce, « une aussi grande différence qu'entre les armes en pierre éclatée de l'âge de pierre et le fusil Maxim d'aujourd'hui ». C'était certes aller bien vite que de transformer du jour au lendemain en citoyens et en électeurs des « enfants de la nature dont la plus haute forme de plaisir avait été jusque-là de danser des entrechats aux accords du banjo ». Avec leur bulletin de vote ils prenaient une importance considérable dans tous les États du Sud, et devenaient les maitres dans quelques-uns.

D'après les calculs du recensement de 1900, ils représentent 58,5 p. 100 de la population totale dans le Mississipi, 47,1 en Louisiane, 46,7 en Géorgie, 45,2 dans l'Alabama, 43,7 en Floride, 35,6 en Virginie, 33 dans la Caroline du Nord, 31,1 dans le district de Columbia, 28 dans l'Arkansas, 23,8 dans le Tennessee. Encore cette proportion a-t-elle diminué puisque l'accroissement de population a été moindre pour les noirs que pour les blancs (17,8 p. 100 contre 21,4 de 1890 à 1900). Elle était

plus forte immédiatement après la guerre civile, durant la période de « reconstruction ».Les blancs d'ailleurs se trouvèrent presque tous exclus de la vie publique par le « bill des Droits civils », qui exigeait des candidats le serment qu'ils n'avaient point pris part à la sécession. Des aventuriers du Nord accoururent afin d'exploiter la situation. Soutenus par le vote de la masse nègre, ils installèrent dans huit États du Sud un régime de tyrannie, de dilapidation et de désordre qu'on appela le gouvernement des *Carpet-baggers*, parce que ces politiciens de bas étage se mettaient en campagne avec leur valise (*carpet-bag*) et n'avaient pas besoin d'autre instrument de travail ni d'autre capital pour exercer leur industrie. Presque partout ils étaient obligés de se faire soutenir par les troupes fédérales d'occupation. Les gens du Sud, déjà appauvris par la guerre, le blocus et le cours du papier, étaient écrasés par les taxes que leur imposaient des autorités sans scrupule. Ces gouvernements subsistaient encore en 1876 dans la Caroline du Sud, la Floride et la Louisiane. Le premier de ces États vit monter sa dette, en dix ans, de 3 millions de dollars à 21 millions.

Une telle tyrannie ne pouvait durer, et le Sud organisa la résistance. Tous les expédients lui étaient bons pour éluder la loi ou en empêcher les effets. On paya des prédicateurs dont l'éloquence devait faire oublier l'heure du vote, des

cirques ambulants qui donnaient des représentations au moment du scrutin. On vota des lois privant du droit électoral les illettrés et les citoyens dont les contributions étaient inférieures à 1.500 francs, sauf les fils ou petits-fils d'électeurs inscrits antérieurement au 1er janvier 1867 et les étrangers naturalisés avant l'année de ladite loi.

Enfin, on n'hésita pas à user de violence quand les autres moyens avaient échoué, comme à Wilmington (Caroline du Nord) où le parti démocrate, formé des notables de la cité, chassa, les armes à la main, en novembre 1898, une administration nègre et prit sa place, après une bataille dans la rue où périrent une vingtaine de citoyens de couleur.

Nous reconnaissons là cette énergie résolue à tourner ou renverser les obstacles, incapable d'abdiquer devant ce qui entrave ses efforts, cette volonté d'être et de persévérer dans l'être, que rien n'abat ni ne décourage. Dans ce pays où le respect de la loi est si fort, on ne s'arrêtera pas devant une loi dont les effets sont considérés comme mortels. Aussitôt qu'ils ont été bien et dûment constatés, la cause est entendue, le parti est pris. Car il faut vivre d'abord, *primum vivere*, et le reste est de la philosophie. Chaque peuple garde l'empreinte de ses conditions fondamentales d'existence et elles déterminent le sens de son activité. Rien ne se serait fait aux États-Unis, rien n'au-

rait duré ni grandi si, une fois reconnues les nécessités essentielles, on ne les avait attaquées de front et, d'une manière ou de l'autre, surmontées. Il faut en avoir raison : la raison ne recommande pas autre chose et ne représente rien au delà. Nous ne sommes point ici en présence d'un peuple grandi parmi les protections et les contraintes, habitué à distinguer des volontés individuelles une volonté souveraine dont on peut tout subir parce qu'aussi bien on en reçoit tout. La volonté générale n'est ici qu'une somme des volontés particulières en tant qu'elles concordent, et il ne saurait par conséquent y avoir entre celles-ci et celle-là d'opposition. Si cette concordance n'existe pas, les volontés individuelles reprennent leur liberté et le bon droit est du côté de celles qui travaillent à édifier, non à détruire, à accroître le bien-être, l'ordre, la propriété, non à les diminuer. Ce réalisme-là ne se paiera jamais de grands mots, de concepts abstraits, de formules creuses. Il représente la vie, le progrès.

Les Américains s'inclinent donc devant la nécessité, quand ils se défendent contre le « péril noir ». Ils ne le font pas de gaîté de cœur. Cette atteinte à l'égalité des chances que chacun apporte dans l'arène nationale, met en cause, ils le sentent bien, le principe le plus cher à leur cœur, le plus conforme à leurs besoins, le plus fortement consacré par leurs habitudes, celui qui tient tout entier dans

l'expression si simple et si forte de *fair play*. Nous ne savons comment la traduire en français, parce que nos mœurs n'ont pas donné à son équivalent « franc jeu » la même étendue de signification ni la même portée. Certes nous savons ce que c'est que d'être beau joueur, d'aller à la partie avec les chances que nous donnent l'adresse et le hasard, de gagner sans tricherie, de payer quand nous avons perdu. Mais toute notre vie, toutes nos tâches, ne reposent pas sur ce principe-là. Il soutient seul, et depuis les origines, la vie américaine, l'effort américain. M. Henry Van Dyke le considère avec la confiance en soi (*self-reliance*), l'énergie, l'amour de l'ordre social et l'esprit d'organisation comme un des quatre traits fondamentaux de l'âme nationale. « Il est simplement, nous dit-il, le désir de traiter les affaires avec de justes poids et mesures, de vivre dans un État qui accorde une protection et des facilités égales à tous les citoyens, de jouer un jeu dans lequel les règles soient les mêmes pour chaque joueur et où tout bon coup compte, quel que soit celui qui le porte. »

Cet « esprit d'équité » — pour transposer, faute de mieux, dans notre langage idéologique, une expression toute concrète tirée de la réalité familière — ne s'accommode pas volontiers des mesures que la présence de « races inférieures » imposa dès le début et impose encore aux États-Unis. Un écrivain de talent a pu intituler un livre

sur leur politique indienne : *Un siècle de déshonneur*. Le petit nombre des Peaux-Rouges et leur extinction progressive a résolu la question. On ne les redoute pas et rien n'empêche de les protéger dans leurs droits. Mais il n'en va pas de même avec les noirs. Le système de l'esclavage domestique « a laissé, comme héritage, le problème peut-être le plus difficile et le plus dangereux auquel l'Amérique ait à faire face[1] ». Et plus loin : « Le problème est insoluble parce que la race est insoluble. »

Voilà précisément le point : la race est-elle insoluble ? Ceux qui le pensent ne peuvent envisager que des mesures extrêmes et impraticables : création de « réserves » dans un territoire du Sud où les neuf millions de nègres seraient rassemblés ; retransplantation en masse dans les pays d'origine, forêts et plaines du Congo ou du Niger. L'hypothèse contraire nous semble infiniment plus conforme au caractère américain : elle permet d'espérer et d'agir. Nul ne conteste l'infériorité *actuelle* des noirs. Ce n'est pas le lieu ici d'instruire leur procès et d'examiner leurs défauts. On sait qu'au point de vue économique leur situation est médiocre dans la société américaine : ils y constituent les neuf dixièmes de la main-d'œuvre grossière, *unskilled labor*. C'est parmi eux que se recrutent presque tous les domestiques et quelques-uns des plus

1. Henry Van Dyke. *Ouvr, cité*, p. 123.

humbles commerçants : marchands de fruits, barbiers, etc. Leur moralité est médiocre : ils sont souvent voleurs et obscènes. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a moins d'un demi-siècle ils étaient encore assimilés à de la propriété foncière par la loi de la Louisiane, et à du bétail par celle de la Caroline du Sud. Comment la dignité humaine, la raison, la conscience, auraient-elles, dans une race qui passa de la sauvagerie à la servitude, le développement que lui ont donné, chez l'homme libre européen, des siècles et des siècles de civilisation, de culture et de raffinement? Ceux qui pensent que les noirs peuvent être améliorés, transformés par l'éducation et la vie sociale, entrevoient une solution plus ou moins lointaine de la question des nègres, et n'hésitent pas à y travailler.

Déjà de généreux philanthropes, comme le général Armstrong, avaient voué leur vie au relèvement de la race noire, mais c'est un homme de cette race, Booker T. Washington, qui, prouvant par son exemple même l'excellence de sa cause, a réalisé l'œuvre la plus sage et la plus féconde. Il faut lire son histoire telle qu'il nous l'a contée. Né dans l'esclavage, en l'année 1858 ou 1859 — il ne sait pas au juste, — il apprend un jour par hasard l'existence de l'école normale et agricole de Hampton (Virginie), et décide de la découvrir, de s'y faire admettre, d'y recevoir l'instruction. Il fait comme il peut et sans ressources les cinq cents

milles qui l'en séparent et, après un examen de balayage, réussit à entrer comme concierge, en paiement de ses frais d'études. Vingt années plus tard, il fondait l'Institut normal de Tuskegee où, après avoir fait la classe dans une écurie et un poulailler, il a la joie de voir aujourd'hui réunis, grâce aux seules ressources qu'il a su se procurer, 166 maîtres et 1.621 élèves, ayant à leur disposition une bibliothèque de 13.000 volumes. L'enseignement est gratuit. Les dons ont fourni en 1909 314.763 dollars et le revenu total a été de 405.131. Le capital est de 1.513.440 dollars. Cet Institut n'est pas une Université au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire un foyer de haute culture. C'est plutôt un vaste établissement d'instruction professionnelle. « A côté de l'enseignement littéraire, scientifique et religieux, écrivait en 1901 M. Booker Washington lui-même, il y a à l'école vingt-huit classes industrielles toujours en activité. Toutes ces classes enseignent des professions par lesquelles nos étudiants des deux sexes peuvent trouver un emploi immédiat à leur sortie de l'Institut ». Tous ces jeunes gens acquièrent à Tuskegee la pratique et l'amour du travail, qu'ils sont prêts à répandre plus tard par leurs leçons et par leur exemple.

Certes, il ne faut pas méconnaître l'importance d'une telle œuvre ni ses bienfaits. Mais prenons garde aussi de ne pas l'exagérer. Les Américains les plus éclairés, les plus généreux et les plus libé-

raux sont là pour nous en avertir. M. Archibald Cary Coolidge, dans ses leçons de Sorbonne et dans le livre qui en est sorti, relève les indices et analyse les causes d'un antagonisme persistant, croissant plutôt, et qu'il croit durable. Le Nord est moins bien disposé que jadis. « Aujourd'hui que le nègre ne peut plus exciter la même sympathie qu'au temps de *La Case de l'Oncle Tom,* il trouve moins de champions. » Dans le Sud, les rapports sont devenus plus tendus, les sentiments plus hostiles. « Chez les nègres, c'est une rancune persistante d'avoir perdu les droits politiques qu'ils avaient obtenus, et de se voir mis à part, dans les tramways, les chemins de fer, etc., comme si l'on voulait leur faire sentir partout qu'ils appartiennent à une espèce inférieure. Chez les blancs, la peur de la domination noire a tourné en une véritable fureur. L'éducation même des nègres est regardée avec une défiance qui rappelle les temps de l'esclavage... Le résultat probable des tendances actuelles du Sud sera un divorce de plus en plus marqué entre les deux races. » L'avenir est inquiétant.

II. — On conçoit que les États-Unis, instruits par l'expérience, s'efforcent d'éviter qu'un « péril jaune » ne vienne s'ajouter au « péril noir » et compliquer encore pour eux le problème, bien assez grave déjà, de l'assimilation. Peut-être, aussi bien, le second serait-il plus redoutable que le premier.

Entre les blancs et les nègres d'Amérique, en effet, il n'y a du moins conflits, ni de religions, ni de civilisations. Ceux-ci parlent l'anglais, rien que l'anglais. Ils n'ont d'autre culture que celle de leurs anciens maîtres, et, à cet égard, la différence est de degré, non de nature. De plus, la question nègre reste, comme la question indienne, une affaire intérieure où les nations étrangères ne sont pas intéressées. Il n'en va pas de même avec les Chinois et les Japonais. Ils arrivent en foule avec leur langue, leur civilisation, leur religion, leurs coutumes et leurs mœurs, dans un pays de population clairsemée où tout les attire et les retient : un climat qui leur convient, des ressources inexploitées, de hauts salaires. Derrière eux, deux grands empires sont tout prêts à les défendre. Sans doute ces deux cent mille Jaunes restent un élément bien faible dans une population de 90 millions d'individus. Mais ils n'y sont pas dispersés ; ils se tiennent surtout dans quelques États du Pacifique où ils forment des groupes compacts. De plus, ils ne sont pas, comme les Indiens, « les survivants de peuplades en voie de disparaître. Ils forment au contraire l'avant-garde d'une armée qui compte plusieurs centaines de millions d'hommes, et, loin de reculer devant l'homme blanc, ils prospèrent et multiplient en face de lui. Ce n'est pas eux, c'est le blanc qui bat en retraite »[1].

1. Archibald Cary Coolidge : *Les États-Unis puissance mondiale*, p. 84.

Les États du Pacifique, la Californie surtout, se sont alarmés. De 1890 à 1900, le nombre des Japonais avait augmenté de plus de 71.000, et il ne cessait de croître depuis cette dernière date, à laquelle le recensement accusait en outre 120.000 Chinois. Nous avons rappelé ailleurs les difficultés qui se sont élevées, au sujet des immigrants, entre Washington et Tokio. Des pouvoirs locaux ont blessé le légitime orgueil des Nippons, en traitant leurs nationaux comme des représentants d'une race inférieure, en fermant aux enfants japonais les écoles publiques. Ils ont mis le gouvernement fédéral dans une situation délicate et périlleuse. Le président Roosevelt dut menacer, en dépit de la Constitution, mais au nom des intérêts supérieurs dont elle lui donnait la charge et la responsabilité. Les mesures considérées comme outrageantes ont été rapportées, et les relations sont redevenues courtoises, cordiales même. Le problème n'en subsiste pas moins.

Et il peut se formuler ainsi : la population blanche des États du Pacifique est-elle destinée à disparaître devant une invasion jaune? Le travailleur blanc devra-t-il céder la place au manœuvre chinois ou japonais? Les syndicats ouvriers s'y opposent de toutes leurs forces, et ils sont soutenus par l'opinion publique, qui n'admet point qu'une seconde question de race vienne s'ajouter à la première. Cette opposition est légitime et ce sentiment

est raisonnable. Il faudra à la fin que le gouvernement en tienne compte, et ce doit être, aussi bien, son vœu le plus cher. Mais l'affaire avait été vraiment mal engagée, et il ne pouvait suivre les autorités locales dans une voie qui le menait aux complications internationales, sans doute à la guerre. Il trouvera un jour ou l'autre le moyen de défendre les frontières nationales, comme il a défendu les frontières économiques. Les États-Unis se protégeront. Un tarif protecteur n'est pas une insulte. En un sens même, c'est un aveu de faiblesse, puisqu'on reconnaît que le travail national n'est pas assez fort pour affronter la concurrence. Pareillement, des mesures s'imposent pour que l'invasion jaune ne devienne pas un danger mortel. Mais ces mesures, comme dit, dans l'ouvrage que nous avons déjà cité, M. Archibald Cary Coolidge, avec une finesse où perce peut-être quelque ironie, « pourront être un hommage aux qualités des Asiatiques; le désir de les exclure pourra signifier, comme l'exclusion des blancs par les nègres d'Haïti, que l'on reconnaît leur supériorité ».

Il faut espérer qu'ils le comprendront. S'ils ne saisissent pas tout ce qu'il y a de flatteur pour eux dans cette attitude, s'ils refusaient de voir aussi que leur intérêt véritable leur conseille plutôt, comme nous l'avons dit, de diriger leurs émigrants vers la Corée, les États-Unis prendraient mieux leur parti de ce mécontentement quand le canal de Panama

leur permettra de mobiliser rapidement et sans difficulté leur flotte dans le Pacifique. Car les nations fortes et résolues à vivre ont, pour imposer les mesures nécessaires, diverses espèces d'arguments.

Ceux qui furent longtemps la loi suprême du vieux monde, n'ont jamais fait reculer la jeune vigueur des États-Unis. Ils ont pris les armes toutes les fois qu'ils l'ont jugé nécessaire et, une fois au moins, en 1904, ils ont interprété un peu largement sans doute cette nécessité. Certes, le jour n'est pas venu — et nous ne le prédisons pas — où ils seront une grande puissance militaire. Mais au terme de notre étude, nous ne pouvons fermer les yeux à cette évidence, que leur évolution les façonne à notre image. Elle manifeste ainsi jusqu'à la rendre, en quelque sorte, perceptible à nos regards, la force même des choses, les lois inéluctables des sociétés, hors desquelles elles ne peuvent ni se constituer, ni vivre. A mesure que nous aspirons à nous rajeunir et à leur ressembler, ils se rapprochent de nous. Les circonstances ont placé en fait et dès l'origine les États-Unis dans les conditions qui peuvent paraître à un théoricien de l'absolu le terme idéal de toute société. Le progrès, le mouvement de la vie consistent pour eux à les modifier insensiblement, et ils rencontrent ainsi les phases principales de notre évolution, partie de l'extrémité opposée. Tandis que les peuples de l'Europe arrachaient,

pour ainsi dire, à l'État, comme une concession, chaque liberté, l'individu, en Amérique, les apportait toutes avec lui à sa naissance, et l'État ne se constituait qu'en les limitant : nous avons vu qu'il serait vraisemblablement conduit à les limiter encore. De même, tandis que, chez nous, les inégalités de fait s'atténuaient sous l'influence de l'idée d'égalité, là-bas la société, à mesure qu'elle s'organise, ébauche des aristocraties. Enfin, alors que nos vieilles nations, fortement unifiées, sont amenées par les échanges de leur vie économique, la nécessité et la facilité des communications de toute sorte, à élargir leur horizon et à faire une part à l'esprit international, la jeune nation américaine sent le besoin de resserrer ses liens, de concentrer et de fortifier en elle le sens de la personnalité : elle est manifestement à une phase de nationalisme.

La leçon des faits, indépendante de nos partialités, semble bien être que la nation, la société, l'État sont soumis à des lois dont la réalisation leur assurerait l'équilibre idéal, en deçà ou au delà duquel ils oscillent dans l'amplitude plus ou moins large, plus ou moins désordonnée, des essais, des réformes et des révolutions... Plus précisément, ici, elle nous enseigne la valeur de l'initiative individuelle, le bienfait de la liberté, l'inappréciable efficacité de l'idéal national. Cet idéal, toutes les forces vives du pays s'en inspirent et y aspirent. Il est vraiment l'idée directrice de l'organisme social,

il le crée, le conserve et l'épanouit. Ce que doit être cet organisme, à quelle forme il doit tendre et prétendre s'il veut développer toutes ses possibilités de puissance et de bonheur, nous le lisons assez clairement dans les efforts du plus grand peuple des temps modernes pour devenir et rester une nation.

CONCLUSION

Les États-Unis et les Républiques Sud-Américaines.

Une démocratie ordonnée et heureuse. — Comparaison avec les États de l'Amérique du Sud. — Les conditions différentes de la colonisation. — Les différences de races : Anglo-Saxons et Latins. — La thèse d'un Président de la République Argentine et les théories de M. Gustave Le Bon. — Importance de la race. — Le Gouvernement démocratique n'est pas une cause, mais un effet.

Après avoir considéré l'évolution d'une démocratie extrêmement prospère, il est naturel de se demander quel rapport il y a entre cette prospérité et l'état démocratique lui-même. Nous avons suivi, en remontant jusqu'à leurs causes, les merveilleux progrès des États-Unis. Des conditions économiques exceptionnelles ont agi sans entraves sur une population préparée entre toutes, et en quelque sorte prédestinée par ses antécédents, à les utiliser. Les énergies les plus vigoureuses de la vieille Europe se sont donné rendez-vous sur ce sol

aux richesses infinies et disponibles ; elles ont reçu d'une même sommation un commencement d'unité, renforcée bientôt par la sélection naturelle : celles qui s'adaptent le mieux survivent, les autres sont éliminées. Les plus réfractaires s'éliminent d'elles-mêmes, puisque les émigrants les moins assimilables ne viennent aux États-Unis que pour y gagner de quoi retourner vivre moins misérablement dans leur patrie. Les deux groupes primitifs les plus fortement constitués, « New-Englanders » et Virginiens, n'ont jamais cessé d'exercer leur action sur tout le reste, d'ordonner et de façonner les apports successifs de l'immigration, d'infuser à cette masse confuse le sens de l'ordre et de la loi. Il s'est formé ainsi de bonne heure une aristocratie de l'Est que nous avons vu rayonner partout, diriger l'éducation, les œuvres sociales, la religion, organiser la colonisation de l'Ouest, et, après la guerre de Sécession, la mise en valeur du Sud, préparer enfin cette vie spirituelle dont l'expression devait aboutir à une littérature nationale. Et nous avons vu aussi l'organisme politique se former sous nos yeux. Condamnée par la force des choses, quelle que fût la volonté des premiers groupes, à devenir une société économique, la nation américaine s'est donné l'organisation qui convenait le mieux à cette destinée : celle d'une association d'intérêts où la part de l'État lui est strictement mesurée; il n'apparaît guère que

comme une raison sociale entre des communautés déjà formées, conscientes de leurs prérogatives et de leurs droits de hautes parties contractantes.

Ce n'est donc pas parce qu'ils sont en démocratie que les États-Unis ont la force dont nous les voyons doués et qu'ils ont pu accomplir les grandes choses dont nous leur envions la gloire : c'est parce qu'ils étaient capables de cette œuvre qu'ils ont pu réaliser une démocratie. Ils ont su, d'ailleurs, la préserver de ses conséquences les plus funestes. Ils ont donné à l'État, dont toute l'autorité repose sur l'élection, la forme qui lui permet de s'en affranchir : séparation absolue des pouvoirs, réduction de leurs attributions. Cette République « présidentielle » est beaucoup plus semblable à une monarchie qu'à une république parlementaire. Le pouvoir personnel y est plus fort que dans les monarchies mêmes, où le roi règne et ne gouverne pas. Le président gouverne; il exerce la réalité du pouvoir, s'il n'en étale pas la majesté. Et cette République encore est aristocratique de fait, puisque toute l'influence et toute la puissance effectives sont dans les mains d'un petit nombre, les plus habiles, les plus hardis ou les meilleurs : financiers, industriels, pionniers, philanthropes... Aristocratie ouverte, assurément; mais quelle aristocratie ne fut pas ouverte? Les plus illustres nobles n'ont-ils pas été toujours ceux à qui le titre fut conféré? Les titres étaient héréditaires, dira-t-on. Croyez-vous que la fortune ne

le soit pas? En vérité, les seules forces qui aient jamais mené le monde sont le travail, la richesse, le talent et la vertu. L'une ou l'autre domine, suivant les pays et les temps. L'aristocratie américaine est surtout fondée sur la richesse et le travail. Elle est beaucoup plus semblable à toutes les autres qu'on ne le croit, — dans son origine et sa nature, dans son rôle et ses effets.

Aussi bien, rien ne sert de discuter des thèses en présence des faits. A quoi bon rechercher si les États-Unis ont prospéré parce qu'ils sont en démocratie ou malgré qu'ils y soient, quand nous voyons, dans cette même Amérique, pour une démocratie ordonnée et heureuse, quinze autres impuissantes et déchirées. Le Brésil est fort au-dessus de tous les États voisins, et il ne faut pas oublier qu'il fut un empire jusqu'en 1889, échappant ainsi, dans une certaine mesure, à leur profonde décadence, « grâce à un régime monarchique qui mettait le pouvoir à l'abri des compétitions »[1]. Le Mexique a trouvé depuis plus de trente ans la force et la paix sous la dictature de Porfirio Diaz, qui a la continuité d'un règne. Le 8 juillet 1900, après sa sixième réélection, il prononçait des paroles qui exprimaient assez bien le sentiment d'un monarque conscient de sa véritable force : « Je crois fermement que, lorsque déborde

1. Gustave Le Bon, *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, p. 116.

la confiance d'un peuple pour ses gouvernants, la tâche de ceux-ci est tracée d'avance, puisque cette confiance est la base fondamentale d'un gouvernement. C'est elle qui soutient l'édifice administratif et engendre les périodes de bien-être. Tous les gouvernants comptant sur cet élément pourront être sûrs du succès. » Après les luttes qui l'avaient déchiré — l'invasion des États-Unis, la campagne française et les troubles civils auxquels le général Diaz ne mit fin qu'en s'emparant du pouvoir à main armée — le pays aspirait à la tranquillité et à une activité réparatrice. Il ressentait impérieusement le besoin de restaurer ses finances, d'attirer des capitaux étrangers, d'exploiter des richesses naturelles, de développer son commerce, son industrie, ses chemins de fer. Seul entre toutes les républiques « latines » de l'Amérique, il eut l'heureuse fortune de trouver l'homme capable de mener à bien cette entreprise, en dépit de la constitution elle-même. Il eut la sagesse de le garder. Élu pour la première fois en 1877, battu aux élections suivantes, il revient au pouvoir en 1884. Il ne fallut rien moins, pour le renouvellement de ses pouvoirs en 1888, qu'une dérogation à la constitution. Le Mexique eut la sagesse d'y déroger au profit de l'ordre.

Partout ailleurs, il n'y a que désordre, insécurité, querelles de personnes et violences des partis. Un Péruvien qui connaît son pays et qui l'aime,

M. Francisco Garcia Calderon, dans un excellent ouvrage sur « Le Pérou contemporain », reconnaît que, pendant tout le XIXe siècle, c'est-à-dire depuis la proclamation de la République, « les forces actives du pays se concentrent dans la politique, dans les luttes pour le pouvoir. » Et il cite les paroles singulièrement expressives d'une de ses compatriotes, Flora Tristan, douée, nous dit-il, d'un remarquable esprit d'observation, qui écrivait en 1834 : « Ce n'est pas, actuellement, pour des principes que se battent les Américains-Espagnols, c'est pour des chefs qui les récompensent par le pillage de leurs frères. » M. Garcia Calderon pense qu'il en fut trop longtemps ainsi, et que trop longtemps l'histoire du Pérou ne fut « qu'une course affolée à la richesse, parmi l'*instabilité des choses et les luttes ambitieuses des hommes.* » On ne saurait mieux dire, ou plus fortement caractériser le mal des Républiques sud-américaines. La Colombie a vu soixante-dix révolutions, le Venezuela cent quatre en trois quarts de siècle. La Bolivie, le Chili, ne sont guère plus sages, et que dire des républiques de l'Amérique centrale, ces « paradis » dont la politique fait des enfers? Les partis sont des équipes et des factions : chacun gouverne et pille à son tour...

En dépit d'hommes d'État remarquables, et au détriment de leurs intérêts les plus vitaux, ces démocraties en sont encore à faire leur éducation politique. Elles ne sont point adaptées à leurs

conditions d'existence, parce qu'elles ne se sont point constituées par une évolution continue. Il y eut vraiment « révolution » dans leur histoire.

L'indépendance fut, pour chacune, une rupture complète avec le passé. Elle ne consacrait pas, comme dans les treize colonies de l'Amérique du Nord, un état de choses ancien, organique, conforme à la nature des individus et aux lois de développement des sociétés qu'ils avaient formées. Elle jetait dans une autre voie, où elles n'étaient point préparées à marcher, des populations mêlées, issues d'indigènes, d'aventuriers et de conquérants, groupées en corps par la métropole, exploitées à son profit, révoltées enfin contre cette domination que représentaient des gouverneurs impitoyables. Elles passèrent du régime de l'autorité absolue à celui de la liberté sans contrôle, car il n'existait rien, ni habitudes, ni discipline, qui pût soutenir le citoyen et ordonner les efforts de la communauté. Les émigrants d'Europe, ne trouvant pas de cadres où ils n'auraient eu qu'à entrer, sont impuissants à les organiser eux-mêmes. Leur cohue ajoute au désordre et à la confusion, et l'on ne peut se défendre de constater que si l'Espagne et le Portugal avaient su administrer leurs possessions américaines, elles leur eussent évité bien des maux et épargné de désastreuses expériences dont nous ne voyons pas encore la fin.

Quand la volonté de l'homme se jette en travers du cours des choses, elle le trouble ; mais il l'emporte et continue, plus agité seulement, plus limoneux. Il ne suffit pas plus de décréter une Constitution pour transformer un peuple que de rédiger une ordonnance pour changer un tempérament. Il faut, dans les deux cas, pouvoir suivre le « régime », et qu'il soit le bon. Les républiques sud-américaines ont emprunté celui qu'elles avaient vu réussir ailleurs, sans examiner s'il leur convenait. Elles ont le suffrage universel, deux Chambres et un Parlement : c'est tout l'extérieur, en effet, d'une république parlementaire. Mais regardons la réalité. Le passé, qui ne perd jamais ses droits, pèse sur ces nations artificiellement improvisées, et, au lieu de les soutenir, il les écrase. Il retombe sur des échafaudages, dressés selon les règles de l'architecture politique, mais qui sous son poids s'effondrent. Un des anciens présidents d'une de ces républiques, homme d'État éminent, va nous le dire : « Les Constitutions écrites que ces peuples se donnèrent, en déclarant leur indépendance, et qui furent inspirées par les Constitutions des États-Unis ou de la Suisse, devinrent aussitôt lettre morte, parce qu'elles étaient en complète contradiction avec les habitudes politiques traditionnelles de ces masses, et parce qu'elles exigeaient, pour leur application régulière, une éducation politique qui faisait défaut aux peuples sud-américains. Un

siècle tout entier a été nécessaire pour que l'immigration, l'intérêt matériel, l'influence de la civilisation, aient modifié lentement la mentalité politique de ces peuples, en mettant en vigueur et vulgarisant les principes de gouvernement, extirpant les éléments et supprimant les causes de l'anarchie qui les avaient si longtemps troublés »[1].

On ne s'aperçoit guère encore de ces beaux résultats, si nous en croyons le témoignage, sur le plus prospère et peut-être l'un des moins troublés de ces pays, de deux observateurs impartiaux, esprits pratiques, appliqués surtout à débrouiller des questions d'affaires et à voir les choses telles qu'elles sont. MM. Albert B. Martinez, ancien sous-secrétaire d'État au Ministère des Finances de la République Argentine, et Maurice Lewandowski, sous-directeur du Comptoir d'Escompte, constatent que l'Argentine reste, en fait, sous un régime de pouvoir personnel et que la présidence de la République est l'axe autour duquel tout gravite dans la vie politique du pays. Le président a pris la place du capitaine général ou du vice-roi. Il est élu, direz-vous? La belle affaire! Nous pouvons en croire le témoignage des mêmes auteurs : « Ce sont les gouvernements qui font les élections, sans qu'on puisse dire si cela se produit parce qu'il n'y a pas d'opinion publique, ou s'il n'y a pas d'opinion

1. Charles PELLEGRINI. Introduction à *L'Argentine au XXe siècle*, par Albert B. MARTINEZ et Maurice LEWANDOWSKI.

publique parce que les gouvernements usurpent les fonctions électorales. »

Les républiques américaines ne savent donc pas se gouverner et, à vrai dire, elles ne se gouvernent pas. Le pouvoir personnel y domine en fait, sous des apparences démocratiques, et elles oscillent de l'anarchie à la dictature. Leurs apologistes tentent d'expliquer cette différence avec la grande République du Nord, si ordonnée et si progressive, par la diversité historique des débuts et les formes que se trouva prendre la colonisation, indépendamment de la volonté des hommes. Ils n'y réussissent point.

Voyons pourtant l'argumentation du président Pellegrini. Quand les Anglo-Saxons (nous prenons ici le terme au sens le plus large) arrivèrent sur les côtes de l'Amérique du Nord dans la première moitié du XVIIe siècle et y fondèrent des cités telles que New-York, Boston et Philadelphie, il y avait déjà un siècle et demi que l'Amérique avait été découverte et explorée par les Espagnols. Ces colonies étaient formées de groupes de familles, qui avaient abandonné leur patrie pour en chercher une nouvelle, où ils pussent vivre et travailler, à l'abri des persécutions et de l'intolérance politique et religieuse. Les marins d'Espagne, au contraire, aussi braves qu'audacieux, se lancèrent en plein inconnu pour découvrir un monde, conquérir des terres et des sujets nouveaux à leur patrie et à leur roi.

Nous ne contestons point l'audace ni la bravoure des « conquistadors » ; nous n'entendons rabaisser ni leurs exploits, ni la grandeur de leur rêve « héroïque et brutal ». Mais comment soutenir encore, devant cette opposition même, que dans la destinée si différente des États-Unis du Nord et des Républiques du Sud, il n'y ait à tenir aucun compte des qualités et des aptitudes spéciales des deux races ? C'est précisément le contraire qui ressort des faits invoqués ici. Il est bien évident que ce goût du travail et de la liberté, auquel cédaient les fondateurs de la Virginie ou de la Nouvelle-Angleterre, est un trait anglo-saxon, comme le goût de l'aventure, le prosélytisme religieux et l'esprit d'autorité révèlent l'Espagne du XVIe siècle. S'il n'y a donc, dès l'origine, aucune ressemblance entre les petites communautés qui n'étaient, sur les bords de la rivière James, de l'Hudson ou de la Delaware, que des prolongements de l'Europe, et les *encomiendas* où une féodalité de soldats, de fonctionnaires et d'aventuriers régnait sur une plèbe indigène, c'est l'effet sans doute des circonstances, mais aussi des caractères, et, à vrai dire, dans les circonstances mêmes de la colonisation, nous retrouvons encore, au moins pour une grande part, le caractère des colons.

La suite des temps renforça les divergences initiales, et les deux facteurs sont toujours à l'œuvre sans qu'il nous soit possible de réduire le second

au premier. L'immigration européenne trouva dans le continent du Nord ces cadres politiques et religieux, solidement constitués, qui portent si nettement la marque anglo-saxonne ; elle s'ajusta à des disciplines dont rien ne contre-balançait le pouvoir et se prêta ainsi à l'assimilation rapide qui maintint l'unité. Point de mélange avec l'élément indigène : amour-propre ou principes religieux, voilà encore des traits anglo-saxons.

Il en allait tout autrement, nous l'avons dit, dans les colonies espagnoles ou portugaises. Enfin celles-ci se trouvèrent intellectuellement et moralement séparées du reste du monde : leurs maîtres les considéraient comme des domaines à exploiter, dont ils entendaient bien réserver pour eux seuls toutes les richesses. Il se peut que cette politique coloniale soit, comme se plaisent à le soutenir les défenseurs de l'Espagne, l'erreur commune du temps ; il n'est que plus remarquable alors de voir comment des Suédois, des Hollandais, des Anglais avaient réussi à fonder des établissements autonomes, garantis par de bonnes chartes et prolongeant, au delà des mers, l'activité de la nation.

On ne saurait donc contester que la force, la persistance et l'action des caractères de race n'aient joué un rôle capital dans l'histoire des treize colonies et de la grande République à laquelle elles ont donné naissance. Ces colonies, après avoir transporté et maintenu sur le nouveau sol leurs

mœurs et coutumes, leurs lois sociales et politiques, leurs traditions libérales et leur régime économique, purent former ainsi, dès qu'elles se déclarèrent indépendante, une nation et un peuple. Dans l'Amérique du Sud, au contraire, les races indigènes n'avaient reçu de leurs maîtres aucune éducation politique et conservaient leurs habitudes de soumission et d'obéissance. Dès lors l'indépendance, au lieu d'être la suite d'une évolution continue et le terme d'un progrès naturel, ne fit qu'ouvrir une crise dont nous voyons encore les effets. Qu'allait faire, le jour où elle assumait la tâche de se gouverner elle-même, cette population composée d'Indiens convertis et de métis, qui n'avaient d'autres notions et d'autres traditions de gouvernement que celles du pouvoir personnel?

M. Pellegrini a raison. Pour les hommes politiques de l'Amérique du Sud, le problème était tout autre et plus difficile que pour les fondateurs de l'Union Nord-Américaine. Il faut en tenir compte dans les jugements que l'on peut avoir à porter sur eux. Il faut tenir compte aussi des conditions défavorables dans lesquelles ces Républiques font l'apprentissage de la liberté. Certes on ne peut pas les condamner sur une expérience aussi courte, conduite au milieu de difficultés si nombreuses. Mais il n'en reste pas moins que beaucoup de ces difficultés se rattachent à la forme que la colonisation a prise sur ce continent, c'est-à-dire, en

dernière analyse, à la nature même des puissances colonisatrices qui se l'étaient partagé. Or une telle cause subsiste et l'on peut se demander, quand on compare l'anarchie et la désorganisation des Républiques du Sud avec l'ordre, l'esprit de progrès que nous montre la grande République du Nord, si tout est faux « dans cette croyance, aujourd'hui généralisée, que la destinée si différente de ces États est due à des qualités et à des aptitudes spéciales de la race anglo-saxonne, qui faisaient défaut aux races latines ».

La thèse, ainsi formulée, a fait grand bruit. M. Demolins a écrit, pour l'illustrer, un livre d'aperçus ingénieux et un peu faciles : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*. M. Gustave Le Bon l'a appuyée avec force sur « les lois psychologiques de l'évolution des peuples. » Après avoir établi « que les institutions d'un peuple sont l'expression de son âme et que, s'il lui est aisé d'en changer la forme, il ne saurait en changer le fond », M. Gustave Le Bon estime ne pouvoir trouver de meilleur exemple que l'évolution comparée des États-Unis d'Amérique et des Républiques hispano-américaines pour montrer « à quel point l'âme d'un peuple régit sa destinée et le rôle insignifiant que jouent les institutions dans cette destinée. » L'anarchie forcée de ces Républiques lui apparaît comme la conséquence de l'infériorité des caractères de la race. Et il va plus loin : « Ce n'est pas seulement en politique,

naturellement, que se manifeste la décadence de la race latine qui peuple le sud de l'Amérique, mais bien dans tous les éléments de la civilisation. Réduites à elles-mêmes, ces malheureuses Républiques retourneraient à la pure barbarie. Toute l'industrie et tout le commerce sont dans les mains des étrangers : Anglais, Américains et Allemands[1]. Valparaiso est devenu une ville anglaise; et il ne resterait rien au Chili, si on lui ôtait ses étrangers. C'est grâce à eux que ces contrées conservent ce vernis extérieur de civilisation qui trompe encore l'Europe. La République Argentine compte quatre millions de blancs d'origine espagnole; je ne sais si on en citerait un seul, en dehors des étrangers, à la tête d'une industrie vraiment importante. »

On conçoit que le Président Pellegrini ait eu à cœur de trouver une explication moins pessimiste aux maux dont a souffert son pays, dont il souffre encore, comme toutes les autres Républiques sud-

1. Il faudrait ajouter : Français. Il y a 10.000 Français établis au Mexique où ils monopolisent d'une façon absolue tout le commerce des nouveautés. On sait qu'ils sont en majorité originaires de la vallée de Barcelonnette. Un de nos compatriotes qui a fait, voilà une dizaine d'années, un voyage d'affaires dans « les nouvelles Amériques », résumait ses impressions en ces termes : « Dans tous ces pays, la part de la France à l'éducation et à la vie sociale est immense; les lois sont faites sur notre Code; toutes les carrières libérales sont calquées sur les nôtres; les médecins étudient dans les livres français, et les cours sont faits d'après ceux de nos Facultés... La France possède dans toutes ces contrées des intérêts de premier ordre... » (G. Aubert, *Les Nouvelles Amériques*, pp. 425-26, 435.)

américaines. Nous ne saurions prétendre trancher ici un débat qui soulève les plus graves problèmes. Il nous suffit de constater qu'il semble bien difficile d'éliminer le facteur de la race, du tempérament et du caractère, quand on cherche à comprendre les destinées si différentes de l'Union et des autres Républiques américaines. Mais la conclusion à laquelle nous sommes inévitablement conduit, — et nous répondons ainsi à la question posée en tête de ces dernières pages, — c'est que la démocratie n'a en elle-même aucune vertu magique. Cette forme politique et sociale peut répondre aux qualités de certains peuples, à leur idéal, à leurs traditions. Ils la réalisent alors tout naturellement. Les cantons suisses et les treize colonies d'Amérique ont trouvé dans ses cadres l'organisation qui leur convient. Il faudra bien que les Républiques de l'Amérique du Sud s'en accommodent et y installent leurs besoins matériels toujours plus pressants, leurs énergies sans cesse accrues par l'immigration et exaltées par l'appel des richesses latentes. Ce travail d'adaptation ne se sera pas accompli sans désordres, ni sans souffrances ; et le jour n'est pas venu encore où les constitutions empruntées par ces États cesseront enfin d'être lettre morte et seront appliquées en esprit et en vérité.

FIN

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Pages

AVANT-PROPOS 1

LIVRE I

L'INDIVIDU ET LA SOCIÉTÉ

Chap. I. — Les Éléments de la population. . . . 6

I. *Les premiers immigrants. — La Compagnie de Londres et la colonisation de la zone du Sud (Virginie). — L'émigration des Cavaliers.*

II. *La Compagnie de Plymouth et la colonisation de la zone du Nord (Nouvelle-Angleterre). — Les Puritains séparatistes et la May-Flower (1620). — La Compagnie de la baie de Massachusetts.*

III. *La zone intermédiaire : Hollandais, Suédois, Quakers.*

IV. *L'extrême Sud : les deux Carolines, la Géorgie.*

V. *L'immigration au XIXe siècle. — Décroissance de l'élément anglo-saxon à partir de 1820 : prédominance des éléments celtiques et germaniques, puis latins et slaves.*

Chap. II. — Le Milieu. 23

I. *Conditions physiques et géographiques. — Immensité des territoires inoccupés et fertiles. — Richesses du sous-sol. — Le climat.*

II. *Conditions historiques. — Absence d'un passé historique. — Absence d'ennemis et de rivaux. — Prédominance exclusive de l'activité économique.*

III. *Réduction des éléments divers à l'unité : le caractère dominateur. — Formation d'un type américain.*

Pages

CHAP. III. — **Psychologie de l'Américain** 32

L'énergie physique. — L'initiative. — L'amour du risque. — Direction unique de l'intelligence. — Elle est subordonnée à l'action. — Les théories de M. William James et la psychologie du bluff. *— Conception positive de la culture. — Amoindrissement de la sensibilité. — Le triomphe de la jeunesse.*

CHAP. IV. — **La Société américaine** 41

La loi de production intensive. — Le provisoire. — Mauvaise organisation du service privé : la question des domestiques. — Mauvaise organisation des services publics : les politiciens. — Le provisoire dans les conditions : absence complète de castes. — Les millionnaires : excentriques et philanthropes. — Une aristocratie en formation.

LIVRE II

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

CHAP. I. — **La Phase agricole** 53

I. *Les fermiers du Nord et la petite culture. — Les planteurs du Sud et l'aristocratie rurale. — Le travail des esclaves. — Développement de l'esclavage. — L'émigration contourne le Sud.*

II. *L'expansion vers l'Ouest. — Développement des communications : canaux, navigation à vapeur et chemins de fer. — Les inventions mécaniques.*

CHAP. II. — **L'Essor industriel** 63

Isolement et protectionnisme. — Les industries de l'Est. — L'Ouest agricole. — Le Sud depuis la guerre de Sécession.

CHAP. III. — **L'Expansion économique** 73

Nécessité de produire. — Facilités de production. — Arrêts subits et troubles profonds. — Recherche d'un régulateur : les origines de l'impérialisme. — Déve-

Pages

loppement des moyens de transport. — La navigation intérieure. — L'âge du rail a précédé l'âge de la route. — La concurrence américaine. — Perfection du machinisme et de l'organisation.

CHAP. IV. — **Les Caractères de l'activité économique** 82

I. *Concentration des moyens de production : Trusts et cartells. — Grandes et petites industries. — Influence de la politique douanière. — Les colosses aux pieds d'argile. — Importance de la concentration industrielle au point de vue social.*

II. *Concentration corrélative des forces ouvrières. — Les associations américaines et les trade-unions d'Angleterre. — Les Chevaliers du Travail : leur grandeur et leur décadence.* — L'American Federation of Labor. — *Les Unions centrales du travail. — Caractère exclusivement corporatif de ces associations : équilibre nécessaire du capital et du travail.*

LIVRE III

L'IDÉAL NATIONAL

CHAP. I. — **Genèse d'une conscience collective.** 98

La solidarité économique et l'unité nationale. — Le rôle des chemins de fer. — Caractère original du patriotisme américain.

CHAP. II. — **La Religion** 107

Comment elle a été la première forme de la vie spéculative et en est demeurée la principale. — Comment les Etats-Unis entendent la neutralité. — Caractère pratique des Eglises. — L'esprit national est religieux. — L'esprit religieux est national. — Collaboration des diverses dénominations : Le « Parlement des religions » à Chicago (1893). — Les progrès du catholicisme. — Le rôle national de l'Eglise catholique aux Etats-Unis. — Mgr Ireland et l'incident des paroisses franco-canadiennes. — L'affaire des écoles. — L'attitude des grands évêques.

Pages

CHAP. III. — L'Éducation 120

I. *Son caractère utilitaire : le savoir n'est jamais un but.*
II. *La haute culture : collèges et universités. — La vie spirituelle de la nation. — Une académie américaine.*

CHAP. IV. — L'Action sociale 136

Elle répond à la nécessité des résultats immédiats. — L'individualisme américain et le sentiment de la solidarité. — Le Boy's Club *de San-Francisco. — La* Women's Educational and Industrial Union *de Boston. — Philanthropie et spéculation : Les « Mill's Hotels » de New-York. — Les associations religieuses. — Les* settlements. *— Le rôle social des femmes et pourquoi les Américaines y excellent. — A quoi servent les clubs féminins d'Amérique.*

LIVRE IV

L'ÉVOLUTION INTELLECTUELLE

CHAP. I. — La Période coloniale 149

I. *Asservissement à l'esprit de l'Europe et particulièrement de l'Angleterre. — L'esprit puritain : médiocrité de l'inspiration et de la forme. — Benjamin Franklin. — La littérature politique.*
II. *L'école Knickerbocker et les premières formes de littérature nationale.*

CHAP. II. — L'Indépendance intellectuelle 163

I. *Rôle de la Nouvelle-Angleterre : tradition ininterrompue de culture et de vie intérieure. — Desséchement des sources d'inspiration. — L'idéalisme philosophique en Allemagne, en France, en Angleterre. — Le « transcendantalisme » américain. — Emerson et la déclaration d'indépendance (1837). — La confiance en soi* (self-reliance). *— La religion de l'esprit et la religion de la nature.*
II. *Influence de ce mouvement. Longfellow, lettré cosmo-*

Pages

polite et poète américain. — Un grand artiste : Hawthorne. — Quelques expressions de l'esprit national : Holmes, Whittier, Lowell.

CHAP. III. — **Extension du champ de la littérature : le Sud et l'Ouest** 178

I. *Causes de la longue stérilité du Sud. — C'est par des étrangers qu'il fait son entrée dans la littérature. — Les écrivains locaux. — Le cas d'Edgar Poe.*
II. *Apparition de l'Ouest. Le pittoresque et l'humour. — Mark Twain. — Les « Récits californiens » de Bret Harte. La poésie de Joaquin Miller.*
III. *Le poète de la démocratie américaine : Walt Whitman. — En quel sens il est « représentatif ».— Les caractères généraux de la littérature américaine.*

CHAP. IV. — **La Pensée et l'Art** 202

I. *Caractère pratique de la philosophie et de la science. — Le « pragmatisme ». — L'ingéniosité d'Edison.*
II. *L'art en Amérique. — Les obstacles à son originaiité. — La formation du goût : les musées et les collections particulières. — La production : architecture; les peintres de portraits; la sculpture. — Une République marchande qui veut devenir artiste.*

LIVRE V

L'ÉVOLUTION POLITIQUE

CHAP. I. — **L'Appareil constitutionnel** 221

Les Origines de l'Etat : l'hypothèse du « Contrat Social » réalisée : convention effective et volontaire entre individus libres. — Les townships. — *Le* self-government. — *Les villes et comtés. — Les* Commonwealths. — *Indépendance respective des divers groupes locaux au moment de la rupture avec l'Angleterre. — Répugnance à l'unité. — Dans quelles conditions est organisé l'Etat fédéral et comment les pouvoirs lui sont mesurés. — Comparaison avec l'Etat français.*

Pages

CHAP. II. — **De l'Indépendance à la guerre de Sécession** 230

Un individualisme ombrageux. — Le sens social et l'éducation politique. — Les grands intérêts communs et la nécessité d'une politique nationale. — Opposition du Nord et du Sud. La « nullification ». — Le rôle des Présidents. — L'immigration et le prestige de l'Etat fédéral.

CHAP. III. — **La guerre de Sécession et ses conséquences** 238

Antagonisme croissant du Nord et du Sud. — Les Etats à esclaves. — Les nouvelles acquisitions territoriales et la question de l'esclavage. — Le « compromis du Missouri » (1820). — La question de la Californie et l'arrangement de 1850. — La loi sur les esclaves fugitifs et La Case de l'Oncle Tom. — *La présidence de Lincoln et la Sécession. — La défaite du Sud et ses conséquences politiques. — Les deux grands partis : Républicains et Démocrates. — Importance croissante du gouvernement fédéral. — Insignifiance relative de la politique aux Etats-Unis.*

CHAP. IV. — **L'Impérialisme** 250

Circonstances qui en déterminent l'explosion : l'accroissement de la population et de la richesse ; le progrès industriel ; l'influence de l'Ouest. — Ses origines : la doctrine de Monroë. — Développements et transformations de cette doctrine : elle devient une doctrine d'expansion. — Le conflit anglo-vénézuélien de 1895. — Le panaméricanisme. — Les idées du capitaine Mahan. — L'expansion coloniale. — La question du Pacifique et de l'Extrême-Orient. — La question du canal.

LIVRE VI

LES PROBLÈMES

CHAP. I. — **Le Problème politique** 270

Impérialisme et militarisme. — Le Gouvernement fédé-

Pages

ral et l'autonomie des Etats. — Les pouvoirs présidentiels et le césarisme.

CHAP. II. — **Le Problème social** 278

Pourquoi il s'est posé plus tard qu'ailleurs en Amérique et d'une façon moins aiguë. — L'envers des Etats-Unis. — Un romancier socialiste. — Les « Quatre-Cents ». — La misère et le vice. — Le gaspillage de la vie humaine. — L'actif en face du passif. — Les exigences de l'évolution d'après le socialisme. — Evolution et Révolution. — Le génie de l'Amérique et le progrès.

CHAP. III. — **Le Problème des races** 298

I. *La « question nègre ». — Les Etats du Sud après l'émancipation : Le gouvernement des carpet-baggers. Violences et expédients. — Une atteinte au principe américain du* fair play. *— Une race inassimilable. — L'œuvre admirable de Booker T. Washington.*

II. *La « question jaune ». — Elle se complique de difficultés internationales. — Chinois et Japonais sur la côté du Pacifique.*

CONCLUSION

Les États-Unis et les Républiques Sud-Américaines 316

Une démocratie ordonnée et heureuse. — Comparaison avec les Etats de l'Amérique du Sud. — Les conditions différentes de la colonisation. — Les différences de races : Anglo-Saxons et Latins. — La thèse d'un Président de la République Argentine et les théories de M. Gustave Le Bon. — Importance de la race. — Le Gouvernement démocratique n'est pas une cause, mais un effet.

2148-11-13. — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie.

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

AN INITIAL FINE OF 25 CENTS
WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN
THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY
WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH
DAY AND TO $1.00 ON THE SEVENTH DAY
OVERDUE.

MAR 5 1935

Pugh
3/24

JAN 24 1939

JUN 23 1939

MAR 24 1949

13Jul'49 1s

6 Nov'64BG

OCT 4 1939

REC'D LD

10/18

OCT 31 '64 -4 PM

Feb24'49ME

YB 20422

358635

E179
R8

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY